DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12848 – 4,50 F – Fondateur : Hubert Beuve-Méry – Directeur : André Fontaine – MERCREDI 21 MAI 1986

« Démocratie » et traditions à Saint-Domingue

« Des élections libres et propres » : ce jugement porté par l'archevêque de Saint-Domingue sur le scrutin du 16 mai en République dominicaine semble un peu optimiste. Il est vrai que Mgr Lopez Rodriguez souhaitait calmer les esprits, rassurer une population justement préoccupée par la suspension indéterminée, décidée dimanche, du dépouillement des suffrages par la Commission électorale.

Confusion, tension, rumeurs de coup d'Etat, manœuvres de coulisse des états-majors politiques : quatre jours après les élections,les Dominicains ne savent pas encore si leur prochain président sera l'inusable Dr Joaquin Balaguer, ancien ministre et protégé du dictateur Trujillo, déjà trois fois président, et candidat du Parti réformiste social-chrétien (PRSC, opposition), ou M. Jacobo Majluta, candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, au pouvoir).

Disposant du soutien théoriquement sans faille du gouvernement et de l'appareil d'Etat, M. Majluta n'a cessé de proclamer sa certitude de vaincre, au cours d'une campagne électorale très agitée, ayant fait plusieurs morts et des blessés, mais sans relief. Les insultes et les accusations de fraude réciproques l'ont en effet largement emporté sur les débats d'idées et les programmes. Puis, au soir du 16 mai, alors que le décompte des voix n'était pas achevé, le porte-drapeau du PRD a affirmé : « J'ai gagné, et personne ne m'enlèvera ma victoire. » En réalité, les données fournies par les membres de la Commission électorale alors que 90 % des suffrages étaient dépouillés accordaient un avantage faible (de deux points) mais suffisant à M. Balaguer pour être élu, une quatrième fois, à la présidence. M. Majluta a obtenu la suspension du dépouillement en contestant la représentativité de deux des membres de la Commission électorale, dont le président.

La tradition est respectée, sinon les bonnes règles démocratiques. Depuis la chute de la dictature Trujillo, l'alternance a fonctionné en République dominicaine mais non sans bavures et accrocs. Aux élections générales de 1978, c'est le même Dr Balaguer, alors président, qui avait essayé, avec l'aide des forces armées, de s'opposer à la victoire incontestable de M. Guzman, leader du PRD. Il avait fallu une intervention énergique du gouvernement Carter pour mettre en échec cette tentative de coup d'Etat. M. Balaguer et ses partisans s'étaient inclinés de mauvaise grâce.

Il est fâcheux que le Parti révolutionnaire, maintenant au pouvoir et affilié à l'Internationale socialiste, se comporte aujourd'hui de la même manière que l'ancien collaborateur de Trujillo. D'autant que la situation est plus complexe et peut favoriser des débordements. M. Balaguer, comme M. Majluta, dispose de solides amitiés au sein des forces armées, qui proclament leur volonté inébranlable de « respecter le verdict populaire » mais qui ont quand même occupé depuis lundi les locaux de la Commission électorale « pour les protéger ».

On voit mal la Maison Blanche se prononcer nettement en faveur de l'un des deux prétendants à la succession du président Jorge Salvador Blanco. M. Majluta, comme M. Balaguer, est partisan de relations privilégiées avec les Etats-Unis. Et ce social-démocrate qui se situe nettement à droite du PRD (au point qu'il a pris des contacts avec l'Internationale libérale) est bien en cour à Washington. Ce n'est sans doute pas suffisant pour que l'équipe Reagan soit tentée d'intervenir en coulisse pour trouver une issue à l'imbroglio politico-juridique créé par le petit « coup de force » de M. Majluta.

DIFFÉREND ENTRE LE CHEF DE L'ÉTAT ET LE PREMIER MINISTRE

M. Mitterrand souhaite que le Parlement débatte du retour au scrutin majoritaire

L'Assemblée nationale examine, le mardi 20 mai, le projet de loi rétablissant le scrutin majoritaire à deux tours et autorisant le gouvernement à découper par ordonnances les cinq cent soixante-dix-sept nouvelles circonscriptions. Le premier ministre devait engager la responsabilité du gouvernement sur ce texte qui soulève quelques difficultés au sein de sa majorité. L'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution peut intervenir dès l'ouverture du débat, avant que ne soient soumises au vote les motions de procédure déposées par les socialistes.

Avant de prendre sa décision sur ce point, sur lequel M. François Mitterrand avait confirmé ses réserves le 18 mai, le premier ministre s'est entretenu avec le président de la République, mardi en fin de matinée. Le chef de l'Etat souhaite en effet qu'en cette matière le Parlement ne soit pas privé de débat.

M. Chirac devait en discuter aussi avec les responsables de la majorité au cours du déjeuner hebdomadaire qui les réunit, le mardi, à Matignon.

A reculons ?

par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Heureusement qu'il y a Mitterrand ! » « Mitterrand ne laissera pas faire cela ! » Ces vœux (pieux ?) ne viennent pas de socialistes inquiets de voir M. Chirac défaire « le socle du changement » de M. Mauroy mais d'élus UDF exprimant – en privé – tout le bien qu'ils pensent de la réforme électorale. Celle-ci comporte non seulement le retour au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, mais surtout le redécoupage des circonscriptions.

Etats d'âmes ou pas, M. Gaudin a promis, au nom de l'UDF, que *« pas une voix »* ne manquerait au gouvernement pour l'autoriser à agir en ce domaine par ordonnances. Lesquelles, comme chacun sait, devront être signées (à moins qu'il ne s'y refuse), par... M. Mitterrand. Il est piquant de rapprocher le comportement de certains élus UDF de celui de certains syndicats : ces derniers aussi comptent sur le président pour protéger les acquis sociaux ; ce qui, dans l'intervalle, leur évite d'avoir à déplaire à M. Chirac.

Il n'est cependant écrit nulle part que cette réforme électorale affaiblira la cohabitation même si le président s'oppose à la procédure choisie. Dans l'immédiat, elle est plutôt, pour M. Chirac, un facteur de stabilité. A terme, en revanche, elle peut marquer un recul sensible de la « civilisation politique ».

La rapidité avec laquelle M. Chirac veut rétablir le mode de scrutin qui a été appliqué sans interruption de 1962 à 1981, s'explique aisément.

(Lire la suite page 8.)

La rémunération des indicateurs

M. Pandraud justifie sa décision de payer mieux des informateurs plus nombreux.

PAGE 12

Morosité des laïques

La Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public met en sourdine son programme et appelle à la « résistance » contre la politique de M. Monory.

PAGE 11

Latinité : mythe ou réalité

A propos du colloque de Rome, les points de vue de Georges Duby et Dominique Fernandez.

PAGE 2

Un article de M. Genscher

Le ministre des affaires étrangères de la RFA, qui est attendu mercredi 21 mai à Paris, estime que l'alliance franco-allemande conditionne l'autonomie de l'Europe.

PAGE 3

Tabac : la publicité sans filtre

La loi Veil contre le tabagisme a dix ans, mais les ventes de cigarettes progressent.

« LE MONDE MÉDECINE », PAGES 21 et 22

Etranger (3 à 7) ● Politique (8 à 11) ● Société (12 à 14) ● Cannes 86 (15 et 16) ● Culture (17) ● Communication (17) ● Economie (43 à 47)

Programmes des spectacles (18) ● Radio-télévision (19) ● Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (19 et 20) ● Carnet (20) ● Annonces classées (24 à 42)

LES ÉLECTIONS DU 21 MAI AUX PAYS-BAS

« Tonton Joop » contre Ruud Lubbers

Les Néerlandais se rendent aux urnes le mercredi 21 mai pour des élections législatives. La catastrophe de Tchernobyl a joué un rôle dans la campagne, et pourrait coûter sa majorité au premier ministre sortant, M. Ruud Lubbers.

De notre envoyé spécial

Amsterdam. – *« Hup Hup Ome Joop »* (Vas-y Tonton Joop)... Joop Den Uyl, soixante-huit ans, le leader du Parti socialiste néerlandais (plus exactement Parti du travail), a retrouvé toute son énergie sous les moqueries affectueuses des jeunes militants de S'Hertogenbosch. Tonton, lui ? Pourquoi pas ? Ne le compare-t-on pas aussi pour son plus grand plaisir à cet autre vétéran célèbre, le cycliste Zoetemelk – encore un Joop, – qui a bien surpris l'an dernier en enlevant le championnat du monde ? Si la coalition chrétienne-démocrate et libérale actuellement au pouvoir n'obtient pas le 21 mai la majorité absolue, soit plus de 75 sièges, alors le Parti du travail sera appelé par la reine pour former le futur gouvernement, et Den Uyl pourrait retrouver le fauteuil perdu en 1981.

Pour le moment *« Tonton Joop »* tente de convaincre les deux cents personnes rassemblées dans le casino municipal. L'enjeu dans cette région est important. Traditionnellent, catholiques et conservatrices, les provinces du Sud commencent à réserver un accueil plus chaleureux à la gauche. Tout change : si les prêtres interviennent encore dans le débat politique, ce n'est plus pour appeler à *« voter chrétien »*, comme il y a quelques années, mais plutôt pour inviter leurs ouailles à une manifestation pacifiste. Incontestablement la lutte contre l'installation des missiles et des centrales nucléaires aura profondément changé les mentalités du pays.

Les missiles, il faut d'ailleurs que Joop Den Uyl en parle ce soir à S'Hertogenbosch pour réveiller un tant soit peu son public. Après la grande croisade de ces dernières années, qui a culminé le 26 octobre 1985 par l'envoi au premier ministre d'une pétition de 3,7 millions de signatures (sur une population de 14 millions d'habitants), la fièvre pacifiste et antinucléaire était un peu retombée. La catastrophe de Tchernobyl est venue relancer le débat. *« Pas de missiles, pas de centrales nucléaires ! »*, conclut Den Uyl, qui s'esquive pendant que les militants chantent *l'Internationale*.

Le reste de son discours a été bien sage. Les grandes envolées lyriques, ce n'est pas le genre du pays. Tant mieux peut-être pour la démocratie, mais tant pis sûrement pour le spectacle. *« Une campagne électorale maintenant, c'est aussi triste qu'un verre de bière sans genièvre »*, ironise un journaliste néerlandais. Cette sagesse s'explique aussi par le fait que demain Joop Den Uyl pourra participer à un gouvernement avec ses principaux adversaires d'aujourd'hui, les chrétiens-démocrates...

« La cohabitation – c'est comme ça que vous dites ? – entre Mitterrand et Chirac, vous pensiez que ça ne marcherait pas. Or ça marche. Alors, pourquoi pas entre Lubbers et moi ? », explique Den Uyl (en français). Les deux hommes se connaissent bien d'ailleurs, puisque, lorsqu'il était premier ministre, Den Uyl est allé chercher ce jeune chef d'entreprise dynamique et considéré comme un catholique de gauche pour en faire son ministre de l'économie. Aujourd'hui, Ruud Lubbers est toujours catholique, un peu moins à gauche et premier ministre. Lui aussi fait campagne dans le Sud, à Liempde, où il inaugure une exposition sur l'environnement.

Ce n'est pas seulement l'énorme fût de bière – lequel, en plus, s'appelle Bavaria – qui évoque la patrie de Franz-Josef Strauss. Sous une immense tente, de joyeuses tablées – il ne manque que les chapeaux tyroliens – attendent le premier ministre. Celui-ci est en retard. Comme tout le monde, il a dû patienter dans les embouteillages créés par la grève des chemins de fer. Service d'ordre réduit à sa plus simple expression, pratiquement aucun garde du corps. Le premier ministre arrive enfin, serre quelques mains, mange une tartine de pain beurré, écoute le bourgmestre local, visite l'exposition au pas de course, et prononce quelques mots. Discours sobre, costume sobre. Du solide Lubbers.

Même si son parti peut perdre quelques voix par rapport à 1982, le premier ministre reste l'homme le plus populaire du pays. Les Néerlandais ont ainsi beaucoup apprécié son « courage » lorsque, le 26 octobre, il a affronté – tout seul mais sous les regards des caméras de télévision – quelques milliers de militants pacifistes au Palais des congrès de La Haye.

Autre « vedette » de la campagne électorale : le numéro deux du Parti socialiste, Wim Kok. Cet ancien dirigeant syndical de quarante-huit ans figure d'ailleurs sur toutes les affiches derrière Joop Den Uyl. Certains estiment même que « Tonton » aurait pu passer la main un peu plus rapidement pour laisser tout de suite la place à son dauphin tant l'image de celui-ci est bonne.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 7.)

A GENÈVE, IL Y A 450 ANS

La révolution de la Réforme

Le 21 mai 1536, Genève adoptait la Réforme. quatre cent cinquante ans après, des manifestations commémoratives vont marquer cet événement qui n'a pas été seulement religieux, mais social et politique. Le dimanche 18 mai, 5 000 protestants ont assisté à Genève à un culte solennel. Ils devraient être encore plus nombreux le mercredi 21 au Mur des réformateurs.

par JEAN BAUBÉROT (*)

La Genève du seizième siècle est une élégante cité d'un peu plus de 10 000 habitants, bâtie au bord du lac Léman, sur deux collines, dont l'une est dominée par la cathédrale Saint-Pierre. Ses foires lui assurent une certaine opulence, mais elle doit se défendre contre la rivalité de Lyon. Un peuple commerçant anime les rues basses aux maisons bourgeoises, tandis que, dans la ville haute, se rencontrent, à foison, soutanes et têtes tonsurées. Dans peu de villes européennes, la puissance ecclésiastique est resté aussi forte.

L'évêque de la ville est son prince souverain, mais le duc de Savoie voisin, qui aime Genève *« comme le friand aime le gros chapon »*, dit un historien de l'époque, rêve d'en faire sa capitale. Malgré le blocus qu'il impose à la cité, son projet va être battu en brèche, et une alliance avec Berne permet aux Genevois de résister au trop puissant duc.

Dans le mouvement même où ils fondent leur République, les Genevois accomplissent une révolution religieuse. Préparée par la diffusion d'écrits de Luther et l'incapacité de l'évêque, Pierre de la Baume, qui fuit la ville en 1533, elle est menée à bien en quelques années.

L'automne 1532, le protestant dauphinois Guillaume Farel prêche pour la première fois à Genève. En 1533, l'un de ses compagnons ouvre une école et le Vaudois Pierre Viret se fait appuyer par Berne auprès des autorités genevoises. Selon une procédure déjà utilisée ailleurs, une *« dispute théologique »* a lieu en juin 1535. Le Conseil de la ville perme à Farel de prêcher dans plusieurs églises, dont on brise les images *« idolâtres »*. Le 10 août 1535, la célébration de la messe est suspendue. En quelques mois, presque tous les membres du clergé vont quitter la ville.

(*) Directeur à l'Ecole pratique des hautes études.

(Lire la suite page 14.)

débats

LATINITÉ

L'« être latin » existe-t-il ? C'est l'une des questions qui sera posée au colloque international qu'organise à Rome, les 21 et 22 mai, l'Union latine. Georges Duby recherche ce qui reste aujourd'hui de l'héritage d'origine transmis à travers l'histoire par des groupes culturellement dominants. Dominique Fernandez voit, lui, dans la corrida et l'opéra des manifestations typiques des mœurs latines.

Le torero et la diva

Chaque peuple se révèle par le divertissement qu'il préfère

par DOMINIQUE FERNANDEZ (*)

OU étudier le mieux les mœurs latines ? A l'opéra en Italie et à la corrida en Espagne. *L'arène est également un* lieu clos, arrondi, resserré sur une *cérémonie collective qui sert à pur*ger la communauté du bouillonnement de ses passions. Comme à l'opéra, ils y a les comparses – serviteurs, picadors, banderilleros – et les premiers rôles, jusqu'au torero follement acclamé, celui qu'en appelant « toréador » la plupart des Français confondent avec le fanfaron de Bizet, sans soupçonner à quel rituel précis, aussi difficile à exécuter *qu'une partition de musique*, obéit chacun de ses gestes.

La mise à mort de l'animal se fait selon un code esthétique rigoureux, de même que dans le *bel canto* romantique la cabalette suit obligatoirement la cavatine – ce qui n'exclut pas, dans les deux cas, la variation libre, mouvements du corps pour le matador, fioritures pour la chanteuse. Toute faute est *sanctionnée par les huées du public*, mais, si l'artiste se surpasse dans son numéro, *la température monte de* plusieurs degrés dans l'assistance, et les traits virtuoses déclenchent une véritable hystérie. L'épée enfoncée d'un seul coup est l'équivalent assez exact du contre-ut victorieusement décoché. Dans les deux cas, il s'agit de l'exploit attendu, mais dont la difficulté technique tient jusqu'au dernier *moment* le public dans une anxiété délicieuse qui tranforme en *orgasme voluptueux le soulagement* de la tension.

Si les analogies sont évidentes – recherche d'une jouissance érotique déguisée sous l'apparat d'une cérémonie minutieusement codifée, – non moins manifestes apparaissent les différences. En Espagne, pays de révoltes et d'insurrections militaires, *on demande au geste* (la musique n'étant qu'accessoire) la libération de la *libido refoulée* ; *en Italie*, toujours conquise et spoliée par des armées étrangères, on le demande (la gestuelle des acteurs comptant peu) à la voix.

Une autre divergence essentielle concerne le sexe de l'idole : mâle en Espagne, féminin en Italie. Très peu de chanteurs réussissent à concen*trer sur leur personne ces ondes* de désir fluctuant qui expliquent le délire des foules. *Quand le ténor* Pavarotti se fait acclamer, c'est, en toute objectivité, pour la qualité de sa voix. La diva féminine, au contraire, si beau que soit son chant, provoque des réactions qui n'ont rien à voir avec la perfection de son art. Les compositeurs italiens d'opéras le savent bien, qui confient toujours le premier rôle à une femme.

Dans la grande variété des livrets *italiens, on distingue une situation* type : la femme malheureuse, *dolente, occupée à se plaindre*, parce qu'elle est trahie ou incomprise, ou persécutée. *De* Norma *à* Lucia, de Desdémone à Tosca, de Violetta à Mimi, *les héroïnes de l'opéra italien* offrent une longue galerie de victimes offertes à la compassion du *spectateur*.

L'homme qui tue en Espagne, la femme qui gémit en Italie : chaque peuple se révèle par le divertissement qu'il préfère. Si le geste du torero plantant son épée dans le garrot de la bête est la mimique à peine stylisée de l'acte sexuel auquel participe par ses cris, par son excitation, l'arène tout *entière*, après quels détours plus complexes la voix de la *diva parvient-elle à libérer le specta*teur de son énergie érotique ?

Trois figures de femmes

Derrière l'affligée qui clame son malheur sur la scène, il perçoit trois figures de femmes différentes.

1. *La mère, la mère dolente et* gémissante. Tout ce pathos des héroïnes qui se *lamentent* sur leur sort rappelle au spectateur le vécu quotidien de la *mamma* sacrifiée sur l'autel des vertus domestiques, avec ses soupirs inutiles et ses vaines récriminations.

2. La madone, la *mater dolorosa. La coupure entre la scène et le théâ*tre, l'isolement du plateau sous le *flot* des projecteurs, *accentuent le* caractère sacré du drame. Les gestes stylisés des acteurs, le ralentissement de l'action dû aux contraintes du discours musical, contribuent à la solennité hiératique du spectacle. Dans les opéras romantiques, qui sont toujours les préférés du public, il est courant *qu'un détail de costume, de mise en* scène ou d'éclairage souligne la sainteté de l'héroïne. Ainsi Norma apparaît-elle vêtue d'une robe blanche, dans laquelle elle descend quelques marches avant d'entonner *Casta diva* ; ainsi la Somnambule ou Lucia chantent-elles le grand air de l'égarement isolées au milieu du plateau dans un halo de lumière blanche. La mort de la Traviata ou de *Mimi, couchées sur leur petit lit*, évoque la fin édifiante des martyres.

3. *Nimbée de cette double aura*, maternelle et religieuse, la diva est par excellence la femme inaccessible : la perfection de l'idéal féminin, mais à jamais hors de portée. La beauté même de son chant l'éloigne dans une sphère où il est impossible à celui qui l'écoute d'espérer la rejoindre. Elle plane, emportée vers le ciel *des anges sur les* ailes de la mélodie. Métamorphosée elle-même en *angelo, comme l'un ou l'autre* des spectateurs ne manque pas de lui crier. Si l'obsession *brutale* du sexe qu'on prête au *mâle*, d'après son comportement dans la rue, était vraiment sa préoccupation dominante, on ne comprendrait pas que la vision de femmes éthérées et irrémédiablement hors d'atteinte le plonge dans une telle extase – alors que la vendeuse de poissons ou l'employée des postes du cinéma néo-réaliste n'ont jamais plu au spectateur italien.

Quel est donc le plaisir qu'il *trouve à l'opéra ? La confirmation* que la femme est un pur objet de rêve, *un fantasme splendide qui ne* correspond à rien dans la réalité. Il ressort du théâtre avec l'intime persuasion que le monde des hommes est celui de la vraie vie, et que c'est entre hommes qu'il faut rester. Pour se promener, pour bavarder – et pour parler des femmes. L'opéra apprend aux hommes à ne plus *s'étonner de n'avoir aucun échange* véritable avec les femmes – puisque *toute femme appartient à une pla*nète inabordable.

Seule sa voix, la partie la plus immatérielle de son être, est mise à la portée de celui qui peut alors en jouir à fond, les yeux fermés et le corps abandonné dans son fauteuil, selon le rituel d'un acte d'amour enfin vécu dans sa plénitude, puisque *tout ce qui est sexe, réalisation* matérielle de l'amour, obligation pénible de se conduire en homme, application exécrée du code viril, tout cela se voit dévalorisé, discrédité, rabaissé à des gestes misérables que ne pareront jamais ni les faisceaux colorés des projecteurs, ni l'envolée harmonieuse de la mélodie, ni aucun de ces sublimes artifices d'où l'opéra tire son prestige.

(*) Ecrivain.

Un héritage éclaté

Soldats, juristes, prêtres, savants... Et maintenant ?

par GEORGES DUBY (*)

QU'EST-CE que la latinité ? Pour cerner les contours de cet objet qui se dérobe, il conviendrait d'abord d'en entreprendre l'histoire. Partant d'un fait linguistique, la fixation et la diffusion du dialecte en usage dans une peuplade de l'Italie centrale, on touche aussitôt au politique. Le latin fut le langage officiel d'une armée de soldats conquérants que suivaient des juristes et des bâtisseurs de villes. Il s'imposa aux tribus que courba cette conquête, dans tout l'Occident de l'Empire romain – alors que, moins inculte, l'Est résistait, restait fidèle à cette autre langue offi*cielle qu'une précédente conquête* lui avait imposée, le grec.

Dans un premier temps, la latinité apparaît donc, dans une aire géographique très vaste, *la moitié* du Bassin méditerranéen, étroitement liée à un appareil de domination. Tout naturellement, elle recula par l'effet des migrations, *ses formes se dégradèrent* dans le temps même où se repliait, où s'effrondait le système politique, militaire, colonial qui en avait provoqué l'étonnante expansion.

Passé l'an mil...

Qu'*en serait-il* demeuré si le latin n'avait été adopté par l'Eglise chrétienne lorsque celle-ci, sortant de la clandestinité, s'établit au cœur des structures de l'Etat. Le politique conduit *ainsi* aux religieux. Le latin, celui des auteurs classiques, celui qu'avait employé saint Jérôme pour traduire la Bible, fut sauvé lorsque les *conseillers* de Charlemagne entreprirent de restaurer conjointement les institutions ecclésiastiques et l'histoire impériale : il devint le support obligé d'un *enseignement professionnel* destiné à former les serviteurs de Dieu à leur métier.

Lorsque, passé l'an mil, *le déve*loppement de l'Occident s'accéléra, la latinité tendit à revêtir un aspect beaucoup plus complexe. Le latin continua de former l'assise de la culture savante : quiconque voulait compter parmi les *intellectuels devait* se montrer capable non seulement de le lire – la plupart des livres imprimés jusqu'au dix-huitième siècle le furent dans cette langue, mais de l'écrire et même de le parler. Cette latinité-ci se montre comme un immense archipel, une diaspora très largement dispersée.

En contrebas, les peuples employaient de *multiples* langages issus de ce même latin, très différents de lui ; ces peuples vivaient dans les régions de l'Europe où l'imprégnation par la *romanité avait été la plus pro*fonde. Cette latinité-là est d'allure territoriale, géographique. Enfin, sur ces parlers populaires s'étaient construites des langues littéraires, *le français, l'espagnol, l'italien*, qu'il devint de bon ton d'employer dans la haute société de l'Europe entière : autre diaspora, qui ne se confond pas avec la première.

Une double évolution se poursuivit depuis la fin du Moyen Age. D'une part, la colonisation, en grande partie espagnole, portugaise, italienne, française, transporta au bout du monde les langues dérivées du latin ; les marins, les trafiquants, les missionnaires n'exportèrent pas seulement les mots qui leur étaient familiers, mais aussi les rites de leur religion, *leurs croyances* ; ils acclimatèrent partout leurs usages.

Chercher ailleurs

D'autre part, *l'unité de la chré*tienté s'était brisée. L'Eglise de Rome, pour tenir tête à ceux qui *contestaient son magister*, prit appui sur le passé romain. Non seulement sur le latin, mais sur des structures qui reproduisaient celles de l'Antiquité romaine *christianisée : l'étroite imbrica*tion d'une religion publique, festive, et d'une conception de l'État fondée sur le droit divin et sur des hiérarchies réputées providen*tielles. Dans une part* de l'Europe, elle aussi méridionale, la Contre-Réforme redonna vigueur à la latinité. Et lorsqu'elle fut battue en brèche, dans les progrès de la *déchristianisation, au cours du* dix-neuvième siècle, ce fut au nom d'une autre latinité, celle dont les révolutionnaires de 89 s'étaient montrés les admirateurs enflammés, qui parlait de liberté et de république.

Qu'en est-il aujourd'hui, alors que l'Eglise catholique a décidé de se dépouiller de son vêtement latin, alors que les dictatures se retirent de l'Amérique latine, s'étendent en pays d'Islam, en Afrique noire, alors que dans les lycées du Sénégal l'enseignement du latin occupe une place proportionnellement plus étendue qu'en *France ou en Italie* ?

De toute évidence, la latinité n'est plus liée aux modalités d'une pratique religieuse, ni à un système d'éducation, ni à un comportement politique. Il faut la chercher ailleurs. Qu'y a-t-il de spécifiquement latin dans la manière dont un Alfonsin ou un Craxi conçoivent la démocratie, dans le style de Visconti ou dans celui de Saura, dans la façon que l'on a de prier la Vierge à Notre-Dame de la Garde ou à Guadalupe, qui n'est pas celle de Chestokowa.

On voit sous les galeries de Milan, *sous les arcades de* Oaxaca, sur la place d'Evora des hommes se réunir chaque soir par groupes discutant ensemble passionnément du droit ou de la vio*lence*, durant des heures. Mais d'autres hommes ne discutent-ils pas semblablement chaque soir à Dubrovnik ou à Blida ? Il faut, je crois, prendre garde, regarder très attentivement et de très près, *si* l'on veut parvenir à isoler d'un héritage commun à tous les peu*ples de la Méditerranée* ce qui est proprement latin.

(*) Professeur au Collège de France.

L'Union latine

Patronnant le colloque de Rome des 21 et 22 mai sur le thème « *La latinité : réalité d'hier, mythe d'aujourd'hui ?* » où s'exprimeront une cinquantaine de personnalités : professeurs, écrivains, artistes, hommes politiques venant d'une quinzaine de pays, l'Union latine créée par le traité de Madrid en 1954 est une organisation intergouvernementale à vocation linguistique, scientifique et technique. Elle réunit actuellement vingt-deux Etats de langue latine. Son siège social est *en République domini*caine (1). Le président est l'*ambassadeur* Guillermo Putzeys Alvarez et le secrétaire général *Philippe Rossillon. Le but* essentiel de cette association est de *protéger l'identité culturelle* des pays latins.

(1) Bureau parisien : 65, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

TREIZE ESSAIS SUR LA « CIVILISATION LATINE »

Nos ancêtres, les Romains...

CE patchwork d'études sur la *Civilisation latine donne le sentiment que* l'on éprouve lorsque l'on se promène le long des rayons d'une bibliothèque. On prélève ici ou là un livre, on picore quelques *pages, puis on en feuillette un* autre. Désordre, bien sûr, mais qui donne une *sorte d'ivresse*.

Par quelque bout qu'on le prenne, le recueil d'aujourd'hui procurera cet étourdissement que, pour notre part, nous préférons, en l'occurrence, aux savants classements d'une thèse. Ici, la subjectivité est reine. Les *humeurs d'Umberto Eco ne sont* pas les mêmes que celles de Dominique Fernandez ou de Jorge Luis Borges. Foin de la rationalité !

Georges Duby, qui dirige *l'en*treprise, a le mérite d'essayer d'en mettre un peu dans son « ouverture » mezza voce. Le Latium, la Cité, la langue, la colonisation, *l'insertion du christia*nisme dans la civilisation romaine, l'*Eglise... Pour ceux qui* la propagèrent jusqu'aux antipodes, la latinité n'était pas seulement manière de parler et d'écrire. « *C'était manière de prendre la vie, un système de pensées, un ensemble d'attitudes modelées par une longue tradition à la fois civique et religieuse.* »

Chacun s'emploie ensuite à *définir des traits communs*, des solidarités. L'obsession de « *La frontière* » (Umberto Eco) ; la latinité qui « *n'a aucun sens du point de vue ethnique* » en a sur le chapitre *de la pensée*, car tous les mots abstraits sont traduits ou transcrits du latin dans les langues *germaniques*, si bien que « *la latinité... c'est l'Occident* » (Borges) ; « *l'ironie, composante essentielle du savoir-vivre latin* » (D. Fernandez) : « *l'aspiration du Latin à la lucidité* » l'emporte sur celle de la productivité (R.J. Dupuy) ; « *la formation de la latinité est un phénomène d'interculturalité* » (E. Condurachi). Si Romulus *fonda Rome, Pierre y fut crucifié*, et, pour Philippe Levillain, ce sacre de l'*urbs* est fondamental, on *le verra bien tout au long de* cette histoire qui fait cheminer la catholicité et la latinité, racontée par M.A. Ladero Quesada.

Et si on parlait un peu d'économie ? C'est ce que font Frederic Mauro et Mario Rivosecchi, le premier insistant sur les « *colonisations latines* », le second sur les rapports avec l'équité, base *du droit romain*. Du côté linguistique, voici un texte fort érudit d'Antonio *Houaiss* sur le latin, les langues romanes, leur diversification et leur domaine actuel.

Rapports délicats

Un des plus curieux chapitres est sans doute celui de Mohamadou Kane sur le thème « *Négritude et latinité aujourd'hui* », où l'auteur, derrière Senghor, montre *bien que ce sont là les deux* lignes de force de la culture africaine moderne, mais que leurs rapports variables sont souvent d'un maniement très délicat.

*L'avenir de la latinité ? Phi*lippe Rossillon note que les « Latins » au sens le plus général représenteront en l'an 2000 le sixième de l'humanité. « *Le nombre est un atout décisif quand on dispose d'un minimum de revenus ; il devient une faiblesse quand ce minimum n'est pas atteint.* » Surtout, à terme, « *les langues les plus nobles mais non utilisées pour la recherche, la documentation et les enseignements scientifiques et techniques seront ravalées au rôle actuel de l'hindi et peut-être dans cent ans du quechua* ».

Ces mélanges – *miscellanae*, disait-on jadis – ne seront peut-être pas du goût de tous, parce qu'on est un peu tiré à hue et à *dia. Mais pourquoi toujours voir* le monde avec l'œil de Descartes... ou d'Astérix ?

PIERRE DROUIN.

★ Editions Olivier Orban, 364 pages, 120 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire *tous les noms propres en capitales d'imprimerie.*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]
OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

DIPLOMATIE

La visite de M. Raimond à Washington confirme la fin de la brouille franco-américaine

De notre correspondant

Washington. – La première visite de travail aux Etats-Unis de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a été marquée, lundi 19 mai, par une absence de désaccords fondamentaux sur la plupart des sujets abordés.

Cette harmonie a largement tenu au fait que les deux gouvernements avaient à cœur d'afficher l'entente la plus chaleureuse possible pour tenter d'effacer le ressentiment anti-français qu'a déclenché, dans l'opinion américaine, le refus de la France d'ouvrir son espace aérien aux bombardiers envoyés sur la Libye.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a ainsi déclaré que M. Reagan avait voulu recevoir – ce que n'imposait pas le protocole – le ministre afin de *« démontrer son attachement à l'amélioration du dialogue franco-américain qui a été sensible au sommet de Tokyo »* et de *« s'assurer de la coopération française dans la lutte contre le terrorisme »*. M. Raimond a, pour sa part, qualifié de *« très chaleureux »* le bref entretien qu'il a eu avec le président américain.

Ces amabilités ne relèvent pas seulement de la commune volonté d'apaisement. Si grand qu'ait été au Pentagone – *et que soit encore dans* l'opinion – le dépit suscité par le refus de l'autorisation de survol, il n'avait pas réellement surpris les dirigeants américains, qui ont été, en revanche, très satisfaits des positions prises à Tokyo par la France au cours des conversations sur le terrorisme.

Le premier des deux dossiers – la Libye – qui avaient souvent donné lieu, ces deux dernières années, à des frictions plus ou moins sérieuses se trouvait ainsi évacué. Quant au second – l'Initiative de défense stratégique américaine (IDS), – il n'aurait tout simplement pas été abordé, ni avec le vice-président, M. Bush, ni avec M. Reagan, ni avec le secrétaire d'Etat, M. Shultz.

La raison en est d'abord que les Américains savent maintenant que, même avec M. Chirac à Matignon, il est hors de question d'obtenir une participation de la France en tant qu'Etat au projet dit de « guerre des étoiles ». Insister à nouveau sur ce point après les tentatives infructueuses du passé serait risquer une réaffirmation, par la France, de son refus.

La « guerre des étoiles »

Interrogé au cours d'une conférence de presse sur le dossier de l'IDS, M. Raimond ne s'est en effet pas contenté de dire qu'il n'avait pas été effleuré. Il est également allé au-devant des questions pour déclarer premièrement, que *« tout le monde était d'accord sur le fait que* [ce programme] *ne modifiait pas, dans les années à venir, la dissuasion nucléaire »* ; deuxièmement, que ce *« programme de recherches »* portait *« sur une longue période »*, et que Washington entendait qu'il ne soit pas *« en contradiction avec le traité ABM »* sur les *armements stratégiques* ; troisièmement, que la France devait être *« très vigilante devant les développements technologiques en cours dans le monde moderne »* et devait *« s'y adapter, notamment dans le cadre de la solidarité européenne »*.

Au passage, et en estimant que Washington n'avait *« pas encore tranché »*, le ministre a noté qu'il serait *« préférable »*, aux yeux de la France, que les Etats-Unis ne dénoncent *pas* le traité ABM, qui limite strictement le développement des systèmes antimissiles, et que la Maison Blanche accuse Moscou d'avoir violé. Chaque mot avait été visiblement pesé.

M. Raimond a ainsi donné à comprendre que la France ne voyait plus de nécessité d'élever d'objections de caractère *stratégique* à *l'IDS*, qu'elle ne voyait pas de raisons de déplorer les recherches américaines et qu'elle croyait au contraire indispensable de *ne pas* rester à l'écart de celles-ci, autrement dit que les entreprises françaises y participent.

Les conversations ont d'autre part porté sur l'Amérique centrale, sur les différends agricoles entre les Etats-Unis et la Communauté européenne, ainsi que sur l'état des relations Est-Ouest. M. Raimond a fait part à cet égard de sa conviction que M. Gorbatchev est un homme réellement désireux d'apporter plus d'efficacité au système soviétique et qu'il souhaite donc parvenir à des accords sur le contrôle des armements. Reste à savoir, et c'est là toute la question, à quelles conditions.

BERNARD GUETTA.

● *Pas de libération imminente des otages français au Liban.* – M. Raimond, ministre français des affaires étrangères, a démenti, le lundi 19 mai, à Washington, des informations de la chaîne de télévision américaine CBS, selon laquelle Paris négocierait le versement de rançons et la livraison d'armes sophistiquées à l'Iran pour obtenir la libération de ses neuf ressortissants détenus en otage au Liban. Dans l'entourage du ministre, on indiquait que la France continue à essayer d'obtenir la libération des otages, mais que rien ne permet de prévoir une solution imminente. – *(AFP, Reuter.)*

Les Etats-Unis renouvellent leurs critiques contre « le soutien de la Syrie au terrorisme »

La Maison Blanche a de nouveau dénoncé, lundi 19 mai, le soutien apporté par la Syrie au terrorisme international. *« Tant que les terroristes se déplacent librement en Syrie et dans les territoires libanais contrôlés par la Syrie,* (les Etats-Unis) *resteront sérieusement préoccupés par le soutien de la Syrie au terrorisme »*, a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes. *« Nous pensons,* a-t-il ajouté, *que la Syrie devrait se débarrasser d'Abou Nidal et de son organisation ; la Syrie reste sur notre liste terroriste. »*

A Jérusalem, le premier ministre, M. Shimon Pérès, a lui aussi estimé que la Syrie constituait *« un sanctuaire pour le terrorisme international »*, mais s'est félicité des propos tenus par le président syrien, M. Hafez el Assad, quant à la situation prévalant entre les deux pays. Dans une interview publiée dimanche 18 mai par le *Washington Post*, M. Assad avait indiqué que les tensions entre les deux pays semblaient s'apaiser et qu'il n'y avait aucun mouvement de troupes dans le Golan. – *(AFP, Reuter.)*

∴

● *Le président Hafez al Assad* se rendra en visite officielle en Grèce du 26 au 28 mai, a annoncé un porte-parole du gouvernement grec. – *(Reuter.)*

MALGRÉ LA MAUVAISE HUMEUR DE M. LANGE

Les pourparlers continuent entre Paris et Wellington sur les suites de l'affaire Greenpeace

M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, aime à souffler le chaud et le froid sur ses relations avec Paris. Il en a à nouveau administré la preuve lundi 19 mai en déclarant, presque simultanément, que les pourparlers discrets, voire secrets, que la France et la Nouvelle-Zélande avaient entrepris *récemment à propos des suites de* l'affaire Greenpeace, étaient rompus *(le Monde* du 20 mai) et que les contacts avec le gouvernement français se poursuivaient...

La raison invoquée par M. Lange pour ce nouveau coup de colère contre Paris semblait, il est vrai, assez mince. Il reprochait principalement au ministre français de la défense, M. André Giraud, d'avoir fait montre, au cours d'un entretien à la radio, d'un optimisme excessif quant à l'éventualité de voir libérer prochainement les faux époux Turenge, qui purgent actuellement une peine de dix ans de prison en Nouvelle-Zélande. *« Les nouvelles sont bonnes, nous sommes en plein dans la discussion »*, avait dit M. Giraud, tout en se refusant à donner davantage de détails, afin, *avait-il dit ajouté, de ne pas « compromettre le retour »* du commandant Maffart et du capitaine Prieur en France.

Formule qui, pour rester prudente, avait vivement irrité M. Lange et provoqué sa déclaration annonçant la rupture des négociations. Le premier ministre néo-zélandais se montrait par ailleurs agacé, pour ne pas dire plus, par les restrictions françaises aux importations en provenance de Wellington, encore que son ministre du commerce extérieur, M. Mike Moore, se fût récemment félicité de voir Paris renoncer à certaines de ses restrictions.

Mais M. Lange a fait savoir au gouvernement français que les contacts diplomatiques se poursuivaient, tout en déplorant à nouveau la formule utilisée par M. Giraud, qui *« ne facilite pas la tâche de remettre les relations entre la France et la Nouvelle-Zélande sur une meilleure voie »*. En fait, le chef du gouvernement de Wellington, notamment sous la pression de son opposition conservatrice et de l'opinion néo-zélandaise (un récent sondage montrait que trois personnes interrogées sur quatre étaient hostiles à toute remise de peine pour les deux agents *français*), se sent tenu de réagir sèchement à toute démonstration d'optimisme du côté français. Mais il semble bien que les *pourparlers ainsi « suspendus »* en Suisse étaient de toute façon arrivés à peu près à leur terme.

On s'interdit naturellement, à Paris, de donner la moindre indication sur ces conversations, que ce soit au Quai d'Orsay, à Matignon ou à la défense. Du côté néo-zélandais, elles ont été conduites par M. Chris Beeby, secrétaire adjoint aux affaires étrangères, et du côté françaiois par M. Gilbert Guillaume, conseiller d'Etat et directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères.

Le principe en avait été convenu entre M. Roland Dumas, alors ministre des relations extérieures, et M. Geoffrey Palmer, vice-premier ministre de Nouvelle-Zélande, en marge de la session des Nations unies, en septembre dernier à New-York. L'objectif de tels pourparlers, qui s'étaient ouverts dès l'automne, n'était pas directement de régler le fond du problème, mais de délimiter le cadre de la future négociation entre Paris et Wellington sur les deux points essentiels de l'affaire : le sort des faux époux Turenge et le dédommagement de la Nouvelle-Zélande par la France. De ce point de vue, on ne saurait tirer du nouveau « coup de torchon » de lundi entre les deux pays la conclusion que la vraie négociation ne va pas s'engager. Mais les ministres français devront redoubler de précautions oratoires... et ne pas craindre d'afficher un pessimisme de bon aloi.

BERNARD BRIGOULEIX.

UN ARTICLE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RFA

L'alliance franco-allemande conditionne l'autonomie de l'Europe

M. Hans-Dietrich Genscher est attendu mercredi 21 mai à Paris. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères sera reçu dans l'après-midi par M. Mitterrand. Jeudi, il s'entretiendra avec son collègue français, M. Jean-Bernard Raimond, puis tiendra avec lui une conférence de presse, avant de rencontrer M. Chirac et de regagner Bonn en début d'après-midi.

par HANS-DIETRICH GENSCHER

La coopération franco-allemande est une constante solide de la politique européenne. Sa poursuite sans à-coups, dans tous les domaines, après les élections et le changement de gouvernement en France, l'a prouvé une fois de plus. Nos deux peuples savent qu'il n'y a pas d'autre voie que cette relation durable et unique en son genre. Celle-ci est devenue l'affaire des gouvernements et des peuples, des cerveaux et des cœurs.

Les décisions adoptées lors du dernier sommet franco-allemand de février dernier sur le renforcement de la coopération militaire, sur le resserrement de la coopération entre les ministères des affaires étrangères, ou l'apparition commune des deux ministres des affaires étrangères devant la CDE à Stockholm, à la fin du mois de janvier 1986, traduisent le développement constant de structures et de politiques communes.

Sécurité : des intérêts complémentaires

Cette association tire sa vitalité d'une appréciation largement concordante du rôle des deux pays dans le contexte européen et mondial, de leurs objectifs politiques. *Nous avons le sentiment que les conceptions à long terme de l'Allemagne et de la France sur le rôle de l'Europe sont très proches. L'Europe démocratique doit prendre sur la scène politique internationale la place qui lui revient, en raison de son histoire, de son importance intellectuelle, culturelle, économique et technologique, du nombre de ses citoyens et de sa situation géostratégique. Dans une perspective historique, où la bipolarité dominante Washington-Moscou est peu à peu battue en brèche par l'apparition de nouveaux centres de force – tels que la République populaire de Chine, – l'Europe démocratique ne doit pas abdiquer sa responsabilité historique. L'Europe doit – je le répète – prendre la place qui lui revient sur la scène politique internationale, une place qui sera toujours aux côtés des Etats-Unis dans l'alliance atlantique.

Nous autres Allemands respectons le rôle particulier que la France *joue au sein de l'alliance occidentale*. En France, on se rend de plus en plus compte que les intérêts français en matière de sécurité ne *s'arrêtent pas, dans la situation* actuelle de l'Europe, aux frontières nationales.

Le soutien énergique de la France *à la position prise par l'Allemagne* sur la question des armements de rattrapage, le soutien tout aussi énergique de l'Allemagne au refus de la France de laisser s'accréditer l'idée dangereuse d'un équilibre euro-stratégique en permettant la prise en compte des systèmes nucléaires français dans l'équation nucléaire des grandes puissances, prouvent que les différences entre nos situations militaires respectives conduisent non pas à une opposition de nos intérêts en matière de sécurité, mais bien à leur complémentarité.

Renouveau de la conscience européenne

La coopération encore plus étroite décidée lors du sommet de Paris de 1982 dans le domaine de la politique de sécurité et dans les *échanges de vues politiques sur les* questions Est-Ouest a entraîné un rapprochement encore plus prononcé des positions sur les axes essentiels de la politique étrangère et de sécurité. C'est ainsi que nos deux pays travaillent aussi étroitement ensemble pour préparer la prochaine réunion de la CSCE à Vienne.

On a, en France, une conscience nettement marquée de l'importance de l'identité nationale, mais aussi de l'identité européenne, comme point de référence commun à l'Europe tout entière, de l'Atlantique à l'Oural. On comprend aussi que, pour nous, l'appartenance irréversible à la communauté des démocraties occidentales, d'une part, le dialogue et la coopération avec l'Est, où vivent, en RDA, des Allemands comme nous, d'autre part, ne sont pas des éléments qui s'opposent, mais qui forment logiquement un tout bien cohérent.

Parmi les secteurs les plus importants de la coopération figure l'édification commune d'une union européenne. Les deux pays savent que l'ampleur et le rythme de progression *de l'unification européenne* sont fonction de la capacité de l'Allemagne et de la France à les promouvoir par leurs efforts communs. Plus la communauté européenne saura faire preuve de cohérence, d'autonomie, de force, plus son poids dans l'alliance atlantique sera important. A l'inverse, le renforcement du pilier européen consolidera dans son ensemble une alliance indispensable à notre sécurité. Il est évident que celle-ci gagne en vitalité et en perspectives d'avenir à ne pas être comprise comme une alliance entre les États-Unis et chaque pays européen pris isolément, mais comme une alliance euro-américaine.

Alors que des responsables politiques clairvoyants, en France, et en Allemagne, mais aussi dans les autres pays de la Communauté européenne, œuvrent à ce que notre communauté reconnaisse sa chance, sa mission et sa responsabilité historique, nous constatons dans l'Europe tout entière – à l'Ouest comme à l'Est – un renouveau *de la conscience et de l'identité européennes*. Il s'agit de mettre à profit cette prise de conscience pour développer la coopération Ouest-Est dans un monde qui – comme les tout derniers événements viennent de le montrer, et malgré les différences fondamentales entre les systèmes politiques – est devenu plus petit. On répondrait ainsi aux intérêts de tous les Européens, tout en restant en conformité avec la politique de la communauté atlantique.

Cette coopération de plus en plus étroite se situe également dans la perspective du processus de la CSCE. En assurant, après la fin de la seconde guerre mondiale, la responsabilité de la garantie de l'équilibre, de la liberté et de la paix en *Europe, les dirigeants* des Etats-Unis ont consacré une orientation historique tout aussi clairvoyante que celle définie par les fondateurs de l'entente franco-allemande, unique en son genre et irremplaçable pour chacun des deux partenaires. Il ne faut pas oublier que les pères du plan Marshall voulaient aider l'Europe à voler de ses propres ailes, et à déterminer son propre destin. C'est dans cet esprit que les Etats-Unis ont continué plus tard – et dernièrement encore lors du discours perspicace du président Reagan, en 1985 à Strasbourg – à encourager les Européens à s'unir et à parler d'une seule voix.

Pour qu'il n'y ait pas d'évolution divergente en Europe et au sein de l'alliance, nos amis américains doivent comprendre que, dans notre esprit, tout progrès de l'unification *européenne accroît les dispositions* de l'Europe à assumer ses responsabilités. Nous, les Européens, ne voulons nullement nous abriter derrière *les intérêts de l'Europe comme* alibi pour nous dérober à une action responsable. Il faut bien, en revanche, accepter que les Européens – tout en se concertant étroitement, et d'égal à égal, avec les Etats-Unis, – se fient à leur propre jugement et à leur expérience quand il s'agit de déterminer ce que leur responsabilité leur commande de faire.

L'indépendance technologique

Un secteur d'avenir pour la coopération franco-allemande est celui de la technologie. L'Allemagne et la France sont parfaitement d'accord pour reconnaître que l'indépendance de l'Europe est totalement tributaire de sa capacité à ne pas rester à la traîne des Etats-Unis et *du Japon en pleine révolution technologique*. C'est cette conviction qui a engendré l'initiative Eurêka. Il ne fait aucun doute que l'utilisation *pacifique de l'espace doit jouer un* rôle essentiel dans ce contexte. Hermès en fournit l'exemple. Sur cette question, on a déjà poussé la réflexion plus loin en France, alors que nous avons encore du chemin à faire en Allemagne. Mais là aussi, nous allons progresser ensemble. L'autonomie de l'Europe et sa capacité d'action présupposent aussi son autonomie dans le domaine de la technologie. Le rôle de preneur de licences ne correspond ni aux capacités ni à l'importance de l'Europe.

Même si l'on peut être satisfait des acquis, la coopération franco-allemande offre encore un espace considérable pour de nouvelles actions en tenant compte des intérêts spécifiques de chacun. Par *exemple dans le domaine de la production* d'armements et de la coopération en matière de défense, le gouvernement fédéral est prêt à poursuivre sur la voie d'une vaste coopération. S'agissant de l'unification de l'Europe, nous sommes d'accord sur le fait que cette coopération ne doit exclure personne d'autre, mais au contraire servir d'incitation et d'exemple aux efforts déployés par tous les partenaires. Nous prenons ainsi en compte le rôle indispensable et l'importance de chacun de nos partenaires. Le plus bel hommage à l'entente franco-allemande est celui que les autres pays européens lui rendent aujourd'hui en encourageant la France et l'Allemagne à prendre les devants. L'amitié franco-allemande profite à tous nos partenaires.

L'ONU a remis à Israël les dossiers de 347 personnes impliquées dans des crimes de guerre

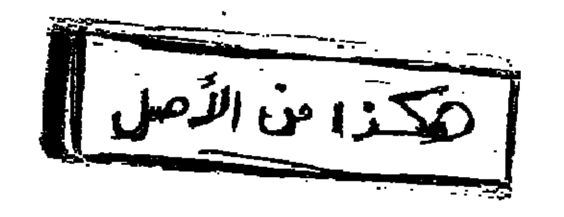
New-York *(AFP)*. – Israël a obtenu, lundi 19 mai, des Nations unies les dossiers de trois cent quarante-sept personnes impliquées dans des crimes de guerre, a annoncé son ambassadeur à l'ONU, M. Benjamin Netanyahu. Ces dossiers figuraient dans les archives de la Commission internationale sur les crimes de guerre, dont l'organisation est dépositaire. Au début de la semaine dernière, Israël avait demandé à l'ONU d'avoir accès aux dossiers de mille trois cent soixante-dix-neuf personnes. Mais les noms de mille trente-deux d'entre elles ne figuraient pas dans ces archives.

C'est la première fois depuis que ces archives ont été déposées à l'ONU, en 1948, qu'un gouvernement obtient communication d'un aussi grand nombre de dossiers. En trente-huit ans, cinq d'entre eux seulement avaient été consultés : ceux d'Adolf Eichmann (en 1960), de Klaus Barbie (en 1982), de Joseph Mengele (en 1984) et, récemment, ceux de MM. Kurt Waldheim, Alois Brunner et Hermann Klenner.

*L'accès aux archives de la Com*mission, qui contiennent plus de trente-six mille dossiers individuels, est limité aux seuls gouvernements. Il y a quelques jours, le secrétaire général, M. Perez de Cuellas, a envoyé une lettre aux gouvernements des dix-sept pays ayant appartenu à cette commission pour leur demander s'ils souhaitaient que ces archives soient désormais mises dans le domaine public.

Pacifique

● *Manœuvres navales.* – Quatre pays riverains du Pacifique – les Etats-Unis, le Japon, le Canada et l'Australie, – auxquels s'est jointe pour la première fois la Grande-Bretagne, ont appareillé lundi 19 mai pour les exercices Rimpac 86, avec 50 navires, 250 avions et 50 000 hommes, ont indiqué les autorités navales japonaises. Ces manœuvres de quarante-cinq jours permettront de tester les possibilités de défense des voies maritimes, de guerre anti-sous-marine et de défense aérienne électronique. La Nouvelle-Zélande ne participe pas à ces exercices *en raison de sa* politique d'interdiction des navires américains équipés de missiles nucléaires dans ses ports. – *(AFP.)*



AFRIQUE

République sud-africaine

Le triple raid contre Harare, Gaborone et Lusaka compromet la mission des « sages » du Commonwealth

Les raids sud-africains contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe ont mis Mme Thatcher dans une situation embarrassante et risquent de provoquer de graves remous au sein du Commonwealth, nous indique notre correspondant à Londres, Francis Cornu. Mais le gouvernement britannique n'en a pas moins laissé entendre son intention de continuer de s'opposer à des sanctions économiques contre le régime de Pretoria. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a déclaré que l'opération militaire sud-africaine était *« une violation flagrante de la souveraineté de trois pays amis »* et était *« particulièrement déplorable »* au moment où se trouvait en Afrique du Sud la mission de bons offices du Groupe de personnalités éminentes créé en octobre par le Commonwealth lors du dernier sommet aux Bahamas.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a *« vigoureusement condamné »* l'attitude de Pretoria et a affirmé que les Etats-Unis *« sont aux côtés des gouvernements et des peuples »* victimes de l'armée sud-africaine. Le porte-parole du département d'Etat, M. Kalb, a indiqué qu'une protestation avait été transmise par M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, au ministre conseiller sud-africain à Washington, en l'absence de l'ambassadeur. Comme on lui demandait si Washington voyait dans l'ANC une organisation terroriste, le porte-parole a dit que les Etats-Unis *« continuent à considérer l'ANC comme une importante organisation politique qui doit jouer un rôle dans les négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud »*.

Il a toutefois ajouté que Washington *« condamne l'usage par l'ANC de la violence pour parvenir à ses objectifs politiques »* et *« est préoccupé de l'étroitesse des liens »* de cette organisation avec l'URSS.

A l'issue de son entretien avec le président Reagan, M. Jean-Bernard Raimon, ministre français des affaires étrangères, a, lui aussi, *« déploré »* ces raids.

L'ONU, l'OUA et de nombreuses capitales ont également exprimé leur condamnation. M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a annoncé une prochaine réunion des pays de la « ligne de front » voisins de l'Afrique du Sud.

Pour leur part, les « sages du Commonwealth » en mission dans la région ont décidé d'écourter leur séjour en Afrique du Sud. Cinq d'entre eux ont quitté lundi Le Cap. Les deux autres devaient les imiter mardi.

De notre correspondant

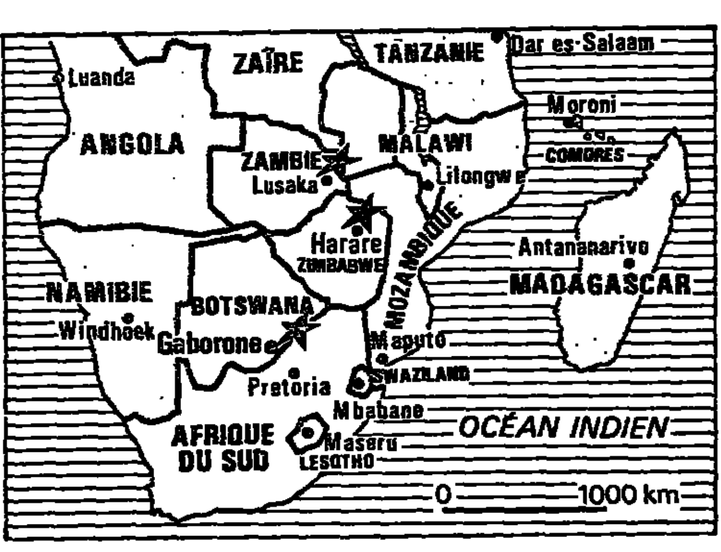
Johannesburg. – *Ceux que l'on* appelle les « sept sages », c'est-à-dire les sept membres de la mission du Commonwealth, avaient à peine quitté Lusaka, la capitale de la Zambie, dimanche 18 mai, après deux jours d'entretiens avec les dirigeants de l'ANC (Congrès national africain) que cette organisation était la cible d'une triple attaque sud-africaine. A Lusaka *même, mais également* à Gaborone, au Botswana, ainsi qu'à Harare, au *Zimbabwe (le Monde* du 20 mai). Pretoria ne s'y serait pas pris autrement s'il avait voulu torpiller les maigres chances de dialogue que ce groupe tente de concrétiser en essayant de réunir à une table de négociation le mouvement en exil et le gouvernement sud-africain.

Comment expliquer que le régime de Pretoria ait choisi précisément ce moment pour frapper à trois reprises les combattants noirs nationalistes, sinon dans le but de saboter cette mission de bons offices, dernière chance de concilier les exigences opposées de l'ANC et du pouvoir blanc ? Si tel n'est pas le cas, cette triple opération-éclair, unique dans les annales pourtant déjà fournies de raids au-delà des frontières, reste un mystère quant au choix de la date retenue.

Le groupe des « sept sages » avait été formé à l'issue de la conférence du Commonwealth qui s'est tenue au mois d'octobre dernier à Nassau, aux Bahamas. Il doit rendre son rapport à la fin du mois de juin et proposer ou non des sanctions en fonction des résultats obtenus lors de sa mission en Afrique australe, au cours de laquelle des responsables de tous bords politiques ont été entendus. Une rencontre devait avoir lieu au début de cette semaine avec le président de la République, M. Pieter Botha. Et, selon l'ANC, ceux que l'on appelle les « personnalités éminentes » devaient retourner à Lusaka jeudi. Une diplomatie de la navette afin de trouver un terrain d'entente pour aboutir à un règlement négocié du drame sud-africain.

Quelles chances ont aujourd'hui *« ces honnêtes courtiers »*, selon l'appellation qui leur a été donnée par les autorités sud-africaines elles-mêmes, d'amorcer le dialogue entre les deux parties ? Le triple raid de lundi est une véritable gifle pour ces *« faiseurs de paix »*. On voit mal comment l'ANC acceptera de renoncer à la violence, exigence formulée par Pretoria en échange d'une légalisation du mouvement et de la libération de M. Nelson Mandela.

Jamais par le passé Pretoria n'était allé si loin pour atteindre son ennemi juré. Jusqu'à présent, les opérations de représailles n'étaient lancées que contre les voisins immédiats, comme le Botswana, le 14 juin dernier, où douze membres présumés de l'ANC avaient été tués, ou le Lesotho, le 20 décembre, où neuf autres avaient été *« exécutés »*, ou enfin le Mozambique, avant la signature des accords de Nkomati, le 16 mars 1984. Le Zimbabwe et la Zambie avaient été épargnés. Il s'agit donc d'une nouvelle escalade dans la lutte tous azimuts que mène l'Afrique du Sud pour étendre le plus loin possible, au-delà de ses frontières, le *« cordon sanitaire »* établi au cours de ces dernières années au moyen d'intimidations, de pressions ou de raids meurtriers.



En attendant « l'assaut généralisé »

Cela dans le but de contrer l'influence grandissante de l'ANC en Afrique du Sud. Depuis le début de l'année, soixante-quinze incidents (sabotages, explosions, fusillades) ont été attribués aux nationalistes, soit une augmentation de 341 % par rapport à la même période l'an dernier. Dimanche, une impressionnante quantité de mines, de TNT, de grenades, de fusils ont été découverts à Krugersdorp, à proximité de Johannesburg. Le chef de la police, le général Johan Van Der Merwe, a indiqué que depuis de début de l'année 1985, vingt-cinq caches d'armes avaient été mises à jour.

Cela renforce la conviction des dirigeants que, plus que jamais, le mouvement nationaliste prépare *« l'assaut généralisé »* contre le pouvoir, selon la terminologie en usage en Afrique du Sud. *« Cette organisation terroriste*, a déclaré lundi le chef de l'armée, le général Liebenberg, *non seulement commet des actes de violence contre tous les citoyens du pays, mais a suffisemment d'arrogance pour accepter la responsabilité de ses actions dans les médias. Cette opération menée contre les terroristes est la manifestation de la ferme résolution de l'Afrique du Sud d'utiliser tous les moyens à sa disposition contre les terroristes où qu'ils soient. Cette action a été entreprise dans un esprit responsable et seulement après un sérieux examen. »*

Pour la première fois donc Lusaka et Harare ont été la cible des dirigeants sud-africains qui, selon le premier ministre zimbabwéen, M. Robert Mugabe, font du *« terrorisme d'Etat leur politique »*. Une politique de la canonnière pour prouver à l'opinion publique, et plus particulièrement à sa frange conservatrice, qu'ils gardent l'initiative ainsi que la *maîtrise de la situation.* Mais également pour démontrer que l'ANC est à la source de tous les maux au moment où des appels se font de plus en plus pressants pour légaliser ce mouvement et entamer des pourparlers. Comment peut-on négocier avec une organisation qui a pour politique *« la violence contre l'Afrique du Sud »*, selon la formule du général Liebenberg ? Pretoria s'est également situé sur le terrain de la lutte internationale contre le terrorisme en rapprochant son action de celle des Etats-Unis contre la Libye, espérant que son allié d'outre Atlantique et la Grande-Bretagne ne critiqueraient pas cette action de *« salubrité publique »*. Tel n'a pas été le cas.

Quelle seront les conséquences des raids de la nuit de dimanche à lundi ? Elles vont sans doute contribuer à accentuer la pression internationale sur le régime de Pretoria et peut-être entraîner de nouvelles sanctions. C'est en tout cas l'opinion de Mme Helen Suzman, député du Parti fédéral progressiste (PFP), qui estime qu'il s'agit de la goutte d'eau qui va faire déborder le vase.

Trois morts et quelques blessés

A *tout bien considérer*, ces opérations, si spectaculaires qu'elles aient été, n'ont en fait qu'à peine émoussé la capacité d'action et de mobilisation de l'ANC. A Gaborone, le raid héliporté a permis de détruire une dizaine de maisons du hameau de Mogaditsane, situé à 5 kilomètres de la capitale. Un civil botswanais a été tué, deux autres blessés, ainsi qu'un soldat. A *Harare, l'immeuble de l'ANC* a été endommagé et une habitation de l'un des dirigeants située dans les faubourgs complètement détruite. Seul un gardien du premier bâtiment au centre même de la ville a été blessé. On ignore toujours comment les membres du commando sont parvenus sur place. Le premier ministre, M. Robert Mugabe, a annoncé que quatre *arrestations avaient été opérées* mais s'est refusé à fournir d'autres *détails. Il n'est pas impossible que* les auteurs de l'attaque aient été recrutés au sein des rescapés de l'ancienne armée rhodésienne travaillant pour les services secrets sud-africains.

Enfin, à Lusaka, le président Kenneth Kaunda a précisé que le camp de Makeni, à une quinzaine de kilomètres de la capitale zambienne, qui est contrôlé par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, avait d'abord été pris sous le feu de deux véhicules avant d'être la cible de deux avions militaires sud-africains. Deux personnes ont été tuées au cours du raid, un Zambien *et un réfugié sud-africain, et* une dizaine de personnes ont été blessées.

Des trois opérations ont été un *« plein succès »* d'après les autorités militaires de Pretoria. Mais le résultat est-il aussi satisfaisant que celles-ci veulent bien le dire ? Ces coups de main ont-ils amoindri le *potentiel de l'ANC ? Rien n'est* moins sûr. Le gain paraît *a priori* bien mince et n'entamera que très partiellement le moral des dirigeants du mouvement nationaliste noir. Le soutien dont dispose l'ANC dans les « pays frères » sera intensifié, a déclaré M. Mugabe.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *Violents affrontements près du Cap.* – Les affrontements très violents qui avaient débuté samedi 17 mai se poursuivaient ce mardi matin dans le bidonville de Crossroads, près du Cap. Les heurts entre les militants antiapartheid et les vigiles ont causé la mort d'au moins quatorze personnes. *Le bidonville* a été incendié, et plusieurs milliers d'habitants sont sans abri. – *(AFP.)*

● *Une étrangère condamnée pour aide à l'ANC.* – Mme Hélène Pastoors, professeur de nationalité belge, a été condamnée, lundi 19 mai, à dix ans de prison par la Cour suprême de Johannesburg pour avoir aidé le Congrès national africain (ANC). Mme Pastoors, première étrangère inculpée de « trahison » en Afrique du Sud, avait plaidé non coupable. – *(AFP, AP, Reuter.)*

ASIE

L'ACCORD SUR LA RESTITUTION DU BOEING TAIWANAIS

Une victoire pour Pékin

Pékin. – Un accord est intervenu, le lundi 19 mai, à Hongkong, entre nationalistes et communistes chinois sur le retour du Boeing 747 et de deux membres d'équipage de la compagnie taïwanaise China Airlines, détourné début mai. Ce développement constitue une importante victoire pour Pékin, estime-t-on dans les milieux diplomatiques de la capitale.

L'accord prévoit que l'avion *détourné sur la Chine populaire* et deux membres de l'équipage seront restitués, à Hongkong, à une date qui reste à déterminer. Pékin a, en tout état de cause, réalisé son but primordial qui était d'amener, pour la première fois en trente-sept ans, des responsables des deux parties chinoises à s'asseoir ensemble autour d'une table de négociation.

Ce précédent historique, estime-t-*on de même source*, rendra de plus en plus difficile la politique officielle de Taïwan, qui stipule : *« Pas de contact, pas de négociations, pas de compromis. »*

« L'essentiel était ce premier contact entre Pékin et Taipeh. Les autorités communistes ne nourrissaient pas l'illusion de voir un équipage de Taïwan se rendre sur le sol de la Chine populaire pour rapatrier l'avion, le copilote et le mécanicien », a déclaré un diplomate.

Samedi, la Chine avait proposé que l'avion soit restitué à Canton par l'intermédiaire d'une tierce partie, mais les trois membres de la délégation taïwanaise avaient refusé, arguant de *« raisons de sécurité »*.

Par ailleurs, à Taipeh, un porte-parole a déclaré : *« Ce n'est pas une victoire totale pour nous, car une troisième personne, le capitaine Wang Hsi-Chueh, est restée en Chine. »*

M. Wang (cinquante-six ans) avait posé le Boeing 747 de la CAL à Canton (sud de la Chine), le 3 mai dernier. Les deux autres membres d'équipage avaient déclaré vouloir rentrer à Taïwan. Taïwan a toujours présenté l'affaire, et notamment la négociation, comme un cas purement *« humanitaire »*. – *(AFP.)*

LA VISITE DE M. BARIANI AUX PHILIPPINES

Un geste de solidarité de la France à l'égard du gouvernement de Mme Aquino

M. Didier Bariani, secrétire d'Etat aux affaires étrangères, a été reçu, *lundi 19 mai à Manille, par la présidente Aquino* à *laquelle il* a remis une lettre de M. Jacques Chirac. Un porte-parole philippin a annoncé que Mme Aquino avait accepté une invitation à se rendre en France, mais pas avant 1987.

Correspondance

Manille. – Profitant de la *« renaissance »* philippine, le gouvernement français mise sur un renouveau des échanges bilatéraux. Dans les milieux diplomatiques français de Manille, où l'on a perdu le souvenir de la dernière visite d'un haut *fonctionnaire français* dans la capitale philippine, on souligne le caractère *exceptionnel de la venue* de M. Bariani. De même, on insiste sur le fait que le gouvernement de M. Laurent Fabius (qui sera lui-même en visite privée à Manille dans une semaine), a été le premier à reconnaître la présidente de la République philippine, Mme Aquino.

Officiellement, la visite se veut avant tout un geste de solidarité à l'égard du gouvernement de Mme Aquino. Elle *« n'est pas politiquement neutre »*, dit M. Bariani. Ainsi, son *premier* acte a *été* d'annoncer que la France allait *remettre, comme « mesure d'urgence »*, 2 000 tonnes de farine de blé au gouvernement philippin.

En fait, la France souffre dans l'archipel d'un handicap considérable. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont modestes et au bénéfice des Philippines (exportations vers la France : 150 millions de dollars, contre 75 millions aux importations). De plus, les relations ont pâti d'une longue série de contentieux accumulés entre différentes entreprises françaises et les Philippines de l'époque Marcos.

Selon M. Bariani, la France enverra aux Philippines, avant la fin de l'année, des experts pour conseiller différents organismes philippins en matière d'agriculture tropicale, de crédits bancaires agricoles et de – marketing commercial. Dans un tout autre domaine, l'envoyé français a indiqué que le gouvernement de M. Chirac *« réfléchira sur les moyens »* que la France pourrait adopter afin de contribuer à – alléger – la dette extérieure de 26 milliards de dollars dont Mme Aquino a hérités. On se refuse à être plus précis sur ce chapitre pour le moment. M. Bariani s'est déclaré *« réconforté »* par la philosophie du gouvernement philippin qui *« se comporte en gestionnaire et non pas en assisté »*.

Bien que cette viste soit présentée avant tout comme de *« bonne volonté »*, les considérations géopolitiques n'en sont peut-être pas absentes vu la position de l'archipel, à cheval sur l'Asie du Sud-Est et la zone Pacifique. A un moment où la présence française dans le Pacifique est soumise à de fortes pressions australes, l'évantualité d'un renforcement des liens avec Manille ne devrait pas manquer d'intérêt pour la France.

KIM GORDON-BATES.

● *Un dirigeant syndical assassiné.* – Remigio Simbillo, dirigeant syndical qui avait *mené récemment* une grève de plusieurs milliers d'employés à la base américaine de Clark, a été tué, lundi 19 mai, près de cette base, *dans une embuscade.* – *(AFP).*

Birmanie

Les troupes gouvernementales s'emparent du Q.G des rebelles karennis

Rangoun. – Les troupes gouvernementales *birmanes se sont emparées* du quartier général du Parti progressiste *karenni, qui abritait* également les locaux d'autres mouvements rebelles à l'autorité de Rangoun et servait de point de contact avec l'étranger. *Selon les journaux* gouvernementaux birmans *The Mirror* et *Working People's Daily*, les soldats birmans ont conquis et détruit, le 12 avril, le camp situé à Hwayponlaung, dans la ville de Shadaw (Etat Kayah), à proximité de la frontière avec la Thaïlande. Deux soldats gouvernementaux ont été tués et deux autres blessés, ainsi que plusieurs rebelles, ont ajouté les quotidiens en *indiquant que de nombreuses* armes, mais aussi 495 kg de marijuana, avaient été saisis. Le camp de Hwayponlaung abritait également des rebelles kachins et Pa-O, selon les journaux.

De même source, on indique que le camp servait de point de contact entre le mouvement rebelle et l'étranger, et que les Karennis qui se sont enfuis en Thaïlande après l'attaque des troupes birmanes étaient accompagnés de cinq étrangers – dont l'identité n'est pas précisée, – qui résidaient dans le secteur *depuis 1984 et assuraient* des cours de formation médicale.

Les Karennis (dénommés Kayahs par Rangoun) sont un peuple de souche mongole, au même titre que les Karens, dont ils sont les cousins et avec lesquels ils sont alliés. L'insurrection des Karennis – dont les principaux revenus sont la contrebande entre la Birmanie et la Thaïlande – a débuté en 1952. – *(AFP.)*

Bangladesh

● *Violents affrontements.* – Dix-sept personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées le week-end dernier lors d'affrontements entre villageois, dans la région de Brahmanbaria (sud-est du Bangladesh), ont indiqué, lundi 19 mai, les autorités locales, précisant que la situation était maintenant maîtrisée. Vingt-cinq autres personnes ont en outre été portées disparues lors de ces affrontements dans cette région située à 100 kilomètres de Dacca. Selon la presse, un vol de bétail est à l'origine de ces violences, mais d'autres sources les imputent à un vieux conflit entre le président d'un syndicat local et des opposants. – *(AFP.)*

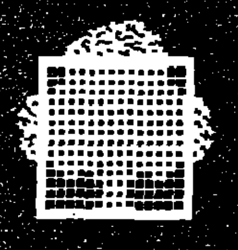
"L'ESPRIT D'EQUIPE", DES FRANÇAIS QUI GAGNENT.

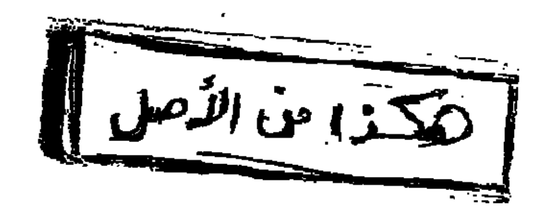
Photo Thierry Ramau - Gamma. TBWA

Bull
l'esprit d'équipe

Pour la première fois, un bateau français "l'Esprit d'Equipe", engagé par BULL, gagne la course autour du monde à la voile.
"L'Esprit d'Equipe" symbolise pour nous la réussite par la qualité des hommes, la rigueur de la préparation, la perfection dans l'exécution.
Chez BULL, leader européen en informatique et en bureautique, 26 000 personnes se battent avec détermination dans la compétition sur le marché mondial des systèmes d'information.
Dans l'entreprise comme sur un bateau, le succès repose sur la somme des talents de chacun, la cohésion de tous et la volonté de gagner.







A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Assemblée interparlementaire « pour la démocratie »

Santiago-du-Chili. – Une assemblée interparlementaire « pour la démocratie au Chili », réunissant plus de soixante-dix parlementaires venus de dix-huit pays, s'est ouverte pour la première fois lundi 19 mai dans la capitale chilienne. Cette réunion, organisée par le cercle des anciens parlementaires chiliens – qui regroupe tous les partis représentés au Parlement dissous en 1973 à l'exception du parti socialiste et du parti communiste, interdits, – a débuté dans un climat tendu. Les autorités l'ont en effet qualifiée d'« immixtion » dans les affaires du pays, et d'importantes forces de police cernent l'hôtel où se tient la réunion. Le chef du Parti démocrate-chrétien, l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Gabriel Valdès, et le président du Commandement national des travailleurs (CNT), M. Rodolfo Seguel, ont été empêchés de rejoindre la réunion. Des représentants des Parlements de plusieurs pays d'Europe (dont l'Allemagne fédérale, l'Italie, l'Espagne et la Suisse) et du Parlement européen participent à l'assemblée. Aucune délégation française n'était présente lundi. Des messages de soutien ont toutefois été adressés aux organisateurs par le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, et celui du Sénat, M. Alain Poher. – *(AFP.)*

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême refuse les quotas raciaux dans l'emploi

Washington. – La Cour suprême des Etats-Unis a invalidé, lundi 19 mai, un programme protégeant l'emploi des instituteurs noirs au détriment de leurs collègues blancs dans l'Etat du Michigan, répondant ainsi au souhait du gouvernement Reagan de ne pas faire de « *racisme à rebours* ». Par cinq voix contre quatre, la Cour a rejeté le programme instauré dans la ville de Jackson, en vertu duquel les instituteurs noirs étaient mieux protégés dans leur emploi que les Blancs – notamment par l'imposition de quotas – même dans le cas où leur ancienneté était moindre. Ce déséquilibre était dû à une série de mesures adoptées dans les années 70 dans le but de donner aux minorités raciales une aide supplémentaire afin de compenser la discrimination dont elles avaient été victimes auparavant. Le président Reagan, qui appelle à une « *société sans différence de couleur* », s'oppose à la politique des quotas raciaux dans le travail. – *(AFP.)*

PORTUGAL

Hold-up revendiqué par les FP 25

Lisbonne. – Les Forces populaires 25 avril (FP 25, organisation clandestine d'extrême gauche) ont revendiqué lundi 19 mai un important hold-up commis dans la matinée dans un supermarché à Cascaïs, dans la banlieue de Lisbonne. Le visage découvert, cinq hommes ont fait irruption dans le supermarché Pao de Acucar (chaîne brésilienne de magasins) et ont raflé, selon un employé de cette société, le montant des ventes effectuées le week-end dernier, estimé à plusieurs millions d'escudos. Un correspondant anonyme se réclamant des « FP 25 » a revendiqué cette action dans un appel téléphonique à l'agence Noticias de Portugal (NP). C'est le septième hold-up qui a eu lieu en mai au Portugal. Les cibles des six autres ont été des banques et une pompe à essence de Lisbonne. Aucun d'entre eux n'avait été revendiqué par les FP 25. Un procès se déroule depuis plusieurs mois à Lisbonne, dont les principaux accusés sont soupçonnés d'appartenir à cette organisation clandestine. – *(AFP).*

EUROPE

LA PRISE EN OTAGE PAR LES « CONTRAS » DE HUIT VOLONTAIRES OUEST-ALLEMANDS

Le Nicaragua, l'Eldorado des révolutionnaires en RFA

Quelque soixante-dix volontaires ouest-allemands au Nicaragua ont occupé, lundi 19 mai, leur ambassade à Managua et ont exigé que l'ambassadeur de RFA lance un appel à M. Reagan afin d'obtenir la libération de huit compatriotes, retenus en otage depuis samedi par des « contras » opposés au gouvernement sandiniste.

La gauche et l'extrême gauche ouest-allemandes ne sont pas encore, comme c'est le cas en France, orphelines de révolutions lointaines et exotiques. Le militantisme anti-impérialiste, et, au premier chef, antiaméricain, marque la renaissance de la gauche en RFA à la fin des années 60. Du Vietnam à Cuba puis au Nicaragua, jamais ne se démentit le soutien matériel et moral aux forces qui s'opposaient aux Etats-Unis dans le monde. Les révisions déchirantes, qui amenèrent en douceur un Régis Debray d'un guévarisme pur et dur à une social-démocratie bien tempérée sous les lambris de l'Elysée ne sont pas de mise outre-Rhin.

Les « volontaires » ouest-allemands pour le Nicaragua, qui viennent apporter sur le terrain leur soutien aux dirigeants sandinistes, sont légion. Ils se recrutent principalement au sein d'une jeunesse impatiente et déçue du peu de résultats obtenus par le mouvement de masse de ces dernières années contre l'implantation des missiles de l'OTAN en RFA. Ils vont, pour la plupart, prêter la main aux paysans nicaraguayens, bien souvent dans des conditions matérielles très difficiles, avec la conviction de remplir un « *devoir internationaliste* ».

La sympathie pour la révolution sandiniste et pour la lutte du Front Farabundo-Marti au Salvador se traduit également par des gestes symboliques en RFA même. Les ventes militantes de café du Nicaragua alimentent les petits-déjeuners des appartements communautaires de Francfort et de Berlin-Ouest, et une collecte lancée par le quotidien d'extrême gauche *Tageszeitung* en 1983 sur le thème « Des armes pour le Salvador » ne rapporta pas moins de 30 millions de francs.

Solidarité inconditionnelle

Jusqu'à ces derniers mois, la solidarité inconditionnelle avec le régime de Managua était également la ligne de conduite du Parti social-démocrate, et particulièrement de son président, M. Willy Brandt. On vit souvent le ministre de la culture, M. Ernesto Gardenal, recueillir les ovations de la foule au côté de l'ex-chancelier dans les meeting du SPD...

Mais on assiste aujourd'hui à une évolution des sociaux-démocrates. A la suite d'un voyage d'information effectué l'automne dernier en Amérique centrale par M. Hans Jürgen Wischniewsky, ancien ministre du gouvernement du chancelier Schmidt, le SPD a quelque peu modéré son enthousiasme pour le pouvoir de Managua, constatant que les normes démocratiques y sont quelquefois bafouées plus que de raison...

L. R.

Le Comité de défense de la cause arménienne critique l'évolution de la politique française envers la Turquie

Le Comité de défense de la cause arménienne (CDCA) a adressé le 14 mai au ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, une lettre dans laquelle il rapporte « *la déception et l'amertume* » qu'ont engendrées dans la communauté arménienne française les premières déclarations du gouvernement Chirac la concernant.

Citant des propos tenus à la presse par M. Chirac en mars et une intervention récente de M. Jean-Bernard Raimond devant l'Assemblée nationale, le CDCA leur reproche de bannir le mot génocide de leur vocabulaire à propos de la question arménienne. « *La communauté,* dit le texte, *ne peut admettre ce glissement vers des euphémismes dont la répétition constituerait une remise en cause de la reconnaissance du génocide arménien par le gouvernement français.* »

Le Comité s'élève aussi contre les déclarations faites par M. Chirac à propos du mémorial arménien qui doit être construit à Paris. Il réclame que ce mémorial soit exclusivement consacré aux victimes du génocide, et non, comme le laissait entendre M. Chirac, aux Arméniens morts pour la France.

En ce qui concerne les relations avec la Turquie, le CDCA estime que « *c'est la Turquie qui a réduit ses relations diplomatiques avec la France à un chantage sur la cause arménienne* ». « *Les relations avec la France,* poursuit le Comité, *ne doivent pas se réduire au problème arménien, mais elles doivent aussi tenir compte de l'occupation militaire de Chypre, de la création illégale d'un Etat turc sur le territoire de la République de Chypre, (...) du régime constitutionnel et social de la Turquie, qui n'est pas conforme aux règles de nos démocraties occidentales.*

» *Quant aux considérations économiques de notre commerce extérieur avec ce pays, chacun sait que la Turquie n'est pas actuellement et ne sera pas avant longtemps en mesure de payer ses dettes extérieures. Le contrat de vente des avions Mirage sera donc à terme financé par le contribuable français.*

» *Enfin, les relations diplomatiques de la France doivent s'appuyer sur une réévaluation du rôle réel de la Turquie dans le dispositif de l'OTAN. On ne peut que s'étonner de constater que des bases américaines dans ce pays proche de la Libye n'aient pas servi au raid américain sur Tripoli, que la Turquie crée des tensions par des menaces militaires sur la Grèce, autre allié du pacte atlantique, en faisant fi de la cohésion au sein de l'OTAN.*

» *Considérant ces faits, il n'est pas possible à la France d'ouvrir ses relations avec la Turquie dans les termes et avec l'empressement qui ont actuellement cours.* »

Grèce

Le PC de l'intérieur décide de ne plus s'appeler « communiste »

De notre correspondant

Athènes. – Plusieurs innovations ont marqué le quatrième congrès du Parti communiste de l'intérieur, qui s'est terminé à Athènes le lundi 19 mai avec l'élection d'un nouveau comité central de quatre-vingt-un membres. On voit en effet rarement un parti communiste discuter et même contester sa propre appellation, y compris l'épithète communiste.

Le PC de l'intérieur, issu d'une scission du PC de Grèce en 1968 (1), en pleine dictature militaire, n'a jamais réussi à obtenir de résultats électoraux importants, sauf aux élections européennes : en 1984, il a réussi à réunir 3,5 % des voix et à faire élire un euro-député (sur vingt-quatre pour la Grèce) alors qu'aux législatives de 1985 il n'a obtenu que 1,8 % des voix et un député à l'Assemblée nationale (de trois cents membres). Le parti est cependant influent dans les milieux universitaires et intellectuels, ainsi que dans la jeunesse (plus de 10 % aux élections estudiantines).

Depuis un certain temps, plusieurs dirigeants du parti, dont son président, M. Léonidas Kyrkos, ont élaboré un projet de « mutation » du PC en un parti de la « gauche du renouveau », abandonnant par la même occasion ses caractéristiques communistes, y compris sa propre appellation. Un grand nombre de cadres et de militants, regroupés autour du secrétaire général, M. Jean Banias, se sont opposés à cette proposition et ont avancé l'idée d'une « revalorisation » du parti en insistant cependant sur son caractère communiste, tout en étant d'accord pour supprimer dans ses statuts les références au marxisme-léninisme, à l'internationalisme prolétarien et au centralisme démocratique. Un troisième groupe, conduit par M. Costas Filinis, député européen, a demandé carrément que l'on convoque « *un congrès fondateur* » avec la participation de militants de la gauche non encore organisée pour créer un nouveau parti.

Avant le congrès, un long débat s'était instauré parmi les membres du parti, duquel s'étaient exprimés plus de six mille militants (soit environ 70 % du total) ainsi que mille sept cents membres de l'organisation de jeunesse. Les sept cent trente-sept congressistes ont repris l'ensemble des thèmes discutés et ont voté sur les thèses du parti et ses nouveaux statuts. L'ensemble des travaux, y compris l'élection du nouveau comité central, était intégralement transmis par la télévision à l'intention d'une foule de militants, sympathisants ou simples curieux qui avaient envahi la salle du congrès et les allées du centre sportif de la Paix et de l'amitié, où il se déroulait.

La décision finale est le fruit d'un accord entre les deux tendances favorables à la suppression du caractère communiste du parti. Elles ont obtenu 51 % des voix des congressistes, alors que la proposition pour le maintien de l'appellation communiste en réunissait 43 %. Un « congrès fondateur » sera donc convoqué au printemps 1987 et une « commission politique d'organisation » – où s'associeront cadres du parti, militants et personnalités de la gauche non organisée – sera chargée de la préparer. Ce congrès se prononcera définitivement sur l'appellation du parti. L'élection du nouveau comité central a été organisée à la proportionnelle simple, selon les pourcentages des voix obtenues par chaque tendance. Un nouveau secrétaire général du PC de l'intérieur doit être élu sous peu.

THÉODORE MARANGOS.

(1) La scission est intervenue au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie, le PC de l'intérieur optant pour l'eurocommunisme, l'autre fraction demeurant fidèle à Moscou.

PEINE RÉDUITE POUR UN « HOOLIGAN » BRITANNIQUE

Londres *(AFP).* – Un « hooligan » du football britannique condamné en novembre dernier à la prison à vie a vu lundi 19 mai sa condamnation ramenée en appel à trois ans, a-t-on appris de source judiciaire.

La peine infligée à Kevin Whitton, vingt-six ans, condamné pour avoir « *participé à une émeute* » après un match de football à Chelsea (banlieue de Londres) en février 1984, était « *injustifiée et impropre dans son principe* », a déclaré Lord Lane, premier président de la cour d'appel au tribunal de Old Bailey, à Londres.

« *Il faut décourager les désordres publics, mais le comportement de Whitton n'était pas de ceux qui méritent la prison à vie* », a affirmé Lord Lane en rendant sa décision.

M. Whitton, originaire d'Addington (Surrey, sud-est de l'Angleterre), qui avait été condamné en même temps à une peine de dix ans de prison pour violences, a également vu cette dernière condamnation réduite à sept ans. Il devra pourtant rester incarcéré pendant dix ans, puisque les deux peines seront purgées consécutivement.

PROCHE-ORIENT

A Beyrouth

NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE CHIITES ET PALESTINIENS

(De notre correspondant.)

Beyrouth. – La guerre chiito-palestinienne des camps de Beyrouth est-elle en train de reprendre et va-t-elle, comme l'an dernier, se dérouler durant le mois du ramadan, sacré en Islam, et l'endeuiller ? De lundi après-midi à ce mardi 20 mai à l'aube, c'est à coups de canon que les miliciens du mouvement chiite Amal et ceux du camp palestinien de Borj-Barajneh se sont expliqués à la suite d'un incident isolé dont chaque partie attribue naturellement la responsabilité à l'autre, et qui a tout de suite dégénéré en affrontements à l'artillerie.

Bilan de la soirée : un mort, trente blessés. Les médias du secteur chrétien font même état de sept morts et insinuent que les officiers syriens membres de la commission de contrôle de la trêve – le long de la ligne de démarcation entre les camps de Borj-Barajneh, de Sabra et de Chatila, d'une part, et le périmètre de ces camps contrôlés par Amal, de l'autre – aident la milice chiite à éviter d'être débordée par les Palestiniens. Malgré leur encerclement, les camps palestiniens se sont, en effet, nettement renforcés en armes et combattants depuis la guerre de mai-juin 1985. Et même si les anti-arafatistes prosyriens du FSNP y occupent le devant de la scène lors des négociations avec Amal, il est notoire que, à l'intérieur des camps, M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, est redevenu l'homme fort.

Mardi matin, les combats s'étaient arrêtés, mais la tension restait vive. Comme sur la plupart des autres fronts au Liban, la guerre des camps comporte des phases d'hostilités et des pauses, celles-ci intervenant en général à l'aube pour être interrompues en fin d'après-midi.

LUCIEN GEORGE.

BIBLIOGRAPHIE

« DAVID ET MARIANNE », UN LIVRE DE FREDDY EYTAN

Les aléas des relations franco-israéliennes

Monstres froids, les Etats n'entretiennent – éternel truisme – que des relations de pur intérêt. Quand la passion s'y mêle, il faut s'attendre à tout, aux plus beaux élans comme aux pires éclats. David et Marianne incarnent l'un de ces couples que la passion aveugle, d'idylles en chimères, ou égare, de rancœurs en colères : cette idée simple court au long du livre que le journaliste israélien Freddy Eytan vient de consacrer aux rapports entre Israël et la France. Celle de M. Giscard d'Estaing et de M. Mitterrand.

Douze nnées tumultueuses, où David garde au cœur l'amère nostalgie de l'âge d'or – celui d'avant 1967 – où Marianne se fait souvent hypocrite et dédaigneuse, avant de revenir en 1981 à de plus nobles sentiments. Mais sa place est alors prise par une rivale intouchable, l'Amérique. Gestes hostiles, propos maladroits, silences hautains : rien n'a manqué à ce long dépit amoureux, coupé d'échanges irrités, entre l'Etat juif et la France post-gaullienne.

Du soutien à l'admission de Yasser Arafat à l'ONU (octobre 1974) à l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris (novembre 1975), du refus d'extrader vers Israël Abou Daoud, le responsable du massacre de Munich (janvier 1977) au « décret Barre » vidant de sa substance la loi anti-boycottage (juillet 1977), la Marianne giscardienne n'a guère ménagé son ancien soupirant. Même un événement dramatique, comme le raid sur Entebbe, où les deux pays avaient partie liée, laissa un goût d'amertume à Paris, où certains ne pardonnèrent pas à Israël d'avoir osé l'exploit.

Ce qui frappe avec le recul, c'est l'insensibilité de l'ancien président aux joies, aux drames et aux symboles d'Israël, qui le fait réagir à contre-temps. Il attend cinq jours avant de condamner l'attentat de la *rue Copernic, laissant Raymond Barre en première ligne prononcer la fameuse petite phrase sur* « les Français innocents ». Mais il reste aussi étrangement silencieux, au grand dam de Begin, quand Sadate écrit l'histoire à Jérusalem. C'est bien sûr la différence majeure avec un Mitterrand, qu'un lien affectif unit à Israël et au peuple juif, en toute lucidité. « *Giscard, comme d'ailleurs Chirac et Raymond Barre,* écrit Freddy Eytan, *n'admet pas que la diaspora française soit une composante à part entière du peuple juif.* »

Ce qui choque surtout, c'est le refus rétroactif d'assumer les décisions prises. « *L'ouverture du bureau de l'OLP,* dit-il à l'auteur, *ce n'est pas moi. Le contrat nucléaire avec l'Irak, c'est Chirac. L'affaire du boycottage, c'est Barre.* » La ligne de fuite est aussi peu glorieuse que peu convaincante, dans un régime où la politique proche-orientale relève par excellence du « domaine réservé » présidentiel.

David et Marianne fourmille d'anecdotes d'un intérêt parfois inégal et contient quelques révélations piquantes. Ainsi apprend-on que, en mars 1972, un hélicoptère qui promenait François Mitterrand au-dessus d'Israël, erra pendant une demi-heure dans le ciel syrien, après une erreur de pilotage. Le futur président, qui dormait à poings fermés, n'apprit qu'après coup sa mésaventure. L'auteur relate aussi par le menu la tentative infructueuse, à l'instigation d'Iraël, de créer en France un lobby juif à l'américaine.

Loin d'accabler la seule Marianne, Freddy Eytan partage largement les torts : l'intransigeance d'un Begin et son discours cassant, la méfiance d'une classe politique israélienne aux analyses simplistes et son oubli des intérêts permanents de la France dans le monde arabe, les réflexes d'un peuple partageant *le monde en « ennemis » et « amis »* d'Israël, en attendant des seconds un soutien aveugle. David et Marianne ne semblent pas prêts de connaître l'âge de raison. Faut-il déplorer leurs « retours de passion » ? Ou bien les préférer aux risques mortels de l'indifférence ? Car le pire serait sans doute que, un jour, les Israéliens ne se fassent plus de la France une « certaine idée ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

★ *David et Marianne*, la France, les juifs et Israël, par Freddy Eytan, Editions Alain Moreau, 89 F.

● *La guerre du Golfe.* – L'Iran et l'Irak ont tous deux assuré, le lundi 19 mai, avoir marqué des points au cours des combats les opposant actuellement près de la ville frontalière iranienne de Mehran, prise il y a trois jours par les forces irakiennes. Téhéran fait état de la reprise par ses troupes de trois localités de la région de Mehran, tandis que Bagdad annonce que ses forces ont poursuivi leur progression autour de la ville en s'emparant de sept collines. – *(Reuter.)*

Les élections aux Pays-Bas

(Suite de la première page.)

Considéré comme le technocrate du parti, on compare ici M. Wim Kok à Michel Rocard. A voir Wim Kok, ce colosse tranquille, distribuer des roses dans les rues d'Utrecht, on comprend que la ressemblance n'est sûrement pas physique.

Neelie Smit-Kroes, le ministre libéral des transports, n'est pas loin non plus, comme si tous les ténors s'étaient donné rendez-vous dans cette région. Dans les salons feutrés du Holiday Inn d'Eindhoven, elle répond aux questions d'une salle très courtoise. Le premier intervenant – qui montre que ce peuple a aussi un solide sens des réalités – lui demande pourquoi les Néerlandais doivent continuer à payer les péages des autoroutes françaises alors qu'ici les autoroutes sont gratuites ? Réponse embarrassée et très européenne du ministre.

L'accident de Tchernobyl ? *« Mon fils m'a dit : c'est avec ma vie que vous jouez. »* La soirée s'achève comme elle a commencé, dans le chuchotement poli des hôtels internationaux.

La semaine précédente, une réunion des libéraux aurait dû se terminer de manière plus agréable. L'orchestre prévu au programme, exclusivement féminin, a l'habitude de terminer son show très dépouillé : pas question, a précisé le ministre président du Parti libéral (le VVD), Ed Nijpels, déjà éprouvé par le contrecoup d'un scandale provoqué par un attaché parlementaire de son groupe qui avait posé nu avec sa compagne dans les travées de l'Assemblée nationale.

Une situation classique

Le Parti libéral a eu 36 sièges en 1982 ; il en aurait 28 aujourd'hui selon les derniers sondages. Donc il serait le grand perdant du scrutin du 21 mai, au bénéfice notamment d'un revenant, Démocratie 66. Ce mouvement, qui avait voulu dès la fin des années 60 renouveler la vie politique néerlandaise, s'était ensuite, un peu à l'image de l'aventure de Jean-Jacques Servan-Schreiber, *« perdu dans les méandres d'un centrisme ondoyant »*. Il pourrait être l'arbitre de la situation au lendemain du 21 mai. Le manque de clarté de son programme lui permet en effet de pouvoir s'allier soit aux démocrates-chrétiens et aux libéraux, soit aux socialistes.

Bien classique donc, la situation néerlandaise : deux partis de droite, comme dans beaucoup de pays européens, autour d'un fort axe démocrate-chrétien, un Parti socialiste très important, mais loin encore de la majorité absolue. Et un outsider centriste.

Et les autres alors, cette multitude de petits partis qui faisaient le charme, l'intérêt et la valeur aussi de la démocratie néerlandaise ? Sans doute, et ce sera une des conséquences importantes du scrutin, vont-ils être éliminés par le « vote utile ». Surtout à gauche. A droite, certains partis confessionnels, dont l'un par exemple prône encore l'interdiction du vote des femmes et empêche ses dirigeants de passer à la télévision, sont suffisamment « implantés » pour devoir passer le cap du 21 mai.

La petite gauche

Mais à l'extrême gauche... Ici, on dit la petite gauche. Elle s'exprime ce soir à Amsterdam, où les candidats du Parti socialiste pacifiste (trois élus en 1982) ont rempli le café-théâtre l'Odéon, au bord du canal. Deux cents personnes – « provos » des années héroïques et jeunes militants antinucléaires – tentent de faire contre mauvaise fortune bon cœur. L'orchestre, mi-noir, mi-féminin, ne parvient pas non plus à faire monter l'ambiance.

« Voter pour les socialistes, c'est être prisonnier des démocrates-chrétiens, puisqu'ils vont gouverner ensemble », proclament tous les orateurs. Et puis, ajoutent-ils, *« les socialistes peuvent bien dire maintenant qu'ils sont contre les centrales nucléaires, ils en ont pourtant construit lorsqu'ils étaient au pouvoir »*.

Les centrales nucléaires

Même accusation chez Evelien Eshuis, deuxième élu du Parti communiste néerlandais. Sur sa tête, le triangle rose des homosexuelles militantes, à sa boutonnière le badge pacifiste : *« Den Uyl va aller à genoux supplier Lubbers »*, déclare-t-elle d'une voix posée. Ce soir, elle va participer à un débat dans le centre du pays : *« Heureusement qu'il y a les féministes, les pacifistes, les écolos et les antinucléaires pour animer les réunions*, déclare-t-elle. *Sinon, comme ce serait triste ! » « C'est vrai que la campagne électorale qui s'achève n'a pas été très animée*, commente un homme politique. *Mais, vous savez, les gens se sont très bien informés et ils vont voter en connaissance de cause. D'ailleurs, les records de participation pourraient être battus. »* Puis, sérieux : *« Mais où sont les élections d'antan ? »*

Heureusement, sur le Dam, un artiste barbu accroche deux toiles, et un Italien se précipite sur les touristes en criant : *« Afghanistan ! Afghanistan ! »* Enfin une manifestation dans la rue autre que contre les missiles ou les centrales nucléaires ? Las ! Il voulait simplement indiquer que son haschich était du meilleur, afghan !

JOSÉ-ALAIN FRALON.

BIBLIOGRAPHIE

UN DAUPHIN POUR LA BAVIERE ?

Un livre de M. Max Streibl

A Munich, beaucoup d'observateurs pensent que le prochain ministre-président pourrait s'appeler Max Streibl. Né en 1932, le ministre des finances du gouvernement bavarois, fils d'un hôtelier du prestigieux village d'Oberammergau, a poursuivi une longue carrière de haut fonctionnaire et d'homme politique. Il est membre du gouvernement depuis 1970 et préside l'organisation de la CSU dans le district le plus représentatif, la Haute-Bavière. On ne saurait être plus typique : pour ses études secondaires, M. Streibl a fréquenté le fameux lycée classique des Pères bénédictins au monastère Ettal.

Dans un livre paru à la fin de 1985, chez l'éditeur Carl Gerber à Munich, M. Streibl expose sous le titre *le Modèle bavarois (Modell Bayern)* ses vues sur l'avenir politique de l'Allemagne – et sans doute implicitement aussi sur le sien propre.

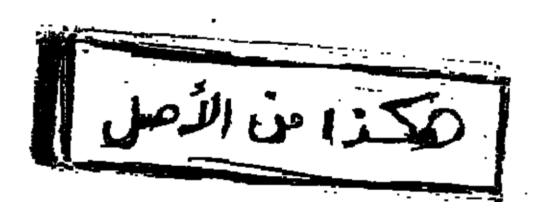
Ce livre, dont les quatre grandes parties s'intitulent « Le courage pour la liberté », « Le courage pour la paix », « Le courage pour l'ordre » et « Le courage pour l'avenir », est une sorte de bréviaire d'un conservateur libéral, peu enclin aux excès, mais solidement amarré aux idées et aux moyens qui assurent au parti de M. Strauss, depuis de longues années, des majorités absolues fort confortables. Le fondement des valeurs chrétiennes établies dans le droit naturel, une vue conservatrice, sociale et antisocialiste, de la liberté et des libertés, M. Streibl se pose en continuateur.

Selon lui, la jeunesse aussi redécouvre les valeurs conservatrices traditionnelles : les valeurs bourgeoises et familiales, l'attachement à la normalité, la solidité du fédéralisme ennemi des excessives concentrations de pouvoir. L'avenir lui paraît raisonnablement certain à l'intérieur d'un attachement foncier à l'alliance américaine (avec une Amérique reaganienne dans laquelle la CSU se reconnaît largement), dans la fidélité à *une construction européenne* elle aussi essentiellement fédéraliste, dans la poursuite d'une « politique à l'Est » ferme dans les principes et dans l'espérance d'une libération de l'« Europe captive », mais souple dans les rapports concrets.

Le roi sans couronne de la Bavière, Franz-Joseph Strauss, a soixante-dix ans. Tôt ou tard se posera la question de la succession. Les personnalités les plus en vue de la CSU, par l'âge et les fonctions, ne jouiront certainement pas de son appui. M. Friedrich Zimmerman, souvent en désaccord avec M. Strauss, a choisi la politique bonnoise. Parmi les « jeunes hommes » du grand chef, M. Gerold Tandler, ministre de l'intérieur bavarois, n'est guère populaire, pas plus que M. Stoiber, secrétaire général du parti, qui compte pas mal d'adversaires même dans l'establishment munichois.

Dans ces conditions, il faut voir dans *le Modèle bavarois* de M. Streibl un discret acte de candidature.

JOSEPH ROVAN.



politique

LE RETOUR AU SCRUTIN MAJORITAIRE

Les embarras de la majorité pourraient conduire M. Chirac à engager sa responsabilité

Modifier son système électoral est, pour une assemblée parlementaire, la plus rude des tâches : le bon *fonctionnement des institutions* devrait seul guider son choix entre les divers modes d'élection possibles, mais nul ne peut empêcher ses membres de penser à leur cas personnel et de rechercher une solution garantissant leur réélection. Les débats de couloirs du *Palais-Bourbon* depuis plus d'un mois l'ont une fois encore démontré.

Les deux cent quatre-vingt onze députés élus sur les listes de la nouvelle majorité avaient tous pris l'engagement de rétablir le scrutin majoritaire à deux tours, par écrit pour les candidats du RPR, moralement pour ceux de l'UDF. Ce choix *fondamental fait, la voie était libre* pour le gouvernement. Pourtant, les difficultés n'ont cessé de surgir. C'est qu'il s'agit maintenant de découper cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions. Du dessin de celles-ci dépendent évidemment les possibilités de réélection des uns et des autres.

La Constitution laisse ce soin au Parlement. Mais c'est un travail *long et délicat. qui ouvre la porte* à toutes les possibilités d'obstruction.Confier cette tâche à une « commission de sages » était politiquement envisageable. mais juridiquement contestable, le Parlement ne pouvant déléguer ses pouvoirs à un tel organisme. En revanche, en vertu de l'article 38 de la Constitution, il peut les déléguer au gouver*nement. C'est ce que prévoit le pro*jet gouvernemental en fixant toutefois des limites strictes aux marges de manœuvre des techniciens de la place Beauvau.

Faut-il encore que la confiance règne entre la majorité et son gouvernement. Ce n'est pas le cas. L'UDF craint les talents prêtés à M. Charles Pasqua. Pour se défendre de vouloir brimer celle-ci, le *ministre* de l'intérieur a *expliqué* que, pour faire entrer M. Jacques Chirac à l'Elysée, il avait besoin de l'appui de toute la droite et qu'il lui est donc impossible de se brouiller avec les giscardiens et les barristes. Mais ce sont alors les chiraquiens *qui ont craint d'être sacrifiés sur* l'autel de l'union.

Les réticences furent quand *même plus vives à l'UDF*. Pour tenter de les calmer, le rapport de la *commission des lois fut confié* à l'un des siens, à un barriste, PR de surcroît, M. Pascal Clément. Ce dernier était, certes, plus tenté par la contestation, mais aussi plus farouche *partisan du scrutin majoritaire* qu'un CDS, qui aurait pu ne pas oublier les anciennes et récentes positions proportionnalistes de son mouvement, ou qu'un giscardien, *qui aurait pu rester partisan de la* solution de compromis imaginée par l'ancien président de la République (la proportionnelle dans les grands départements, le scrutin majoritaire *dans les plus petits*). *Il proposa* — et le gouvernement lui donna son accord — que la différence entre la moyenne des circonscriptions de chaque département et les plus ou les *moins* peuplées *d'entre elles soit* portée de 15 à 20 %.


CAGNAT.

Impossible d'attendre

Cela n'a pas suffi à calmer l'UDF, qui exigea de connaître précisément le découpage envisagé avant de se prononcer sur le principe de la réforme. D'où les très longues négociations entre les dirigeants de l'UDF et ceux du RPR, et la promesse du premier ministre de permettre la réélection de tous les députés sortants de la majorité. Les giscardo-barristes n'ont cependant aucune envie de voir tous les sièges que le nouveau découpage devrait faire gagner à la droite tomber dans l'escarcelle du RPR. D'où la sortie de M. Giscard d'Estaing, demandant que les débats soient retardés tant que tout ne serait pas réglé entre les deux formations de la majorité.

M. Chirac, lui, ne pouvait pas attendre, tant le climat se détériorait. A l'UDF, certains, comme M. Jean-Claude Gaudin, commençaient à souhaiter d'autres modes de scrutin, comme celui envisagé par M. Giscard d'Estaing. Le premier ministre décida donc que, quoi qu'il arrive, le débat commencerait en *séance publique ce mardi 20 mai*.

Mais les difficiles négociations entre le RPR et l'UDF, si elles ont abouti, ont donné des arguments aux oppositions : en votant la réforme, tous *les députés* ne seront pas à armes égales, ceux de la majorité connaissant le découpage préconisé par les chefs du RPR et de l'UDF, et donc qui a la plus grande chance d'être *retenu* par le *ministre* de l'intérieur, alors que les autres élus seront *tenus dans l'ignorance. D'où* la promesse de M. Pasqua faite dans le *Journal du dimanche* : le découpage proposé par MM. Gaudin et Toubon ne serait qu'un des éléments *de son choix ; avant de se déterminer*, il étudiera les rapports des préfets,qui pourront recevoir tous les députés, quel que soit leur parti.

Pour éviter toute difficulté, M. Chirac fut autorisé par le conseil des ministres à engager la responsabilité de son gouvernement, ce qui amène l'Assemblée à *accepter tacitement* son projet ou à le renverser... ce qui est difficilement concevable. *Le PS ayant déposé* une exception d'irrecevabilité et une question préalable, il suffirait que sept élus de la majorité s'abstiennent lors de leur vote pour que les oppositions soient *majoritaires, le Front national* ne voulant pas plus du scrutin majoritaire que le PS et le PC. Seule solution pour éviter tout risque : M. Chirac pourrait user de l'article 49-3 de la Constitution dès ce *mardi* après-midi.

L'Assemblée serait ainsi privée de *tout réel débat sur* la *réforme* du mode de scrutin. M. Giscard d'Estaing lui-même a trouvé cela difficilement concevable *« politiquement et constitutionnellement »*. *Le Conseil* constitutionnel aura à l'évidence à se prononcer. M. François Mitterrand aussi.

THIERRY BRÊHIER.

[Evoquant le projet de réforme électorale, M. Mitterrand déclarait notamment, dimanche à Solutré : *« Il vaudrait mieux que le Parlement aille au bout de ses débats car il y a là un élément tout à fait nouveau : il n'y a pas de jurisprudence. Jamais la République n'a fait adopter un mode de scrutin par ordonnances »* ; *« On parle moins de la commission des sages*, soulignait aussi le président de la République, *il faudra en reparler ».]*

Propos et débats

M. François d'Aubert : potion magique et gelée royale

« La cohabitation c'est une espèce de potion magique, c'est presque de la gelée royale » *pour le président de la République, a déclaré lundi 19 mai au « Club de la presse d'Europe 1 M. François d'Aubert, député UDF (barriste) de la Mayenne, en constatant le remontée du chef de l'Etat dans les sondages.*

Le député barriste a estimé que M. François Mitterrand s'était posé dimanche à Solutré en « arbitre », mais a-t-il précisé, en arbitre non homologué par les fédérations sportives « puisqu'il peut en même temps siffler la fin du match quand il veut » *ou* « ne pas siffler la fin du *match et passer carrément dans l'autre camp ». Pour M. d'Aubert, M. Mitterrand est d'un côté* « cet espèce de papa-gâteau, très sympathique, qui distribue des bonbons, dont quelques-uns qui sont un peu acidulés », *et d'un autre côté* « le chef de l'opposition, une espèce de références pour tous ceux qui se plaignent de la majorité ».

Evoquant l'attitude des députés barristes à l'égard du gouvernement de M. Chirac, M. d'Aubert a affirmé qu'ils sont « parfaitement loyaux ». *Il a d'autre part estimé que* « la démarche du gouvernement, c'est le bon rythme, la bonne vitesse ».

M. Pierre Mauroy : « Ouvrez les yeux ! »

« A ceux qui, un peu partout, chantonnent à nouveau la vieille rengaine selon laquelle, entre la gauche et la droite, il n'existerait désormais plus guère de différence, nous répondons : ouvrez les yeux ! », *écrit M. Pierre Mauroy dans l'éditorial de* la Lettre de la Revue politique et parlementaire. *L'ancien premier ministre ajoute :* « A ceux qui ne cessent d'appeler, au nom de la modernisation, le Parti socialiste à gommer les divergences qui nous opposent aux gestion*naires d'aujourd'hui, nous disons : pas question !* » « Ces fins de non-recevoir, *précise-t-il*, ne découlent d'aucun dogmatisme. N'ayant pas un goût plus prononcé que d'autres pour la discorde et l'affrontement, je me laisserais volontiers emporter par un tel unanimisme si chaque jour qui passe ne manifestait un peu plus clairement que le présent gouvernement est sans doute l'un des plus franchement orientés à droite qu'aient connus les Quatrième et Cinquième Républiques. »

M. Bruno Gollnisch (FN) : tripatouillage

Pour M. Bruno Gollnisch, député du Front national du Rhône, en rétablissant le scrutin majoritaire, « le but prioritaire du gouvernement est de faire disparaître le Front national ». *Le député du Rhône qui s'exprimait lundi 19 mai à Lyon au cours d'une conférence de presse a dénoncé le* « tripatouillage lamentable » *que constitue le découpage des futures circonscriptions.* « M. Pasqua et le gouvernement discutent de la façon la plus cynique de la configuration des circonscriptions », *a-t-il déclaré avant d'ajouter :* « A l'Assemblée on voit des députés penchés à longueur de journée sur des cartes de géographie pour tenter d'évincer leurs rivaux. C'est un spectacle lamentable. »

M. Pierre Charpy : rencontre avec le Saint-Esprit

Dans la Lettre de la Nation, *organe du RPR du mardi 20 mai. Pierre Charpy écrit :* « François Mitterrand est arrivé à battre le record d'ambiguïté qu'il avait déjà porté à ce que l'on pouvait croire le plus haut niveau. Sa rencontre annuelle avec le Saint-Esprit au rocher de Solutré l'a *particulièrement* inspiré. Pour définir ses relations de «coexistence institutionnelle» *avec Jacques Chirac, il a eu une formule que l'on peut prendre aussi bien pour une plaisanterie que pour une menace :* «Vous savez, les chats qui dorment...».

Un chat que l'on réveille, il griffe. François Mitterrand a-t-il l'intention de griffer malgré le regain de popularité que lui vaut ce qu'il ne veut pas appeler la cohabitation ? Ce serait tout naturel puisque «l'antinomie des prises de position sur le fond, a-t-il dit, est évidente sur beaucoup de terrains».

» Et c'est déjà «griffer» que de présenter comme François Mitterrand l'a fait certaines propositions du gouvernement. (...) Il suffit donc à François Mitterrand de retarder l'action du gouvernement — et il en a les moyens sans «faire de guérilla» — *pour provoquer son échec. Il ne lui restera plus alors qu'à démissionner pour exploiter cet échec en se faisant réélire et alors dissoudre l'Assemblée actuelle.*

» Voilà à quoi rêve sans doute «le chat qui dort».

M. Fabius : unité

M. Laurent Fabius a appelé, dimanche 18 mai, à Soissons (Aisne), à « l'unité des socialistes, afin d'être prêts à faire face aux prochaines échéances électorales, qui pourraient arriver avant deux ans ». « *Quand je vois la difficulté de la succession de Gaston Defferre*, je me dis que rien n'est plus important que l'unité des socialistes », *a estimé l'ancien premier ministre, venu remettre un vase de Sèvres à la compagnie d'archers « Arc de Soissons », la plus vieille de France, à l'occasion de la commémoration de la naissance du royaume franc.*

M. Stirn : pour un « Parti socialiste... démocrate »

M. Olivier Stirn, a estimé, samedi 17 mai, que le Parti socialiste, s'il venait à changer de nom, devrait ajouter au mot « socialiste » *le mot* « démocrate » *afin de devenir le* « Parti socialiste démocrate ».

« Le nom *Parti social démocrate* renvoie trop directement à l'Allemagne et à la Suède mais *Parti socialiste démocrate* : Voilà qui me convient », *a affirmé le député socialiste de la Manche qui s'exprimait sur les ondes de la radio locale parisienne « 988 FM ».*

M. Stirn a souhaité. d'autre part, que « les réformistes rejoignent le rassemblement socialiste opposé au rassemblement conservateur ». « Ce rassemblement est l'œuvre de François Mitterrand, pour le parachever, le président de la République (...) doit *être candidat aux prochaines élections présidentielle », a-t-il déclaré.*

A reculons ?

(Suite de la première page.)

Le premier ministre renforce ainsi sa position vis-à-vis du président en lui ôtant toute perspective de dissolution de l'Assemblée nationale (moyen que M. Mitterrand récuse, car il n'a pas intérêt à l'utiliser), comme vis-à-vis de sa propre majorité. On voit mal, en *effet, les députés UDF prendre* le risque d'une cassure, provoquer une crise, puis une dissolution qui leur serait individuellement, sinon collectivement, dommageable.

Si l'on tient pour positive cette expérience de la « cohabitation-coexistence », encore convient-il de rendre à César ce qui lui appartient. En l'espèce, la cohabitation n'a été rendue possible que par l'abandon du scrutin majoritaire uninominal à deux tours et par l'instauration de la proportionnelle (1). Celle-ci, et celle-ci seulement, a permis au *président* de se maintenir à l'Elysée. Qui plus est, elle a fonctionné sans les *effets pervers* qui lui avaient été attribués, soit par conformisme, soit pour discréditer l'adversaire socialiste.

On avait parlé d'émiettement : *il n'y en eu pas, ou si peu*. On avait surtout proclamé que, par cette « manœuvre », le président voulait rendre le pays ingouvernable, la proportionnelle étant cen*sée empêcher* l'émergence d'une majorité. Or la variante du système proportionnelle qui a été choisie est telle que non seulement il y a une majorité, mais que *celle-ci a été acquise* par une coalition recueillant... moins de 43 % des suffrages. On avait aussi lancé : ce sera la « dictature » des partis ! Comme si les partis étaient nuisibles dans une démocratie pourtant dite « représentative ». Or, qu'est-ce que le redécoupage *des circonscritions sinon* « la dictature » d'un seul homme, à savoir le ministre de l'intérieur, auprès duquel chaque député de l'actuelle majorité (à l'exclusion de tous les autres) devait faire connaître ses désirs (2) ?

Que n'avait-on encore dit ? Que les Français ne comprendraient pas : a-t-on jamais vu message électoral plus savamment dosé que *celui du 16 mars dernier*? Que le personnel politique serait de piètre qualité pour cause d'*appartenance* aux appareils des partis : la sociologie de la nouvelle chambre ne permet pas de vérifier cette assertion ; et il n'a échappé à personne que chaque camp, au contraire, a placé des personnalités de qualité...

La question des désistements

La proportionnelle était enfin coupable d'introduire le loup Le Pen dans la bergerie : il y est bel et bien. Mais les mêmes qui s'en alarmaient — à juste titre — devraient s'indigner d'une autre perspective plus dangereuse : si la *proportionnelle a fait entrer* l'extrême droite à l'Assemblée, le retour au scrutin majoritaire à *deux tours pourrait* à la limite faire entrer Le Pen au gouvernement.

La *proportionnelle* a, *en effet*, évité à la droite de se poser la question de son alliance avec l'extrême droite et, au PS, celle de son union avec le PC. L'une et l'autre questions et leurs principales conséquences — les désistements — vont ressurgir. Et tant que *le Front national pèsera 10 %* ou plus du corps électoral, la droite devra négocier l'appoint de *ces voix au second tour. Si le scrutin* se joue à quelques sièges, de quel prix la droite paiera-t-elle ce désistement ? L'exemple récent des conseils régionaux fournit, semble-t-il, une réponse sans ambiguïté.

Car il serait vain ou opportunément naïf de croire qu'il suffit de rétablir le seuil de 12,5 % des inscrits (nécessaire pour se maintenir au second tour) pour éliminer le Front national de la carte politique.

Qui dit retour au système des blocs dit retour à la bipolarisation et non plus reclassements. Ceux-là, pour se produire, avaient sans doute besoin de la proportionnelle. Il s'agit aujourd'hui, au contraire, de rechercher non plus la recomposition du paysage politique mais l'hégémonie d'un parti, le RPR, à l'intérieur du bloc des droites, en affaiblissant l'UDF et en parquant le PS dans l'opposition.

Il paraissait admis, après tant et tant d'années de *« guerre civile froide »* que créer les conditions d'une alternance douce entre une coalition ou une grande force conservatrice d'un côté, une grande force social-démocrate de l'autre serait un élément de notre modernisation politique. La proportionnelle départementale à un tour de 1986 s'est inscrite dans ce schéma.

Vouloir revenir au scrutin majoritaire et préserver cette perspective *impliquait* non pas deux, mais un seul tour de scrutin. Comme en Grande-Bretagne, où il *suffit* souvent de 40 % à 43 % des suffrages pour emporter la majorité des sièges, les extrêmes et les partis tiers, même modérés, étant pour le coup non pas seulement *marginalisés, mais éliminés*. Revenir au mode de scrutin de 1958, c'est vouloir revenir en *arrière*, dans un système où la gauche ne peut se hisser au pouvoir au mieux qu'en période exceptionnelle, ou chaque quart de siècle.

Pourtant, à Solutré, le président ne s'est guère montré inquiet de cette réforme, même s'il *conteste la procédure choisie (ordonnances plus 49-3)*. Sans doute est-ce parce qu'il n'avait considéré dans la proportionnelle que l'usage tactique et non la vertu civilisatrice. C'est aussi parce que lui-même, comme tous les acteurs de la vie politique, se *place dans la perspective* d'élections législatives organisées non pas avant l'élection présidentielle, à la suite d'une dissolution, mais dans la foulée d'une victoire et d'une dynamique présidentielles.

C'est le scénario de 1981 que chacun voudrait pouvoir rejouer ou jouer à son profit. C'est ainsi que M. Mitterrand a déclaré à Solutré : *« Le système proportionnel a rendu le meilleur de ses effets* [pour le PS]. *Il est important maintenant que le scrutin majoritaire puisse parfaire ces effets-là. »*

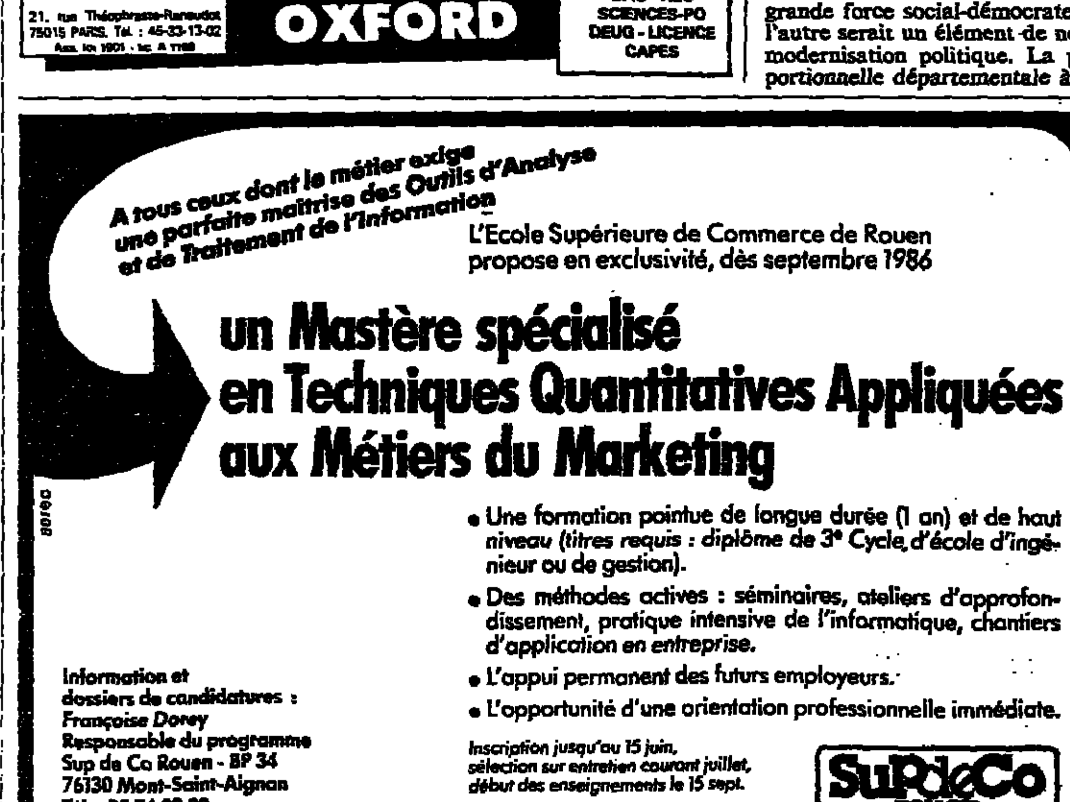
Mais vouloir rééditer le coup de 1981, c'est faire peu de cas de la cohabitation elle-même. Chacun s'est installé comme si elle devait s'interrompre avant le terme normal de 1988 ; n'être qu'une « parenthèse », une « situation transitoire », après quoi tout recommencera comme avant, selon les vieilles recettes éprouvées (les bons contre les méchants, etc.). Or il n'est pas absurde d'imaginer que la cohabitation prenne fin à l'expiration du mandat de M. Mitterrand. Il n'est pas absurde non plus de penser que la pratique de la cohabitation puisse changer les comportements politiques parce qu'elle aura modifié en profondeur l'équilibre des pouvoirs entre *« un gouvernement qui gouverne »* et un président qui *« arbitre »*.

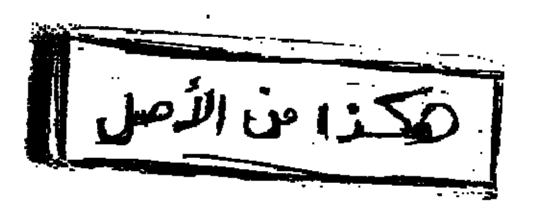
Dans cette phase d'incertitude *maximale*, il eût donc sans doute mieux valu y réfléchir à deux fois avant d'engager de nouveau la classe *politique dans ce qui* pourrait ressembler à une marche à reculons.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Il suffit pour s'en convaincre d'observer qu'à Paris, où le PS a réalisé à peu de chose près, le 16 mars, son score de 1981, sa représentation est de huit députés; alors qu'elle eût été probablement nulle avec l'*ancien système* électoral. Face à une nouvelle chambre, *mais bleu horizon*, la pression eût été sans doute trop forte pour que le président puisse se maintenir.

(2) M. Pasqua a été on ne peut plus clair sur ce point dans une interview au *Journal du dimanche* publiée le 18 mai où il précise qu'il a lui seul la responsabilité du *redécoupage. Seul parlementaire* de l'opposition jusqu'à présent, M. Percheron, *sénateur* socialiste du Pas-de-Calais, a été reçu par un proche collaborateur du ministre de l'intérieur en sa qualité de premier secrétaire du département.




هكذا من الأصل

هكذا من الاجل

POLITIQUE

Un nouveau « ticket » pour le CNIP : Philippe Malaud-Yvon Briant

Le président du Centre national des indépendants et paysans, M. Philippe Malaud, devait donner, ce mardi 20 mai, une conférence de presse pour expliquer les nouvelles orientations de son parti après le renouvellement de son bureau politique. L'ancien ministre se proposait, surtout, de réfuter les accusations des onze démissionnaires du comité directeur, regroupés autour de son ancien premier vice-président, M. Raymond Bourgine, sénateur de Paris, et de son ancien secrétaire général, M. Michel Junot, qui ont dénoncé l'« inféodation du CNIP au Front national » (*le Monde* du 17 mai). Il entendait réaffirmer l'autonomie de sa formation.

M. Malaud sort personnellement renforcé de cette nouvelle crise interne. L'assaut mené contre lui à l'occasion de la réunion du comité directeur du 15 mai par M. Bourgine et les autres dirigeants les plus proches du RPR, a échoué. Les modifications intervenues dans la composition du bureau politique marquent un important changement à la direction du CNIP puisqu'elles se traduisent par l'éviction des transfuges de l'extrême droite, ralliés au CNIP en 1980-1981 dans le sillage de M. Alain Robert, ancien fondateur du Parti des forces nouvelles (PFN), qui contrôlaient le parti depuis deux ans en s'appuyant sur M. Junot. C'est une défaite pour ceux des dirigeants du CNIP qui s'étaient employés, au cours de ces deux dernières années, avec ces transfuges d'extrême droite, à tirer le CNIP vers le mouvement chiraquien et l'avaient conduit à signer, en janvier, la plate-forme électorale du RPR et de l'UDF.

L'insuccès de M. Junot aux élections législatives (le secrétaire général du CNIP, chef de file de la liste officielle de l'opposition dans le département d'Eure-et-Loir avait été battu par la liste dissidente constituée par les principaux notables locaux du RPR et de l'UDF) a bien entendu contribué à favoriser ce changement de cap. Mais ce revirement met essentiellement en évidence l'influence croissante, au sein du CNIP, d'un adhérent de fraîche date devenu, en quelques mois, un des meilleurs « espoirs » du parti, M. Yvon Briant, rallié à M. Malaud en 1985 après avoir rompu avec le RPR et élu député du Val-d'Oise, le 16 mars, à la tête de la liste du Rassemblement national formée par le parti de M. Jean-Marie Le Pen.

Tentative de renouvellement

C'est l'intervention de cet ancien nageur de combat de la base d'Aspretto, brillamment reconverti, à trente et un ans, dans le monde des affaires (*le Monde* du 6 février), qui a, dit-on, emporté la conviction de la majorité des membres du comité directeur lors de la réunion du 15 mai. M. Bourgine et ses partisans, favorables à la politique du gouvernement et de la nouvelle majorité, avaient jugé inadmissible que M. Briant, en tant qu'élu du CNIP, ait refusé d'accorder sa confiance à M. Chirac au terme du débat de politique générale à l'Assemblée nationale. Ils avaient mis M. Malaud en cause. Après les explications de M. Briant, qui s'était d'ailleurs prononcé, au sein du groupe de M. Le Pen, pour l'abstention, au terme dudit débat, le comité directeur a mis en minorité M. Bourgine et ses amis.

Deux listes étaient en compétition pour le renouvellement du bureau politique, et c'est celle sur laquelle figurait M. Briant qui l'a emporté, par 44 voix, contre 23 et 2 abstentions. Ce dernier devrait prochainement assumer les fonctions de secrétaire général adjoint chargé principalement des affaires politiques.

En dépit des affirmations des minoritaires, ce nouvel épisode de la vie tourmentée de l'état-major du CNIP prélude moins à un fléchissement vers le Front national qu'à une énième tentative du vieux parti de M. Malaud pour se renouveler et trouver une voie vraiment autonome entre l'extrême droite et la majorité parlementaire. M. Briant est, en effet, appuyé au sein de la nouvelle équipe dirigeante par les responsables de plusieurs centres départementaux, MM. Jean-Marc Alcaraz, Jean-Antoine Giansily, Michel Richelmy, Gérard Hamelin, Mme Brigitte Fourré, élus locaux ou régionaux, militants de longue date pour la plupart, qui souhaitent que le CNIP cultive des voies originales et qui misent désormais sur ce jeune député dont la personnalité indépendante provoque déjà quelques grimaces à l'intérieur du propre groupe parlementaire de M. Le Pen.

A. R.

La privatisation des entreprises nationales

LE GOUVERNEMENT RÉPLIQUE A M. MITTERRAND

M. Camille Cabana, ministre délégué chargé de la privatisation, a répondu implicitement, le lundi 19 mai, aux propos tenus la veille, à Solutré, par M. François Mitterrand au sujet de la dénationalisation.

Le président de la République ayant déclaré qu'« *on ne peut acheter à l'Etat dans des conditions qui ne correspondraient pas aux conditions posées lorsqu'on a vendu à l'Etat* » et que « *c'est une des raisons de refuser de signer des ordonnances qui concerneraient les nationalisations d'avant 1981, surtout de la période 1945-1946, en particulier parce qu'il n'y avait pas eu de règles d'évaluation* », l'« entourage » de M. Cabana a répliqué en indiquant à l'AFP qu'« *il n'y a pas de symétrie entre l'opération de privatisation, qui consiste en une vente à plusieurs acheteurs, et la nationalisation, qui est une expropriation requérant une indemnisation juste et préalable, ainsi qu'un mode de calcul explicite* ».

Dans l'entourage du ministre, on affirme que l'évaluation des firmes dénationalisées se fera par « *référence au marché* » et « *dans les mêmes termes* » pour chacune des sociétés à privatiser, dont la liste a été adoptée par un vote explicite de l'Assemblée nationale. Le prix de vente de ces sociétés tiendra compte, notamment, de tous les critères retenus par la loi de nationalisation de 1982 (valeur boursière, actif net, bénéfices), ainsi que de la « *batterie de critères diversifiée* », habituelle pour une introduction de titres sur le marché financier (capacité bénéficiaire à venir). En outre, a-t-on rappelé au cabinet du ministre, M. Cabana avait indiqué à l'Assemblée qu'un « conseil de déontologie », composé de cinq à sept membres, choisis parmi des personnalités indépendantes n'appartenant pas à la fonction publique, donnera son avis sur l'évaluation de chaque entreprise à dénationaliser et s'assurera du « *respect des intérêts patrimoniaux de l'Etat* ».

Compte tenu des « *anticipations favorables des investisseurs* » et du « *niveau fortement bénéficiaire, dans un proche avenir, des sociétés à privatiser* », les estimations devraient être « *très favorables* » pour ces entreprises. Leur privatisation devrait donc constituer « *une bonne opération financière* » pour l'Etat-actionnaire, a-t-on souligné au cabinet de M. Cabana. Pour les banques, une double voie a été retenue pour leur privatisation : d'une part, l'augmentation du capital, d'autre part, la vente de titres. Par ce biais, le gouvernement entend résoudre le problème de l'insuffisance des fonds propres des « trois vieilles » banques nationalisées en 1945 (Crédit lyonnais, Société générale et BNP).

« TRAUMATISÉ ET DÉSORIENTÉ »

Le MRG retient cinq scénarios pour son avenir

Aux dirigeants du Parti radical et en particulier à son président, M. André Rossinot, qui reparle ouvertement d'« *efforts* » en faveur d'une réunification de la famille radicale, M. François Doubin, président du MRG répond par une fin de non recevoir. « *Il faudrait que le président du Parti radical, plus enfoncé que jamais dans l'UDF, puisse parler en radical* », estime M. Doubin, selon lequel le « *préalable obligé* » serait pour les valoisiens de « *prendre leur autonomie* ». Des contacts existent effectivement entre les responsables des deux branches du radicalisme séparées depuis 1972, mais, pour la direction du MRG, un tel rapprochement n'est qu'une hypothèse parmi d'autres.

Comme son comité directeur l'avait décidé le 17 avril dernier, M. Doubin vint d'adresser un « dossier » rédigé par M. Michel Scarbonchi, secrétaire national, aux présidents de fédération, qui sont invités à convoquer, au plus vite, les militants pour en discuter en présence d'un membre national. D'ici à l'été, cette reflexion devrait aboutir à une première ébauche de la ligne politique des radicaux de gauche pour l'avenir qui sera définitivement approuvée à un congrès convoqué à l'automne... si toutefois la thèse d'un changement de ligne apparaît majoritaire.

Le dossier, destiné à alimenter les débats à la base, s'ouvre par le constat électoral d'un « *parti traumatisé et désorienté* » par le scrutin du 16 mars et le rappel que – sauf en Haute-Corse – aucun candidat radical de gauche n'aurait pu être élu sans les voix socialistes.

Dans un long passage consacré à la situation des partis politiques, M. Scarbonchi observe que le développement du Parti socialiste « *a eu un effet réducteur sur ses alliés* ». « *La gauche pluraliste des années 1972-1980, celle de la conquête du pouvoir, s'est transformée en monopole socialiste avec un PCF marginalisé, un PSU digéré, un MRG défait et des écologistes dénaturés.* » Autrement dit, « *le dynamisme du plus fort a anémié les plus faibles* ».

Quant au MRG, il estime que « *son utilité mineure* » ne fait plus illusion au PS. Il ajoute : « *Les deux objectifs étroitement liés, être le premier parti de France et passer la barre psychologique des 30 %, sont probablement les seuls arguments qui ont conduit le PS à signer un accord électoral* » avec le MRG pour le scrutin du 16 mars dernier. Selon lui, le « *déclin* » de son parti s'explique par la préférence donnée « *à des tactiques électorales de « godillot » (...), par syndicalisme électoral et syndrome de la trahison droitière* », plutôt qu'une démarche plus solitaire et plus courageuse.

M. Scarbonchi dégage deux tendances posssibles : une évolution « *statique* » du système politique vers le bipartisme, qui, ayant pour résultat la satellisation de leur « *environnement privilégié* » d'une part par le PS, de l'autre par le RPR, ne peut qu'entraîner le « *ralliement au plus fort au sein de sa propre alliance* » ; ou une évolution « *dynamique* » commandée par l'élection présidentielle, qui suppose à gauche le « *pluralisme* ». Sur ce point, M. Scarbonchi pose la question de ce que fera le MRG si M. François Mitterrand n'est pas candidat, et notamment celle de savoir si le Mouvement aura son propre porte-drapeau.

Un questionnaire

Cinq hypothèses sont retenues pour l'avenir du MRG : *le statu quo*, avec la perspective de « *continuer à vivre le déclin, avec comme structure, un syndicat de sortants et comme projet de le perpétuer* », semblerait devoir être écarté. Pour la deuxième possibilité, la réunification de la famille radicale, M. Scarbonchi constate notamment que « *les divergences de personnes, les oppositions d'idées, sont* [sans doute] *un handicap insurmontable en ce sens que la réunification pourrait se payer du départ, de part et d'autre, de beaucoup d'élus, ce qui en viderait le sens* ». Quant à l'entrée au PS, il se demande si, d'une part, la constitution d'un courant est possible, de l'autre si un courant organisé pourrait « *mieux peser sur les événements et sur l'avenir de l'intérieur du PS qu'un MRG-appendice ou associé* ».

Pour la quatrième hypothèse, M. Scarbonchi insiste sur la forme qu'une association avec le PS pourrait prendre : confédération, coordination ou fédération.

Reste l'ultime solution, en l'occurrence une « fédération des centres ». M. Doubin reconnaît que toutes les expériences récentes se sont conclues par des échecs. Toutefois, dans le document élaboré à l'intention des militants, il est proposé une fédération « *de la gauche non socialiste* » qui pourrait s'organiser avec des représentants de sensibilités politiques tels que MM. Michel Jobert, Léo Hamon, Brice Lalonde, Eric Hintermann, « *mais aussi des personnalités ou des mouvements indépendants du monde politique* ».

Jointes à ce dossier une quarantaine de questions d'actualité auxquelles les militants sont priés de répondre par oui ou par non. Ce questionnaire est révélateur de la crise traversée par le MRG. D'une part, les thèmes abordés correspondent à la plate forme RPR-UDF. Autrement dit, la direction du Mouvement attend de ses militants qu'ils se prononcent par rapport à un programme élaboré par ceux qu'ils sont (à moins qu'il ne faille employer l'imparfait) censés combattre... D'autre part, en demandant à ses adhérents de donner leur avis sur des sujets tels que l'abrogation du monopole syndical, la limitation du droit de grève, l'impôt sur les grandes fortunes et les successions, l'amnistie douanière, l'abrogation de la loi Savary et de la loi Quilliot alors que son appartenance à la précédente majorité et son accord électoral avec le PS pouvaient laisser penser qu'il avait déjà répondu à ces questions, la direction du MRG prend le risque de faire apparaître un sensible glissement « droitier » de sa base. Elle manifeste aussi, tout simplement, son incapacité à se situer.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● *Fin du quarante-deuxième congrès de la Fédération anarchiste.* – Après trois jours de débats auxquels ont participé quelque deux cent cinquante délégués, le quarante-deuxième congrès national de la Fédération anarchiste s'est achevé, lundi 19 mai, à Perpignan. Les délégués ont notamment « *condamné sans équivoque* » le terrorisme international, estimant qu'il s'agit d'« *une stratégie étatique et d'un appareil répressif* ». La Fédération anarchiste revendique mille adhérents actifs en France et édite un hebdomadaire, *le Monde libertaire*, tiré à douze mille exemplaires.

société

LES PARENTS D'ÉLÈVES EN CONGRÈS

La FCPE met en sourdine son programme laïque et appelle à la « résistance » contre M. Monory

Composante de la gauche laïque, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) a tenté de tirer les leçons de son échec dans la bataille scolaire de 1983-1984 lors de son quarantième congrès national, réuni à Lille du 17 au 19 mai. Rayant de ses objectifs immédiats l'unification laïque du système éducatif, la première organisation de parents d'élèves s'est engagée dans une stratégie de reconquête de son audience, en érosion constante depuis 1981. Le président Jean Andrieu, élu en 1980, dont le mandat venait à expiration et ne pouvait être renouvelé, a violemment critiqué la politique conduite par le nouveau ministre de l'éducation nationale et appelé les militants à la « résistance » avant de céder la place à M. Jean-Pierre Mailles, un universitaire de quarante-deux ans.

De notre envoyé spécial

Lille. – Deux ans après leur échec dans la guerre scolaire, les parents d'élèves laïques ont commencé, à Lille, à passer à la contre-offensive. Plus question de mettre en avant la revendication du grand service public, laïques et unifié de l'éducation nationale, qui a fait naufrage en 1984. Malgré quelques vigoureux retours de flammes dans les débats, le thème de l'unification a été purement et simplement abandonné dans le rapport d'orientation pour les deux années à venir, voté – *divine surprise pour la direction* – avec 70 % des voix (1).

Dès le congrès d'Angers l'année dernière, M. Jean Andrieu avait bien préparé le terrain en prônant une *« laïcité de la main tendue »*. Mais cette fois, la FCPE a été plus loin en repoussant dans les limbes la perspective d'une fusion entre les deux écoles. Il faudra attendre que l'enseignement public, par sa qualité, ait convaincu l'opinion de l'inutilité d'un secteur privé séparé. En attendant, les parents d'élèves de la FCPE s'attacheront à *« convaincre l'opinion publique »* de la justesse de leur idéal laïque. Le repli s'effectue autour de la défense du service public, menacé à l'école comme dans l'audiovisuel par les empiétements *« du libéralisme sauvage et de l'individualisme forcené »*. Devant ces attaques, la laïcité pourrait bien retrouver une nouvelle jeunesse en s'émancipant du strict domaine scolaire pour s'apparenter à une défense plus large des *« droits humains »*. *« Nous n'avons rien à renier*, a répété solennellement dans son testament de président M. Jean Andrieu. *Nous sommes les porteurs permanents des valeurs de l'humanisme laïque. »*

Raminagrobis

Ce virage sur la question scolaire n'était pas seulement considéré comme une nécessité intellectuelle. C'était presque, de l'aveu de ses dirigeants, une question de vie ou de mort pour une fédération qui, tout en restant la première, a perdu plus du tiers de ses adhérents en cinq ans, passant d'un million à six cent cinquante mille (2), et s'est effritée régulièrement jusqu'en 1984 aux élections de parents d'élèves. Sur ce point délicat aussi, quelques cruelles vérités ont été proclamées par le président sortant, qui a reconnu le *« reflux des parents »*.

Pour remobiliser ses adhérents, la fédération dispose, bien à contre-cœur, d'un atout déterminant : elle est passée dans l'opposition depuis les dernières législatives et peut à nouveau apostropher ouvertement le ministre. M. Andrieu ne s'en est pas privé. Il a comparé M. Monory à *« un Raminagrobis qui affûte benoîtement ses griffes de sept lieues »*, sonnant le tocsin contre *« la pénurie, la ségrégation, l'injustice et l'échec »*, appelant enfin les parents à ravaler nostalgie et états d'âme pour passer *« à la résistance, à l'offensive et au rassemblement »*.

Muette sur l'abandon de la réforme des lycées et l'arrêt du recrutement des professeurs de collège, premières décisions de M. Monory, discrète sur les conditions difficiles de la prochaine rentrée, la FCPE voit cependant dans les rallonges budgétaires allouées à l'enseignement privé et les projets de désectorisation de l'école publique les signes du *« saccage »* en cours. Sur le premier point, elle ne conteste plus explicitement le fait que les fonds publics puissent aller à l'école privée, demandant seulement qu'une priorité soit donnée au service public. Ce dernier lui semble plus immédiatement menacé par la promesse *« irréaliste, fallacieuse et dangereuse d'une désectorisation totale, qui provoquera à terme le démantèlement du service public avec la création d'établissements d'élite et d'établissements ghettos »*.

Mais le congrès n'a finalement pas écouté les militants proches du parti communiste et de l'extrême gauche qui souhaitaient partir en croisade dès le mois prochain sur ce thème. Soucieuse, là encore, de ne pas ramer à contre-courant, la FCPE défend l'idée d'un assouplissement de la sectorisation, permettant aux parents d'obtenir, par une procédure transparente, des dérogations aux règles actuelles d'affectation.

Pour faire passer ce recentrage et engager une reconquête du terrain perdu sous la gauche, la FCPE a choisi un nouveau président, M. Jean-Pierre Mailles, quarante-deux ans, maître-assistant en mathématiques à l'université de Paris-I, membre du Parti socialiste depuis 1976, ancien responsable du secteur éducation à la fédération de Paris. Aussi Parisien et réservé que son prédécesseur était Gascon et expansif, M. Mailles souhaite construire son action autour des préoccupations concrètes des parents, sans renier la « morale » que constitue pour lui la laïcité.

Il veut encourager les adhérents à investir les nouvelles assemblées scolaires aux compétences élargies et à participer au maximum d'activités scolaires et para-scolaires. Il projette d'organiser un *« salon des parents d'élèves »* destiné à informer sur les problèmes de scolarité et d'orientation. Universitaire alors que M. Andrieu enseigne à l'école normale d'instituteurs d'Agen, le nouveau président cherchera aussi à convaincre que sa fédération a coupé le cordon avec le SNI, qui l'a fondée en 1945 et adhère comme elle au Comité national d'action laïque (CNAL).

Il s'est même déclaré intéressé par la proposition d'un congressiste d'*« agir pour obtenir la reconversion des mauvais enseignants qui font des dégâts »*.

PHILIPPE BERNARD.

(1) La motion d'orientation a été approuvée par 70 % des voix contre 21 % et 9 % d'abstentions. Le rapport d'activité n'avait recueilli que 62,88 % de votes positifs, 25,04 % de votes négatifs et 12,07 % d'abstentions.

(2) 420 000 si l'on s'en tient à ceux qui ont réglé leur cotisation en 1985.

LES « REFUZNIKS » DE L'INSPECTION FONT LA FÊTE

Les deux cents enseignants regroupés dans le Collectif de refus de l'inspection et de la notation, ont souhaité ironiquement *« Bonne fête à Monsieur l'inspecteur »* lors d'un forum anti-hiérarchie qui s'est tenu du 17 au 19 mai à Paris. Militants du SGEN-CFDT, mais aussi des syndicats de la FEN et des mouvements pédagogiques, ils contestent le principe et les modalités de l'inspection, et les rapports hiérarchiques dans le système éducatif.

Ces « refuzniks » s'alarment en particulier des récents propos de M. Monory, favorables au renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement et des inspecteurs, pour lesquels une nouvelle direction vient d'être créée au ministère de l'éducation nationale *(le Monde* du 17 mai). Ils estiment que l'inspection est *« une institution rétrograde qui entraîne la soumission, l'infantilisation, la division des personnels, renforce leur isolement et tend à étouffer l'innovation pédagogique »*.

LA FERIA DE NIMES

Les bêtes ont leurs faiblesses

De notre envoyé spécial

Bon sang ne saurait mentir : Rafi Camino et Miguel Litri, les fils des grands matadors qui envoûtèrent les arènes il y a une vingtaine d'années, ont fait exploser, le temps d'une « novillada », l'amphithéâtre romain de Nîmes, le lundi de Pentecôte. Rafi Camino, notamment, fut sous le regard de Paco, son père, un brillant torero. Liant parfaitement ses figures, il entraîna son adversaire dans des « naturelles » profondes et douces pour conclure par d'immenses passes de poitrine. On rêvait alors à Séville, au Guadalquivir, à la Giralda. Face à des taureaux combatifs, ce jeune matador a prouvé qu'il se plaçait déjà sur la trajectoire des plus grands. Camino, le savant, et Litri, le sans peur, ont donc montré enfin le pur combat de taureau débarrassé de toutes ces faiblesses qui entachèrent les courses des jours précédents.

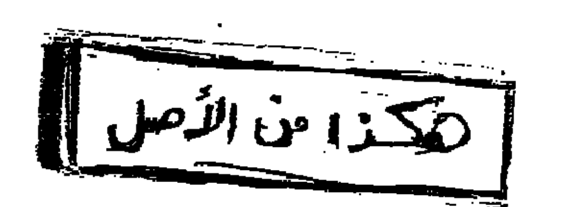
Comment, en effet, ces jours-là, le public, entassé sur les vieilles pierres de l'arène nîmoise, a-t-il pu offrir une telle ovation à Nimeno II et à Espartaco ? *Le jeune Nîmois, qui vient* de triompher au Mexique, est apparu en net progrès et s'affirme au fil des « temporadas » comme un bon professionnel. L'Andalou Espartaco, *triomphateur, lui, de la récente* Feria de Séville, malgré une certaine nervosité, a dessiné à son ultime toto une jolie « faena ». Mais les combats manquaient de taureaux et le public avait apparemment oublié que la bête demeure au cœur de la corrida. Or de « cornus » face à Nimeno et à Espartaco, il n'y en eut point. Faibles de pattes, éteints, la charge réduite, les taureaux de Joaquim Buendia, faute de moyens physiques, ont gâché la « tarde » et la beauté du combat. De tels taureaux restent cependant dangereux. Le matador Paquirri a été tué par un « bicho » qui tenait à peine debout. Ce samedi, dans l'amphithéâtre nîmois, c'était assurément du spectacle, mais pas de la corrida. Tout l'art de toréer dépend d'une seule et même action du taureau : sa charge. *« Sans charge il n'y a plus de toréro »*, a écrit si justement Claude Popelin.

Mauvais buendia samedi, mauvais sepulveda le vendredi, tous sont tombés. Comme ils tombent à Séville, à Arles, à Madrid. Et depuis des années. D'où vient cette faiblesse des pattes qui ronge les élevages andalous et salamantins ?

Comment, face aux sepulvedas sans caste et « avisés », *Paco Ojeda aurait-il renouvelé* sa prestation des années passées dans la cité nîmoise ? Lui, le sanluqueno qui a besoin d'un brave à la charge longue et franche. Les plus belles émotions techniques et artistiques, on les doit à José-Mari Manzanarès. Face à un sepulveda de rêve, le seul de la journée, ce grand torero a forcé le triomphe. On vit alors un grand, un très grand Manzanarès. De superbes naturelles et de beaux « derechazos », gagnant sans cesse du terrain sur le taureau, achevant sa « faena » par de longues passes de poitrine qui font frissonner les arènes.

Dimanche enfin, les aficionados verront de vrais taureaux. Six fauves de Pablo Romero, dont certains pesaient plus de six cents kilos. Des seigneurs. Manolo Cortès donna une belle réplique à son premier adversaire et José Luis Galloso dessina de jolies « chicuelinas ». Les bêtes de Don Pablo se battirent avec vaillance. Quel émouvant combat livra le dernier ! Malgré un sabot brisé, il fonçait sans cesse sur la muleta que lui tendait Galloso. La Feria a connu cette année un succès sans précédent. Jusque tard dans la nuit une multitude d'orchestres, aux coins des rues, dans les cafés, animaient la ville. Samedi et dimanche soir, les arènes devenaient la plus grande discothèque du monde. Quinze mille jeunes dansaient sur le sable des combats. Un hommage aux taureaux.

JEAN PERRIN.



SOCIÉTÉ

LES DÉCISIONS DE M. PANDRAUD

Le ministre de la sécurité augmente la rémunération des informateurs

« C'est une pratique classique, ancienne comme la police », nous déclare-t-il

M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité a annoncé, le 16 mai, lors de sa visite en Corse, que les moyens financiers accordés pour rémunérer les informateurs, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et, en l'occurrence, le FLNC, seraient largement augmentés. La récompense discrète pour un renseignement important pourrait atteindre des dizaines de millions de centimes, a-t-il précisé lors d'une réunion avec les responsables policiers en Corse.

En fait, M. Pandraud fait ainsi allusion à une pratique policière traditionnelle, qui avait continué sous la gauche. Il a seulement voulu indiquer aux policiers que ces sommes, dégagées sur les « fonds spéciaux » du ministère de l'intérieur, seraient notablement augmentées. C'est ce qu'il nous a confirmé, mardi matin 20 mai : « *C'est une pratique classique de rémunérer des informateurs. J'ai simplement dit qu'il fallait largement tenir compte de l'érosion monétaire. Payer un renseignement important, cela fait faire des économies aux contribuables par rapport aux longues surveillances inutiles que nous faisons parfois. Evidemment, il n'y aura rien sur le plan législatif : on ne va pas légiférer sur une pratique qui est ancienne comme le monde et la police !* »

M. Pandraud veut donc simplement « *augmenter le taux* » des sommes d'argent « *données aux policiers qui manipulent des informateurs* ». Le ministre ne pense d'ailleurs pas qu'au terrorisme, soulignant avec sa verve et son franc-parler habituels combien les techniques anciennement utilisées pour « *tenir* » des truands et en faire des « balances » sont, aujourd'hui, le plus souvent caduques : « *Hier, on leur donnait un condé* [un policier devenu protecteur, notamment pour les prostituées] *ou on jouait sur l'interdiction de séjour. Aujourd'hui, ça n'existe pratiquement plus : les bordels n'existant plus, les bordels ont disparu, les maris trompent leur femme avec son accord, les maris cocus le sont parfois sous leurs yeux et les homosexuels sont fiers de l'être !* » Il ne resterait donc plus qu'à développer une « *pratique ancienne* » : l'achat d'informations.

800 F à 1 000 F par mois

De fait, les sommes en vigueur en ce domaine étaient souvent dérisoires. A Paris, un policier des renseignements généraux affecté à une section traditionnelle, suivant un secteur de la vie sociale ou politique officielle, ne dispose guère que de 800 F à 1 000 F par mois pour ses relations avec ses informateurs. En général s'y ajoutent de menus services rendus, par exemple le fait de faire sauter les contraventions de stationnement, avec l'accord des chefs de service.

Autre exemple, rendu public par l'intéressé : les sommes proposées à Bernard Jéguat, informateur de la cellule antiterroriste de l'Elysée dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, après qu'il se fut confié, début 1985, à la DST et eut ainsi révélé le « montage » réalisé à cette occasion par les « supergendarmes ». Il reçut la maigre somme de 2 000 francs par mois. Quand, à l'automne 1985, s'estimant physiquement menacé, il demanda réparation officieuse du préjudice subi depuis 1982, au nom de sa collaboration à la lutte antiterroriste durant trois ans, on lui proposa 100 000 francs pour solde de tout compte. Une somme qu'il jugea insuffisante. Le messager de cette proposition était M. Robert Broussard, alors adjoint opérationnel du directeur général de la police nationale.

Exemple encore : en 1980, pour l'arrestation de Jean-Marc Rouillan, l'informateur des RG, Gabriel Chahine, assassiné depuis, reçut 200 000 francs : 100 000 à la commande, 100 000 à la livraison. Après l'attentat contre le restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers à Paris, en 1982, la police débloqua rapidement 500 000 francs en liquide pour l'achat éventuel d'informations. En vain.

Les déclarations de M. Robert Pandraud participent de l'effet d'annonce recherché par le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme : montrer qu'une volonté politique ferme existe au sommet. Le ministre chargé de la sécurité avait d'ailleurs tenu des propos semblables le 21 avril, dans un entretien accordé à *France-Soir* : « *L'augmentation des frais d'enquête et de déplacement vient d'être décidée pour rendre la police plus mobile, plus efficace, afin qu'elle puisse recruter, dans tous les milieux de la délinquance et du terrorisme, des informateurs, car une police sans informateurs est une police sourde.* » M. Pandraud avait également lancé « *un appel à la population* » pour qu'« *elle coopère étroitement avec les services de police, sans hésiter, par exemple, à les informer de tel indice anormal, de tel trouble dans l'organisation des lieux.* »

Réactions

La Ligue des droits de l'homme a réagi aux propos corses de M. Pandraud. Me Yves Jouffa, son président, craint que ne s'instaure « *un climat de délation dangereux pour la démocratie* », « *une justice Far-West* » : « *Quelle que soit la gravité des actes, il faut appliquer les règles de l'état de droit.* » En Corse, nous signale notre envoyée spéciale Danielle Rouard, le paiement d'un renseignement, concernant les clandestins ou les droits communs, a toujours officieusement existé. Ainsi, l'arrestation, en 1984, d'un membre important de l'ex-FLNC, Noël Luciani, aurait été permise notamment grâce à un « *tuyau rémunéré 35 000 francs* ». Cependant, confie un responsable policier en Corse, « *la proposition de M. Pandraud n'aura de suite que si nous avons les moyens de garantir l'anonymat total à l'indicateur* ».

EDWY PLENEL.

Le système allemand des « récompenses »

Depuis l'enlèvement et l'assassinat, en 1977, du président de la Confédération patronale ouest-allemande, Hanns-Martin Schleyer, par la Fraction armée rouge, la RFA est dotée d'un fonds spécial, contrôlé par le parquet fédéral installé à Karlsruhe et qui permet de rémunérer les « *informations* ».

La « *récompense* » est actuellement de cinquante mille DM (cent-soixante mille francs environ), pour tout renseignement entraînant l'arrestation d'un terroriste considéré comme particulièrement dangereux. Des affiches placardées dans tous les lieux publics présentent les photos de responsables présumés de groupes terroristes. Pour les extrémistes de moindre importance, les récompenses varient entre cinq mille et dix mille DM.

Dans d'autres pays d'Europe, le recours aux récompenses n'est pas érigé en système. Il n'y est fait appel qu'exceptionnellement : c'est ainsi qu'en Suède il avait été promis une récompense de cinq mille couronnes (autant de francs) pour toute personne permettant d'arrêter l'assassin d'Olof Palme. En Italie, une récompense de cinq cents millions de lires (2,4 millions de francs) a été offerte en octobre 1985, pour tout élément d'information entraînant l'arrestation du « monstre de Florence » (auquel on attribue l'assassinat de huit couples ces quinze dernières années).

Aux États-Unis, une disposition législative de 1984 a mis en place un système de récompenses pour toute information conduisant à la capture de terroristes.

Les primes peuvent aller jusqu'à 500 000 dollars. Le département d'État a utilisé cette disposition à plusieurs reprises. La plus récente concernait une offre de deux cent cinquante mille dollars à quiconque permettrait l'arrestation du dirigeant palestinien Abou Abbas, considéré par Washington comme l'organisateur du détournement du paquebot italien *Achille-Lauro*, au cours duquel un Américain avait été tué.

Dénonciations douanières en France

L'administration des douanes françaises, conformément à un arrêté de 1957, peut rémunérer un « informateur » à concurrence du tiers du montant de l'amende motivé par la fraude. En principe limitée à 20 000 francs, sauf avis contraire du directeur des douanes, la récompense peut atteindre 800 000 francs, comme ce fut le cas en 1976, lorsque sur renseignement, l'administration a pu se procurer une liste de comptes en Suisse ouverts par des citoyens français. Selon certaines informations, les récompenses dépassent rarement 50 000 francs et sont le plus souvent de quelques milliers de francs. La moitié au moins, selon nos sources, des fraudes douanières importantes sont découvertes sur dénonciations.

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT DE CARGÈSE

Deux portraits-robots vont être diffusés en Corse

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. – Six personnes recherchées, deux portraits-robots prêts à être diffusés, quelques indices : c'est le résultat, au lendemain du week-end de Pentecôte, des investigations concernant l'attentat commis à Cargèse (Corse-du-Sud) au nom de l'ex-FLNC le 15 mai (deux morts).

L'opération « coup de poing » touche à sa fin. Plus de soixante-dix interpellations et des dizaines de perquisitions ont permis aux enquêteurs de la gendarmerie et de la police de retrouver quelques traces du commando à défaut de preuves. Ainsi l'une des deux voitures louées par le commando a été retrouvée. Deux fourgonnettes volées quelques jours avant l'attentat ont aussi été récupérées près de Cargèse.

Des témoignages recueillis auprès des otages ont permis aux enquêteurs d'établir deux portraits-robots qu'ils s'apprêtent à diffuser. Ces portraits concernent deux personnes inconnues jusqu'à présent des services de police. D'autre part, six avis de recherche ont été lancés concernant des personnes connues pour leurs positions pro-FLNC. Toutes sont de Corse-du-Sud. Deux d'entre elles pourraient avoir participé à l'action du commando. Les enquêteurs qui se sont rendus aux domiciles de ces six personnes ont trouvé porte close. Chez l'une d'elles, un jeune homme de Serra-di-Scopamene, 300 grammes d'explosif ont été découverts.

Après les obsèques, lundi 19 mai, de Jacques Rosselet, une des deux victimes de l'attentat, auxquelles participaient diverses personnalités de l'île, l'enquête continue avec difficulté.

D. R.

LES EFFETS DE LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

Les Pays-Bas réclament de nouveau à la France les deux ravisseurs présumés de M. Heineken

Réfugiés en France depuis l'enlèvement, le 30 novembre 1983 à Amsterdam, de M. Alfred Heineken, dans lequel ils sont impliqués, Cornelius Van Hout et Wilhelm Holloeder ont été de nouveau arrêtés et écroués, le 19 mai, à la prison de Fleury-Mérogis. Ils sont, en effet, l'objet d'une nouvelle demande d'extradition des autorités néerlandaises fondée sur la récente ratification par la France de la Convention européenne d'extradition qui lie tous les pays d'Europe occidentale à l'exception de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de l'Islande (*le Monde* du 17 mai).

Dès 1984, l'extradition de Van Hout et de Holloeder avait été sollicitée par les Pays-Bas. Le dossier transmis alors au gouvernement français se fondait sur la vieille convention d'extradition passée entre les deux pays le 24 décembre 1895. Mais ce texte ne prévoyait pas l'arrestation illégale, la séquestration et l'extorsion de fonds, trois des quatre infractions invoquées par l'Etat demandeur.

En dépit de cette lacune, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait donné, le 23 mai 1984, un avis favorable à l'extradition des deux hommes en estimant que la convention de 1895, suivie de la loi française de 1927 sur l'extradition, permettait une interprétation extensive d'un traité qui n'avait que valeur indicative. La chambre criminelle de la Cour de cassation devait pour sa part rejeter le pourvoi formé contre cet arrêt.

Dans ces conditions, un décret d'extradition avait été signé. Mais le Conseil d'Etat, saisi par les deux ressortissants néerlandais, devait l'annuler le 19 décembre 1984 en déclarant que la liste des infractions énumérées par la convention franco-néerlandaise de 1895 « *ne saurait être complétée par la seule loi française de 1927.* »

Dès lors, Van Hout et Holloeder ne pouvaient plus être détenus en France où ils n'étaient l'objet d'aucune poursuite, le gouvernement de La Haye ayant, de surcroît, fait savoir qu'il retirait sa demande. Libérés le 6 décembre 1985, les deux hommes étaient, cette fois, l'objet d'un arrêté d'expulsion et, en attendant son exécution, d'une assignation à résidence. Ils se retrouvèrent ainsi successivement à Beauvais, à Pontoise (Oise), puis en Guadeloupe avant d'être ramenés en France et d'habiter un hôtel à Evry (Essonne). Tout au long de ces voyages, ils furent évidemment l'objet d'une surveillance constante non seulement par la police française, mais aussi par des agents de sécurité privés dépêchés par l'entreprise Heineken.

L'annonce de la ratification par la France de la nouvelle Convention d'extradition européenne publiée au *Journal officiel* du 15 mai vient de changer le cours des choses. Les autorités néerlandaises ont aussitôt, en se référant à ce texte, transmis au gouvernement français une nouvelle demande d'extradition qui a entraîné l'interpellation des deux hommes, qui se trouvent de nouveau placés « sous écrou extraditionnel ». Ce sera à la chambre d'accusation de Paris d'examiner la nouvelle demande au regard de la Convention européenne.

Avocat de Van Hout et de Holloeder, Me Antoine Comte estime que la nouvelle demande d'extradition « *remet en cause les principes fondamentaux qui servent de base aux Etats de droit* ». Il fait valoir notamment que les dispositions de la Convention européenne d'extradition « *ne sauraient avoir en France d'effet rétroactif* », ce pays venant seulement de la ratifier alors qu'au moment des faits invoqués contre les deux hommes elle ne s'imposait pas aux juges.

UN MESSAGE DE M. MITTERRAND A L'ASSOCIATION DROIT ET DÉMOCRATIE

M. François Mitterrand a adressé un message à l'association Droit et démocratie, qui a célébré, le 15 mai, son vingtième anniversaire, sous la présidence de M. Jacques Ribs, conseiller d'Etat. Le président de la République écrit notamment : « *Il s'est établi, désormais, dans notre justice, après bien des vicissitudes, un Etat de droit jugé souvent exemplaire, qu'il s'agisse de l'abolition de la peine de mort, de la suppression des juridictions d'exception, de l'institution du droit de recours individuel devant la Cour européenne des droits de l'homme, de la modernisation de la justice, de la protection des victimes, de l'égalité des chances des plus défavorisés devant la justice, d'une politique pénale fondée sur la réinsertion sociale des délinquants, d'une politique active de prévention de la délinquance, des garanties juridiques offertes aux étrangers en France.*

» *Il est fondamental*, ajoute le président de la République, *quelles que soient les évolutions, qu'il ne soit jamais porté atteinte aux libertés des individus. Ainsi votre effort a plus que jamais sa raison d'être. Vous assurez la relève afin qu'à travers les générations les juristes de notre pays que réunit un même idéal, un même amour de l'homme, restent unis pour défendre les valeurs essentielles pour notre civilisation que sont le droit et la démocratie.* »

ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les dérèglements d'un poseur de bombes

Ses révélations brouillent le portrait-type. Imprudent, peureux et toxicomane, Habib Maammar vivait sans se cacher

De notre envoyé spécial

Nancy. – *Les certitudes policières sur le terrorisme international* viennent d'en prendre un rude coup. En avouant sa qualité de terroriste, Habib Maammar, arrêté le 11 mai à Nancy, a pulvérisé tous les fantasmes sur la prétendue vie clandestine des commandos palestiniens agissant en territoire étranger et ébranlé toutes les thèses assurant que le terroriste-type se distinguait par son professionnalisme. Habib Maammar, avec ses vingt-quatre ans, son désintérêt affiché pour la politique, son «look» décontracté et son ancrage provincial en Lorraine, brise tout simplement un mythe en même temps qu'il laisse perplexe.

Car Habib Maammar a cultivé, jusqu'au bout, les paradoxes, jusqu'à son étrange confession, le 12 mai, peu avant l'heure du laitier, dans les bureaux de la police judiciaire (*le Monde* du 14 mai). *Chronologiquement*, consciencieusement, ce jeune Tunisien a avoué être l'auteur ou le complice des attentats à Londres, en 1983, contre un magasin Marks et Spencer (deux blessés légers), à Paris, en 1984, contre une succursale de la banque israélienne Leumi, d'un attentat avorté, la même année, visant le magasin Marks et Spencer, à Paris, et enfin d'un attentat contre le même établissement, en février 1985 (un mort et quatorze blessés).

Une confession en forme de libération. «*Il se sentait au bout du rouleau*, précise un magistrat. *Ses commanditaires lui faisaient des reproches et il ne savait plus comment s'en sortir.*» Le maillon constitué par Habib Maammar a donc cédé et, avec lui, ses quelques secrets. Les spécialistes de la lutte anti-terrorisme ont récupéré, pour la première fois, un engin explosif complet doté de son système de mise à feu miniaturisé, les passeports fournis à Maammar et son carnet d'adresses, fragments figés d'une histoire que vient confirmer *la* confession de ce «*jeune homme poli et calme*» décrit par la plupart de ses voisins. Un jeune immigré non pas au-dessus de tout soupçon, mais parfaitement à l'aise en France.

Habib Maammarr a dix-neuf ans lorsqu'il quitte ses parents, à Bizerte, en Tunisie. La traversée de la Méditerranée n'est pas vraiment une aventure pour ce fils sans histoire qui a passé son CAP de mécanicien. Il rejoint ses quatre frères aînés installés en Moselle. Une immigration classique dans un bassin *industriel traditionnel. Une* immigration qui ne lui réussit pas. Assez vite, il refuse en effet de travailler, coupe les ponts avec deux de ses frères qui s'appliquent à faire vivre leur famille et retrouve ses autres frères, descendus dans le Midi, à Toulon.

Le prix d'un attentat

C'est là, en 1983, qu'il sera recruté. Le petit mécano fainéant devient terroriste international au hasard de ses dérives dans les bars, de ses errances dans la ville. Un Tunisien qui se fait appeler Abou Ibrahim *et* serait proche du groupe Abou Nidal le remarque, parle avec lui et finit par l'attirer dans son réseau. Sa carrière est scellée lorsque Abou Ibrahim lui remet deux passeports marocains, respectivement aux noms d'Abdallah Ben Salah et de Ben Salah Abdallah, en échange de son passeport tunisien...

Habib Maammar a vingt et un ans. Il peut désormais, compter sur des appointements variant de 1000 à 3000 dollars, selon qu'il effectue pour le compte de celui qu'il appelle son «patron», des repérages et des filatures ou qu'il commet des attentats. Commence alors une longue série de voyages si l'on croit ses aveux.

En 1983 et 1984, il se rend régulièrement en Irak pour rencontrer Abou Ibrahim. Le jeune terroriste observe, chaque fois, les mêmes précautions : c'est à partir de Madrid ou de Francfort qu'il prend un vol pour Bagdad. Il en revient avec de la penthrite, un explosif qui a *la double* particularité d'avoir été souvent utilisé par des groupes palestiniens, lors d'attentats, et de pouvoir être dissimulé facilement dans la mesure où l'on peut le «repasser» et en tapisser un sac à double fond avec des bandes extrêmement minces.

Mais Maammar saute les étapes. Probablement averti qu'il lui faut se trouver une compagne afin de détourner l'attention lors des passages de frontières, il commet sa première erreur. Il séduit sa belle-sœur, Saoud Aissaoui, une jeune Algérienne qui se sépare de son frère Abdel Majid. Et, dès le mois de décembre 1983, il l'entraîne à Londres pour un voyage d'agrément, en fait sa première «opération».

Le 18 décembre de cette même année, une bombe explose devant le magasin Marks et Spencer. «Sa» bombe. Le soir, pendant les informations télévisées, il se confie : «*C'est moi qui ai déposé l'engin.*» Saoud Aissaoui, par son silence, devient sa complice avant de devenir son «adjointe».

Le couple s'installe alors dans la région parisienne. La jeune femme élève son petit garçon. Lui, à l'occasion, retrouve son «patron» à Athènes ou à Istanbul pour quelques jours. Selon leurs conventions, c'est Saoud Aissaoui qui sert de relais téléphonique entre Bagdad et Habib Maammar. Mais, insensiblement, *le* jeune Tunisien semble fuir l'organisation qui le commande à distance.

En 1984, il renonce, après de longs repérages, à déposer une bombe à Paris devant la compagnie israélienne El Al. Trop de policiers *dans les parages. Il se rabat alors sur* la banque Leumi, boulevard des Italiens, le 21 août 1984. L'objectif est atteint mais l'absence de victimes mécontente Abou Ibrahim. Est-ce dans ce contexte que Maammar confie un engin explosif à Saoud Aissaoui et lui demande de le déposer dans une cabine d'essayage du magasin Marks et Spencer à Paris? Sans doute. Saoud Aissaoui, par bonheur, désobéira. Au dernier moment, elle retire la petite pile qui prive ainsi la bombe de son détonateur.

Le pays honni

La grande chaîne de magasins britannique, dont les dirigeants sont «*haïs*» par les groupes terroristes palestiniens en raison de leur sionisme supposé, n'en est pas quitte pour autant. Le 23 février 1985, Habib Maammar abandonne cette fois lui-même une bombe sous le porche du magasin. L'attentat cause la mort d'un employé chargé de la sécurité. Il s'agit de la dernière opé*ration reconnue par Maammar qui a* pourtant introduit en France d'importantes quantités d'explosif.

Saoud Aissaoui et Maammar semblent alors bien près de rompre – mais comment ? – avec leur commanditaire et bailleur de fonds. La *mort du vigile «traumatise»* Saoud ; Maammar apparaît plus ou moins effrayé. Pourtant, c'est toujours sur le conseil de Bagdad qu'il quitte la région parisienne, en juin 1985, pour s'installer à Vandœuvre, aux portes de Nancy, dans l'une des «barres» d'un grand ensemble anonyme. Ils y mènent, sans travailler, une vie relativement aisée, sans se cacher le moins du monde. Ils viennent d'avoir une petite fille qui leur vaut les compliments du voisinage.

Maammar a vingt-quatre ans. Saoud, vingt et un. Tous deux rendent visite plusieurs fois à Me Joël Lagrange, avocat à Nancy, afin d'accélérer la procédure de divorce avec Abdel Majid, arrêté fin 1985 avec son frère Hassen pour avoir tué, au cours d'une bagarre dans le Midi, un Tunisien «*connu des services de police*».

La rupture est pourtant proche. Maammar désire que sa compagne opte pour la nationalité française. Son grand rêve serait ainsi de franchir, à son bras, la frontière d'Israël et de semer la mort dans ce pays *honni. Ce jeune terroriste,* veule et couard, est-il revenu de ses peurs et de ses cas de conscience ? Est-il soudain, au début de l'année 1986, ressaisi par la «*cause palestinienne*», ses «*devoirs de combattant*» et sa «*haine des juifs*» ? Les policiers et les juges ne l'excluent pas qui l'ont entendu exprimer ces sentiments sans trop de nuances.

En février, la conduite d'Habib Maammar évolue en tout cas très nettement. Il fait la connaissance d'une jeune femme de vingt-cinq ans, Isabelle Frigério, et, du coup, quitte son F 3 de banlieue pour un duplex confortable et bohême dans le centre de Nancy. Lui qui ne buvait jamais commence à boire puis à se droguer en compagnie de son amie. Surtout, il commence à parler et se revendique terroriste. On ne le croit pas, ou pas vraiment.

En fait, Habib Maammar vit plusieurs mois de dérive au côté d'une jeune femme toxicomane, décrite par ses amis comme très fragile psychologiquement. Une femme instable, perdue dans son paradis artificiel, sans activités professionnelles précises. Maammar songe-t-il à l'utiliser au cours d'un attentat ? Il le pourrait. «*Elle était folle de lui*», disent ses proches. Lui-même se sent sous surveillance et redoute que son «patron» ne cherche à le liquider.

La fin d'une carrière

En attendant, Isabelle Frigério rencontre Saoud Aissaoui qui sympathise avec elle. Cette dernière lui confirme que Maammar est bien un terroriste. Isabelle Frigério demande *alors à son frère Philippe, qui sort* d'un séjour en hôpital psychiatrique, d'examiner les explosifs entreposés chez elle et qu'elle ne prend pas au sérieux. Son frère la rassure après en avoir jeté une partie au fond de la baignoire, mais réunit tout de même le tout pour le jeter sur une décharge...

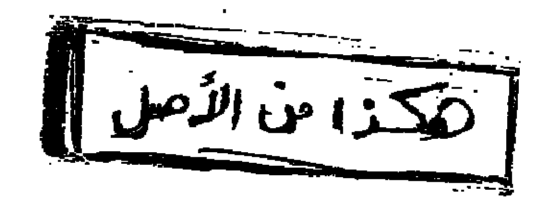
C'est ainsi que Maammar, le 8 mai, tente de s'introduire chez sa première compagne pour récupérer un lot de 145 grammes d'explosif. Parce que Saoud refuse de lui ouvrir, craignant qu'il ne s'en prenne à ses enfants, il effectue une petite escalade jusqu'au premier étage et brise la vitre de la cuisine. La scène fait du bruit. Les voisins s'inquiètent et appelle police-secours. C'est la fin de la carrière du terroriste international Habib Maammar.

Arrêté pour violation de domicile, il comparaît le 9 mai devant le tribunal et «*fait de grandes déclarations sur son amour de la France*», rappelle Me Laurence Charbonnier, commise d'office. Il est trop tard. Saoud Aissaoui le dénonce, et lui-même, interrogé le 12 mai à l'aube par les spécialistes de la lutte antiterroriste, se livre à une confession détaillée et imprévue.

La chance a bien servi la police dans cette affaire, mais, en déclinant publiquement depuis trois mois sa «profession», Habib Maammar s'était, de toute manière, condamné. Depuis une quinzaine de jours, des policiers le suivaient ainsi qu'Isabelle Frigério, cherchant à établir leurs activités. L'arrestation fortuite du jeune Tunisien et de son entourage a malheureusement déclenché la fuite précipitée de deux «agents» étrangers qui auraient assurément intéressé les enquêteurs.

LAURENT GREILSAMER.

● *Un mort après l'incendie de Limeil-Brévannes.* – L'une des quarante personnes âgées victimes d'une intoxication à la suite de l'incendie, dimanche 18 mai, à l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), est décédée lundi 19 mai, des suites de complications pulmonaires. Agée de soixante-dix ans, Clémentine Sanua, pensionnaire du service de gériatrie depuis plus d'un an, avait dû être évacuée par hélicoptère après l'incendie. Cinq autres personnes âgées ont été gravement intoxiquées lors de ce sinistre, dont l'origine n'avait pas encore été déterminée le mardi 20 mai dans la matinée.



SOCIÉTÉ

L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

LE MOUVEMENT ANTICUCLÉAIRE EN RFA

Les affrontements de Wackersdorf ont fait quatre cents blessés en deux jours

Bonn. — Pour la seconde journée consécutive, de violents affrontements se sont produits lundi 19 mai le long de l'enceinte protégeant le chantier du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf, en Bavière. Ces affrontements ont fait, au cours du week-end, près de quatre cents blessés, dont cent soixante-deux policiers. Plusieurs véhicules de police ont été incendiés. Après la reprise des affrontements avec le noyau dur des manifestants, lundi après-midi, les forces de l'ordre ont largué par hélicoptère des gaz dans la foule des dix mille à vingt mille militants antinucléaires rassemblés à quelques kilomètres du site, comme chaque week-end depuis le début des travaux, en décembre dernier.

Avec Wackersdorf, le mouvement antinucléaire avait retrouvé, dès la fin de l'année dernière, un symbole capable à nouveau de mobiliser ses différentes composantes. Le congrès des Verts s'y était spectaculairement transporté en décembre dernier pour manifester son soutien, au cours d'une équipée mémorable de 800 kilomètres en autocars.

Le Parti social-démocrate de Bavière, qui prépare les élections régionales du 12 octobre prochain, s'était lui-même mis de la partie, appelant ses militants à participer à des manifestations pacifiques pour la bonne cause. On se rendait en famille, le week-end, à Wackersdorf, pour communier avec une population locale hostile dans sa grande majorité au centre de retraitement et qui accueillait à bras ouverts ces touristes un peu particuliers.

Avec la catastrophe de Tchernobyl, cette contestation somme toute bonne enfant a pris un autre tour. Pour le gouvernement de Bavière, comme pour un mouvement antinucléaire brusquement reporté dix ans en arrière, à l'époque où il ne s'agissait encore que de prévenir des dangers à venir, Wackersdorf est désormais l'enjeu d'une lutte sans merci. Ce n'est pas par hasard si les violents affrontements de ce week-end, auxquels ont pris part des groupes décidés à en découdre, ont éclaté alors même que, à plusieurs centaines de kilomètres de là, le congrès des Verts s'affranchissait de ses états d'âme sur une coalition avec le Parti social-démocrate.

Confinés depuis la fin des grandes manifestations pacifistes dans les débats parlementaires et les joutes politiques internes, les Verts puisent à nouveau leur force, grâce à Tchernobyl, dans une cause qui n'est plus seulement celle d'une poignée de fondamentalistes. Persuadés maintenant, en raison du traumatisme subi par l'opinion publique, de pouvoir en profiter sur le terrain électoral, conscients des hésitations du Parti social-démocrate, les Verts cèdent de nouveau à la tentation de croire qu'ils sont capables, dans la foulée, d'imposer leur projet de société tout entier. Que ce soit sur la défense, la condition féminine ou l'économie, le programme électoral retenu à Hanovre retrouve des accents maximalistes qui avaient partiellement été estompés dans les résolutions adoptées lors des congrès de Hagen et de Hambourg.

Un parti aguerri

Le parti s'est cependant aguerri. Les états d'âme ne suffisent plus à eux seuls à déterminer une politique. Le congrès de Hanovre a définitivement aboli le principe de la rotation des mandats parlementaires, décidé avant les dernières élections législatives de 1983. Les nouveaux élus de 1987 siégeront donc au Bundestag pour la durée de la législature. Le plus significatif est cependant la carte blanche donnée à M. Joshka Fischer, ministre de l'environnement du gouvernement de Hesse, pour amener les sociaux démocrates de ce Land à négocier un plan de fermeture des centrales nucléaires régionales. Ceux qui, ces dernières années, ont, à force de patience, entraîné une majorité incertaine à accepter les exigences du jeu politique, n'ont pas tout perdu. Eux-mêmes sont convaincus d'être maintenant en position de force pour imposer aux sociaux-démocrates les changements radicaux auxquels ceux-ci s'étaient jusqu'à présent toujours opposés.

La bataille n'était certes pas gagnée d'avance. Les impatients, notamment parmi les adversaires de Joshka Fischer au sein de la fédération des Verts de Hesse, étaient nombreux à réclamer la rupture immédiate de la coalition de Wiesbaden et le recours à des élections anticipées. Le ministre « vert » a finalement gagné un répit de six mois pour tenter d'amener le ministre-président, Holger Boerner, connu comme partisan de l'énergie atomique, à sa raison. Il y sera aidé par une frange importante du Parti social-démocrate local, qui s'est déclarée, depuis Tchernobyl, favorable à une solution radicale et dont les positions ne sont pas si éloignées de celles des Verts.

HENRI DE BRESSON.

● *Protestation du gouvernement ouest-allemand.* — M. Friedhelm Ost, le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, a dénoncé dans un communiqué « *les déclarations infâmes faites par Moscou dans le but de dégager sa responsabilité dans les dégâts subis au-delà de ses frontières après cet accident nucléaire* ». Il a regretté « *la campagne de diffamation menée contre les gouvernements occidentaux et les médias* » par Moscou après l'accident, alors que « *la direction soviétique a suivi une politique d'information caractérisée par le mépris des hommes, sans égard pour les dangers et les soucis qu'il a entraînés pour eux en URSS et au-delà de ses frontières* ». — (AFP.)

Selon les statistiques officielles

LA RADIOACTIVITÉ EST INSIGNIFIANTE EN FRANCE

La radioactivité sur l'ensemble du territoire français est maintenant insignifiante, si l'on en croit les dernières statistiques, arrêtées au 19 mai, du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI).

Dans l'air, au sol, l'activité moyenne est inférieure à 0,01 becquerel, (Bq) par mètre cube. Dans les eaux potables, un contrôle de vingt et un échantillons prélevés sur tout le territoire n'a montré aucune radioactivité artificielle décelable. Il en est de même pour les denrées alimentaires. Dans les laits prélevés du 15 au 18 mai, l'activité est de 28 Bq par litre en moyenne. Sur les végétaux du Haut-Rhin, et notamment les épinards (qui avaient été interdits à la vente), les valeurs maximales pour l'iode 131 ont été de 60 Bq par kilogramme pour les épinards et de 160 Bq pour les autres légumes. Rappelons que le seuil « critique » fixé en France est de 2 000 Bq par litre de lait ou par kilogramme d'épinards.

D'autre part, le numéro de téléphone ouvert par le ministère de l'industrie sous le nom « Spécial Tchernobyl » (05-41-26-26) est tellement sollicité qu'il est difficile à obtenir. Les Postes et télécommunications demandent aux Français de ne l'appeler qu'en cas de « *réelle nécessité* ». Une demi-douzaine d'opérateurs répondent inlassablement à leurs correspondants que « *tout va bien* », qu'on peut consommer tout ce qui est proposé sur les marchés. « *Tout accident est très improbable en France*, ajoutent-ils. *Les mesures sont prévues, et il vaut mieux ne pas y penser.* »

La revue « Nature » publie les premiers rapports scientifiques

Les scientifiques suédois et britanniques ont fait preuve d'une étonnante rapidité. Un peu plus de trois semaines après l'accident de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, la revue britannique *Nature* publie déjà, dans son édition du 15 au 21 mai, les résultats des mesures de radioactivité effectuées dans ces deux pays. Ces données montrent que en Suède comme au Royaume-Uni, le passage du « nuage » radioactif en provenance d'URSS ne semble pas devoir mettre en danger la santé des populations. Elles donnent aussi — indirectement — des informations sur ce qui a pu se produire dans la centrale accidentée.

Le 28 avril, un accroissement de la radioactivité ambiante a été observé à la station suédoise de recherche sur l'énergie de Studsvik, située sur le littoral de la mer Baltique, à 75 kilomètres au sud de Stockholm. Dès cette date, les chercheurs de la station ont analysé la composition de l'air et, trois fois par jour, ils ont prélevé des échantillons d'herbe, de lait et d'eau pour les examiner.

C'est ainsi qu'ils ont détecté la présence de seize éléments radioactifs — notamment du césium 137 et 134, de l'iode 131, du ruthénium 103 et 106 dans l'air et dans l'herbe. Au cours des deux premiers jours (les 28 et 29 avril), les concentrations de ces éléments dans l'air sont restées relativement stables, leur taux étant maximal à une altitude de 400 mètres, ce qui, selon les chercheurs, confirme les informations faisant état « *de feu et de flammes dans le réacteur* [soviétique] ». Les concentrations ont ensuite fluctué à Studvisk, décroissant le 2 mai, puis augmentant pour atteindre des valeurs maximales le 8 mai, avant de baisser à nouveau.

De leurs analyses, les chercheurs suédois tirent aussi des hypothèses sur le comportement du réacteur accidenté. La forme « régulière » des particules détectées et leur composition (qui révèle notamment la présence de particules de deux isotopes du ruthénium, lequel fond à 2 500 °C) indiquent, selon eux, qu'une partie au moins du cœur du réacteur a atteint cette température élevée et qu'elle a fondu. En outre, de l'étude de la décroissance sur leur territoire, en fonction du temps, du rapport des concentrations d'iode 133 et 131, ils concluent que les réactions en chaîne dans le cœur ont dû s'arrêter le 25 avril, à 19 heures (heure de Stockholm).

Quoi qu'il en soit, après avoir calculé les quantités d'iode et de césium radioactifs que les adultes et les enfants de leur pays pourraient avoir absorbé, notamment en buvant du lait, ils se montrent confiants. « *Les doses de radiations dues au nuage sont faibles comparées à celles provenant de sources radioactives naturelles, et elles ne vont pas avoir d'effets significatifs sur la santé* », écrivent-ils.

C'est à la même conclusion qu'aboutissent les chercheurs britanniques du Bureau national de protection radiologique de Chilton (au sud d'Oxford). Ils indiquent que les doses de radiations que devraient absorber les habitants du pays seront en moyenne de 15 % supérieures à la normale dans le Nord et de 1 % dans le Sud (où il n'y a pas eu de fortes pluies pendant le passage du nuage). Cependant, précisent-ils, d'ici à mai 1991, le surplus de radioactivité absorbé par les Britanniques du fait de l'accident de Tchernobyl sera d'environ 0,04 rem dans le Nord et de 0,002 rem dans le Sud, alors que, pendant cette période, les doses dues à la radioactivité naturelle représentent en moyenne 0,75 rem.

E. G.

RELIGION

La révolution de la réforme

(Suite de la première page.)

Le dimanche 21 mai 1536, les bourgeois et citoyens de Genève, assemblés « *au son des cloches et des trompettes* », décident solennellement « *de vivre en cette sainte loi évangélique et parole de Dieu, ainsi qu'elle leur est annoncée* ». En même temps, ils décrètent que l'instruction sera désormais obligatoire et gratuite pour les indigents. La Genève réformée est née. Sa devise devient : « *Post Tenebras Lux* » (la lumière après les ténèbres).

Durant l'été 1536, le Picard Jean Calvin (1506-1564), « *un humaniste gagné à la Réforme* » (R. Stauffer), de simple passage à Genève, y reste à la demande pressante de Farel. Hormis un intermède de trois années (1538-1541), il y séjournera jusqu'à sa mort et fera de cette ville le modèle d'une nouvelle manière de croire et de vivre.

La tâche n'est pas facile. Ancien étudiant en droit, théologien autodidacte, Calvin va exercer un magistère religieux et moral indéniable. Il a publié, en cette même année 1536, la première version (six chapitres) de son grand ouvrage dogmatique, qui ne cessera de prendre de l'ampleur (quatre-vingts chapitres dans l'édition de 1559-1560) : *l'Institution de la religion chrétienne*. Ses *Articles* (1537) et ses *Ordonnances* (1541) visent à permettre au consistoire, formé des pasteurs (au nombre d'une dizaine) et des douze anciens (laïcs), d'imposer une discipline stricte qui écarte de la cène ceux qui paraissent mener une vie contraire aux Dix Commandements.

Il serait faux d'en conclure que Calvin est alors le chef incontesté de Genève. Pour la Réforme, l'Eglise et l'Etat, chacun dans sa sphère, dépendent directement de Dieu. Laïcisatrice, à terme, une telle conception est fertile au seizième siècle en tensions. Calvin mène une lutte continuelle pour prêcher les nouvelles doctrines (centrées sur la transcendance absolue de Dieu), extirper les restes de catholicisme, combattre les déviations illuministes et les menées de ses adversaires.

Parfois, il agit de concert avec les autorités civiles ; parfois, ces dernières s'opposent à lui, notamment entre 1547 et 1555, où le pouvoir est aux mains des grandes familles genevoises. Pourtant, en 1553, Michel Servet qui, poursuivi par l'Inquisition, s'était réfugié à Genève, est arrêté et condamné à mort par le magistrat. Servet, nie le dogme central du Dieu trinitaire. En 1903, Genève va ériger un monument expiatoire au lieu du bûcher où Servet expira courageusement. Contraire aux principes d'abord énoncés par les réformateurs, la contrainte a été un élément efficace de cette « *révolution religieuse* » dont Edgar Quinet écrivait que l'établissement de la tolérance a été le dernier acte faute d'avoir pu être le premier.

La Genève de Calvin succède à Wittenberg (ville de Luther) comme anti-Rome, cité-refuge pour des persécutés de toute l'Europe et centre de rayonnement international du protestantisme. De là partent des livres contestataires et des pasteurs.

On trouve chez Calvin — et plus encore chez son second et successeur Théodore de Bèze — une théorie du droit à la résistance constitutionnelle quand le souverain outrepasse son pouvoir. En application de cette doctrine, les parlementaires puritains anglais vont s'opposer à Charles I[er], et, pour la première fois en Europe, mettre à mort légalement leur roi (1649). Quelques décennies plus tard, un régime parlementaire stable se mettra en place.

Au même moment, Genève accueille des milliers de protestants français fuyant les dragons de Louis XIV. Dès le début du dix-septième siècle, en 1620, les pèlerins du *Mayflower* avaient franchi l'Atlantique en emportant sur leur navire la devise genevoise « *Post Tenebras Lux* ». Ils allaient être les premiers bâtisseurs de l'Amérique.

Le 21 mai 1536, les Genevois, sans le savoir, avaient ouvert la route à une nouvelle civilisation.

JEAN BAUBÉROT.

CORRESPONDANCE

LES PROTESTANTS FRANÇAIS ET BILLY GRAHAM

Président de l'Eglise réformée de France, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat nous écrit après le compte rendu des travaux du dernier synode de l'ERF à Chantilly paru dans *le Monde* du 14 mai. Il précise sa position sur la tournée en France, en septembre prochain, du prédicateur américain Billy Graham.

« *S'engager dans Mission France, organisatrice de cette campagne d'évangélisation, c'est adhérer à un message et un style.*

» *Un message : Billy Graham a sa manière de parler de Dieu et d'appeler au choix qui arrache à la perdition et conduit au salut. Tout un courant du protestantisme se reconnaît dans l'accent qu'il met sur la puissance du Christ pour le pardon et la vie de ceux qui croient en lui. D'autres soulignent la souffrance et la mort de ce même Christ, espérance du monde parce qu'il l'a rejoint dans sa détresse.*

» *Un style : rassembler des foules, faire parler un Américain qu'il faut traduire, arroser la France d'images par satellite. Ces méthodes ont des répercussions sur le message lui-même, et on peut les discuter. Elles soulignent l'annonce d'un Christ triomphant.*

» *Au-delà de ces indications, forcément caricaturales, il y a un débat entre deux compréhensions de la croix, de la résurrection et du salut. Elles ont sans doute besoin l'une de l'autre (...).*

» *Alors, le protestantisme se déchire ? « L'été sera chaud » ?* C'est mal nous connaître. Il ne faut pas confondre débats et polémique. Des convictions parfois différentes, des manières de faire qui ne sont pas les mêmes ne changent rien à la fraternité qui nous lie. »

SCIENCES

L'épave d'un navire de Bonaparte a été identifiée près d'Alexandrie

L'épave du *Patriote*, un des navires de l'expédition de Bonaparte en Egypte, a été identifiée le 18 mai à l'ouest d'Alexandrie dans le banc El Favah, qui barre les passes d'accès au port.

Le Patriote, navire de transport, s'était échoué le 4 juillet 1798, vingt-huit jours avant que la flotte française soit détruite à Aboukir (à l'est d'Alexandrie) par la flotte britannique. L'épave de *l'Orient*, le navire amiral français a été repérée en 1983 et identifiée en 1984 lors d'expéditions ayant bénéficié de l'aide financière ou matérielle de la marine égyptienne, de la marine nationale française, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'EDF et de l'IFREMER. De nombreux objets avaient été retrouvés (*le Monde* daté 16-17 septembre 1984).

Le Patriote était un gros bateau de transport (580 tonneaux, 50 mètres de long, 5,60 mètres de tirant d'eau). Il était chargé d'une cargaison d'instruments scientifiques, dont quelques-uns seulement avaient été récupérés peu après l'échouage.

La campagne de cette année, dont la responsabilité a été confiée au Groupe de recherche en archéologie navale, a été précédée d'un accord signé le 29 avril par l'Organisation des antiquités égyptiennes et EDF. Cet accord prévoit la création à Alexandrie du laboratoire Kom-el-Dik pour le traitement d'objets archéologiques par électrochimie, ainsi que la formation du personnel égyptien.

La campagne de recherche du *Patriote*, placée sous le patronage du ministère des affaires étrangères, est soutenue financièrement par la direction des études et recherches d'EDF et matériellement par les marines égyptienne et française.

Les plongeurs démineurs et le chasseur de mines *Vinh Long*, de la marine nationale, guidés par l'étude des archives françaises, ont fait un premier sondage le 16 mai. L'épave a été identifiée le 18 mai grâce à deux canons, des plaques de doublage en cuivre et des objets divers, dont un instrument de navigation en cuivre et en ébène. - Y. R.

Cannes 86

La Palme aux jésuites

En couronnant la Mission, *le jury du Festival a voulu se refaire une vertu commerciale. Un palmarès au total sans grande surprise.*

COMME on pouvait l'espérer, une ovation a salué le modeste prix, celui du jury, reçu par *Thérèse*, d'Alain Cavalier. La seule ovation d'une soirée sans éclat, sans scandale, sans surprise. La bonne surprise aurait été que soit démentie la rumeur entêtante que la Palme était jouée d'avance et reviendrait à *la Mission*, de Roland Joffé. Les mauvaises surprises, qu' *After Hours* de Martin Scorsese, le film le plus étincelant de la compétition, ne soit pas distingué pour sa mise en scène. Qu'Andreï Tarkovski, dans le genre solennel et sublime, n'obtienne pas au moins le Grand Prix spécial du jury.

A mettre au crédit d'un jury peu aventureux, présidé par « *M. Sept Oscars* ». Pollack *(Out of Africa)* : une Caméra d'or pour *Noir et blanc*, de Claire Devers, une Palme d'or du court métrage pour l'Australienne Jane Campion – une des révélations de ce festival avec trois moyens métrages dont on espère qu'ils trouveront *un distributeur*, – un Grand Prix d'interprétation masculine partagé équitablement entre deux antirivaux : Michel Blanc pour *Tenue de soirée*, de Bertrand Blier, et Bob Hoskins, pour *Mona Lisa*, de Neil Jordan.

Il ne s'en est pas moins trouvé quelque deux mille journalistes dans un amphithéâtre voisin du Grand Auditorium réservé aux comédiens, aux attachés de presse, aux élites cannoises, bref à un public bien intentionné, pour protester vivement à la proclamation de la Palme d'or. Ils dénonçaient le divorce entre ce grand sujet bourré de bonnes intentions, bardé de grands sentiments et la minceur, l'ambiguïté, du message transmis. La Compagnie de Jésus dans le rôle d'Amnesty International en 1750, voire...

On peut compatir cependant à l'embarras légitime des jurés. Depuis plusieurs années, le festival couronnait des films austères, estimables, mais d'accès restreint : *la Ballade de Narayama*, de Shohei Imamura, *Papa est en voyage d'affaires*, d'Emir Kusturica. Il fallait absolument se refaire une vertu commerciale : *la Mission* devrait trouver une audience plus large, sinon plus exigeante.

En tout cas, à 19 h 15 ce lundi 19 mai, si on avait des pressentiments on n'avait aucune information. Plus de fuites depuis qu'Antenne 2 s'est assurée l'exclusivité de la retransmission en Mondiovision de la cérémonie de clôture. Dès le matin, les dix jurés avaient été kidnappés, enfermés dans une villa retirée et délibéraient sous la surveillance du délégué général Gilles Jacob.

C'est un Patrick Poivre d'Arvor paisible qui fit entrer et sortir les divers « remettants ». Quelques jolies dames, – Marisa Berenson, Marushka Detmers, – un Johnny Hallyday platiné, tendirent des parchemins noués de rouge ou des trophées clinquants aux lauréats. On se congratulait. Peu d'émotion passa. Sauf lorsqu'un adolescent pâle, le fils d'Andreï Tarkovsky, qu'on sait très malade, lut en russe un petit discours : « *Mon père est souffrant et n'a pu venir lui-même. Alors il a décidé que je devais le faire. C'est un grand plaisir, un grand honneur. Mon père remercie...* »

Après un bref entracte, le rideau s'ouvrit pour une dernière séance. Sur *l'Amour sorcier*, de Carlos Saura, un long *West Side Story* gitan avec inclusion de Manuel de Falla, un zapateado fatal entre l'incontournable Antonio Gades et sa Laura del Sol, entrecoupé de sous-titres meurtriers : « *Olé le bonheur. Olé la joie.* »

Quand même, un festival commencé dans la zoophilie, le fétichisme, l'inceste, l'homosexualité, le transvestisme. Tout cela au nom de l'amour s'accomplissait, avec *le Sacrifice, Thérèse* et *la Mission*, dans l'extase mystique. Un beau parcours. Alléluia.

DANIÈLE HEYMANN.

Le palmarès

- Palme d'or : *The Mission*, de Roland Joffé (GB).
- Prix d'interprétation féminine *ex-aequo* : Barbara Sukowa (RFA) pour *Rosa Luxemburg*, de Margarethe von Trotta (RFA), et Fernanda Torres (Brésil) pour *Parlez-moi d'amour*, d'Arnaldo Jabor (Brésil).
- Prix d'interprétation masculine *ex-aequo* : Michel Blanc pour *Tenue de soirée*, de Bertrand Blier (France), et Bob Hoskins pour *Mona Lisa* (GB) de Neil Jordan.
- Grand prix spécial du jury : Andreï Tarkovski pour *le Sacrifice* (Suède).
- Prix de la mise en scène : Martin Scorsese pour *After Hours* (Etats-Unis).
- Prix du jury : *Thérèse*, d'Alain Cavalier (France).
- Prix de la meilleure contribution artistique : Sven Nyqvist (Suède), chef opérateur pour *le Sacrifice* d'Andreï Tarkovski.
- Grand prix de la commission technique : *The Mission*, de Roland Joffé (GB).
- Caméra d'or (première œuvre) : *Noir et blanc*, de Claire Devers (France).
- Palme d'or du court métrage : *Peel*, de Jane Campion (Australie).
- Prix du jury du court métrage d'animation : *Gaidouk*, de V. Katsat et L. Gorokhov (URSS).
- Prix du jury du court métrage de fiction : *les Petites Magiciennes*, de Vincent Mercier (Suisse).
- Prix de la critique internationale (FIPRESCI) : *le Sacrifice* d'Andreï Tarkovski (Suède).
- Prix du jury œcuménique (décerné par un jury catholique et protestant) : *le Sacrifice* d'Andreï Tarkovski.

SECTIONS PARALLÈLES

« Devil in the Flesh » de Scott Murray
« Le Diable au corps », de Marco Bellocchio

Les malheurs de Radiguet

Après Claude Autant-Lara, deux cinéastes, un Australien et un Italien, s'attaquent au plus célèbre roman de Radiguet. Une hécatombe.

PAUVRE Radiguet ! Il a eu tort d'écrire très tôt et de mourir trop vite. Aujourd'hui, n'importe qui peut s'emparer d'un de ses romans, de son titre célèbre et en faire n'importe quoi. Ça lui apprendra à tomber dans le domaine public.

Avec l'Australien Scott Murray, il tombe d'abord à plat. Marthe est une Française vivant en Australie à la fin de la seconde guerre mondiale, mariée à un immigrant italien, Ermanno, retenu prisonnier en Nouvelle-Guinée. Un étudiant, Paul (Keith Smith) devient amoureux de Marthe et, petit à petit, avec des pudeurs d'effarouché, finit par succomber au charme latin de la brune et douce Katia Caballero. On est évidemment assez loin de l'atmosphère et du contexte du roman de Radiguet, mais peu importerait s'il y avait là un ton, un style, qui nous donne un peu la fièvre. Hélas ! Marthe est jolie, mais sans démon, sans démesure. Quant à Paul, il est fade, banal, l'air poli d'un jeune cadre plus soucieux de sa raie sur le côté que du mitan du lit. La fin du film se détourne allègrement de l'œuvre originale et l'on retrouve Marthe et son mari en compagnie du bébé engendré par Paul. Pourquoi pas ?

On a déjà subi assez de décors faibles et de plages vides (les parents de Paul, notamment, sont des morts vivants).

Scott Murray, en présentant son film à Cannes, remerciait Claude Autant-Lara, premier adaptateur de Radiguet – en 1947, avec Gérard Philipe et Micheline Presle, – de sa présence à la projection. Ledit Claude s'éclipsa de la salle au bout de trois quarts d'heure, fatigué de cette longue trahison qui se réclamait à tort héritière de la sienne.

Avec Marco Bellocchio, le roman de Radiguet tombe à côté, ailleurs. Plus la moindre référence à la situation de départ (sinon qu'une femme aime un garçon plus jeune qu'elle, alors qu'elle est engagée auprès d'un prisonnier, mais cela devient schématique jusqu'à l'absurde). Ici, on est avec les Brigades rouges, dans Rome en chaleur, avec une classe d'étudiants en nage et une belle Romaine, Maruschka Detmers, en sueur sur sa terrasse, où passe une folle suicidaire et vitupérante. Bellocchio s'intéresse beaucoup à la folie, à la psychanalyse, au terrorisme, mais il n'a jamais été si besogneux dans le croquis, la chronique contemporaine. Son film serait tout bonnement inexistant s'il n'y avait au bout d'une heure de longs discours, un excellent moment de vingt-trois secondes où Maruschka tait son babil sur la virilité du jeune Andrea et lui mime les mystères de *la flûte enchantée pendant qu'il* parle du wagon plombé de Lénine. Très bien, bravo, encore. Mais ensuite, quoi ? Bellochio n'a pas le talent de la belle Maruschka et une seule plume ne saurait faire voler tout un oiseau.

MICHEL BRAUDEAU.

« Noir et blanc », de Claire Devers

Je souffre, donc je suis

Primé aux festivals de Belfort et de Grenoble avant de recevoir à Cannes le prix Perspectives du cinéma français et la Caméra d'or, Noir et blanc, *de Claire Devers, raconte comment un jeune homme réservé fait le douloureux apprentissage de la volupté.*

ANTOINE – Francis Frappat – comptable intègre, marié à une femme maternelle, a un hobby : le chant choral et un travail temporaire dans une salle de sports – hydrothérapie, appareils de musculation, massages. Les comptes sont tenus de façon approximative par une secrétaire, une belle cavale pas vraiment futée. Le personnel peut tranquillement passer à l'as une partie de l'argent gagné. Le patron ferme les yeux, l'essentiel est que tout le monde soit content, dans la discrétion. Il pense adoucir la rigueur d'Antoine en lui proposant des séances gratuites de massage avec Dominique, un grand beau Noir athlétique (Jacques Martial).

Dans la cabine monacale, le cérémonial préparatoire inquiète Antoine, le crispe. Et puis les grandes mains se posent sur sa peau, glissent, lissent la chair, la saisissent, la prennent, la modèlent. Les gémissements retenus, les soupirs, accompagnent le chuintement des caresses, le bruit sec des claques.

Pour son premier long métrage, Claire Devers s'est inspirée d'une nouvelle de Tennessee Williams. Elle en a gardé la tension feutrée, mais c'est devenu son histoire à elle, le récit de sa propre fascination pour la relation de ces deux hommes, le mystère de leur dépendance, de plus en plus étroite, inexpliquée, à peine explicable. Leur seul contact physique est le massage. D'abord, ils ne se parlent pas. Les mains de Dominique répondent à l'appel muet d'Antoine, appel à la blessure, à cette exaspération des nerfs que sa mémoire prolonge. « *Le souvenir de la douleur me donne du plaisir. Après coup* », dit-il.

Il a franchi une porte, découvert un monde de sensations extrêmes : lui. Insensible au reste du monde, il s'isole dans son obsession – comme la Thérèse que décrit Alain Cavalier, enfermée dans le bonheur de son corps meurtri. Il a besoin des mains de l'autre, de leur force et de leur adresse pour accomplir, étape par étape, une démolition qui le rassure – je souffre, donc je suis...

Couvert de plaies, le bras cassé, Antoine est emmené à l'hôpital. Il *sait que Dominique viendra le chercher*, et qu'il lui obéira, qu'il accomplira la mise en scène finale. Barres, poulies, chaînes, cadenas, dans une usine déserte, étrange machine à broyer que Dominique met en marche tranquille, précis comme lorsqu'il dirige le jet de la douche *sur les torses nus. Il chuchote* : « *Seul, je ne pourrai pas* ». Antoine dit seulement : « *Je t'aiderai* ». Il sait ce qu'il va faire, mais ne peut pas se dégager, il est un rouage de la machine à broyer, le moteur qui entraîne les roues qui entraînent les courroies, qui entraînent les cylindres et les cris... Rien n'est montré que la beauté de la machine qui tourne, indifférente. Et l'imagination travaille, face à ce film en noir et blanc, ce film d'ombres et de lumières blanches autour de la folie sublimée d'un rêveur.

COLETTE GODARD.

CANNES 86

SECTIONS PARALLÈLES

Trois premiers films

L'inconfort de la vertu

Ils ont respectivement
52, 46 et 38 ans.
Ils ont chacun
pas mal roulé leur bosse.
Ils ont tourné
un premier long métrage
à l'âge où,
en général, on a une carrière
derrière soi.

LE champion toutes catégories est incontestablement le Colombien Pepe Sanchez avec *San Antonito* (Semaine de la critique), le film le plus fauché du festival et, peut-être, le plus savoureux. Un très beau jeune paysan fait l'admiration de la gent féminine de son village. On l'expédie à Medellin étudier les choses de la religion pour accéder à la prêtrise. Une famille, pleine de jeunes femmes gazouillantes, l'héberge. *Complices, elles remarquent que* le garçon rentre très tard de ses cours, mais elles ne disent rien.

Et puis un jour le pot aux roses est découvert. Le Julien Sorel en herbe part avec la bonne. Pepe Sanchez en adaptant une nouvelle de trois pages du début du siècle, a réalisé en 16 millimètres un petit chef-d'œuvre d'humour rentré et comprend mal qu'on aime tant ça.

De surprenants carnets de notes

Plus étrange, *Ricochets (Un certain regard)* bouleverse les conventions, qui veulent qu'une armée en campagne soit la pire des choses. « *Est-il possible d'agir moralement sur un champ de bataille ?* », demande le metteur en scène Eli Cohen après la projection. Le service cinématographie de Tsahal, l'armée d'Israël, lui a commandé ce film. Les comédiens ont été ou sont encore soldats. Un peu comme dans *le Soldat inconnu*, de Rauni Mollberg (*le Monde* du 16 mai), de très jeunes garçons découvrent la guerre. Désorientés, ils essaient de survivre.

On nous explique de manière très concrète qu'il y a façon et façon de se battre, de se protéger et de protéger les autres. Le film terminé, l'état-major israélien a été choqué. Le premier ministre a décidé de passer outre. Tout le monde pourra voir ces surprenants carnets de notes.

Leon Marr (Quinzaine des réalisateurs), le plus jeune des trois, montre dans *Dancing in the dark* l'effondrement d'existences bourgeoises exemplaires. Une femme de quarante ans, mariée depuis vingt ans, rejette tout à trac cet esclavage doré. Elle assassine son mari.

Le metteur en scène canadien et son admirable interprète féminine, Martha Henry, démontent, sur le divan du psychiatre, les zigzags qui ont conduit à la tragédie. Le metteur en scène raconte un peu à la façon d'Alain Resnais les caprices d'un destin tordu à souhait. Quel talent !

L. M.

PERSPECTIVES

Du côté des indépendants américains

Un grand rêve de liberté

Les Yankees « off Hollywood » étaient présents cette année dans toutes les sections. Y compris dans la sélection officielle.

SE doutaient-ils, tous ces jeunes cinéastes américains rassemblés, l'instant d'un cocktail, sur la terrasse de l'ancien Palais des festivals, qu'à vingt-cinq ans de distance ils prenaient la relève de la première en date du groupe, l'irremplaçable, l'unique Shirley Clarke, venue en 1961 avec les poètes de la Beat Generation, Allen Ginsberg, Gregory Corso, montrer en première mondiale la version filmée de *The Connection*, la pièce de Jack Gelberg ? Par son sujet, par sa facture, le film surprit, choqua et apporta un peu d'air frais à un festival confit en académisme.

Hier comme aujourd'hui, toujours égale à elle-même, Shirley Clarke représente le point de jonction de toutes les audaces surgies pendant ce quart de siècle : la naissance presque simultanée du « nouveau documentaire » de Leacock Drew, chez qui elle fit son apprentissage, et de l'avant-garde de Jonas Mekas (que son passage chez Martha Graham la prédisposait mieux que quiconque à comprendre), l'ouverture à la musique, à la culture noire, l'intérêt pour la vidéo.

Shirley Clarke, inchangée, entrevue en pleine forme à Rio-de-Janeiro fin 1985, n'était pas là, mais ses successeurs d'aujourd'hui, les New-Yorkais d'abord, témoignent pour le même cinéma, avec des nuances. Ils étaient cinq, très exactement, avec chacun au moins un film dans l'une des quatre sections de Cannes, à s'expliquer sans unanimité factice. Jim Jarmusch déjà, avec son *Dawn by Law*, en compétition, fait figure d'ancêtre et de mentor. Sa partenaire et amie, Sara Driver, dont il a photographé *Sleepwalk* (Semaine de la critique), défend un point de vue très proche. Spike Lee, cinéaste découvert il y a deux ans à Locarno, a connu à la Quinzaine des réalisateurs un beau succès avec *She's Gotta Have it*, confirmé par l'attribution du Prix de la critique internationale, ainsi que Lizzie Borden, toujours à la Quinzaine, avec *Working Girls*, et Glen Pitre, avec *Belizaire le Cajun*, Un certain regard.

Le cinéma indépendant, explique Sam Kitt, ancien chef d'United Artists Classics, aujourd'hui promoteur commercial de ses films « off Hollywood » (c'est-à-dire hors des normes habituelles de l'industrie), suppose remplies trois conditions essentielles : un auteur qui s'exprime en toute liberté ; un budget modeste dépassant rarement le million de dollars ; le contrôle continu par le cinéaste lui-même de la carrière financière de son film. Lizzie Borden, militante de tempérament, ajoute que les indépendants, c'est la chance pour les minorités, femmes, Noirs, Portoricains, de s'exprimer sans contrainte. « *L'objet*, commente Sara Driver, *c'est le film, rien que le film. Tout va au film ; le monde travaille pour le film.* » Pour Jim Jarmusch, indépendance signifie : contrôle complet du travail, sans interférence étrangère. Selon Spike Lee, également New-Yorkais, « *vous tournez le film que vous avez envie de tourner. Nous vivons tous à New-York, nous sommes des amis* ». Seul Glen Pitre, natif de Louisiane, qui a appris le cinéma à Harvard sans s'arrêter à New-York (même s'il a eu comme producteur exécutif Sandra Shulberg, à qui l'on doit le renouveau, dans les années 70, des idées de Shirley Clarke), n'est pas d'accord : « *L'argent ne tombe pas du ciel, il doit bien venir de quelque part.* »

Soutenu financièrement par le déjà célèbre Sundance Institute de Robert Redford, qui lui a permis de « développer » son sujet original avec les conseils de personnalités connues de Hollywood, comme le scénariste Waldo Salt ou le réalisateur Sydney Pollack, Glen Pitre ne cache pas son désir de travailler un jour dans le saint des saints du cinéma en Californie. Avec *Belizaire*, il a déjà réussi un double exploit : mobiliser toute la population cajun (diminutif d'Acadien) de Louisiane depuis novembre dernier autour des salles qui projettent son film ; séduire la critique et les professionnels de Hollywood : le public de Cannes a ratifié cet accord et parfaitement épousé l'esprit d'une histoire échevelée, quelque part du côté de Robin des Bois. Chassés du Canada anglais au moment de la défaite française au dix-huitième siècle, un certain nombre d'Acadiens s'installèrent en Louisiane, où ils durent affronter l'hostilité des premiers occupants, des propriétaires de plantations.

Descendant des anciens immigrés, Belizaire, le guérisseur, défend, un siècle plus tard, les droits légitimes des siens. Pour ce faire, il a recours à des subterfuges insensés et nous fait vibrer à la plus drôle des pendaisons qui se puisse concevoir. Ne prêchant aucun évangile, Belizaire-Robin des Bois séduit les dames, calme les grosses brutes, fait triompher la veuve et l'orphelin. Avec un détail capital : le souvenir de l'aventure acadienne, de la survie de tout un peuple contre vents et marées.

A l'opposé du style « cool » de Spike Lee et de Sara Driver, comme du romantisme para-hollywoodien de Glen Pitre, Lizzie Borden donne dans la critique sociale et trace avec une parfaite maîtrise le portrait doux-amer d'un bordel à New-York... Bordel popote, presque familial, vu à travers la sensibilité d'une femme cinéaste. Le titre même, *Working Girls* (« les Filles au travail ») donne le ton. La réalisatrice excelle à dédramatiser l'amour vénal, révèle avec humour la gaucherie de ces pauvres mâles en quête d'exutoire. Les femmes, bien sûr, mènent la danse. Lizzie Borden, malgré le caractère convenu du sujet, évite tout voyeurisme et nous offre une sorte de constat objectif, drôle et grave à la fois.

Preuve que le mouvement indépendant a toutes ses chances : les cinq cinéastes réunis sur la terrasse du Palais-Croisette diffèrent autant que faire se peut les uns des autres. Chacun suit sa seule inspiration, ne dépend d'aucun CNC, a appris très tôt à se débrouiller. Le mouvement n'arrête pas de marquer des points. Martin Scorsese, de retour à New-York après un long exil californien, a comme retrouvé son inspiration en même temps que le terreau natal, et su tourner *After Hours* pour seulement 2 millions de dollars. Les « majors », comme Paramount, Universal, les « mini-majors » comme Orien et Samuel Goldwyn Jr, prennent à l'occasion ces films en distribution. Une nouvelle génération entre en lice. Une place durable pourra-t-elle lui être réservée dans une industrie gérée aujourd'hui par des gens souvent à court d'imagination, qui ont un peu perdu le goût du risque ?

LOUIS MARCORELLES.



FONDATION ROLLEI — CLAUDE DITYVON

FIN

DÉSOLÉ, il n'y en a plus. La dernière bouteille de champagne est vide. On ne danse plus devant les buffets. Le policier qui a beaucoup travaillé s'assoit et se croise les bras. Autrefois, sur la Croisette, il y avait de grandes fêtes, paraît-il, et même une bataille de fleurs. On raconte qu'un bateau de festivaliers qui avait hardiment largué les amarres en direction des îles de Lérins faillit faire naufrage. Aujourd'hui, c'est différent. L'ancien petit palais, pas laid, va devenir un hôtel. Le nouveau, pas beau, n'arrive pas à devenir palais. Le trente-neuvième Festival de Cannes a fermé ses volets.

★ Les photos de Claude Dityvon publiées dans le Monde depuis le début du Festival, ainsi que celles qu'il exposait chaque jour à Cannes, seront regroupées prochainement dans les Cahiers du cinéma.

DIGRESSIONS

par Bernard Frank

« Rétro »

1 *Le prix des choses*

Malgré des morts récentes et atroces, Fauchon a voulu célébrer avec faste le centenaire de sa fondation. C'est en effet en 1886 qu'Auguste Fauchon, d'origine normande, ouvrit à l'âge de trente ans sa boutique de « *produits alimentaires supérieurs* », pour reprendre l'expression de son catalogue, place de la Madeleine. Son règne fut long, puisqu'il dura jusqu'à sa mort, en 1939. Du temps d'Auguste, ce magasin était exclusivement consacré aux produits français. L'indispensable *Larousse gastronomique* de Prosper Montagné, restauré avec éclat par Robert J. Courtine et sa troupe, nous apprend qu'« *Auguste Fauchon était hostile à l'* « *exotisme culinaire* » *et envoyait les clients qui en étaient friands chez son confrère Hédiard* ».

Si donc, entre les deux guerres, c'est Fauchon en personne qui agrandit son commerce, en ouvrant son salon de thé-pâtisserie et ce service de traiteur qui, sous des formes différentes, nous sont familiers, il faudra attendre la fin des années 40 pour que le monde entier de la gourmandise et des saveurs rares se retrouve, pour la plus grande joie de nos yeux, derrière les vitrines et sur les étagères de cette caverne d'Ali Baba.

La bonne idée de l'actuelle direction de Fauchon, c'est d'avoir réédité le catalogue de 1908 et de nous permettre ainsi de remonter le temps d'une façon plaisante et attractive. En cas de besoin, je vous donne le numéro de téléphone, le 42-43-54. Contrairement à ce qu'affirme le *Larousse*, Auguste Fauchon, au début du siècle dernier, faisait des indidélités à la France. Les noisettes étaient de Sicile, les raisins de Malaga, de Corinthe et de Smyrne, le tapioca de Rio-de-Janeiro. Le riz du Japon, de Java ou de l'Inde. L'orge d'Allemagne, l'arrow-root de la Jamaïque. Les citrons de Valence. Les pommes venaient aussi bien du Canada que de Calville. Le chester, le gorgonzola, le parmesan, l'emmenthal et le hollande étaient à l'honneur.

Dans les hors-d'œuvres, on pouvait préférer les olives de Séville à nos petites noires. Je rougis de dire que les sardines étaient russes et fort coûteuses ! 0,10 F or la sardine, je comprends 1917 et la révolution ! Pour le jambon, c'est effrayant. Aux trois malheureux jambons français, celui de Bayonne, de Bretagne et de Paris, on oppose victorieusement quatre jambons étrangers : ceux d'York, de Francfort, d'Irlande et l'anglais qui n'est pas d'York. La mortadelle, bien sûr, est de Bologne. Mais n'est-ce pas vicieux de concurrencer nos saucissons d'Arles, l'exquis saucisson de Lyon, par celui de Milan ?

Les biscuits fins de Lefèvre-Utile se voient submergés sous les biscuits anglais d'Huntley et Palmers. Nos sublimes confitures de Bar-le-Duc sont talonnées par les confitures anglaises (de Grosse and Blackwell). Fauchon fait lui-même des confitures, qui sont surfines et garanties pures. Une des spécialités de la maison, c'est la confiture d'oranges. Seulement, entre la marmelade anglaise de Dundee et cette confiture française qui se nomme désastreusement L'Algérienne, je ne balance point. En 1908, j'étais déjà snob !

Sur un autre point, le *Larousse gastronomique* (l'article est-il de mon ami Henry Viard ?) s'égare, qui situe l'ouverture de la pâtisserie et du salon de thé entre les deux guerres, autrement dit entre 1919 et 1939. Dès 1908, si j'en crois le catalogue et ses images, Fauchon disposait d'un grand salon de thé, d'un *five o'clock tea*, d'une boutique de desserts et de pâtisserie. La pâtisserie se fabriquait au 27, rue de Surène, et elle était garantie fraîche tous les jours. J'imagine cette gourmande gourgandine d'Odette de Crécy hésitant entre un victoria, ce gâteau de lait aux amandes, un savoureux, cette pâtisserie à l'abricot, et l'avelinette, cet exquis gâteau à la noisette. Comme boisson, Odette prenait, bien entendu, le siva, ce mélange anglais de thé de Chine. A moins que, par exotisme et pour faire rager Swann, elle s'offrît du racahout à l'étrange composition : salep, cacao, gland doux, fécule de pomme de terre, riz, sucre, vanille, en usage chez les Turcs.

2 *Une belle cave*

Si l'exotisme vous séduit, je vous conseille comme exercice pratique, dans la collection « Vie des gourmands illustres », le *Paul Corcellet ou les épices de la vie* d'Henry Viard (chez Albin Michel, 120 F). Corcellet est cet homme étonnant qui a introduit en France, non pas la pomme de terre, mais l'avocat, le surgelé, le poivre vert, les mille moutardes, le kiwi et les algues. Le livre de Viard est truffé d'anecdotes savoureuses et de recettes qui ne le sont pas moins. Vous comprendrez enfin ce qui unit le Paul Corcellet de la trompe d'éléphant, de la queue de crocodile et du boa fumé avec le Corcellet de Grimod de La Reynière et de l'Empire.

Ce qui m'a le plus intéressé dans ce catalogue, c'est la cave, les grandes caves de réserve du magasin Fauchon, qui se trouvaient au 60, rue de la Comète. Dans sa présentation, Fauchon recommande ses excellents vins de Touraine au bouquet très développé et ses vins de Vouvray de dix, quinze et même vingt années de bouteille. Les grands vins de Bordeaux sont « étampés », autrement dit les barriques sont marquées d'un poinçon, qui indique que la mise en bouteille a été faite au château. Fauchon, voulant aider son aimable clientèle, lui indique l'ordre dans lequel les différents vins doivent être servis.

Passons sur ce qui est proposé avec les huîtres ou le poisson, après le potage, mais, arrive-t-on au premier service, les surprises commencent. Le saint-émilion est indiqué, soit. Mais nous sont proposés comme trois crus différents : a) le médoc ; b) le saint-julien ; c) le pontet-canet. Rappelons que le saint-julien est une des quatre principales communes qui produisent le vin rouge du Médoc. Que le pontet-canet, qui fut longtemps le vin glorieux des Wagons-Restaurants, est un château de la commune de Pauillac et que cette commune de Pauillac, tout comme Saint-Julien, est un des quatre grands fiefs du Médoc.

Cette imprécision de la part d'une illustre épicerie indique qu'en 1908 on était moins tatillon qu'aujourd'hui dans la connaissance des vins. De nos jours, cette tautologie ferait sourire n'importe quel écolier en œnologie. Si l'on s'en tient au bordeaux rouge, on s'aperçoit qu'au début du siècle le catalogue d'une grande cave était moins riche en appellations que celui de Nicolas à quatorze ans de l'an 2000. Que les différences de prix étaient moins sensibles d'un cru à l'autre. Mais que les bouteilles étaient prestigieuses et présentées sans roulements de tambour. Le beychevelle 1900 vaut 3 F et le mouton-rothschild (1901 ou 1896) 3,10 F. Le lafite de l'année, 5,25 F. L'admirable petrus (1899), 6,50 F. Le vin de Bordeaux, le plus cher de cette cave, est un saint-émilion, le mondot-trolong (1874), à 15 F. Il s'appelle, je crois, aujourd'hui, le troplong-mondot.

15 F, c'est le prix d'une bouteille de champagne. Du moins du brut impérial de Moët et Chandon (1898). Si ces prix vous semblent dérisoires, c'est dans le cognac que vous trouverez votre bonheur. Dans la réserve spéciale de la maison Bisquit-Dubouché, je vous recommande une grande champagne, saint-marcial de 1830, à 36 F. Remarquez, tout est relatif. L'ananas coûte alors 6 F. Oui, avec le prix d'un ananas, vous auriez pu vous offrir deux bouteilles de mouton-rothschild. Les hommes sont fous. Mais lesquels ?

3 *Villes d'eaux*

Ce n'est pas quitter le passé, ni la nostalgie, que de vous dire un mot du *Vichy* de Denis Tillinac (dans la collection « Des villes », dirigée par Luc Decaunes, aux éditions du Champ-Vallon, 76 F). Tillinac avait quinze ans lorsqu'on l'assigna, en 1962, « *à résidence à Vichy* ». Si j'ai bien compris, il y était encore en 1968. « *Vichy*, note-t-il, *n'a pas souvent inspiré les écrivains.* » Pour l'accompagner dans ses rêveries, pour lui donner un coup de main, Tillinac ne voit guère que Valéry Larbaud et Mme de Sévigné qu'il cite abondamment. Et puis, il y a Simenon, qui séjourna brièvement à Vichy quand le jeune Denis était au lycée de Cusset, en train de préparer sans conviction un baccalauréat tardif.

« *Je n'avais encore rien lu de lui ; je ne pouvais pas savoir qu'il deviendrait pour moi un écrivain capital, au point de lui consacrer un livre.* » Tillinac trouve que *Maigret à Vichy* n'est pas une réussite. « *Le génie des lieux déteint sur le commissaire : il ne vit pas, il n'agit pas, il* « *grignote les heures.* » Tillinac aussi grignote son propre Vichy. Mais, comme toujours, d'une façon agréable. Tout y passe : sa passion pour de Gaulle, les filles, Blondin, le rugby, les cafés, les rues, le casino, les vieux palaces, l'Allier. Joli brin de plume, gâté, une seule fois, par un « *elle m'insupportait* ». Fausse élégance, fausse hauteur. Le même jour, j'ai lu *Une si petite ville d'eau*, un roman gentiment policier de Philippe de Baleine (Julliard). Ce livre ne vaut pas *le Petit Train de la brousse* (Plon), ni, *Tard dans la nuit* (Grasset), mais c'est un divertissement sans prétention, qui se lit d'une traite et qui aurait pu servir de prière d'insérer au *Vichy* de Tillinac.

PATRIMOINE

La bataille des plans-reliefs continue

Nouvel épisode de la guerre des plans-reliefs entre Lille et la capitale. A la décision du gouvernement de faire revenir aux Invalides les quelque 480 caisses qui contiennent les fameuses maquettes, M. Pierre Mauroy avait opposé une parade juridique : « *Une convention en bonne et due forme signée avec l'Etat pour le transfert à Lille. On ne peut passer outre...* » Une instance a donc été introduite auprès du tribunal administratif, mais M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat, vient d'annoncer au maire de Lille que « *l'autorité administrative a la faculté de retirer un acte entaché d'irrégularité* ».

Et il précise : « *On a méconnu les dispositions réglementaires du décret du 31 décembre 1943, décret qui, les plans-reliefs étant alors à Sully-sur-Loire, prévoyait alors la construction d'un musée dont on ne disait évidemment ni le lieu ni le moment de son édification.* »

Au décret de Vichy, signé par Pierre Laval, M. Pierre Mauroy oppose aujourd'hui l'ordonnance du 9 août 1945 du général de Gaulle portant réhabilitation de la légalité républicaine et aussi celle du 13 juillet 1945 sur l'organisation provisoire des musées.

M. Pierre Mauroy réaffirme, que si un coup de force est tenté pour ramener les caisses à Paris, il ameutera la population pour qu'elle s'oppose à ce déménagement. Le maire de Lille, il est vrai, bénéficie de l'appui d'une part très importante de la population, dans les partis et de nombreuses organisations. Le comité de soutien créé à cette occasion a déjà rassemblé plus de 130 000 signatures.

GEORGES SUEUR.

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA PRESSE

M. Jean-Jack Queyranne (PS) : « M. Hersant impose sa loi »

La commission des affaires culturelles, sociales et familiales de l'Assemblée nationale entamera prochainement l'examen article par article de la proposition de loi sénatoriale concernant le régime juridique de la presse écrite. Cette proposition – reprise à son compte par le gouvernement – abolit la législation antérieure (ordonnance du 26 août 1944 et loi du 23 octobre 1984) et supprime toute mesure anti-concentration. Pour M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône, porte-parole du Parti socialiste et ancien rapporteur de la loi de 1984, il s'agit d'un texte « de complaisance et d'amnistie ». *Il annonce une prochaine saisine du Conseil constitutionnel et le dépôt d'un millier d'amendements par le PS.*

« Comment expliquez-vous la hâte du gouvernement ?

– Il faut situer le débat parlementaire dans son contexte politique et par rapport aux exigences du groupe Hersant. Le Sénat, en décembre dernier, a versé un acompte, la majorité de l'Assemblée nationale doit maintenant payer le solde. Cette loi n'a qu'un objectif : supprimer l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984. Le reste est un mauvais habillage, un texte bâclé.

– Le texte ne prévoit plus de mesures anti-concentration.

– Il s'agit de répondre aux exigeances d'Hersant. Il faut se rappeler son éditorial dans *le Figaro*, après la prise de contrôle du *Progrès* : « *Je suis en avance d'une loi.* » Mais il faut aussi prendre en compte la place charnière que joue son groupe dans la majorité actuelle, avec dix représentants à l'Assemblée nationale. Il entend monnayer son appui et n'hésite pas à faire dire que le gouvernement fait preuve de passivité et de lenteur.

– En clair ?

– D'abord la loi sur la presse, ensuite sa candidature à la reprise d'une chaîne de télévision. Il a été le premier à l'annoncer pour TF 1.

La profession a joué le jeu de la transparence

– Mais la loi votée par les socialistes n'a pas pu être appliquée.

– La loi de 1984 a été respectée sur le plan de la transparence. Selon le président de la Commission pour la transparence et le pluralisme, M. Henri Caillavet, le bilan est positif, la profession a joué le jeu.

» Sur le plan de la concentration, en revanche, la prise de contrôle de *l'Union* à Reims et du *Progrès* à Lyon par le groupe Hersant s'est faite en infraction avec la loi. Les affaires sont devant les tribunaux, qui n'ont pas encore jugé au fond.

– Pourquoi cette lenteur ?

– Les tribunaux de commerce ont sans doute tenu compte des échéances électorales pour renvoyer le jugement de fond.

– Revenons au projet de loi actuel. Quel est votre appréciation sur ce texte ?

– C'est une loi de complaisance et d'amnistie. Complaisance dans la mesure où elle institue une transparence en trompe-l'œil. Par exemple, le délit de prête-nom est maintenu, mais il est limité à la société éditrice, il ne joue donc plus pour les autres sociétés d'un holding... Ce délit ne trouvait son sens, dans les législations de 1944 et 1984, que par rapport à des mesures anti-concentration. Il perd tout son sens, puisque ces dispositions sur le pluralisme ont disparu.

» Complaisance aussi dans cette disposition. Dans la proposition initiale de M. Jean Cluzel, le seuil national de concentration était fixé à 30 % ; ce seuil a été supprimé en première lecture au Sénat, juste au moment où le groupe Hersant s'approche de ce seuil : il contrôle aujourd'hui 38 % de la presse quotidienne nationale et 26,5 % des quotidiens régionaux, avec *le Progrès* et *l'Union*. Il a maintenant les mains libres pour réaliser de nouvelles concentrations.

» Loi d'amnistie, aussi. C'est plus subtil. La suppression de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 ne signifie pas l'arrêt des poursuites : il n'y a pas rétroactivité des lois. Or, les principales poursuites, notamment celles de 1977, portent sur la notion de « directeur de la publication ». Très habilement, un article de la loi reprend la thèse défendue par Robert Hersant devant les tribunaux : le directeur de la publication peut être le simple représentant de la société éditrice, donc autant d'entreprises, autant de titres, autant de directeurs de la publication... *mais un seul groupe !* Or cette disposition est sanctionnée par des peines d'amendes légères. Comme les lois pénales plus douces s'appliquent aux infractions anciennes, c'est en fait organiser l'amnistie pour les poursuites antérieures. En définitive, M. Hersant impose sa loi.

Saisine du Conseil constitutionnel

– Et sur le fond ?

– Tous les pays démocratiques ont des dispositifs anti-concentration spécifiques à la presse, et l'Espagne prépare le sien sur le modèle de la loi de 1984. La thèse défendue par la majorité est que les entreprises de presse doivent être soumises au régime du droit commun, à redéfinir dans le cadre du nouveau code de la concurrence. C'est nier le caractère spécifique de la presse, qui est certes une activité économique, mais aussi *le véhicule de l'expression*, des idées, des opinions et de l'information du public.

» Le Conseil constitutionnel, dans sa décision de 1984, avait indiqué que la liberté fondamentale de communication ne saurait se concevoir qu'avec l'exercice effectif du pluralisme. Il a donc validé l'existence d'un dispositif anti-concentration. Le vide juridique qui va être créé devrait donc être sanctionné, et nous veillerons à ce que le Conseil constitutionnel soit saisi.

– Toute législation sur la presse n'est-elle pas aujourd'hui dépassée, les entreprises d'information étaient de plus en plus « multimédias » ?

– Cette loi n'aborde pas les vrais problèmes de la presse. D'abord la réforme du régime économique, que le précédent gouvernement avait mise en chantier. D'autre part, la perspective multimédia. La concentration, dans une région par exemple, doit maintenant s'apprécier avec l'ensemble des supports. Ces questions semblent seulement devoir être abordées, à la sauvette dans la loi sur l'audiovisuel.

» Prenons l'exemple de la région Rhône-Alpes, c'est-à-dire la population du Danemark et la superficie de la Suisse. Un seul groupe de presse y contrôle tous les quotidiens (à part le petit *Courrier de l'Ain*). Il a déjà des radios et est candidat aux télévisions locales. Si les « libéraux » devaient qualifier le Danemark ou la Suisse dans une telle situation, ils parleraient de régime totalitaire. »

Propos recueillis par
YVES AGNÈS.

« TF 1 LA CHAINE LA PLUS POURRIE »

(De notre correspondant.)

Tours. – Le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jean-Jacques Descamps, a donné une leçon de libéralisme assez musclée devant les membres du Parti républicain, le samedi 17 mai, en Touraine, en évoquant le projet de loi sur l'audiovisuel. Il a déclaré : « *Pourquoi ce M. Polac est-il encore là ? Pourquoi continue-t-il à cracher sur la majorité, sur le gouvernement ?* » Selon lui, si le changement au sein de l'audiovisuel n'a pas été plus rapide, c'est « *parce que la loi de 1982 a nommé une Haute Autorité quasi socialiste qui désigne les directeurs de chaîne, et que M. Bourges est un socialiste* ». Pourquoi avoir choisi de privatiser TF 1 ? « *Parce que c'est la télé la plus socialiste, la plus pourrie, économiquement et socialement.* »

A. B.

LA 26e ROSE D'OR DE MONTREUX

Des variétés bien conventionnelles

C'est une émission américaine de la chaîne publique CPB-Washington, « Pen and Teller Go Public », qui a emporté cette année la 26e Rose d'or de Montreux. Une compétition plutôt décevante par ailleurs. Le concours international de variétés télévisées de Montreux, en Suisse (du 7 au 14 mai), pourrait bien finir par dépérir, si depuis trois ans il ne s'était ouvert à d'autres activités dont le succès va croissant. Visionnages parallèles, concours de vidéo-clips, conférences accompagnées de projections, première convention de la musique et des médias, sans parler du festival de rock. Un peu plus d'un millier de personnes, journalistes, professionnels des médias, de toutes nationalités, pour courir d'un lieu à un autre, écouter, regarder, juger.

De notre envoyée spéciale

Montreux. – On s'était dit qu'en cette année d'explosion médiatique, avec le développement des chaînes musicales, la folie des clips, on allait voir ce qu'on allait voir : un feu d'artifices d'images électroniques, un renouvellement des genres. Pas du tout. On a vu ce qu'on voyait il y a quatre ou cinq ans. Des *shows* plutôt conventionnels, les mêmes ou presque d'un pays à l'autre (lumières clignotantes et escaliers que les stars descendent) ; des sketches souvent médiocres (se repiquerait-on les idées d'une année à l'autre ?) avec mêmes rires préenregistrés. De Rome à Vienne, de Copenhague à Moscou ou New-York, tout s'assemble, se ressemble : Fellini a tout dit dans *Ginger et Fred*.

Sur trente-quatre émissions venant de vingt-sept pays (et une vingtaine présentéespar des producteurs indépendants), seules trois émissions nous ont fait franchement rire, deux ou trois méritant l'attention. « Pen and Teller Go public » d'abord. Cette émission américaine, *primée par les deux jurys, est un* merveilleux mélange d'humour et d'intelligence. Pen et Teller, sorte de couple à la Laurel et Hardy, dévoilent flegmatiquement leurs tours de magie en utilisant les techniques télévisuelles et en montrant au passage que l'art de l'illusion n'est pas dans le « truc », mais dans la manière de le faire. Fascinant !

Les Britanniques, qui ont l'habitude de remporter tous les prix, ont amené cette année encore une émission irrésistible, qui fait partie d'une série lancée il y a trois ans et dont ils ont renouvelé un peu la formule. « *Yes, Prime Minister* » – déjà vendue paraît-il dans une trentaine de pays par la BBC – est une satire assez féroce des politiciens (leur cynisme, leurs magouilles), complètement folle dans les dialogues, mais assez traditionnelle dans la forme, *very British !* On citera également une émission de la télévision allemande, « Ça arrive souvent sans qu'on s'y attende », pour le numéro *d'acteur d'Otto Schenk dans* quelques situations embarrassantes de la vie quotidienne ; celle de la télé norvégienne, « Hilde ? on TV ? », avec la calamiteuse, généreuse, sympathique Ann Marit Jacobsen. Et enfin « Bingo », de la télévision finlandaise, pour avoir osé toucher un tabou, les handicapés.

Tout cela n'est pas assez pour un festival international ! C'est pourquoi Guillaume Chenevière, secrétaire général de la Rose d'or (pour la dernière fois, car il vient d'être nommé directeur des programmes de la Télévision suisse romande), s'efforce depuis plusieurs années de développer des manifestations parallèles destinées à faire de Montreux un lieu d'échanges. Le vidéo-kiosque, lancé il y a trois ans pour permettre à tout un chacun de *visionner tranquillement les programmes* de variétés les plus populaires de chaque pays, tend à prendre de plus en plus d'importance. Pris d'assaut par les professionnels (responsables de programmes de variétés, directeurs de chaîne, réalisateurs...), il tend curieusement à compléter le MIP-TV de Cannes. il devient une plaque tournante, l'endroit où l'on vend et achète (bien que ce ne soit pas *prévu* pour cela), où l'on élabore des projets de coproduction.

Vingt fois plus méchant que Collaro

Autre heureuse initiative, les conférences qui clôturaient chaque jour les six heures quotidiennes de projection. On a pu découvrir par exemple les premiers résultats d'une méthode inventée en Angleterre pour compléter et affiner les études d'audience. Le système, mis au point par IBA, consiste à installer dans des familles (*volontaires*) un meuble avec une télé reliée à une caméra. Dès qu'on branche le poste, la caméra tourne ! Etrange de voir comment les famille s'assoient (presque toujours à la même place), ce qui les fait rire, bâiller, ce qui les accroche, ce qui se passe pendant les pauses publicitaires, ce qu'on suit d'un œil en lisant, en repassant. Le poste allumé et la pièce désertée (*parce qu'il y a de mauvaises nouvelles...*). Un système qui peut contredire ou corriger les sondages. L'expérience est trop neuve encore pour en tirer des analyses. A suivre.

Le surlendemain, sur le thème « *Jusqu'où peut-on aller trop loin dans la satire politique* », on a vu que les Néerlandais et les Britanniques allaient plus loin que les autres. Les Pays-Bas, qui n'y vont pas avec le dos de la cuiller avec le pape, sujet interdit chez nous et dans pas mal de pays, ne toucheraient jamais à leur reine. Elle est la cible privilégiée des Britanniques dans « Spitting Image », série qui fait hurler de rire douze millions de téléspectateurs chaque dimanche sur ITV. Notre « Cocoricocoboy » en vingt fois plus méchant.

Tous les membres de la famille royale, du gouvernement, les chefs d'Etat étrangers, les directeurs de groupes de presse, les présentateurs célèbres de la télévision, les stars, apparaissent sous forme de marionnettes caricaturales, de chiens, de moutons, de cochons, de légumes, de sandwiches. Plaisanteries allusives, gros mots : « *Je ne pense pas qu'il y ait grand-chose qu'on ne puisse pas dire dans la limite de l'obscénité* », a déclaré John Lloyd, le metteur en scène des marionnettes. On ne pourrait jamais aller en France jusque-là, cela choquerait, il y aurait des procès. On a d'ailleurs assisté le lendemain, au cours d'un débat, à une prise de bec assez dure entre le même John Lloyd et un député britannique, avec échange de menaces. Preuve s'il en est que l'émission ne fait pas plaisir à tout le monde.

CATHERINE HUMBLOT.

Le palmarès

Rose d'or de Montreux : « Pen and Teller Go Public » (*CPB-Washington*). Rose d'argent : « Ça arrive souvent sans qu'on s'y attende » (chaîne allemande ZDF). Rose de bronze : « Hilde ? on TV ? » (chaîne norvégienne NRK). Prix spécial pour les producteurs indépendants : « *USA for Africa, the Story* of We Are the World » (HBO New-York). Prix de la Presse : « Bingo » (chaîne finlandaise YLE). Mention spéciale de la presse : « Penn an Teller Go Public ».

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MESSIEURS LES RONDS DE CUIR, Gaîté Montparnasse (43-22-16-18), 21 h.
PHÈDRE, Théâtre du Temps (43-55-10-88), 20 h 30.
LA CHUTE DE LA MAISON CARTON, Bastille (43-57-42-14), 20 h.
JEU POUR DEUX, Carré Silvia Monfort (45-31-28-34), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Salomé.
SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : la Fille du régiment.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Menteur.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre : 20 h 30 : Électre.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Portrait de famille.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), à 20 h 30 : scènes de Faust, de Goethe (chœurs de Radio-France, M. Janowski).
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77) Danse : 20 h 45 : Carolyn Carlson.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), théâtre : 20 h 30 : Jeu pour deux.

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 45 : Festival Lycéens.
ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARTISTIC-ATHEVAINS (43-79-06-18), 20 h 30 : la Dupe.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.
ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET (47-42-67-27), salle Ch.-Bérard, 18 h 30 : Fragments lunaires.
BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Sonate en solitudes majeures ; 20 h : la Chute de la Maison Carton.
BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30 : Y'en a marr...ez vous.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Rififoin dans les labours ; 22 h : la Mort, le Moi, le Nœud.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 21 h 45 : Les temps sont durs.
CENTRE LATINO-AMÉRICAIN (45-08-48-28), 20 h 30 : le Cabaret de la dernière chance.
CHAPELLE EXPIATOIRE (48-06-50-84), 20 h 30 : Pénélope.
CINQUANTE THÉÂTRE (43-55-33-88), 21 h : La femme qui frappe.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69), 20 h 30 : Galerie Antoine et Cléopâtre ; Resserre, 20 h 30 : Scènes particulières d'une journée ordinaire.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Chrysis.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Phèdre.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut !
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Ecce Homo.
DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : la Femme assise ; 18 h : Sentiments cruels ; 22 h : l'Homme de parenthèse.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : la Répétition.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 20 h 30 : Europa, ou la Tentation d'Antonio.
ESSAION (42-78-46-42), 19 h : Histoires québécoises ; 21 h : Il était une fois... un cheval magique.
FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Femme.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 21 h : Messieurs les Ronds-de-cuir.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 21 h : Gaston H.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 20 h 30 : Vieilles Canailles.
LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 18 h : Pour Thomas ; 20 h : Rires de crise ; II. 19 h : Pardon M. Prévert ; 20 h 45 : Témoignage sur Ballyberg ; 21 h 45 : le Complexe de Starsky. – Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là.
MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 22 h : Haute surveillance ; 20 h 15 : Savage Love.
MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 30 : Partage de midi.
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Grande salle, 20 h 45 : le Veilleur de nuit. – Petite salle, 21 h : Marx et Coca-Cola.
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (42-60-32-14), 21 h : Enfant et roi.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : la Berlue.
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : La mienne s'appelait Régine.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). I. 21 h : Et Juliette ; II. 22 h 30 : Rufus, 300 dernières ; 20 h 30 : Speedy Bananas.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : Voisin, voisine.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 h : les Trompettes de la mort.
PLAISANCE (43-20-00-06), 20 h 30 : Opéraphorisme.
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). I. 19 h 30 : Ma'Dea. II. 21 h 15 : la Poule d'en face.
POTINIÈRE (42-61-42-53), 21 h : la Panthère repentie.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : le Confort intellectuel.
TEMPLIERS (42-78-91-15), 20 h 30 : Reverire.
THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE LA PORTE GENTILLY (48-06-65-52), 20 h 45 : Impasse du désir.
TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : le Tombeur.
TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : Ça swingue dans les cavernes ; 21 h 30 : Y a-t-il un flic dans la salle ?
THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). I. Grande Salle, 20 h 30 : le Cid ; 18 h 30 : Jacques le Fataliste. – II. 20 h 30 : Reviens, James Dean, reviens ; 18 h 30 : Dauphin fils de Henri IV.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Phèdre.
THÉÂTRE 13 (45-88-16-30), 21 h, : Une petite douleur.
TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : Dernier show en Cochinchine ; 22 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane, ou l'Age d'or.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégourdis de la 11e.

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 19 h 30 : les Noces de Figaro, mise en scène : J.-P. Ponnelle.
Hôtel Saint-Aignan, 21 h : D. Gelenbe (piano), D. Erlih (violon) (Beethoven, Debussy, Brahms).
Salle Adyar, 20 h 30 : Ensemble Constance (Talra, Lumbroso, Desportes).
Centre culturel suédois, 20 h 30 : Quatuor à cordes de l'Orchestre symphonique de Helsingborg (Sjöberg).
Péniche-Opéra, 21 h : Barca di Venetia, opéra d'A. Banchieri ; O comme l'eau, opéra de C. Prey.
Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, Bach, Mozart).

En région parisienne

CHATENAY-MALABRY, Théâtre du Campagnol (46-61-33-33) 20 h 30 : les Aventures du Baron de Faeneste.
CHATILLON, Théâtre (46-57-22-11), 21 h : Ubu Roi.
CRÉTEIL, Maison des arts (48-99-00-50) 20 h : Ghetto.
ENGHIEN, Hall Garnier (34-12-85-89), 20 h 45 : Orchestre de chambre Monteclair (Vivaldi, Britten).
NANTERRE, Th. des Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30 : Quai Ouest.
LES PAVILLON/BOIS, Espace des Arts (48-48-10-30), 18 h 30 : Concert du Conservatoire.
SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philipe (42-43-00-59), 20 h 30 : la Grosse Bête de Monsieur Racine.
SAINT-MAUR, Salle d'Arsonval (48-89-20-49), 21 h : Coup de griffe.
SAINT-OUEN, L'Alambra (48-67-10-37), 20 h 45 : 40 à l'ombre.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16 h, Hommage à Alexandre Trauner : Du rififi chez les hommes, de J. Dassin ; 19 h, Cannon films : La nouvelle Major company : La Fille de la mer Morte, de M. Golan (v.f.) ; Runaway Train, de A. Konchalovsky (v.o., s.t. fr.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; v.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).
L'ATELIER (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).
L'AUBERGE DU PRINTEMPS (Chin., v.o.) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).
L'AVENIR D'ÉMILIE (All., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).
LES AVENTURIERS DE LA 4e DIMENSION (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
BERLIN AFFAIR (v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e, à partir de vendredi (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
BIANCA (It., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi, 20 mai

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; v.f. : Opéra-Night, 2e (42-96-62-56).
BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
CHÉREAU, L'ENVERS DU THÉÂTRE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).
CHORUS LINE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
LE COMMANDO DU TRIANGLE D'OR (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (47-42-60-33) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76).
CONSEIL DE FAMILLE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois (h.sp.), 15e (45-54-46-85).
DELTA FORCE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).
L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
L'ÉLU (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : la Géode, 19e (42-45-66-00).
FERESTADEH (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES FOLLES ANNÉES DU TWIST (franco-algérien) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
GINGER ET FRED (It., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).
HIGHLANDER (Brit., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaîté Rochechouart, 2e (47-70-33-88) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
L'ILE DES AMOURS (Port.-Jap., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
LA LOI DES SEIGNEURS (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
MACARONI (It. v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Images, mer., jeu., 18e (45-22-47-94).
MAINE OCÉAN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
MAXIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).
LES MONTAGNES BLEUES (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
NEXT OF KIN (Aus., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46)) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
PARIS MINUIT (Fr.) : Rialto (h. sp.), 19e (46-07-87-61).
PIRATES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-06-06) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).
POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-56-01).
ROSA LA ROSE, FILLE PUBLIQUE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).
ROCKY IV (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).
SOLEIL D'AUTOMNE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33).
LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (H. sp.), 13e (47-07-28-04).
LE SURDOUÉ DE LA PROMO (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
SUBWAY (Fr.) : Lincoln, 8e (43-59-29-46).
SWEET DREAMS (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (43-47-57-47).
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
TASIO (Esp., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Républic Cinéma (H. sp.), 11e (48-05-51-33).
TAXI BOY (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).
TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille (2 salles), 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (48-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (43-59-04-67) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES TROTTOIRS DE SATURNE (franco-argentin, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).
ULTRAVIXENS (A., v.o.) (**) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
UNE FEMME POUR MON FILS (Algérien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
20 JOURS SANS GUERRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).
ZONE ROUGE (Fr.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).
Z.O.O. (brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

Les grandes reprises

ALLAN QUATERMAIN ET LES MINES DU ROI SALOMON (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
LE BATEAU PHARE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).
LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
CELUI PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
CUL DE SAC (A.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA DAME DE SHANGAI (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-it., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
DERSOU OUZALA (Jap., v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
DES FILLES DISPARAISSENT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-92-52).
DON GIOVANNI (dirigé par Furtwangler) : Balzac, 8e (45-61-10-60).
DRESSAGE (Fr.) (**) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70); Danton, 6e (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40); Miramar (à partir de vendredi), 14e (43-20-89-52) ; Bienvenüe Montparnasse (mer., jeu.), 15e (45-44-25-02); 14 Juillet Beaugrenelle (mer., jeu.), 15e (45-75-79-79).
LA FOLLE INGÉNUE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.o.) ; La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
L'IMPASSE AUX VIOLENCES (Brit., v.o.) : Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).
JEUX INTERDITS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
LADY ÈVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
MANHATTAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-80-00).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
NATTY GANN (A., v.f.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).
OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
PARIS TEXAS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches (h. sp.), 6e (46-33-10-82).
PETER PAN (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-40).
POLTERGEIST (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
RAN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LA ROUTE DES INDES (Ang., v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
SÉRÉNADE A TROIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30); UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).
THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
UN AMOUR DÉSESPÉRÉ (A.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).
UNDERFIRE (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.f.) : Le Club, 9e (47-70-81-47).
UNE HISTOIRE IMMORTELLE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (mer) (46-33-97-77).
WITNESS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

FOOL FOR LOVE, film américain de Robert Altman (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 5e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Orléans, 14e (45-40-45-91).
I LOVE YOU, film français de Marco Ferreri : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
MONEY MOVERS (*), film australien de Bruce Beresford (v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; (V.F.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LE SACRIFICE, film franco-suédois de Andreï Tarkovski (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
UN HOMME ET UNE FEMME, 20 ANS DÉJA, film français de Claude Lelouch : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).
AFTER HOURS, film américain de Martin Scorsese (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40).
LE LIEU DU CRIME, film français d'André Techiné : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Bienvenüe, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

JEUDI 22 MAI

«Dallas en Ile-de-France... du chantier de forage aux installations de productions». Inscriptions au 45-26-26-77 (Paris et son histoire).

«Exposition Roma Antiqua à l'Ecole des beaux-arts», 17 h, 17, quai Malaquais.

«Exposition De Rembrandt à Vermeer», 15 h 45, sortie métro Champs-Elysée-Clemenceau (Arcus).

«L'arsenal», 14 h 30, métro Sully-Morland (S. Rojon).

«De Saint-Séverin à Saint-Julien-le-Pauvre. François Villon et son temps», 15 h, sortie métro Cité (I. Hauller).

«De Renoir à Picasso et les Nymphéas, de C. Monet», 14 h 30, musée Orangerie.

«Le couvent de l'Assomption», 15 h 30, colonne Vendôme (C.A. Messer).

«Bicentenaire des catacombes», 15 h 15, 1, place Denfert-Rochereau (M. Viré).

«Le Grand-Orient de France, la franc-maçonnerie», 14 h 30, 16, rue Cadet (Paris passion).

«Le palais de justice en activité», 14 h 30, métro Cité (côté marché aux fleurs) (M. C. Lasnier).

«L'hôtel de Lauzun», 15 h, 17, quai d'Anjou. S'inscrire au 42-60-71-62, après 18 h : 45-48-26-17 (A. Ferrand).

«Hôtels du Marais (sud), place des Vosges», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau).

«De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise», 14 h 30, métro Pont-Marie (Les flâneries).

«Hôtels du Marais du Temple», 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

«La cour des miracles : évocation de la corporation des mendiants et des voleurs, des malingreux et francs mitoux du grand coesre et des archisuppots», 15 h, métro Bonne-Nouvelle (devant la poste) (M. Pobier).

CONFÉRENCES

Institut historique allemand de Paris, 9, rue Maspéro, 18 h : «Le trésor d'un Cagan Avare du VIIe siècle à Vrap (Albanie)» (M. Joachim Werner) ; 26, rue Bergère, 19 h 30 : «La géomancie» : M. Alain Le Kern» ; Maison protestante de l'Annonciation, 27, rue de l'Annonciation : «Juifs et chrétiens, pourquoi priez-vous ?» (M. Alexandre Winogradsky) ; Centre Varenne, 18, rue de Varenne, 20 h 30 : «Enseignement supérieur et avenir technologie en France», soirée débat avec M. Daniel Gourisse, président de la Conférence des grandes écoles et directeur de l'Ecole centrale des arts et manufactures ; 5, rue Largillière, 19 h 30 : «Les lois de la vie et la conduite humaine», cycle de douze cours. Tél. : 45-24-49-08.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Platini, le pied, le cœur

Michel Platini vous manquait un peu depuis son exil à Turin ? Ce vide sera largement comblé en juin. Le héros du ballon rond vous confiera depuis le Mexique ses impressions quotidiennes sur Antenne 2 (pour 900 000 francs, soit 30 000 francs par jour) et sur RTL. Lundi soit, avec presque deux semaines d'avance, il donnait le coup d'envoi de « sa » Coupe du monde sur la « 5 », avec le film *Michel Platini*, produit par... Michel Platini.

C'est sans doute la première fois qu'un sportif finance un film de cinquante-deux minutes sur sa propre carrière. L'investissement – 3 millions de francs – est déjà rentabilisé. Ce film, conçu avec les concours du réalisateur Gérard Van der Gucht, de Roger Zabel et de Jean-Michel Jarre pour la musique, est déjà vendu dans vingt-quatre pays.

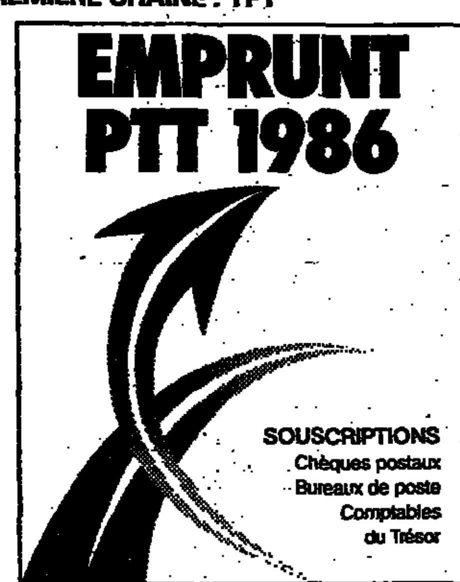
Il s'adresse en priorité à ceux qui ne se lassent pas de revoir les morceaux choisis d'une carrière bien remplie. Les autres trouveront que Michel Platini ne manque pas l'occasion de soigner sa publicité. A trente et un ans, le meneur de jeu de la Juventus et de l'équipe de France consacre déjà *au moins autant de temps à ses affaires qu'au football.*

Pour accueillir des stages de jeunes, il a ouvert « Grand stade » à Saint-Cyprien, près de Perpignan. *« On leur apprend à shooter et pas à se shooter »,* dit-il. L'image n'est peut-être pas très heureuse, mais, comme le dit *souvent* Platini à propos du football : *« Seul le résultat compte. »* Le Comité français d'éducation de la santé va créer une fondation pour favoriser cette entreprise d'espoir. Périodiquement, le meilleur joueur français s'adressera aux jeunes sur des vidéocassettes diffusées dans certaines écoles et surtout dans les prisons. L'ambition est louable, mais l'objectif encore plus difficile à atteindre qu'une victoire en Coupe du monde.

GÉRARD ALBOUY.

Mardi 20 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : la Vitesse du vent,
de G. Lagorce, réal. P. Jamain. Avec M. Constantin.
Prise d'otage dans une ambassade, terroriste blessé, police, négociations... Les ingrédients traditionnels pour donner du suspense et un peu de piment à un sujet bateau.

22 h 15 Les enfants de la République.
Série de quatre émissions d'Hubert Knapp.
Chasseur infatigable, Hubert Knapp est allé chercher ceux, celles, qui sont nés à la charnière des deux siècles : des modestes gens qui ont maintenant quatre-vingt-dix ans. Un travail dans la mémoire, saisi sur le vif. Drôle, émouvant. Dans cette troisième émission, on rencontre trois représentants du petit monde du textile et du verre, à Fourmies, dans les Ardennes.

23 h 5 Journal.

23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h Journal. Semaine anglaise.
Jusqu'au 15 mai, la rédaction diffuse dans ses deux éditions de 12 h 45 et 20 h, toute une série de reportages consacrés à l'Angleterre.
Entre autres, Thatcher, huit ans déjà ; Bradford, un maire noir pour une ville blanche ; Cat Stevens visité par Allah ; La cuisine anglaise ; Liverpool, les parias de Maggie ; Richard Branson, le Tapie anglais ; Jaguar, un exemple de privatisation ; Une journée avec la princesse Anne, etc.

20 h 35 Cinéma : l'Arnaque.
Film américain de G. Roy Hill (1973), avec P. Newman, R. Redford, R. Shaw, C. Durning, R. Walston.
Pour venger un ami assassiné par un roi de la pègre, un truand chevronné et son disciple, un petit malfrat, montent une extraordinaire machination. L'extravagance règne dans ce film de gangsters façon années 30, divertissement allègrement interprété, qui reçut sept oscars. Inédit à la télévision. Quelle chance !

22 h 40 Magazine : Cinéma-cinémas.
De A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Portrait de Roger Corman, un des cinéastes les plus singuliers d'Hollywood, producteur et détecteur de jeunes talents ; *à la recherche de « la Grande Illusion » :* retour sur les lieux du tournage du film réalisé en 1973 par Jean Renoir : le château du Haut-Kœnigsbourg ; l'album de photos de *Jean-Claude Brialy ; hommage à Otto Preminger :* le cinéaste, récemment disparu, filmé chez lui, à New-York, en 1969 ; questions à *Anouk Aimée ; Bertrand Blier* parle des autres fins possibles de son dernier film : « Tenue de soirée ».

23 h 30 Série : Johnny Staccato.
De J. Brewer, réal. J. Cassavetes.
Glissando. Un meurtre évité, grâce à Staccato qui veille. Un gamin sans père, mais dont la mère est une ancienne « grande dame » du théâtre...

0 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : la Route de l'Ouest.
Film américain d'A. McLaglen (1967), avec K. Douglas, R. Mitchum, R. Widmark, L. Albright, J. Elam.
En 1843, un sénateur visionnaire entraîne vers l'Orégon un groupe de fermiers et de petits commerçants d'une ville du Missouri. Andrew McLaglen, admirateur de John Ford, n'a jamais compris qu'il ne parviendrait pas à marcher vraiment sur ses traces. Heureusement, ici, il a une distribution formidable.

22 h 30 Journal.

22 h 55 Emissions régionales.

23 h 55 La clef des nombres et des tarots.

0 h Prélude à la nuit.
Divertissement pour deux pianos de M. Magin, interprété par lui-même et H. Goraieb.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, Mission casse-cou ; 17 h 50, Calibre (le petit hebdo du polar) ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, Croqu'soleil ; 19 h, le 19-20 h.

CANAL PLUS

20 h 5, Jeu : Starquizz ; 20 h 35, les Valseuses, film de B. Blier ; 22 h 35, le Joli Cœur, film de F. Perrin ; 0 h 5, Manèges, film de Y. Allégret ; 1 h 35, Kal, ou l'Inde revisitée ; 2 h 25, Superstars.

LA « 5 »

19 h 30 **A fond la caisse** (série : Knight Rider) (et à 23 h).
20 h 30 **Feuilleton : Flamingo Road** (et à 23 h 55).
21 h 20 **Arabesque,** série de suspense (et à 0 h 45).
22 h 10 **Jonathan,** magazine de l'aventure (et à 1 h 35).

TV6

19 h, NRJ 6 (et à 23 h) ; 20 h, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : le thermalisme ; corps et esthétisme ; accidents de vacances.

21 h 30 Musiques : diagonales ou l'actualité de la chanson française et étrangère, rencontre avec Clairette Oddera et entrevue avec Henri Tachan.

22 h 30 Nuits magnétiques.

0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre musical du Châtelet) : « Scènes de Faust, pour soli, chœur et orchestre », « Nachtsucke, pièce pour piano » et « Davidsbundlertanzer, extraits », de Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, les chœurs et la Maîtrise de Radio-France, dir. M. Janowski, chef des chœurs, J. Jouineau, chef de la Maîtrise M. Lasserre de Rozel, chef de chant M. Paubon, premier violon J. Prat.

23 h Les soirées de France-Musique : Qu'il est doux le son du cor... ; à 0 h, Poissons d'or.

Mercredi 21 mai

Suite à un préavis de grève déposé le 13 mai par la plupart des organisations syndicales pour le mercredi 21 mai, les programmes des trois chaînes publiques risquent d'être réduits au minimum. Des perturbations sont également prévisibles sur les chaînes privées.

TF 1 et A 2 diffuseront leur journal à 20 heures, FR 3 à 19 h 15 (actualités régionales). A 20 h 35, les trois chaînes devraient diffuser le même téléfilm.

CANAL PLUS

21 h, Barbe bleue, film d'E. Dmytryk.

LA « 5 »

20 h Football, France-Guatemala, match de préparation pour la Coupe du monde à Mexico.

TV6

20 h, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE et FRANCE-MUSIQUE

Programme musical.

INFORMATIONS « SERVICES »

JUMELAGE RAMBOUILLET-WATERLOO : LE RÊVE PASSE...

Le château de Rambouillet (construit au quatorzième siècle) a accueilli bien des « grands ». Napoléon y passa sa dernière nuit en 1815 avant son départ pour Sainte-Hélène. Peu de temps avant, le 18 juin, la Grande Armée essuyait une sévère défaite dans la « morne plaine » de Waterloo dans le Brabant wallon.

Cette année, la traditionnelle fête du muguet, qui se déroule à Rambouillet depuis 1901, avec son corso fleuri et ses manifestations sportives et commerciales, revêtira un faste particulier : on célébrera, en effet, le jumelage de Rambouillet et de Waterloo le samedi 24 mai. Des formations en tenue d'époque participeront au « Concert impérial ».

Le dimanche 25 mai, trois cent cinquante figurants participeront à la reconstitution historique de la bataille après un défilé de chars traditionnels et de *groupes historiques impériaux* (hussards, grognards fantassins et garde napoléonienne).

★ Renseignements complémentaires : 34.83.32.72, poste 405, M. Duval.

EXPOSITION

MÉTIERS DU PAYS DU GRAND MEAULNES. – Ainay-le-Vieil présente actuellement en son château une exposition évoquant les anciens métiers de la vie quotidienne dans le Berry au début de ce siècle, le monde rural et artisanal que connut le jeune Henri Alban Fournier. Chaque tour du château présente un métier. Le forgeron est dans le « cachot ». Dans une salle du quatorzième on a reconstitué un intérieur de ferme, avec poêle à châtaignes et *four à pain. Le long des remparts* sont rassemblés des outils désuets aux noms maintenant oubliés : départoir, tirajeau, jabloir, rouanne, bandonnoir. Ils servaient au tisserand, au bûcheron, au tonnelier, au charron, au sabotier. Des mannequins exécutent les gestes d'antan (le tonnelier polit une « douelle » avec une « colombe », le sabotier est au billot...). Des démonstrations de tissage sont prévues les 14 juillet, 15 et 22 août.

ARTISANS DU FEU DE BENGALE. – «Le monde de l'Inde et de *l'Asie» accueille jusqu'au 15 juin* une exposition-vente d'œuvres dhokras dues aux artisans du feu de Bengale, d'Orissa et de Bastar, en Inde orientale.

★ *« Le monde de l'Inde et de l'Asie »,* 15, rue des Ecoles 75005 Paris. Tél. : 46-34-03-20. Du lundi au vendredi de 10 heures à 19 heures, le samedi de 10 heures à 18 heures.

VIE CULTURELLE

CONCERT A L'HOTEL DE VILLE. – L'Association pour la promotion des arts à l'Hôtel de Ville que *préside Mme Bernadette Chirac,* organise le mercredi 21 mai à 20 h 30 un concert avec Krassimir Stoytechev (piano) et Jean-Marc Phillips (violon). Des œuvres de Liszt, Franck, Debussy et Moussorgski seront interprétées. Ce concert est gratuit et ouvert à tous les Parisiens. Les personnes intéressées doivent retirer les cartes d'invitation au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (les cartes seront exigées à l'entrée du concert).

Publication judiciaire

Contrefaçon des marques Habitat de la société Habitat Designs LTD par la société Casa Wood.

Par son jugement du 23 octobre 1984, le tribunal de grande instance de Nice *fait droit aux demandes des sociétés* **Habitat Designs LTD et Habitat France :**

- dit que la société **Habitat Designs LTD** a la propriété exclusive de la dénomination Habitat pour désigner les produits visés dans les dépôts des marques **Habitat** n° 928 193 (France) et n° 338 363 (International) ;
- dit que cette marque bénéficie de la protection de la loi du 31 décembre 1964 ;
- dit que la société **Casa Wood,** en utilisant partie de cette dénomination comme raison commerciale, a porté atteinte à cette propriété ;
- dit que cette atteinte constitue une contrefaçon ;
- dit que la société **Casa Wood** a également porté atteinte au nom commercial des sociétés demanderesses ;
- autorise la publication de cette décision dans dix journaux ou revues au choix des demanderesses, le coût de chacune ne pouvant excéder 8 000 F.

Du café à bord des avions d'Air Inter ?

Les passagers d'Air Inter sont placés au *régime sec :* pas de café pour les voyageurs du petit matin. M. Pierre Eelsen, président-directeur général de la compagnie, a décidé de faire tester jusqu'au 6 juin un service de boissons chaudes sur une vingtaine de vols assurés par tous les types d'avions, et sur toutes les distances exploités par Air Inter.

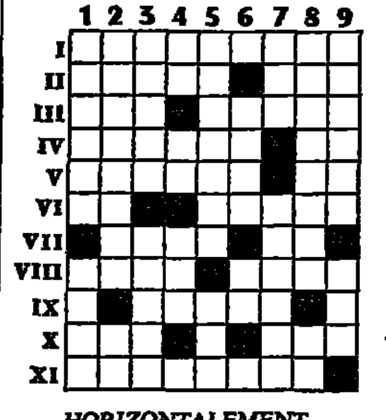
Cette tentative est le résultat d'une longue obstination de M. Eelsen. Dès son arrivée à la tête de la compagnie intérieure, il y a bientôt deux ans, il avait pris conscience de l'insatisfaction d'une bonne partie de sa clientèle d'affaires qui souhaite bénéficier d'un meilleur service à bord. M. Eelsen demanda alors la mise au point d'un appareil capable de servir des boissons chaudes en vol. Las ! l'entreprise chargée de l'affaire faisait faillite et la machine rendait l'âme au cours d'un vol d'essai. Malgré ces déboires, on persévéra tout de même.

L'expérience à laquelle vont participer 3 650 passagers « du matin » leur permettra de goûter café, thé et chocolat chauds. La machine retenue, et commandée pour *l'instant* à sept exemplaires, a été mise au point par la société Klix. Elle conserve, pendant cinq heures l'eau chaude qui sert à diluer les produits lyophilisés. Le test permettra de dire si ce service – gratuit pour l'instant – peut être assuré par le personnel de bord à effectif constant et si la machine est capable de débiter sans défaillir soixante boissons chaudes en vingt minutes à 10 000 mètres d'altitude.

Si l'essai s'avère concluant, il faudra tout de même patienter pour équiper totalement la flotte d'Air Inter en machines à café, car l'industriel ne pourra toutes les fabriquer en même temps. Les passagers devront attendre leur « petit noir » dix-huit mois.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4229



HORIZONTALEMENT

I. S'il a la chair de poule, ce ne peut être que celle d'une poule mouillée. – II. Léger. Les louves y constituent un danger pour les loups. – III. On le bat après l'avoir abattu. Même la chaleur parfumée d'une cocotte ne saurait l'attendrir. – IV. Boule de son. Inversez-le ! – V. Examinateur chargé de percer les coquilles. Incorporé dans la Légion. – VI. Préposition. Ecrivain français rationaliste. – VII. Indicatif d'auxiliaire ou formes du temps. Note. – VIII. « Four » provençal. Bordeaux en compte plus que Mauriac. – IX. A ses mordus. – X. Trois capi*tales pour cinquante Etats. Emission* hors programme. – XI. Peut être très bien reçue en étant mal accueillie.

VERTICALEMENT

1. Port britannique. Pharmacien méthodique. – 2. Donner des coups d'aiguilles, non pour faire des trous, mais pour les boucher. Précède un haut dignitaire. – 3. Souple végétal. Distribuai des pains ou tentai de soutirer du blé. – 4. Au cœur des exécutants. Article. Séduite. – 5. Le bras gauche en est un pour le droit. Général ou particulier. – 6. Fait feu, mais pas pour refroidir. Interjection. – 7. Conquérant de l'Egypte. Clou pour fixer l'attention. – 8. Ultra-déviationniste. Indéfini. – 9. Emission de timbre. Cornichon peu *cultivé.*

Solution du problème n° 4228

Horizontalement

I. Malléable. – II. Abeille. – III. Totaliser. – IV. El. Si. – V. Li. Spasme. – VI. Attestée. – VII. Sir. Elles. – VIII. Sous. Alto. – IX. Ince. Sein. – X. Suc. RN. – XI. Ré. Lad. Go.

Verticalement

1. Matelassier. – 2. Abolition. – 3. Let. Trucs. – 4. Liasse. Seul. – 5. Ellipse. Ca. – 6. Ali. Atlas. – 7. Bestseller. – 8. Meeting. – 9. Ecrue. Son.

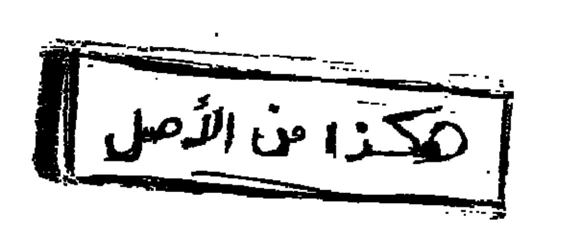
GUY BROUTY.

RESULTATS COMPLETS N° 39 – LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	LORIENT	QUIMPER	X N 2	9	ABBEVILLE	VALENCIENNES	1 X 2
2	TOURS	ORLÉANS	1 X 2	10	MULHOUSE	GUEUGNON	1 N X
3	NIORT	LIMOGES	1 N X	11	THONON	BESANÇON	X N 2
4	RED-STAR	ROUEN	1 N X	12	ST-ÉTIENNE	LYON	X N 2
5	CAEN	R C PARIS	1 X 2	13	LE PUY	GRENOBLE	X N 2
6	CHAUMONT	MONTCEAU	X N 2	14	ALÈS	MONTPELLIER	1 X 2
7	REIMS	SEDAN	X N 2	15	MARTIGUES	BÉZIERS	X N 2
8	BEAUVAIS	DUNKERQUE	1 X 2	16	NIMES	CANNES	1 N X

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)
16 bons résultats	—	—
15 bons résultats	1	2 398 810,00 F
14 bons résultats	39	61 505,00 F
13 bons résultats	656	3 656,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	19 665	54,00 F

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 18 Mai 1986 : 1 2 5 6 8 9 13



هكذا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 20 mai à 0 heure et le mercredi 21 mai à minuit.

Tandis que le système pluvio-orageux continuera sa progression vers l'est de la France, une perturbation très atténuée pénétrera sur l'ouest du pays dans la journée de mercredi.

Mercredi matin, un temps brumeux lourd et orageux régnera du Midi-Pyrénées au Lyonnais, aux Alpes et à l'Alsace-Lorraine, où le ciel sera chargé de nuages abondants.

Des orages isolés éclateront encore de l'Aquitaine au Centre et aux Ardennes, tandis que des éclaircies commenceront à se développer.

A l'arrière, de la Vendée aux Pays de Loire, le ciel sera variable et les températures plus fraîches. Quelques averses côtières se produiront près de la Manche.

En cours de journée, le temps lourd et de plus en plus orageux se décalera vers l'est, se limitant en soirée du Jura aux Alpes, à la Provence et à la Corse.

A l'arrière, de belles éclaircies se développeront sur la majeure partie du pays avant l'arrivée par l'ouest d'une nouvelle bande nuageuse. Celle-ci s'étendra en soirée à l'ouest de l'Aquitaine, au Bassin parisien et au Nord. Elle pourra s'accompagner de quelques précipitations faibles et éparses au nord de la Loire.

Les températures minimales accuseront une baisse sur le Nord-Ouest, où elles avoisineront 7 à 10 °C. Partout ailleurs, elles resteront comprises entre 12 et 17 °C du Nord au Sud. Quant aux températures maximales, elles seront de l'ordre de 14 à 21 °C sur une moitié nord-ouest, 21 à 28 °C sur une moitié nord-est.

Les vents souffleront faiblement de sud-ouest à ouest. Ils seront modérés sur le quart nord-ouest.

Evolution générale

Un flux de sud-ouest persistera en altitude jusqu'à vendredi. Après le passage d'un talweg atténué samedi, le flux deviendra zonal. Une perturbation peu active tangentera les régions du Nord-Ouest et du Nord dès jeudi matin, elle s'enfoncera lentement vers le Sud-Est vendredi en perdant de l'activité mais prendra un caractère orageux sur le Sud-Est. Dimanche l'amélioration se généralisera aux régions du nord.

Prévision pour jeudi 22 mai

Quelques orages se produiront encore le matin du sud des Alpes à la Corse. Le ciel sera très nuageux de la Manche à la frontière nord avec des pluies faibles et intermittentes. Sur les autres régions, brumeux le matin, nuageux et éclaircies dans la journée. Sur la moitié sud le temps sera ensoleillé.

Les températures minimales seront de 8 degrés du Centre au Nord-Est, 12 degrés sur le Sud-Est localement 16, 10 à 12 degrés ailleurs. Les températures maximales seront de 16 à 17 degrés du Nord-Ouest au Nord, 22 à 26 degrés ailleurs localement, 28 près des Pyrénées et de la Méditerranée.

Prévision pour vendredi 23 mai

Peu de changement sur les régions du Nord. Le temps sera ensoleillé près de la Méditerranée. Sur les autres régions, après dissipation des brumes matinales, le temps deviendra nuageux avec une évolution orageuse possible en fin de journée des Pyrénées au Massif Central et aux Alpes. Les températures maximales seront en hausse sauf dans le Sud-Est.

Prévision pour samedi 24 mai

Le matin, des développements orageux seront possibles des Pyrénées aux Alpes. Le temps nuageux avec des pluies près de la Manche le matin s'évacuera vers l'est dans la journée. Sur les autres régions, après dissipation des brumes matinales, de belles éclaircies se développeront par l'ouest. Les températures seront en baisse.

Prévision pour dimanche 25 mai

Après dissipation des brumes matinales, le temps sera ensoleillé sur l'ensemble du pays. Les températures minimales seront en légère baisse. Les températures maximales seront sans grand changement.

SITUATION LE 20 MAI 1986 A 0 HEURE UTC

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI A 0 HEURE UTC

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

LEGENDE: ENSOLEILLE — ECLAIRCIES PEU NUAGEUX — NUAGEUX COURTES ECLAIRCIES — TRES NUAGEUX OU COUVERT — PLUIE OU BRUINE — NEIGE — AVERSES — ORAGES — BRUMES ET BROUILLARDS — SENS DE DEPLACEMENT

METEOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PREVU LE 21 Mai 86 VERS MIDI

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE

	maxima	minima	temps
AJACCIO	24	15	S
BIARRITZ	31	14	A
BORDEAUX	28	15	O
BOURGES	24	15	B
BREST	20	11	P
CAEN	24	16	C
CHERBOURG	20	14	O
CLERMONT-FERR.	23	14	S
DIJON	19	14	B
GRENOBLE St-M-H	26	15	N
LILLE	23	12	C
LIMOGES	24	16	A
LYON	26	13	N
MARSEILLE-MAR.	25	16	N
NANCY	18	16	C
NANTES	27	14	O
NICE	25	17	N
PARIS-MONTS.	22	13	C
PAU	30	14	C
PERPIGNAN	22	15	C
RENNES	24	15	O
ST-ÉTIENNE	26	15	S
STRASBOURG	19	16	B
TOURS	24	16	O
TOULOUSE	25	17	C
POINTE-A-PITRE	31	24	A

ÉTRANGER

	maxima	minima	temps
ALGER	24	17	B
AMSTERDAM	21	9	N
ATHÈNES	27	19	S
BANGKOK	31	25	C
BARCELONE	23	14	N
BELGRADE	27	17	N
BERLIN	21	9	S
BRUXELLES	21	11	N
LE CAIRE	29	20	S
COPENHAGUE	19	7	S
DAKAR	27	22	S
DELHI	33	21	N
DJERBA	23	14	N
GENÈVE	26	13	S
HONGKONG	29	25	A
ISTANBUL	20	12	S
JÉRUSALEM	25	11	S
LISBONNE	23	13	N
LONDRES	21	12	P
LOS ANGELES	23	14	N
LUXEMBOURG	17	13	B
MADRID	31	13	N
MARRAKECH	34	15	S
MEXICO	25	12	B
MILAN	29	18	S
MONTRÉAL	30	9	O
MOSCOU	19	8	S
NAIROBI	23	16	C
NEW-YORK	30	17	S
OSLO	19	8	S
PALMA-DE-MAL.	31	15	N
PÉKIN	28	13	S
RIO-DE-JANEIRO	29	25	N
ROME	25	13	S
SINGAPOUR	32	27	N
STOCKHOLM	17	9	S
SYDNEY	19	13	N
TOKYO	24	19	A
TUNIS	29	18	S
VARSOVIE	21	12	C
VENISE	27	17	S
VIENNE	25	17	P

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

VIE ASSOCIATIVE

AIDE HUMANITAIRE

VENTE DE TAPIS AFGHANS. — *Au profit exclusif de l'aide humanitaire distribuée directement par des bénévoles aux villages afghans bombardés, Amitié franco-afghane (AFRANE) organise une vente de tapis afghans et d'objets d'artisanat. Témoins d'une culture menacée, ces objets sont en vente jusqu'au 29 mai, de 10 heures à 19 heures, dans la salle ouvrant sous le porche de l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6e. Prix de ces tapis : de 1 000 F à 15 000 F, soit 30 % de moins que ce qui est pratiqué dans le commerce. AFRANE informe l'opinion publique sur la situation de l'Afghanistan par une revue, les Nouvelles d'Afghanistan.*

★ **AFRANE, BP 254, 75524 Paris Cedex 11. Tél. 43-26-04-14.**

UN BATEAU POUR LE TIERS-MONDE. — Marins sans frontières réarme un chalutier breton de 30 mètres, le *Listaos*, afin de remplir l'objectif qu'ils se sont fixé : apporter aide médicale et technique aux populations isolées par la mer. En collaboration avec des associations humanitaires, Médecins sans frontières notamment, ils doivent participer, à l'automne prochain, à une campagne de vaccination dans l'archipel des Maldives, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé. Des fonds leur sont nécessaires pour compléter l'équipement du *Listaos* et assurer le bateau et son équipage.

★ **Marins sans frontières, La Grassie, route des Milles, 13090 Aix-en-Province. Tél. 42-26-65-25 (à bord du *Listaos* : 91-02-35-35).**

PUBLICATIONS

LA DANSEUSE DU PRÉSIDENT. — La Documentation française publie, dans la collection « Problèmes politiques et sociaux », un dossier sur le *Mécénat culturel d'entreprise*. Trois volets : une tradition à retrouver, une nouvelle image de l'entreprise, des modèles étrangers. 32 pages, 16 F, à la Documentation française, 29/31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. (1) 48-34-92-75.

TÉLÉVISION

AVENIR SANS FRONTIÈRES. — Cinq associations au nom sans ambiguïté se feront connaître du public au cours de l'émission hebdomadaire « Liberté 3 », samedi 24 mai, sur FR 3, de 16 h 15 à 17 h 30. L'Association des journalistes européens, Journalistes sans frontières, Citoyens du monde, les Fédéralistes mondiaux et le Mouvement pour les premiers Etats unis du monde proposeront leurs scénarios d'avenir.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— M. et Mme Jacques DESUCHÉ

ont la joie de faire part de la naissance de leurs petits-enfants

Louis,
fils de Martine et de Philippe Le Goffe,
le 18 mars 1986,

Charles,
fils de Claire et de Jacques Bigel,
le 27 mars 1986,

Sandrine,
fille d'Evelyne et de Jean Desuché,
le 7 mai 1986.

98, rue des Pervenches,
85000 La Roche-sur-Yon.
7, rue Lavoisier,
35340 Liffré.
Rue du Bignon,
56430 Mauron.
14, rue des Ecuyers,
44700 Orvault.

Décès

— Mme Gaston Deloffre,
son épouse,
Jean et Dominique Deloffre,
ses enfants,
M. Jacques Deloffre
et ses enfants,
Mme Claude Rocques
et sa famille,
M. et Mme Alain Reinbold,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston DELOFFRE,

survenu le 15 mai 1986 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 21 mai, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru, à Paris-8e, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **FLORE**

nous a quittés le 13 mai 1986, à quinze ans et demi.

Elle a été inhumée au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité de sa famille, de ses proches, de ses camarades de lycée.

De la part de
Gérard et Marie-Odile Thery,
ses parents,
Alexandre et Clotilde,
ses frère et sœur,
Mme René Thery et la générale Kauffeisen,
ses grands-mères,

Des familles Fichet, Henrot, Kauffeisen, Reinhold, Thery et de Chantal Michel.

Merci de vos pensées.
Ne nous téléphonez pas.

Si vous le souhaitez, dons à la Fondation Flore Thery, sous l'égide de la Fondation de France, 40, avenue Hoche, à Paris-8e, que nous créons, ce 21 mai 1986, pour aider les adolescents en difficulté.

— M. Philippe Mory
et ses enfants, Jean-Baptiste, Adrien et Pierre-Maxime,
M. et Mme Jean Fouasse,
ses parents,
M. et Mme Georges Mory,
ses beaux-parents,
M. Jacques Fouasse,
son frère,
Mme Joseph Fouasse,
sa grand-mère,
Et toutes les familles,

ont le chagrin de faire part du décès de

Madeleine MORY,
née Fouasse,

survenu à Lyon, le 16 mai 1986, après une longue et douloureuse maladie, à l'âge de trente-huit ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le dimanche 18 mai, à Saint-Maurice-d'Ibie (Ardèche).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Maurice-d'Ibie,
07170 Villeneuve-de-Berg.
25, rue Gazan,
75014 Paris.
39, rue Saint-James,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— La comtesse le Moyne de Serigny,
son épouse,
Mlle Florence le Moyne de Serigny,
M. et Mme Nicolas Morlet
et leurs enfants,
Roland Bouchet de Fareins,
Alexis Morlet,
Le comte et la comtesse Eric de Serigny
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Le marquis le Moyne de Serigny,
son frère,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

comte le MOYNE de SERIGNY,
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945,
officier de l'ordre souverain de Malte,
ancien directeur général
de *l'Echo d'Alger*,
ancien vice-président
de l'Assemblée algérienne,
ancien membre
de l'Institut des hautes études
de la défense nationale,
ancien président
des Cargos algériens,
vice-président
de l'Association française
et chevalier d'honneur et de dévotion
de l'ordre souverain de Malte,

survenu le 16 mai 1986, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16e.

30, avenue Georges-Mandel,
75116 Paris.

(*Le Monde* daté 18-19 mai.)

— Les enfants et petits-enfants de

M. Victor RIBAC

ont la tristesse de faire part de son décès, le 13 mai 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

M. Victor Ribac a fait don de son corps à la *médecine*.

Anniversaires

— Le 21 mai disparaissait à quelques jours de ses vingt et un ans

Laurent CATIER.

Il est toujours tellement présent pour tous ceux qui l'ont connu.

Des dons peuvent être envoyés à la Fondation de France contre la leucémie, *compte nº 050194, 40, avenue Hoche*, 75008 Paris.

— Le 21 mai 1983 disparaissait

Jean SAINT-PAUL,
PTT.

Les personnes qui l'ont connu gardent vivant son souvenir.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le jeudi 22 mai 1986, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 349, rue Lecourbe, à Paris-15e, en mémoire de

Jacques MARETTE,
ancien ministre,
député de Paris,
adjoint au maire de Paris,

et de son fils,

Nicolas,

décédé le 22 mai 1985 en Nouvelle-Calédonie lors de son service militaire.

Parking assuré.

Communications diverses

— Jeudi 22 mai, à 20 h 30, « Assumer l'héritage... ». Réflexion et débat autour du « Psy-show » : « Mado et Annie », diffusé le 27 novembre 1985. En présence de Serge Moscovici, Cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

— Un concert pour la célébration de l'Année internationale de la paix aura lieu le mercredi 21 mai, à 21 heures, salle I du palais de l'UNESCO, sous les auspices de M. Miguel Angel Carriedo, délégué permanent auprès de l'UNESCO. Ce concert sera donné par l'Orchestre international pro-UNESCO, avec la participation du pianiste Claude Kahn. Renseignements : tél. 45-68-20-41.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

annonces associations

Appels

Colloque les alternatives à l'hospitalisation les 19 et 20 juin à Marseille. Inscriptions aux URIOPSS 78-38-08-39 ou 91-54-82-88.

Sessions et Stages

L'EUROPE
n'est pas l'affaire des seuls gouvernements : elle concerne chacun d'entre vous. Pour vous informer sur l'unification européenne et vous offrir l'occasion d'une réflexion en commun sur son avenir, le CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPEENNE (CIFE) organise des séminaires (4 à 5 jours), des sessions d'été pour étudiants avancés (3 à 6 semaines) et publie une revue trimestrielle : « L'Europe en formation ». Demandez programme annuel et spécimen gratuit de la revue : CIFE, 4, bd Carabacel, 06000 Nice. Tél. : 93-85-85-57.

CLUB ALPIN FRANÇAIS
Les animateurs de la section Cadets invitent les « ados » à venir grimper à Bleau chaque dimanche (transport encadré en train ou en car). Renseignements au CAF 7, rue La Boétie, Paris. Tél. : 47-42-36-77 (12 h à 18 h) sauf lundi

RANDONNÉES EN CRÈTE, AU MAROC
De 15 j. ou 3 sem. de mai à octobre. Crète : mer et montagne, marche et détente. Maroc : découverte de l'Atlas, des Berbères. Pas ou peu à porter. 15 j. 5 000 F et 5 400 F (avion + hébergement + repas et rando. + accompagnement et organis.). Ass. ZIG-ZAG, BP 342, 54008 Nancy Cedex. Tél. : 83-30-37-79

ANGLAIS (AMÉRICAIN)
Deux formules d'été :
1. Au cœur de l'Amérique (15 juillet/15 août)
2. En France av. prof. US (août).
Centre d'Ét. franco-américain, B.P. 176, 14104 Lisieux. 31-31-22-01.

ECOLE INTERNATIONALE DE JOURNALISME
AVIGNON
Ouverture : octobre 1986
Renseignements et inscriptions concours d'entrée :
ÉCIJCOM, 12, rue du Collège-de-la-Croix, 84000 AVIGNON.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES : VOTRE SARL SUR MESURE
La Boutique de gestion de Paris vous propose sur deux journées une formation approfondie, la rédaction et l'impression de vos statuts, adaptés à vos besoins. Dates : 9 et 10 juin 1986. Prix : 1 900 F HT. Contactez-nous au (1) 43-55-09-48. Boutique de gestion de Paris, 95, bd Voltaire, 75011 Paris.

VICTOIRE SUR LE TABAC
En 4 semaines, sans grossir, vous pouvez cesser de fumer. Une nouvelle méthode éprouvée et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac. Même si vous avez tout essayé, informez-vous : Victoire sur le tabac Tél. : 45-61-15-13.

Stage directeur équipements socio-éducatifs 9 mois temps plein possibilité UF DEFA + 23 ans (dégagé OM) exp. prof. + anim. prise en charge demandeur emploi ou congé individuel. Formation. Renseignements, inscription IFA, 168 bis rue Cardinet 75017 Paris 42-63-54-83.

LA DEMENCE SENILE
Un stage pour le monde hospitalier à Paris, 16-19 juin : l'involution cérébrale, approche psychanalytique, réalisations face à des comportements démentiels, de la démence aux thanatoses. C.D.R., 108 bis, rue Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : 42-22-07-48.

ANGLAIS-FRANÇAIS ESPAGNOL-ALLEMAND-RUSSE
Apprentissage efficace joyeux, rapide par la suggestopédagogie à sa source française. Tél. : 43-26-22-64.

ISLANDE, NÉPAL, randonnées en Islande, à pied et en véhicule : volcans, geysers... 15 j. juillet/août 6 600 F. 2 treks au Népal de 21 j. en oct. et nov. : camp de base de l'Annapurna et lacs sacrés de Gosainkund. Pas de portage. 11 800 F et 11 500 F. Ass. ZIG-ZAG, BP 342, 54008 Nancy Cedex. Téléphone : 83-30-37-79.

« THÉATRE et réalis. VIDEO »
2-6 JUIN
Accès. hand. phys. avec :
Nino **MONTALDO**
École **COLOMBAIONI**
P. VIELHES CAZES
Met. en sc. F. ZEPOVA,
Réal. T.V., 42-51-40-83.

ESCALE MUSIQUE
Organise stage ts instruments, ts niveaux, à partir de 12 ans. Du 2 au 13 juillet, à Margency (Val d'Oise). Hébergement et restauration, prévus. Rens. : 30, rue de la Réunion 75020. Tél. : 43-67-84-40.

Stages dans les Cévennes. Randonnée photo : 1-5 juin. Couture : 3-7 juin, 9-13 juin, 7-11 juillet. Dispositives couleur : 6-11 juillet. Marionnettes, masques, costume : 22-27 juillet. Les Ateliers de la Seranne 34380 St-Jean-de-Buegés. Tél. : 67-73-11-19.

- Prix de la ligne 30 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Monde

MEDECINE

Tabac : la publicité sans filtre

La loi Veil contre le tabagisme a dix ans.
Les publicitaires la contournent quotidiennement.
Les ventes de tabac progressent. Que faire ?

« *LA séduction pure et dure* » : les murs des villes de France comme les pages de nombreux journaux nationaux se couvrent ces jours-ci de superbes affiches publicitaires de la SEITA vantant les beautés et les mérites des nouvelles cigarettes Gitanes blondes (budget du lancement non précisé) (1). Au même moment, le 14 mai à Genève, la 39e année mondiale de la santé, à laquelle a participé Mme Michèle Barzach, ministre français délégué à la santé, adoptait à l'unanimité une résolution demandant une intensification de la lutte anti-tabac à l'échelle mondiale. Dans un rituel désormais classique, les délégués de l'Organisation mondiale de la santé ont rappelé que l'industrie du tabac représentait dans le monde un chiffre d'affaires de 22 milliards de dollars et qu'un million de personnes meurent chaque année du tabac.

Jeu contradictoire

Toujours dans le même temps, à Paris, une commission officielle commence à se réunir à l'initiative de la direction générale de la santé. Elle est présidée par le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis) et réunit les représentants des différents ministères et des fabricants de cigarettes. Objectif : rédiger « *un rapport de synthèse sur les aspects économiques, réglementaires et sanitaires de la vente et de la consommation du tabac en France* ». Début janvier, le Comité français d'éducation pour la santé lançait une campagne (budget : environ 1 million de francs), incitant à « *commencer l'année du bon pied* » en abandonnant le tabac.

Il y a quelques jours, enfin, on apprenait la décision du gouvernement d'augmenter prochainement de 5 % le prix des cigarettes. Incitation-dissuasion ; consommation-prévention : le tabac ne cesse de faire l'objet d'un jeu contradictoire et ambigu. D'un côté, l'Etat refuse de se priver des substantielles ressources qu'il lui procure. De l'autre, il ne peut plus fermer les yeux sur l'épidémie de tabagisme, sur les dégâts majeurs que celui-ci provoque sur la santé publique et, au total, sur son coût économique et social.

Fêtera-t-on officiellement dans quelques semaines – en juillet prochain – la promulgation de la loi Veil relative à la lutte contre le tabagisme ? C'est peu vraisemblable, car il faudrait, à cette occasion, faire le difficile bilan de son application ou plus précisément de son constant détournement par les fabricants de cigarettes *(voir l'encadré)*.

Publiée au *Journal officiel* du 10 juillet 1976, cette loi consacrait une large place aux dispositions relatives à la propagande et à la publicité. Elle interdisait notamment les actions publicitaires, en faveur du tabac « *par affiches, panneaux, réclames, prospectus ou enseignes lumineuses ou non* ». L'intention était claire. Le tabac est nuisible à la santé. Il fallait donc, sinon en interdire la consommation, du moins ne pas laisser les fabricants agir en toute liberté pour faire la promotion de leurs produits. Ce dispositif de surveillance (les infractions sont théoriquement punies par des amendes allant de 30000 à 300000 francs) fut, en 1977, complété par un décret limitant très précisément le contenu de la publicité en faveur du tabac par voie de presse écrite.

Vignette éphémère

Dans les années qui suivirent, on nota une petite diminution des ventes de cigarettes. Celles-ci passèrent de 83,9 milliards d'unités (1977) à 82,5 milliards (1978). L'éclaircie, pourtant, ne dura guère. En 1979 (85,7 milliards de cigarettes vendues), le corps médical pour une fois groupé (Conseil national de l'ordre, syndicats) réclamait la création d'une « *taxe spéciale pour risques excessifs* ». Sans suite. En 1980 (85,7 milliards), M. Jacques Barrot, alors ministre de la santé et de la Sécurité sociale, reconnaissait qu'« *un laxisme certain se fait peu à peu sentir dans l'application de la loi de 1976* ».

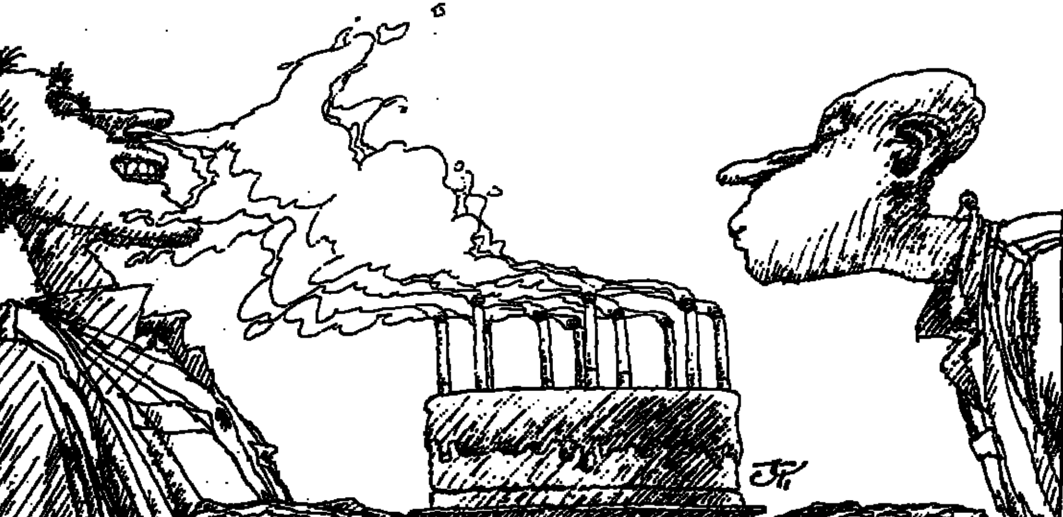
En 1983, le gouvernement instaure par voie législative l'apposition d'une vignette sur le tabac, destinée à rapporter à la Sécurité sociale 5,5 milliards de francs par an. La suppression de cette vignette fut demandée par la CEE pour incompatibilité avec les règlements européens.

Où en est-on aujourd'hui ? 94,7 milliards de cigarettes ont, l'an dernier, été fumées en France. Une progression de 12,5 milliards en dix ans, marquée par une hausse des prix légèrement inférieure à l'évolution générale de ceux-ci, et par une inversion des proportions entre les ventes de cigarettes SEITA et les cigarettes importées (2), conséquence entre autres, indique-t-on à la SEITA, d'un fort investissement publicitaire des marques étrangères dans la publicité de 1971 à 1976.

Alors que, outre-Atlantique, l'association médicale américaine vient de recommander l'interdiction de la publicité pour les cigarettes par voie de presse et d'affiches, le corps médical français semble aujourd'hui curieusement se désintéresser de cette question pourtant essentielle. « *Pour améliorer la santé publique*, estime le docteur Mahler, directeur général de l'OMS, *la réduction du tabac peut faire plus que n'importe quelle autre mesure de médecine préventive.* »

Certes, l'augmentation des ventes de cigarettes ne doit pas cacher certaines réalités encourageantes : pour la première fois depuis un siècle, l'Institut national du cancer des Etats-Unis a enregistré une diminution de la fréquence des cancers pulmonaires chez les hommes de race blanche, mais une très forte augmentation des mêmes cancers chez les femmes.

En France, la proportion des fumeurs de plus de quinze ans diminue, et le tabagisme est en régression chez les adolescents. Tout se passe en somme comme si les grands fumeurs fumaient plus et comme si les petits changeaient de comportement. « *Les temps changent*, estime le docteur Jean Martin Cohen-Solal, du Comité français d'éducation pour la santé. *Fumer ne va plus de soi. Il y a dix ans, il était normal de fumer. Aujourd'hui, fumer n'est plus normal.* »



Relativement suivie après 1976, la loi Veil a, en fait, progressivement été contournée, quand elle ne fut pas totalement ignorée par les fabricants de cigarettes et par leurs publicitaires. Seul ou presque, le Comité national contre le tabagisme (institution centenaire reconnue d'utilité publique) depuis dix ans veille au respect des textes. Il dispose de moyens dérisoires par rapport au budget des fabricants (2 millions de francs annuellement provenant pour deux tiers du ministère de la santé et de la Caisse nationale d'assurance-maladie).

Les marchands d'allumettes

« *Nous avons au total engagé vingt-quatre actions judiciaires contre la SEITA et contre les fabricants étrangers*, explique M. Yves de Givry, secrétaire général de ce comité. *Neuf fois nous sommes allés jusqu'à la Cour de cassation. Nous avons presque toujours eu gain de cause.* »

Parmi les principales entorses à la loi Veil, on trouve la publicité pour les allumettes et les briquets, en fait propagande indirecte pour les cigarettes. « *La chancellerie*, précise-t-on au Comité national contre le tabagisme, *ne donne pas de direction au parquet pour les publicités en faveur des allumettes et des briquets. C'est au procureur et, en dernier ressort, au tribunal à estimer dans chaque affaire si la publicité apparaît nettement aux yeux du public comme visant une marque de tabac ou un objet servant à son usage.* »

Autre sujet de controverse : la taille ridiculement petite de la mention « *abus dangereux* » et les autorisations de publicité admises à l'occasion de compétitions de sports mécaniques (auto et moto), alors même que toute publicité est interdite à la télévision. Or, depuis plusieurs années, les fabricants français et étrangers de cigarettes *ont investi des* budgets énormes (ils ne sont jamais connus précisément) dans la sponsorisation (3) de ces compétitions, ainsi que dans les compétitions de bateaux à voile.

« *Les intentions des fabricants sont ici claires*, précise un spécialiste du monde sportif. *Il s'agit de donner une image dynamique à leur nom et de toucher un public jeune.* » Il s'agit en somme de séduire de nouveaux et futurs consommateurs. « *Nous reconnaissons*, fait-on aujourd'hui valoir à la SEITA, *que la loi Veil est intéressante lorsqu'elle oblige à informer le consommateur sur la composition en goudron et nicotine. En revanche, la limitation de la publicité est plus contestable. Il s'agit-là d'une compétition inter-marques. La SEITA se bat contre les multinationales. La concurrence est vive. Nous sommes obligés de suivre sur un marché mondial, qui évolue nettement vers les blondes.* »

Alors ? Sortir le tabac de l'indice des prix et augmenter les tarifs de manière spectaculaire ? La mesure serait pour le moins impopulaire et taxée d'élitisme. Interdire, comme certains pays, totalement et effectivement, toute publicité pour le tabac ? Pourquoi pas ? La gauche n'ayant, de 1981 à 1985, pris aucune mesure en ce sens, le ministre de la santé de l'actuel gouvernement Chirac, docteur en médecine, reprendra-t-il à son compte le flambeau du ministre de la santé de 1976 ?

JEAN-YVES NAU.

(1) La direction générale de la SEITA précise toutefois que le budget du lancement en 1984 de la cigarette *Gauloise blonde avait été de 25 millions* de francs la première année. Il s'agissait, précise-t-on, d'un « *très gros lancement presse* ». On souligne aussi que cette cigarette connaît un « *très grand succès* », représentant 10 % des ventes de blondes françaises et 5 % du marché total national.

(2) En 1975, 8,9 cigarettes sur 100 étaient importées. Elles étaient 41,2 l'an dernier.

(3) C'est M. Neuwirth (député UDR de la Loire) qui, en 1976, avait, lors de la discussion de la loi Veil à l'Assemblée nationale, déposé un amendement supprimant l'interdiction faite aux organisateurs de manifestations sportives d'accepter le parrainage de fabricants de tabac. M. Neuwirth avait alors évoqué « *les difficultés auxquelles se heurte l'automobile française de compétition* ».

Mme SIMONE VEIL : Il faut franchir une nouvelle étape

QUEL bilan Mme Simone Veil fait-elle aujourd'hui de la loi du 9 juillet 1976 « *relative à la lutte contre le tabagisme* », qu'elle avait, en tant que ministre de la santé d'un gouvernement Chirac, activement défendue ? « *Je n'ai pas suivi*, dit-elle, *les statistiques de consommation. Mais il est clair que la campagne qui a suivi la promulgation de la loi a été efficace. Je regrette toutefois que la SEITA n'ait pas compris l'intérêt de santé publique qu'il y avait derrière ce texte.* »

La publicité ? « *Le texte initial*, déclare Mme Veil, *supposait un accord, une concertation entre tous les intéressés. C'est la démonstration qu'en France, à l'inverse d'autres pays, la concertation marche mal. Je n'ai pas été suivie du tout, notamment dans le sport. J'ai subi des pressions formidables avec le cas Ligier.*

» *Mais, dans une première étape, on ne pouvait pas faire du tout ou rien. Notre message était un appel à la responsabilité, pas une contrainte. Il est clair que la publicité vise à une consommation accrue. Sur ce point, on n'applique plus la loi. Il faut franchir une nouvelle étape.* »

La fumée des autres

ON peut admettre que le fumeur adulte dûment informé des dangers qu'il encourt prend ses propres risques. Il sait notamment qu'il peut plus que d'autres mourir d'un cancer pulmonaire. Il en va tout différemment des personnes auxquelles les fumeurs imposent l'inhalation passive de leur propre fumée de tabac. Une rapide revue de la littérature médicale sur ce sujet ne laisse guère de doute.

« *Il semble*, écrit le professeur Jacques Chrétien, président du Comité national français contre les maladies respiratoires, *que l'on ne puisse plus soutenir l'innocuité de la fumée des autres. Ces inconvénients dépassent la simple gêne et le tabac fait bel et bien, comme la plupart des sources de pollution imposées, courir un risque toxicologique, environnemental. Contrairement à l'alcool, il ne suffit pas d'en éviter la consommation pour en être protégé* (1). »

Cette prise en compte du tabagisme passif est relativement récente. *Jusqu'à ces dernières années*, en effet, on ne considérait que les dangers auxquels s'exposait le fumeur lui-même. En dépit des difficultés méthodologiques rencontrées pour calculer le risque des non-fumeurs, on dispose aujourd'hui de nouveaux arguments. Tout, bien sûr, est fonction du degré et du temps d'exposition ainsi que de la qualité des produits inhalés.

Un nombre croissant d'études tendent aujourd'hui à démontrer que l'inhalation passive de fumée de cigarettes est à l'origine d'un nombre significativement plus élevé de maladies cancéreuses, cardiaques, ou respiratoires. Il y a un an, le *Journal de l'Association médicale américaine* recensait quatorze études épidémiologiques menées sur ce thème et notait que treize d'entre elles concluaient à un risque élevé de cancers du poumon parmi les non-fumeurs exposés à la fumée de cigarettes (2).

On sait aussi que, chez les enfants, une telle exposition augmente le risque de certaines pathologies respiratoires. C'est le syndrome « *parents fumeurs-enfants tousseurs* ». La toux *chronique* peut aussi être suivie de bronchites et de rhino-pharyngites. Chez les nourrissons, il peut s'agir de bronchites asthmatiformes et aussi de toux chroniques. On connaît également les effets négatifs sur le fœtus de la consommation de tabac par une femme enceinte, voire par les personnes vivant dans l'entourage de cette dernière.

Outre-Atlantique, le nouvel intérêt scientifique et médical porté au tabagisme passif correspond au développement d'un véritable militantisme des non-fumeurs. En 1984, à San-Francisco, une loi a été votée qui permet à un employeur d'interdire de fumer dans son entreprise.

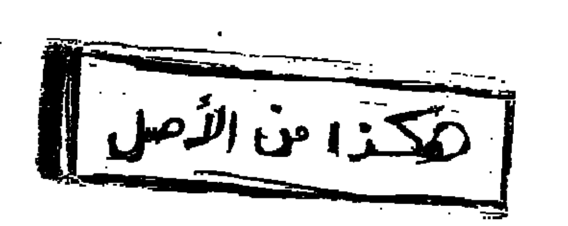
En France, le Comité national contre le tabagisme et la Ligue contre la fumée du tabac en public (3) cherchent à obtenir du ministère du travail une réglementation permettant de pouvoir travailler dans une atmosphère non enfumée.

J.-Y. N.

(1) *Recherche et Santé*, numéro de janvier-février-mars 1985.

(2) *Jama* (édition américaine), numéro du 24 mai 1985.

(3) Ligue contre la fumée de tabac en public (14, rue du Petit-Ballon, 68000 Colmar) ; Comité national contre le tabagisme (68, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-25-07-08).



Les goitreux de l'Altiplano

Du fait d'une carence en iode, des dizaines de millions de personnes souffrent de par le monde d'endémie goitreuse. Notre envoyé spécial en Bolivie a assisté à une expérience originale de prévention de cette affection.

LE gouvernement bolivien tente actuellement, avec l'aide de l'OMS, de l'OPS (Organisation panaméricaine de la santé) et de l'UNICEF, de combattre l'une des déficiences les plus graves de la population : celle de l'iode. Dans l'Altiplano ou dans les plaines du Sud, les Boliviens, éloignés de la mer, souffrent de cette carence de manière endémique. Ils sont ainsi plus de 65 %, sur une population de près de six millions d'habitants, à présenter les symptômes de ce déficit qui affecte la glande thyroïde jusqu'à provoquer son excroissance au niveau du cou. Ce goitre peut entraîner chez les personnes les plus atteintes une arriération mentale (*crétinisme*).

Maria a dix-huit ans, le visage encadré de longues tresses noires. Elle est coiffée du chapeau traditionnel, ce petit melon étriqué et brodé, *héritage de* l'occupation espagnole. Comme toutes les Indiennes, elle porte sur le dos son bébé âgé de quelques mois, langé dans plusieurs ponchos aux couleurs chatoyantes. Son goitre est visible à l'œil nu. Pour se faire soigner elle a marché pendant des kilomètres sous une pluie battante, jusqu'à Entre-Rios. Dans cette petite bourgade, à trois heures de piste de la ville la plus proche, Tarija, au sud du pays, se déroule en ce froid dimanche une campagne de prévention contre le goitre.

Dans le marécage boueux qui entoure le centre de santé inauguré pour la circonstance, la fille de Maria défilera comme plus de trois mille autres, devant les installations de fortune où officient médecins et infirmières. Presque *tous les habitants* de la région sont présents pour cette journée de mobilisation, relayée par les associations de paysans et les syndicats. Une solution d'huile iodée est injectée à tous, *enfants et parents*. Elle aura pour effet de stopper l'évolution du goitre chez les *plus âgés et d'éviter* la carence d'iode chez les plus jeunes. Des dizaines de centres comme celui-ci sont ponctuellement installés dans le pays.

Ce traitement, mis au point au laboratoire de médecine nucléaire de La Paz, présente l'intérêt de garantir une efficacité pendant trois ans environ. *Dans un pays coupé par* la chaîne andine, la plaine du Chaco et l'Altiplano, et où les voies de communication sont extrêmement difficiles, surtout pendant la saison des pluies, c'est un avantage considérable. Les campagnes de prévention, comme celle d'Entre-Rios, constituent la pemière phase de ce plan de lutte contre le « *gocio* », lancé en 1980, mais qui a attendu cette année pour prendre une dimension importante. Avec toutefois un inconvénient de *taille* : la nécessité pour mener à bien une telle tâche de disposer d'une infrastructure très lourde en personnel et véhicules.

De l'iode dans le sel

Un autre système est parallèlement mis en place. Le ministère de la santé a étudié la possibilité d'ajouter au sel de table une quantité d'iode, dans la proportion de 2,8 grammes par kilo, et de commercialiser ensuite dans tout le pays ce sel iodé. Une technique très ancienne. Mais son application, maintes fois décidée, s'était jusqu'ici heurtée au monopole des grands groupes salins de Bolivie.

Aujourd'hui, un véritable plan d'urgence est lancé, malgré les maigres moyens du pays. De petites coopératives de production sont financées avec l'aide des organisations internationales. *Ainsi à El Alto*, dans la ville satellite qui surplombe La Paz à plus de 4 000 mètres d'altitude, vingt-cinq ouvriers produisent chaque jour 4 tonnes de ce nouveau sel qu'ils distribuent eux-mêmes dans les marchés avoisinants.

La grande force de ce système réside dans son extrême simplicité. Un broyeur mélange le sel et son complément iodé. La mise en sac se *fait manuellement* dans les petits centres de production, chaque paquet étant assorti d'une étiquette indiquant sa conformité aux normes du programme. Ce matériel peu coûteux et une production saline qui couvre largement les besoins du pays sont les facteurs de la réussite actuelle de ce plan. La Bolivie possède effectivement en plusieurs points de son territoire des mines de sel, et même plusieurs lacs salés, comme celui d'Ulyuni, au sud-ouest du pays, qui fournit à lui seul la moitié de la production totale du pays. La *commercialisation* du sel iodé est, d'autre part, soutenue par une intense campagne de promotion par voie d'affichage, de bulletins radio, avec une priorité vers les zones les plus touchées.

Le Programme national de lutte contre le goitre (PRONALCOBO) est ainsi en passe de devenir un modèle pour les pays voisins comme l'Equateur et le Pérou, qui connaissent eux aussi les mêmes problèmes, mais n'ont pas jusqu'ici, semble-t-il, profité pleinement des aides qui leur ont été fournies.

La simplicité des solutions employées et le faible coût du programme – quelques francs par habitant – incitent à se demander pourquoi la réponse est venue si tard. « *Pourquoi ?* reprend Mme Maria-Teresa Paz, secrétaire d'Etat à la santé, *mais parce que nous sortons de vingt ans de gouvernement militaire* (1) *et que la santé publique n'intéressait pas le pouvoir. Seulement, pour faire illusion, on distribuait du sel iodé... qui ne l'était même pas.* »

« *Cette campagne s'est faite sans contrepartie économique*, assure-t-elle, *nous ne donnons rien aux paysans qui viennent bénéficier des campagnes de prévention. D'abord nous n'en avons pas les moyens, et ensuite il est plus important de mettre l'accent sur la santé de l'enfant et de promouvoir, à côté de la campagne contre le goitre, des actions de vaccination contre la tuberculose, la diphtérie et la polio.* » Là encore les résultats ont été sensibles puisque, si l'on en croit les chiffres officiels, il n'y a pratiquement plus de cas de polio en 1985 en Bolivie.

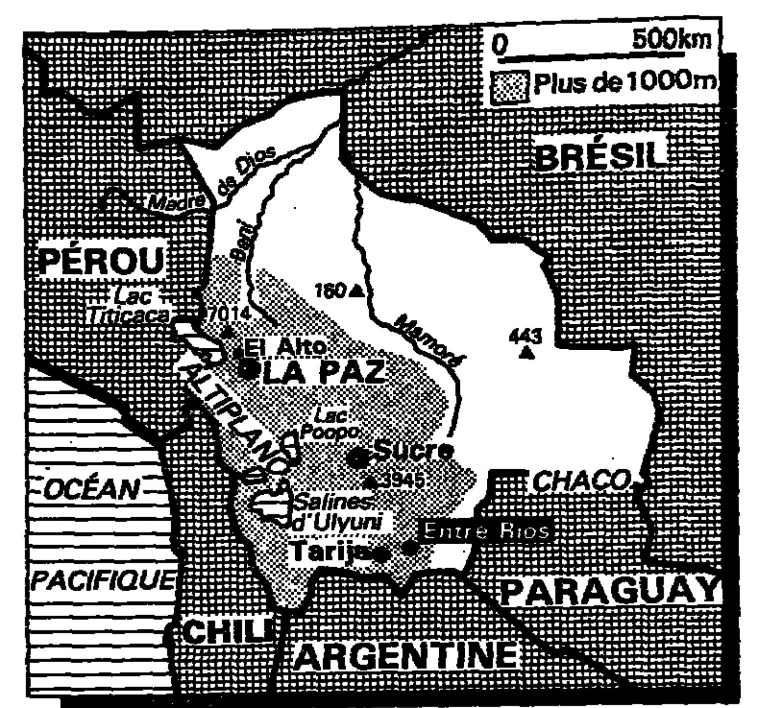
Six sur dix

Aussi spectaculaire qu'il soit, le PRONALCOBO n'en a pas moins ses limites. Tout d'abord, celles de sa pénétration dans les zones les plus reculées du pays. Mais certaines « erreurs bureaucratiques » ont aussi été commises. *Ainsi le sel iodé* distribué actuellement est-il présenté sous forme de petits sacs d'un kilo. Ce qui est une méconnaissance des habitudes de consommation du paysan bolivien qui utilise le plus souvent le sel sous forme de bloc compact. « *Je m'en sers pour moi comme pour mes bêtes, c'est plus pratique* », racontait un paysan à Entre-Rios, lors de la campagne de *mobilisation, en avouant* n'avoir encore jamais acheté de sel iodé. *Cette lacune, que l'on assure* pouvoir combler très rapidement du côté des initiateurs du programme, a quelque peu freiné la vente du nouveau produit.

D'autre part, dans un pays en pleine restructuration économique, *le budget* de la santé, couplé avec celui de l'éducation, est le parent pauvre de l'Etat. Il ne *représente* aujourd'hui que 4,3 % du budget total. « *Lutte contre l'inflation oblige* », explique-t-on du côté du gouvernement. Mais qui fait dépendre les actions de santé, en grande partie de l'aide internationale. Et ce dans un pays où la mortalité infantile atteint en moyenne 250 pour mille voire 350, dans les zones les plus sinistrées. « *Sur dix Boliviens, six ont un goitre* », comme le proclame l'affiche du programme de prévention.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) En 1964, les chefs militaires ont organisé un coup d'Etat contre le président de l'époque – M. Paz Estenssoro – qui a été élu au mois d'août 1985 pour un nouveau mandat. Les forces armées ont assumé le contrôle des affaires publiques jusqu'en 1983, date du premier gouvernement démocratique de M. Siles Zuazo.



Deux cents millions de malades

LA Bolivie n'est hélas pas le seul pays à être frappé d'endémie goitreuse (on parle de goitre endémique lorsque plus de 10 % de la population est atteinte d'une hypertrophie de la glande thyroïde) : pratiquement toutes les régions du monde sont concernées par ce fléau. A commencer par l'Asie (toute la chaîne de l'Himalaya, la Chine, l'Inde), l'Amérique du Sud (Colombie, Argentine, Chili, Brésil) et certains pays africains (dont le Zaïre et la République centrafricaine). En Europe, une récente enquête de l'European Thyroid Association a montré qu'il persistait d'importantes poches endémiques en Hongrie, en RFA, en Pologne, en Italie et en Yougoslavie. Il existerait environ 200 millions de goitreux dans le monde et 600 à 800 millions de personnes à risque vivant dans des régions où l'alimentation est carencée en iode.

Lorsque la carence alimentaire en iode devient importante (l'iode dont l'homme a besoin est présent à 90 % dans l'alimentation de base, essentiellement les poissons de mer et surtout les céréales), c'est au risque de survenue d'un crétinisme endémique que se trouvent confrontées les populations. La fréquence du crétinisme est variable d'une région à l'autre (8 % au Zaïre, 6 à 7 % dans l'Himalaya, 30 % au Bhoutan, à l'est du Népal).

Reste à comprendre pourquoi une carence en iode induit l'apparition d'un goitre thyroïdien (1). En fait, tout vient du rôle capital joué par l'iode dans la principale fonction dévolue à la glande thyroïde, à savoir la production d'hormones thyroïdiennes. Le déficit iodé induit une diminution de la synthèse hormonale, diminution que la glande va tenter de pallier par un accroissement de sa fonction, et de son volume.

Cette maladie, essentiellement nutritionnelle, est en général prévenue par des procédés d'enrichissement de l'alimentation en iode par l'intermédiaire du sel ou de l'huile. Au Zaïre, plus d'un million de personnes ont ainsi reçu de l'iode sous la forme d'injection d'huile iodée (Lipiodol ou Ethiodol).

F. N.

(1) On considère qu'une thyroïde dont un lobe latéral a un volume supérieur à celui de la phalange terminale du pouce du sujet examiné est une thyroïde goitreuse.

Les 400 coups d'un briseur de calculs

***Sous le lithotripteur de l'hôpital Necker, les affres et le soulagement d'un rédacteur du* Monde.**

« *ATTENTION, monsieur, nous allons commencer. Ne soyez pas surpris.* » Assis devant un écran, à l'abri d'une vitre plombée, l'urologue appuie sur un bouton. Dans la pièce ripolinée éclate comme un coup de carabine à air comprimé. Au même instant, sanglé sur un fauteuil et immergé jusqu'à mi-corps dans une baignoire en inox, je ressens comme un coup de fouet sur la peau, accompagné d'un choc dans les reins. Puis tout de suite un autre, puis un troisième. Les coups s'enchaînent au rythme exact des battements cardiaques.

Une séance de lithotriptie vient de débuter à l'hôpital Necker, à Paris. Dans ce service tout neuf, on brise des calculs rénaux à la cadence d'une douzaine par jour. Pour le patient qui est aujourd'hui en traitement, c'est une révolution. Il y a trente-six ans qu'il évacue ses cailloux par les voies naturelles, avec les jouissances que l'on sait. Une dizaine de crises depuis 1950, la plupart sans autre anicroche que la douleur, et surtout sans chirurgie. Mais, cette fois, les deux compères de 7 millimètres de diamètre qui se sont nichés dans le rein droit ne paraissent pas décidés à déguerpir. Une infection s'est même déclenchée qu'il a fallu juguler d'urgence aux antibiotiques.

« *Impossible d'attendre qu'ils s'en aillent d'eux-mêmes*, ont dit les médecins. *Il faut aller les chercher.* » A la pointe du scalpel ? Ce n'est plus nécessaire. Dornier, le constructeur des fameux bombardiers allemands de la dernière guerre, a mis au point une sorte de mitrailleuse à ultrasons qui, de l'extérieur, désagrège les calculs sans abîmer ni la peau ni les organes internes.

On a baptisé l'arme du nom barbare mais étymologiquement grec de lithotripteur, c'est-à-dire « briseur de pierre ». L'Assistance publique s'est payé ce coûteux engin (15 millions de francs, dit-on) et l'a installé en plein centre de Paris à l'hôpital Necker. Les services d'urologie de la capitale l'utilisent à tour de rôle, y envoyant un jour par semaine en colonne motorisée leurs patients et leur escorte médicale.

Aujourd'hui, c'est Henri-Mondor, le grand hôpital de Créteil (Val-de-Marne), qui occupe le terrain. Car il faut l'équivalent d'un appartement pour faire tourner la machine. Un hall d'attente, une pièce pour l'anesthésie, la salle d'opération, une pièce de « réveil » et, derrière les cloisons, des locaux techniques pour recycler l'eau, par exemple.

Grandes manœuvres

Pour les lithiasiques, les grandes manœuvres commencent la veille. Ils sont convoqués à Créteil dès potron-minet. Prélèvements, analyses, ultimes radios de l'abdomen pour s'assurer que les cailloux sont toujours là, cliché pulmonaire, électrocardiogramme : c'est la revue de détail. Au gré des allées et venues, les gens font connaissance comme une fournée de recrues arrivant à la caserne : mêmes attentes, mêmes interrogations un peu anxieuses, même mutisme des blouses blanches, aussi avares d'explications qu'un état-major en campagne. « *Vous êtes bon pour Necker*, annonce-t-on enfin. *Demain, réveil à 6 h 30.* » Dès l'aube, en effet, par groupes de deux ou trois, les malades embarquent dans une ambulance pour Paris. Les autres attendent sans manger ni boire que vienne leur tour.

Les voici enfin sur place. Démarrage en salle d'anesthésie par une piqûre au niveau des lombes pour insensibiliser le bas du corps. Celui-ci devient un pesant colis que les infirmiers ligotent, nu comme un ver, sur un appareil qui aurait fait l'admiration des inquisiteurs. Il soutient les membres et la tête, s'articule à volonté, laisse accessible les parties à traiter et, par un pont roulant, transporte le patient jusque dans la baignoire. Plongée dans une eau limpide à 37 °C. Ce serait *délicieux en d'autres circonstances*. Aussitôt, des tubes mystérieux se braquent sur l'abdomen, d'autres appareils palpent le dos et le déplacent doucement mais fermement, comme on positionne une cible.

Le travail de dix chirurgiens

Un tuyau de plastique dans le dos, un autre dans les veines, les jambes inertes, les bras emprisonnés par un appareil à tension et un électrocardiographe, en position semi-assise mais dans l'incapacité de bouger, on écoute les bruissements de cette machinerie de science-fiction.

On voudrait comprendre aussi, mais, en dehors d'un panneau facétieux « Pêche interdite », tout ici reste énigmatique. Pour la technique, l'Assistance publique est à la pointe du progrès. Pour la contribution des patients à leur traitement, on verra sans doute plus tard...

Alors l'éclateur électrique – une sorte de grosse bougie de voiture immergée derrière le malade – entre en action. Un *éclair dans la baignoire*, un cinglement dans les reins, la rafale d'ultrasons commence, longue de plusieurs dizaines de coups. Il en faut quatre à cinq cents au total pour chaque calcul.

La majorité des lithiasiques ne sentent pratiquement rien. D'autres – sensibilité personnelle ou moindre effet de l'anesthésie – pâtissent davantage. *Pour certains*, les 400 coups s'apparentent à une flagellation assez pénible. L'anesthésiste leur administre une dose de Valium, et on arrive au bout en quelques dizaines de minutes. « *Ça va*, annonce bientôt l'urologue devant son écran de radioscopie. *Le calcul paraît désagrégé. C'est terminé.* »

Sortie de la baignoire, petit séjour en salle de réveil et retour à l'hôpital sur un brancard avec une perfusion dans le bras. Le lithotripteur fait dans sa journée le travail de dix chirurgiens. « *Si notre métier consiste désormais à appuyer sur un bouton*, commente l'un d'eux, *il va perdre beaucoup de son intérêt.* »

Pour le patient, en tout cas, ça n'est pas fini. Il faut encore évacuer les débris de cailloux. De nouvelles coliques douloureuses ? Pour certains, oui ; mais à l'hôpital on les enraye vite. Et dès le lendemain sables et graviers apparaissent au fond de l'urinal. On s'annonce la bonne nouvelle d'une chambre à l'autre. Encore une radio de contrôle, *quarante-huit* heures de garde à vue, et c'est la sortie... avec un fil à la patte.

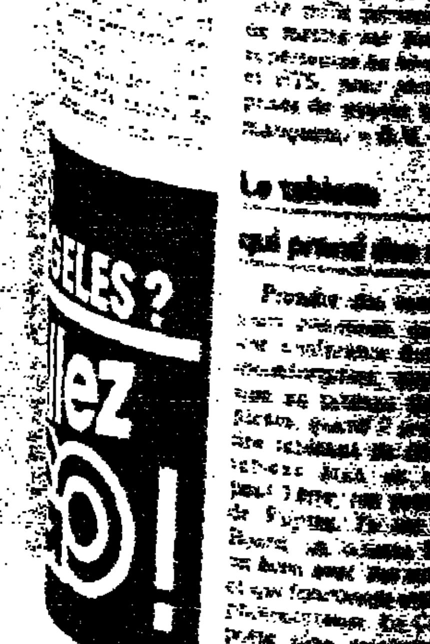
Avant son départ on remet au patient une liste de recommandations et d'examens de contrôle qui s'échelonnent sur trois mois. Il faut du temps, semble-t-il, pour que l'appareil urinaire soit complètement récuré. Quant aux curieux, ils sont libres d'aller chez le néphrologue tenter de savoir pourquoi *et comment ils élaborent* ces maudits cailloux. Mais cela est une autre histoire...

MARC AMBROISE-RENDU.

Le parc français

SEPT *lithotripteurs*, ou appareils permettant l'éclatement par voie externe des calculs du rein sont à présent installés dans des centres hospitaliers publics ou privés français. Trois sont allemands (*firme Dornier*) et coûtent trois fois plus cher que les appareils récemment mis au point par des groupes français (EDAP et Technomed). L'appareil EDAP fonctionne déjà dans *deux cliniques* de la région parisienne et est en cours d'installation aux CHU de Rennes et de Marseille.

Les sept nouvelles autorisations accordées à des centres hospitaliers par le ministère couvrent l'ensemble des régions de France et permettront ainsi à tous les malades de bénéficier de cette technique révolutionnaire.



SECTEURS DE POINTE

LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE MACON-GENÈVE

Un chantier-laboratoire au sud de l'Ain

C'EST probablement le plus spectaculaire des grands chantiers de travaux publics actuellement en cours sur le territoire. Dans le sud du département de l'Ain, là où le Rhône se fraye un passage difficile entre le Jura finissant et les contreforts des Alpes, l'autoroute A 40 Mâcon-Genève (avec sa branche A 42 vers Lyon) progresse mois après mois dans des conditions extrêmement difficiles, et les ingénieurs font tous les jours des prodiges.

« Il est rare de trouver un relief aussi inhospitalier et une géologie aussi délicate », explique l'un d'eux, chef de chantier chez Scetauroute, la société d'ingénierie filiale de la SCET (elle-même filiale de la Caisse des dépôts), qui assume l'entière responsabilité de la conception et du contrôle d'exécution de l'ensemble des ouvrages à réaliser (1). *« Si un jeune élève ingénieur des travaux publics venait passer six mois sur ce chantier, il aurait devant lui la panoplie complète des ouvrages qu'il pourra avoir à réaliser durant sa carrière. »* De fait, on ne compte plus les visites organisées sur le site pour des ingénieurs, fonctionnaires, spécialistes, français et étrangers.

Toutes les difficultés imaginables sont concentrées sur la section Nantua-Châtillon-de-Michaille, près de Bellegarde. L'ancienne vallée glaciaire – la cluse, – *encaissée, sinueuse, est le* seul lieu de passage à travers le massif calcaire : pentes escarpées parfois à 45 %, parois de montagnes qui risquent de s'effondrer, plissement des roches, failles et autres accidents tectoniques, éboulis en limite d'équilibre, versants aux replats rares et exigus, lacs, grottes et résurgences : les contraintes – qu'elles soient physiques, géologiques, urbaines ou d'environnement – forment le lot quotidien, et la facilité... l'exception. Contraintes accentuées par le fait que la réglementation relative aux autoroutes interdit des courbures supérieures à 400 mètres de rayon.

Sur les 22,2 km du tracé, les ouvrages d'art exceptionnels ne représentent pas moins de 45 % de la longueur totale avec 3 tunnels (5 200 mètres) et sept viaducs (5 100 mètres), dont l'élégance – le blanc du béton répond au *gris des calcaires – et la finesse* le disputent à l'audace. Conséquence évidente : cette autoroute, dont les chaussées sont souvent dissociées et dénivelées, détiendra sans doute le record, et elle sera la plus chère de France : 140 à 160 millions de francs le kilomètre au lieu de 40 millions pour la partie Pont-d'Ain-Nantua et 20 millions dans la section en plaine entre Bourg-en-Bresse et Mâcon par exemple.

Toutes les difficultés imaginables pour un ingénieur des travaux publics sont concentrées sur le chantier ouvert près de Nantua. D'où de multiples innovations et prouesses techniques.

Ce « prix d'or » explique d'ailleurs que, dans un premier temps, ne seront mis en service qu'un *seul tube du tunnel de* Chamoise (3 300 mètres) et un tablier du viaduc de Nantua-Neyrolles (1 785 mètres), qui le prolonge immédiatement, au sortir même de la montagne, pour enjamber la vallée.

Drumpers, bulldozers, camions, niveleuses, toupies, malaxeuses à béton et autres engins vrombissants, s'activent sur les rives du beau lac verdâtre de Sylans, là où, la vallée s'élargissant, pourra *prendre place un échangeur. Pour* retenir les éboulis et stabiliser les roches, les ingénieurs de Scetauroute ont imposé des techniques sophistiquées dénommées « murs ancrés » et « terre armée », qui consistent à renforcer les terrains par de longues barres d'acier et à arrimer les parois et les murs de l'*autoroute (recouverts par des* sortes d'écailles) avec de longs câbles horizontaux, enfilés dans des gaines, qui plongent dans le cœur de la montagne.

Un tube de 3 300 mètres

Avec ses 3 300 mètres, le tunnel de Chamoise sera – en tant que voie autoroutière – le plus long de France. Il aura coûté pour un seul tube 470 millions de francs (valeur 1983). Il attend ses premiers véhicules.

A 20 kilomètres de là, vers l'*est, le chantier du tunnel de* Saint-Germain bat son plein. Les galeries avancent au rythme de 4 mètres par poste de travail (soit une période de 8 heures). Les mineurs perforent la paroi de vingt à trente trous, qu'ils bourrent d'explosif : il s'agit de la préparation d'une « volée ». Pendant ce temps, dans l'autre tube parallèle, un robot projette du béton en émulsion sur la voûte du tunnel. Un rayon laser rouge indique – selon une droite parfaite – la direction à suivre. Ici, la voûte s'est effondrée à la suite d'une mauvaise surprise géologique, et il a fallu la consolider par des arceaux d'acier.

Mais, parce qu'ils sont visibles et qu'ils ondulent entre ciel et montagne comme des arabesques, les viaducs arrachent l'émerveillement du profane et la fierté, modeste – *« Pour nous, c'est un travail de tous les jours »*, – des ingénieurs. Combien d'automobilistes, vitupérant dans les bouchons de La Cluse au dernier jour de leurs vacances d'hiver, auront la reconnaissance – lorsque la voie autoroutière deviendra réalité – de s'arrêter quelques instants et de saluer ce qu'on pourra *sans excès appeler une œuvre* ?

Ici le maître d'ouvrage du viaduc de Nantua a poussé l'élégance jusqu'à faire épouser à l'autoroute l'ancien chemin des diligences. Elle le surplombe, et on le distingue encore à travers les feuillages en contrebas. Et, sur tout le tracé, des réseaux de collecteurs ont été installés pour que les eaux de pluie ou autres liquides, répandus accidentellement, ne se déversent pas directement dans la nature.

Les techniques les plus variées de construction des viaducs ont été, sont, ou seront employées. Ici, pour ce pont en encorbellement à 80 mètres au-dessus du ruisseau, chaque voussoir (tranche de pont de 4 mètres de long) est coulé sur *place et accolé, dans le vide, au* précédent. Ailleurs, il sera préfabriqué à terre. Là, le viaduc de Charix est édifié selon la méthode dite des « ponts poussés » par tronçon de 64 mètres. Quant au pont de Poncin, sa conception permet de franchir la rivière sans avoir à construire une pile dans le lit mineur de l'Ain, grâce à de très grandes travées.

Nantua, « entre l'Angleterre et le nord de l'Italie », attend avec impatience l'achèvement de l'autoroute. Le trafic international croît d'année en année : 14 000 véhicules par jour, dont 4 000 poids lourds, plus énormes les uns que les autres. *« La ville a été littéralement martyrisée, sinistrée, par la circulation »*, soupire le maire, M. Gorju. *« Le centre ville a été déserté, les façades des maisons sont délabrées. »*

Nantua et les communes voisines s'apprêtent à revivre. L'autoroute, *« dont le chantier a été presque indolore »*, fleure bon déjà le calme retrouvé. Et M. le maire s'active à préparer avec le sous-préfet l'arrêté qui interdira la *ronde diabolique des TIR dans* sa bonne ville.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) La société concessionnaire de l'autoroute – qui finance les travaux – est la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, créée en 1961 sous forme de société d'économie mixte, et qui exploite notamment Paris-Lyon et Beaune-Mulhouse.

Horizon : fin 1989

Le calendrier prévisionnel de la mise en service de l'autoroute est le suivant :

– *Décembre 1986 :* **Bourg-en-Bresse (Sud) - Pont-d'Ain et Pont-d'Ain-Sylans.**

– *Juillet 1987 :* **Bourg-en-Bresse (Nord) - Mâcon.**

– *Eté 1988 :* **Pont-d'Ain-Chazey au nord-est de Lyon, sur l'A42.**

– *Fin 1989 :* **Sylans-Châtillon-de-Michaille.**

A cette date, l'automobiliste pourra rouler de Paris au tunnel *du Mont-Blanc via Nantua par* autoroute.

UN PROJET DE BUREAUTIQUE INTÉGRÉE

Le scribe de l'an 2000

ON aura écrit des choses aimables ou moins aimables sur le « système de communication et de réseaux informatiques et bureautiques évolutifs ». Plus simplement baptisé SCRIBE, c'est le fameux projet du ministère des finances, qui consiste à doter cette administration d'une bureautique complètement intégrée. Et ce, dans les futurs locaux du ministère, à Bercy.

On aura dit, et redit, l'ampleur du projet, certains allant même jusqu'à le considérer comme une sorte de dinosaure qui ne verrait peut-être jamais le jour. L'équipe SCRIBE tente aujourd'hui de les détromper, puisque dès septembre prochain les quelque mille six cents fonctionnaires qui inaugureront les premiers locaux de Bercy auront accès à ce bureau du futur.

Tous les bureaux du futur ministère des finances devraient être équipés d'un matériel informatique complet

Déjà, et depuis 1982-1983, des expérimentations sont en cours. Et elles sont nécessaires à plusieurs points de vue : d'abord, pour évaluer exactement les conséquences sociologiques et fonctionnelles de l'implantation des nouveaux outils informatiques de communication ; ensuite, pour *définir exactement les performances* nécessaires des matériels et des logiciels en fonction des besoins.

Et ceux-ci sont d'abord des besoins en communication. C'est en effet sur la transmission que repose entièrement l'idée de SCRIBE, et celle de la bureautique intégrée Blue Green développée par Bull à partir du projet administratif. Concrètement, le projet vise à doter tous les bureaux du ministère d'un matériel informatique (un pour deux agents en principe). Chacun des bureaux des nouveaux locaux de Bercy disposera à cet effet d'une prise, comme il disposera d'une prise téléphonique standard. Par le biais de cette prise, et d'un premier câblage, chacun des matériels sera relié à un réseau local de type Ethernet, couvrant l'ensemble d'un bâtiment. On imagine la longueur de câble, pour des locaux qui font quelque 200 mètres de long, sur sept étages ! Un réseau « en boucle » à très haut débit (en fibre optique ?) est en outre prévu pour relier les différents réseaux locaux entre eux. Des « passerelles » de communication avec les réseaux extérieurs publics seront mises en place.

Grâce à ce maillage, chacun des terminaux informatiques aura accès aux ordinateurs-serveurs qui équiperont les directions du ministère des finances. Exemples-types d'application : le courrier électronique, l'accès aux fichiers, etc. Du fait que les matériels des agents sont des micro-ordinateurs de haut de gamme, il leur sera possible d'utiliser un certain nombre d'applications en local (traitement de textes, tableur, graphique, etc.), et le réseau local leur permettra de partager les terminaux d'édition (un centre d'impression – imprimante laser – pour quarante bureaux).

Pour arriver à ces objectifs, la période d'expérimentation aura été précieuse. D'abord, la réaction des agents dotés de postes de travail informatisés a été très positive. On en aura en principe la confirmation cet été, un premier bilan étant alors attendu. L'essai aura aussi permis de rectifier les *qualités ergonomiques des applications*, et de les unifier. Mais surtout, le projet de grande ampleur de l'administration aura permis à Bull de développer de véritables normes de communication pour les réseaux, dont certaines sont désormais adoptées par la plupart des constructeurs internationaux.

Banc d'essai

Car c'est bien de normalisation qu'il s'agit, et l'équipe SCRIBE insiste sur cette notion. Le projet aura permis de définir, sur le plan matériel et logiciel, les spécifications possibles du bureau du futur : compatibilité des réseaux de transmission avec les différentes marques de constructeurs de matériels, standardisation des logiciels de communication, etc.

Le pari n'est pas gagné, puisque ce n'est qu'en 1988, lorsque – et si – l'ensemble du ministère aura déménagé, que l'on testera *véritablement le programme.* Mais il aura eu le mérite de créer des bases de fonctionnement qui sont maintenant internationales, de faire travailler des industriels français sur une grande échelle, et d'accentuer la coopération européenne. C'est ainsi que l'application « archivage électronique » *prévue par* SCRIBE fait l'objet d'une réponse par un consortium européen.

Le coût actuel direct de l'opération est estimé par l'administration à 30 millions de francs pour les postes de travail existants (Bull et Electronique Serge Dassault), et à 2 millions pour les *développements complémentaires* effectués par les sociétés d'ingénierie informatique. C'est peu. Mais les travaux ne sont par terminés, puisque, par définition, le projet est évolutif. On travaille sur les liaisons possibles entre les réseaux locaux et le réseau téléphonique. On accentue l'aspect *déconcentré des services* (plusieurs serveurs par direction), bref, on pense et on repense sans cesse le problème. Mais l'élan est donné...

CHRISTINE FORGET.

Demain

Enseignants et industriels main dans la main

Constat paradoxal, l'industrie textile de Midi-Pyrénées manque de main-d'œuvre. La modernisation des entreprises, les évolutions du marché obligent en effet les entreprises à recruter des salariés possédant une bonne formation initiale capables de *s'adapter aux évolutions technologiques.*

Le rectorat de l'académie de Toulouse et la Fédération de l'industrie textile Sud (FITS) ont pour cela signé une convention de jumelage et de coopération. Cette démarche devient d'ailleurs une politique constante du rectorat qui, depuis un an, multiplie les accords cadres de branche dans l'hôtellerie, l'électronique, le commerce ou encore la banque.

Cette convention devrait d'abord permettre aux enseignants des établissements spécialisés d'accéder plus souvent aux stages d'entreprise. Plusieurs lycées professionnels techniques forment *actuellement dans* la région aux métiers du textile, à Lavelanet, dans l'Ariège, et à Castres, dans le Tarn, d'où une quarantaine d'élèves sont sortis avec un CAP en poche en 1985. Mais c'est insuffisant au regard des cent trente emplois proposés la même année dans ce secteur qui fait travailler près de onze mille personnes. L'objectif est de mettre sur pied des formations supérieures du niveau bac technique et BTS, pour permettre aux entreprises de trouver les cadres qui leur manquent. – G.V.

Le tableau qui prend des notes

Prendre des notes n'est pas toujours commode, quand on assiste à une conférence dans des conditions inconfortables, quand l'auteur dessine au tableau des schémas complexes, quand il projette brièvement des tableaux de chiffres. Ah ! si le tableau était un enregistreur... Il peut l'être, ont pensé les ingénieurs de Fujitsu. Ils ont conçu le Copy Board, un tableau blanc sur lequel on écrit avec des marqueurs colorés et qui fonctionne ensuite comme une photocopieuse. *Le Copy Board comporte* cinq panneaux. Quand l'un d'eux est plein, on en utilise un autre, et on peut alors obtenir jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf copies en noir et blanc de ce qui est écrit sur le premier. Une fois les copies faites, le panneau est effacé.

Au plan technique, chaque panneau écrit (88 centimètres de haut sur 124 centimères de large) s'enroule sur un rouleau quand on passe au suivant. Au cours de cette opération, le contenu du panneau est lu par un système optique et mémorisé. L'information est ensuite reprise par un système d'impression qui fournit des copies au format A4.

M.A.

★ **Distribué par le groupe Setton, 10, rue des Minimes, Bois-Colombes ; (1) 47-84-74-47. *Prix HT : 34 990 F.***

Carte à essence

Le système OCTANE (Organisation par carte à micro-processeur du traitement des approvisionnements normalisés en essence), mis au point par le service d'études communes des Postes et Télécoms (SEPT), est expérimenté à Caen depuis le mois de mars.

C'est un constructeur régional de matériels pétroliers (EIN.F) qui a conçu la pompe automatique, sur *spécifications du SEPT. Pour l'instant*, seul le Centre de construction des lignes de Caen-Carpiquet possède cette pompe bidistribution (gazole et essence).

L'agent introduit dans l'automate de la pompe la carte à mémoire du véhicule, tape le code confidentiel, l'index kilométrique, pour pouvoir se *servir en carburant.* Toutes ces opérations sont mémorisées dans la puce de la carte. En fin de mois, un lecteur permet de connaître les informations contenues dans la mémoire de la carte.

Déjà, trente véhicules sont équipés et, après une période d'expérimentation de six mois, il est envisagé d'étendre, au début de 1988, l'opération sur les mille véhicules télécom de la DRT de Basse-Normandie avec six points de ravitaillement. La carte à mémoire permet également d'enregistrer les vidanges, les changements de pneus, etc. et, ultérieurement, toutes les opérations d'entretien du véhicule.

Chaque année, les quatre-vingt-dix mille véhicules des P et T consomment 137 millions de litres de carburant. Plus de la moitié est fournie par les sociétés privées Total et Shell et des contacts sont en cours avec ces sociétés pour équiper leurs pompes de lecteurs de carte du système OCTANE. Ce système, une fois généralisé, permettrait aux P et T une économie de gestion de l'ordre de 30 % par rapport au système actuel de bons d'essence et de badges perforés.

Le jeu du téléphone

Jean-Marc Stœfflrer, trente-trois ans, électronicien de formation et technicien au service de la comp*tabilité de la Direction des télécoms* d'Ile-de-France (DTIF) vient de vendre son premier logiciel, « Le Téléphone », à Nathan.

« Le Téléphone » est conçu à l'intention des sept-dix ans... et plus. Utilisable sur un M05, un T07 ou T07/70, il leur permettra de découvrir tous les secrets d'une communication téléphonique.

Dans la première partie du programme, l'enfant apprend à manier le clavier d'un poste téléphonique, se familiarise avec les tonalités, la numérotation à huit chiffres et le 16. A chaque communication établie, il voit se réaliser sur l'écran l'acheminement.

Ensuite, deux jeux illustrent les notions déjà acquises. Dans le premier, *destiné à des sept-huit ans*, il s'agit de rechercher un petit chien dans un village en appelant les personnes susceptibles de l'avoir aperçu. L'enfant dispose d'un plan *et de la liste des abonnés. Lorsque* le petit chien est retrouvé, il apparaît sur l'écran.

Le second jeu, plus complexe, s'adresse aux dix-douze ans. Il faut retrouver un « Monsieur X », qui se déplace dans toute la France et reconstituer son itinéraire grâce aux indications de quatre interlocuteurs possibles : l'aérodrome, l'hôtel, l'usine, sa famille. Pour chaque appel, il faut faire le bon indicatif, le bon numéro, ne pas être trop bavard, pour ne pas être trop taxé. Pour corser les recherches, il faut aussi découvrir un objet mystérieux grâce à un code secret que Monsieur X laisse de ville en ville !

Il a fallu mille heures de travail à *Jean-Marc pour concevoir ce logiciel* sur le téléphone. *« Je ne les regrette pas*, assure-t-il. *Ça a été comme une partie d'échecs, un vrai combat »*.

(Extrait de *Messages*, le mensuel d'information du ministère des P et T).

SECTEURS DE POINTE

PHILIPS SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

débutants ou première expérience

MESURE : Ingénieur de formation électronique et connaissant la microélectronique, vous commercialiserez des instruments *et systèmes de mesures électroniques sur Paris ou Lille.*

INGENIEURS D'AFFAIRES

confirmés

PROJETS SYSTEMES INDUSTRIELS : Ingénieurs confirmes pour commercialiser aupres d'entreprises industrielles des systèmes clé en main à dominante informatique *temps réel.*

Le poste est basé en région parisienne.

Pour ces deux postes la pratique de l'anglais est indispensable.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE

par la richesse et la diversité des carrieres offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez **PHILIPS** comme dans les Sociétés apparentées. **PHILIPS FRANCE** represente près de 30 000 personnes, dont 5 000 cadres et realise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL

Au niveau mondial, **PHILIPS** represente 343 000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe *est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada).* Ces données et la longue tradition de mobilite des meilleurs cadres de la Compa*gnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.*

LES ACTIVITES DE PHILIPS SCIENCE ET INDUSTRIE

300 personnes, dont 110 ingénieurs et cadres commercialisent une gamme très complète de materiels d'électronique professionnelle :

- équipements d'analyse (microscopie électronique, électrochimie de laboratoire...)
- instruments et systèmes de mesure
- *équipements de contrôle et systèmes d'automatisation industrielle.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à PHILIPS SCIENCE ET INDUSTRIE - Service du Personnel 105, *rue de Paris,* 93002 Bobigny.

CONTESSE



L'AVENIR ENTRE VOS MAINS.

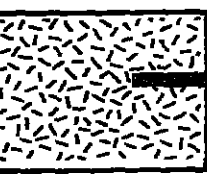
PHILIPS





CONTROL DATA

Notre département support centralisé comprenant 23 ingénieurs qui ont pour mission le support technique du logiciel pour une clientèle très diversifiée recherche



2 Ingénieurs Systèmes

de formation Grandes Écoles ou équivalent
avec une expérience de 2 à 3 ans
sur systèmes IBM (MVS, MVS-XA...) et leurs principaux sous-systèmes.

Ils auront la charge de :
- réaliser les activités d'installation et d'évolution de systèmes,
- d'effectuer les activités de migration et de conversion,
- apporter un support technique à notre force commerciale.

Lieu de travail : Marne-la-Vallée.
Prévoir des déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à CONTROL DATA.
Service Recrutement - B.P. 139, 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

Pont Champs

informatique individuelle

2 SPECIALISTES INFOCENTRE

Filiale de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux, nous sommes présents sur plusieurs secteurs d'activité : produits pharmaceutiques, produits pour l'agriculture, matières colorantes, matières plastiques... *Nous employons plus de 2000 personnes et avons plusieurs unités de production.*

Nous recherchons pour notre **Département Organisation et Informatique** (95 personnes - IBM 3081 - 350 terminaux et micros - PC...) deux Spécialistes Infocentre.

Ils auront en priorité pour mission la formation et l'assistance des utilisateurs de l'entreprise (siège et établissements locaux) aux outils mis à leur disposition sur le site central et sur les micros.
Ils participeront également à la recherche et à l'évaluation de nouveaux outils (matériels et logiciels) utiles à l'entreprise.

Les 2 candidats retenus seront de formation supérieure.
Ils auront nécessairement :
- dans un cas une expérience des langages évolués sur gros sytèmes (nous utilisons APL - SAS - Focus...)
- dans l'autre cas une expérience axée sur les aspects techniques micro, connexions, réseaux et supports bureautique.

Tous deux auront de réelles aptitudes pédagogiques, le goût et le sens des contacts.

Merci d'adresser votre candidature (c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. 2465 à Madame Christiane Monteil, CIBA-GEIGY, Département du Personnel, 2 et 4 rue Lionel Terray, *BP 308, 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX.*

CIBA-GEIGY

Nous sommes une société d'ingénierie de réputation internationale. Une rapide expansion dans le développement d'outils et d'applications en intelligence artificielle, nous conduit à renforcer nos structures et à rechercher un

Chef de projet I.A.

Au sein de la Direction des Etudes et de la Production, vous serez chargé de conduire et d'animer l'équipe de conception et de réalisation d'outils logiciels impliqués dans le développement de systèmes experts.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Mines, Centrale...), vous avez acquis, au cours d'une expérience minimum de 5 ans, la capacité à mettre en œuvre des progiciels dans un environnement technique sophistiqué.

Cette expérience vous a familiarisé avec l'utilisation d'outils logiciels et doit vous permettre aujourd'hui d'envisager une évolution de carrière dans un secteur de pointe.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/CG/CP.



Ordis - **Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS**



recherche pour son département INGENIERIE situé dans l'Oise

Ingénieur chargé d'affaires informaticien de procédés

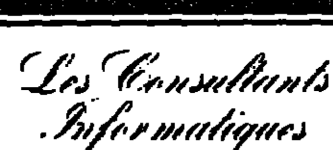
SAINT GOBAIN VITRAGE investit pour ses ensembles industriels 100 MF par an et envisage de renforcer son Département Ingénierie. L'ingénieur chargé d'affaires instruit les dossiers d'investissements depuis le cahier des charges jusqu'à la réalisation. Il est diplômé d'une école d'ingénieurs - il a une solide compétence en informatique de procédés, en automatique et en automatismes, alliée à un grand bon sens pratique.

Compte tenu de l'importance des relations avec les utilisateurs et les fournisseurs, les capacités de dialogue et les qualités de contact seront déterminantes pour ce poste.

Les déplacements sont fréquents.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
Madame F. TRIDON - Saint-Gobain Vitrage
Immeuble "Les Miroirs"
18 avenue d'Alsace - 92400 Courbevoie

SOURCES



Informatique Scientifique Industrielle

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Décollez avec nous

Si votre première expérience ou vos stages se sont déroulés dans les domaines suivants : **LOGICIELS DE BASE, TEMPS REEL, SYSTEME, TELECOM**, *nous vous offrons d'intervenir auprès des premières sociétés françaises de l'***AVIONIQUE.**

Envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 2030/M à notre Conseil

FMI recrutement

43, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

Ingénieur technico-commercial travaux de montage mécanique, tuyauteries et éléments chaudronnés

L'unité autonome d'un groupe industriel spécialisée dans le montage d'installations complexes, développe son activité (croissance de 15 % par an) et se diversifie, sur le marche national et international. Pour piloter son expansion, le patron de cette unité recherche un ingénieur technico-commercial. *Sa mission* :
- contribuer à cibler les marchés possibles dans les secteurs de la chimie et de la pétrochimie notamment,
- prospecter les clients potentiels et actuels pour étendre le champ des prestations déja effectuées.
- suivre la préparation, la remise et la négociation des offres.

Il assistera le chef d'unité pour l'élaboration de la stratégie commerciale

L'homme que nous recherchons à une formation d'ingénieur 5 à 7 ans de vie professionnelle lui ont permis d'acquérir une expérience *commerciale internationale.*

Pratique de l'anglais indispensable. Le poste est basé à Châlon-sur-Saône.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, *sous réf. 9603, à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames,* 75009 Paris



La Technologie de pointe pour valoriser votre potentiel

Nous sommes une Société de 350 personnes, faisant partie d'un très grand groupe industriel européen, fabriquant et commercialisant des **biens d'équipements** de très haute technicité.

Notre vocation est l'**automatisation des moyens de production.**

Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience.

Nous recherchons :

jeunes ingénieurs

A.M. - INSA - ENSTIMD...

Débutants ou dotés d'une première expérience dans l'automatisation des moyens de production, ils participeront au développement de nos nouvelles applications au sein d'une équipe jeune et passionnée par les automatismes industriels.

De réelles perspectives de carrière sont offertes à des candidats de valeur.

Les postes sont à pourvoir en **région sud de Paris.**

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 732 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

CLECIM

CLECIM, 1.460 personnes, 900 millions de F. de C.A. dont 70 % à l'export; filiale de SPIE BATIGNOLLES conçoit, fabrique et commercialise des équipements et ensembles pour les industries sidérurgiques et métallurgiques.

CLECIM recherche un

JEUNE DIPLOME ECOLE D'INGENIEUR OU DE GESTION (X, MINES, CENTRALE HEC...)

Vous souhaitez occuper rapidement une fonction clé au sein du Département Contrôle de Gestion et Informatique.
Dans un premier temps, vous mènerez conjointement avec les directions opérationnelles, les actions d'analyse et de réduction de coûts (Budget Base Zéro).
Vous aimez prendre des responsabilités et faites preuve d'excellentes capacités de contact à tous les niveaux de l'entreprise.
Une expérience industrielle de 2 ans environ est souhaitable.
Ce poste permettra à un candidat de valeur d'évoluer au sein du Groupe SPIE BATIGNOLLES.
Adressez votre dossier de candidature complet, sous Réf. CCG/M.2 à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines 107, Boulevard de la Mission Marchand - 92400 COURBEVOIE.

MATIERES PLASTIQUES — *REGION RHONE-ALPES*

Nous appartenons à un des tout premiers groupes chimiques et pharmaceutiques mondiaux. Nous réalisons en France un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 milliards, dont 20% proviennent des **Matières Plastiques**, produites en France ou importées.

Nous recherchons pour notre **Agence de LYON** un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour suivre et développer la commercialisation de **Matières Plastiques Techniques**, auprès d'une clientèle importante de transformateurs.

Pour l'intégrer à une équipe dynamique et performante, nous souhaitons trouver un jeune candidat (25 ans environ), de formation technique supérieure (Matières Plastiques, si possible), débutant ou ayant déjà une première expérience dans ce domaine.

Compte tenu de nombreuses relations avec notre maison-mère, la connaissance de l'allemand est indispensable.

La politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci de préciser la réf. 717 dans la candidature (CV et prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Hoechst, Cx 3, 92080 Paris la Défense.

Hoechst

DESSEIN

SODETEG T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique

550 personnes dont 250 ingénieurs - 60 % du C.A. réalisé à l'export

recherche dans le cadre de sa forte expansion, des :

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

Vous avez 30 ans et êtes de formation Grande-Ecole.

Vous avez acquis une expérience de la conduite d'affaires clés en main dans les domaines de l'ingénierie informatique.

Véritables **CHEFS D'ENTREPRISES** vis-à-vis de vos clients et de vos partenaires, vous serez responsables de la rédaction des documents de spécification et dirigerez les équipes de développement consacrées à l'affaire jusqu'à l'installation sur site.

Une expérience de développement de logiciel et la connaissance de l'anglais ou de l'espagnol sont vivement souhaitées.

SODETEG/T.A.I., présente dans 25 pays, offre à des ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adesser votre dossier de candidature à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/T.A.I., Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, B.P. 11 – 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIE ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

Notre servie Éducation (120 personnes) offre à nos clients un menu très complet de cours et de stages, le nombre de nos clients augmentant, il en va de même des sessions de formation. C'est pourquoi nous recrutons de nouveaux

Ingénieurs Formation Logiciel

pour assurer la formation de nos clients sur nos systèmes d'exploitation et nos logiciels de base.
Deux ans d'expérience minimum en informatique, en SSII ou chez un constructeur, le goût de la communication, sont indispensables. La connaissance de VAX (VMS) serait appréciée.

Adresser votre candidature (C.V. + photo) sous référence MON206 à Anne CHEVALLIER - Service Recrutement DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

N° 2 mondial de l'informatique

digital

CURRICULUM

THOMSON-CGR

L'Électronique au service de la santé

*Société multinationale, nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie Médicale**. Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie.*

Pour augmenter la productivité de notre usine de fabrication des constituants de la chaîne image, nous renforçons la cellule de conception et de réalisation des équipements spéciaux. Nous recherchons

UN INGÉNIEUR AUTOMATISMES – INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Il participe à l'élaboration du programme de rénovation, analyse les projets, étudie et réalise la solution retenue.
Solides connaissances en automatismes, informatique et électronique indispensables. *Réf. A*

UN TECHNICIEN DUT-BTS AUTOMATISMES

Il participe aux études de faisabilité, au choix du matériel, établit le dossier technique de réalisation. Il intègre les différents sous-ensembles et assure la mise en route du matériel dans les ateliers.
Connaissance des automates programmables, des principes de régulation et des produits de l'automatisme indispensable. *Réf. B*

Pour ces deux postes, une première expérience (3 à 4 ans) dans la fonction est souhaitée et des connaissances en mécanique sont appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Colette DELWAIDE – THOMSON-CGR – 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

Branchez-vous sur l'énergie multilog

Société jeune, au premier plan des concepteurs et éditeurs français de logiciels professionnels micro, Multilog a su développer parallèlement à des produits performants, une infrastructure de services régionale et internationale unanimement appréciée par ses utilisateurs.
Son ambition : figurer à terme parmi les dix premiers du monde.
Pour ce faire, Multilog recherche des **INGENIEURS DE FORMATION** pour les postes suivants :

INGENIEUR EXPORT

chargé sous l'autorité du Directeur Commercial, de prospecter des marchés étrangers, rechercher des partenaires commerciaux et négocier des contrats.
Profil : 28/30 ans, expérience micro-informatique souhaitée, excellente pratique de l'anglais - allemand et espagnol appréciés.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Ils participent à l'élaboration des logiciels de base.
Profil : 25/35 ans, expérience analyse et réalisation, bonne pratique de l'Assembleur et du langage C, langue anglaise nécessaire.

RESPONSABLE MARKETING-EDITION

En étroite collaboration avec la Direction, il est responsable de l'élaboration et de la mise en application de la stratégie de marketing. Il suit les actions engagées (organisation de salons, foires, expos, conventions).
Il organise et suit le lancement du matériel d'édition des nouveaux produits.
Profil : 30 ans, formation Marketing et bonne expérience, qualités de gestionnaire et d'organisateur, connaissance micro-informatique appréciée.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ils participent à l'élaboration des logiciels d'applications et effectuent différentes prestations de services.
Profil : expérience 2 à 3 ans en micro-informatique indispensable, solide connaissance des matériels et logiciels existant sur le marché (Multilog apprécié), goût des contacts clientèle.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse sous réf. 2502 à MULTILOG S.A. 212 AVENUE PAUL DOUMER 92500 RUEIL-MALMAISON.



LES BÂTISSEURS DE GRANDS LOGICIELS

AXIAL Publicité

SEGIME INDUSTRIE

INGENIEURS PARTICIPEZ A NOTRE REUSSITE

(Expansion 1986 : 50%)
Société d'informatique spécialisée en

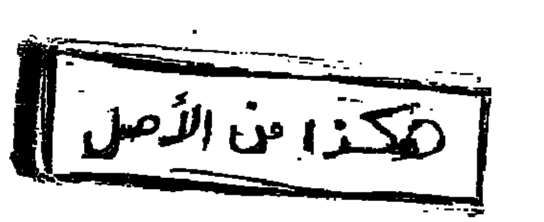
TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE

recherche en création de postes
1) des ingénieurs CONFIRMES
2) des ingénieurs DEBUTANTS ayant une première expérience acquise au cours de stages

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 64, à JEAN TASSON - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS : SUIVEZ LE FIL DU SUCCES.

Concevoir des logiciels, les éditer, telle se définit globalement notre activité. Une activité que nous menons de main de maître, avec enthousiasme, et plus, avec passion. Nos clients y sont les premiers sensibles, et grâce à eux, nous consolidons nos positions sur le marché des logiciels grands publics et professionels pour micro. Bien décidés à accroître une place déjà prépondérante sur ces créneaux, nous recherchons deux

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Au sein d'équipes très impliquées, vous développerez des logiciels destinés aux principaux micro-ordinateurs, sur DIGITAL VAX sous langage C ou Pascal dans des domaines d'application particulièrement pointus : productivité personnelle (tableur, base de données...), télécommunications, CAO, DAO...

Une première expérience vous aiderait probablement. Mais nous tiendrons avant tout compte de vos aptitudes aux postes proposés. Toutefois, la pratique d'un assembleur demeure indispensable.

Notre conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui CV, photo et niveau actuel de rémunération en précisant la référence 832 M sur votre dossier.

ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDL

VALLÉE DU RHÔNE

PMI à taille humaine, spécialisée dans des technologies de pointe produisant des équipements industriels alliant l'électronique, l'informatique et la mécanique filiale d'un groupe français à implantation internationale,

recherche son

Chef du Service Achats

Nous accueillerons un acheteur ayant acquis une expérience significative en milieu industriel et possédant un diplôme d'ingénieur. Intégré dans des groupes interdisciplinaires, il participe à l'élaboration des produits, négocie et recherche le meilleur compromis quantité, approvisionnement, cadencement, niveau des stocks et coûts. Il encadre et gère un effectif de 23 personnes dont 3 Chefs de Groupe ainsi qu'un budget prévisionnel négocié. Il sera assisté par un système informatique en temps réel d'aide à la gestion des achats.

Ecrire au **CABINET GATIER,** 32, rue Barrême, 69006 LYON, **sous réf. 720/M.1**

Les entretiens auront lieu à LYON et à PARIS.

Cabinet Gatier

DIVISION APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES
qui développe, produit et commercialise des produits Audio, Vidéo et Télématique Grand Public
recherche

pour le laboratoire de Développement et le *service Methodes de son Centre Industriel* Autoradio de RAMBOUILLET

INGENIEURS

Electroniciens, mecaniciens et informaticiens.

AGENTS TECHNIQUES

BTS/DUT électronique, mécanique et électromécanique.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est exigée des candidats qui, par ailleurs auront connu une mise en valeur de leurs capacités naturelles de dynamisme et d'animation au travers de quelques années d'expérience.

■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE
par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la *Recherche au Commercial, du Marketing* vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentees. PHILIPS FRANCE représente près de 30 000 personnes, dont 5 000 cadres et realise un CA de 17,3 milliards de francs.
■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL
Au niveau mondial, PHILIPS représente 343 000 personnes : *28% du CA mondial du Groupe est réalisé en* Amerique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à RTIC Département du Personnel, BP 53, 78512 Rambouillet cedex.

CONTESSE

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS

GROUPEMENT D'ÉTUDES ET D'INGÉNIERIE
recherche pour région Ouest

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS CONFIRMÉS (H/F)

- Formation technique de base.
- Expérience souhaitée ou adaptation rapide aux problèmes faisant appel à la mécanique ou micro-mécanique, l'automatisme, l'informatique, voire le génie chimique.
- Formation complémentaire possible.
- Age : 25 ans minimum.
- But : essais et conduites d'installations.
- Contrat de chantier : 1 à 5 ans.
- Rémunération de départ : 150 à 180.000 F/an suivant profil candidature + indemnisation pour déplacement.

Adresser candidature manuscrite avec CV à
U.F.O. - B.P. 659 - 44018 NANTES CEDEX 01

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous sommes la filiale française d'un fabricant de produits chimiques américain de premier plan.
Ingénieur chimiste de formation (ou équivalent), votre mission sera de commercialiser nos produits auprès d'une clientèle très diversifiée, de la PME à la multinationale. Responsable de l'assistance technique, vous serez également en contact avec les techniciens de laboratoire de notre clientèle.

A 30 ans environ, vous possédez une première expérience de 3 à 5 ans dans le secteur de la peinture, de la résine synthétique, des plastiques ou des cosmétiques qui vous a permis de démontrer vos aptitudes à la négociation. Vous maîtrisez l'anglais et, si possible, l'allemand. Poste basé à Paris.

Déplacements fréquents en France, périodiques en Europe.

La rémunération offerte et les perspectives de carrière très ouvertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 7912 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Bleu



La Caisse Régionale *de Crédit Agricole* de la Brie

recherche
pour son siège à **MEAUX**

ANALYSTE-PROGRAMMEUR HF

Jeune ingénieur ou universitaire (niveau maîtrise).
Debutant ou 1 à 2 années d'expérience.
Il prendra en charge dans un environnement IBM le développement d'applications bancaires.
La rémunération sera adaptée à la valeur du candidat retenu.

Les candidatures, lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions sont à adresser à :*
Monsieur le Directeur du CA
BP 205 - 7710 MEAUX

blou

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS
PREMIER GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCE
PRESENT DANS 60 PAYS,

Vous, qui avez réussi un **BAC** "Scientifique" (C, E,...) prolongé par une ou deux années d'études supplémentaires, qui êtes libéré des obligations militaires, qui pratiquez couramment une langue étrangère et qui êtes intéressé(e) par :

l'Informatique
et les
Réseaux de Télécommunications :

L'UAP VOUS OFFRE
LES MOYENS DE VOTRE FORMATION
ET UN EMPLOI

Pour obtenir les modalités de votre inscription, envoyez CV à : U.A.P. Mme SEBASTIEN
20 ter, rue de Bezons 92411 COURBEVOIE CEDEX

Région Annecy

INFORMATICIEN CHEF DE PROJET

Cette entreprise française est leader sur son marché.

Elle crée un poste de chef de projet en informatique.

Dans un premier temps, il participe au développement informatique de projets importants en gestion de production *(suivi de production, planification atelier, communications* entre les différents systèmes des entités du groupe).

Par la suite, ses responsabilités le conduisent également à la mise en relation des systèmes CAO (digital) et gestion de production (IBM).

Nous souhaitons rencontrer *de jeunes candidats grandes* écoles d'ingénieurs (ECP, ENSAM, IDN, SUPÉLEC...), *avec une spécialisation informatique acquise soit par expé*rience professionnelle (1 an environ), soit par une forma*tion complémentaire, très motivés par l'informatisation de* la production.

Le poste à pourvoir offre de bonnes perspectives d'avenir pour une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. complet, photo et prétentions sous nº 7 279
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Société de Télécommunications en expansion recherche

Ingénieur d'Affaires

Pour négocier d'importants marchés avec des administrations et de grandes sociétés.
Le candidat idéal aura une bonne formation technique ainsi qu'une bonne aptitude à la négociation à haut niveau.
Si ce profil est le vôtre, nous attendons votre C.V. détaillé avec photo, sous réf. 1456 M, à préciser sur l'enveloppe, à l'Agence AFFLUENTS, 49, av. Trudaine 75009 Paris - qui transmettra.

REVÊTEMENT P.U. ET ÉPOXY
FILIALE GROUPE INTERNATIONAL EN COURS DE DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE DES COLLES

INGÉNIEUR RESPONSABLE RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT

Poste devant évoluer vers une direction technique.

EXPÉRIENCE IMPORTANTE ET HAUT NIVEAU DE CONNAISSANCES REQUIS.

Discrétion absolue.

Lettre manuscrite et c.v. détaillé sous nº 859 Havas Ile-de-France, 101, bd Jean-Jaurès, 92100 Boulogne.

DIPLÔMES GRANDE ÉCOLE
ESE, TELECOM...

NOUS TRAVAILLONS AVEC LES GRANDS DE L'INFORMATIQUE.

- Nos clients, connus, sont à la fois nationaux et internationaux.
- Nous intervenons sur des grands projets de très haute technicité, dans les domaines de l'informatique temps réel (système, industriel et scientifique).
- La qualité des hommes et du service est l'atout majeur de notre réussite.
- Vous êtes jeune, débutant ou expérimenté.
- Dynamique, entreprenant et ambitieux.
- Vous avez une vision large de l'informatique et le sens du contact.

INGÉNIEUR PROJET

- Votre travail sera donc très diversifié.
- Vous bénéficierez, en outre, d'une grande autonomie au sein d'une société : Jeune (âge moyen 32 ans), dynamique, aux structures souples.

SII

Rejoignez une équipe dynamique, adressez votre CV à SII 71, rue Albert 75013 Paris. Tél. : 45.83.14.46

VOTRE PARTENAIRE LOGICIEL

function

Centre Interuniversitaire de Calcul de Grenoble

ORDINATEUR BULL DPS MULTICS
RELIÉ A CALCULATEUR FPS 264
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN A PROFIL SCIENTIFIQUE

Motivé (e) par :
- développement et mise en place de logiciels de base et d'applications scientifiques ;
- mission d'assistance et de conseil aux utilisateurs : ingénieurs, chercheurs, étudiants.

Une compétence en analyse numérique est nécessaire pour ce poste.

Poste : contractuel 2 A Enseignement supérieur type CNRS. Diplôme requis : ingénieur, spécialité informatique *ou mathématiques appliquées.*
Embauche immédiate.
Candidature à adresser à M. le Directeur du C.I.C.G.
B.P. 68/38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

ALLEN BRADLEY ROBOTRONICS
(LES ULIS)
filiale française du leader mondial de l'automatisme industriel spécialisée dans les systèmes de vision recherche pour faire face à *son développement en France et à l'Export un*

INGENIEUR HARDWARE

Au sein de l'équipe, il prend en charge la conception et le développement des systèmes numériques pour applications vision.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ESE - ISEN - ISEP... possédant une expérience de 3 à 5 ans en développement d'électronique rapide et/ou en conception de pré-diffusés.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. 709 M à
Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



ALCATEL THOMSON GIGADISC

Dans le cadre de son développement

ALCATEL THOMSON GIGADISC

Premier constructeur européen de Disques Optiques Numériques et leader mondial de cette technologie, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX O.E.M.

pour distribuer ses produits auprès des Grands Utilisateurs Européens.

Ces postes conviendraient à des candidats pouvant justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la vente OEM de périphériques informatiques et ayant une bonne connaissance des Grands Constructeurs et Intégrateurs de Systèmes Européens, maîtrisant parfaitement l'Anglais et prêts à de nombreux et fréquents déplacements.

Adresser CV et prét. à ALCATEL THOMSON GIGADISC - F.L.C. - La Boursidière - Porte J RN 186 - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

CONTESSE

FROMAGERIES LUTIN
ALENÇON

Le Directeur d'Etablissement recherche

SON ADJOINT TECHNIQUE

dans une usine moderne fabriquant des fromages à pâte molle - effectif 230 personnes - il supervisera l'entretien, le suivi des investissements (travaux neufs, implantations) et les achats.

Ce poste pourrait convenir à un Ingénieur confirmé, connaissances en électricité, thermique, fluides, automatismes. Expérience fromagère souhaitée.

Adresser C.V. à M. DE LAFFOREST, S.A. LES FROMAGERIES LUTIN c/o UCALM, 12 rue des Lavandières, 72000 LE MANS.

Le Monde SECTEURS DE POINTE Le Monde

JEUNES INGÉNIEURS
Conception - Technologie - Fabrication
AIX-EN-PROVENCE

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de Mostek (USA) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous recherchons aujourd'hui pour notre Centre d'Aix-en-Provence (750 personnes) spécialisé dans la conception et la fabrication de semiconducteurs discrets, trois jeunes ingénieurs.

Dans le cadre de nos différentes équipes de R et D et fabrication, ils se formeront, s'intégreront dans notre organisation et prendront en charge des tâches opérationnelles : conception et développement de produits ou technologies nouvelles, gestion et animation d'équipes en atelier de fabrication.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens (conception), physico-chimistes (technologie) ou généralistes (fabrication) débutants ou possédant une première expérience en entreprise.

Le dynamisme de notre activité et le contexte porteur du groupe assureront aux éléments motivés et performants de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 90984/LM
THOMSON COMPOSANTS, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES –
101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT



Le Centre d'Intégration de matériels aéronautiques de Selles-St-Denis (180 p.) situé en Sologne recherche : (H/F)

Ingénieur Electronicien Hyper-Fréquence

Il animera la base de mesure d'antennes et de surface équivalente radar du Service Hyper-Fréquence.

Ce poste sera confié à un Ingénieur Grande Ecole possédant une solide formation en Hyper-Fréquence débutant à quelques années d'expérience.

Nous souhaitons qu'il soit également intéressé par les problèmes mécaniques et motivé par la responsabilité d'une équipe au sein d'une unité de production performante.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1349 à Nicole KAMERZAC au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

PUBLICIS ANNONCES

DÉBUTEZ VOTRE VIE PROFESSIONNELLE DANS LA RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

EDF GDF

Les problèmes techniques vous passionnent, mais vous avez compris qu'une carrière riche et évolutive passe aussi par la gestion, les *responsabilités commerciales et financières, la gestion des ressources humaines, la communication...*

EDF-GDF vous ouvrent, dans la Région Nord Pas-de-Calais, un champ de réalisations exceptionnel où vous pourrez mettre en pratique, *sur le terrain, dialogue, initiative et imagination. Bref, un avenir plein d'énergie.*

Nous recherchons plusieurs jeunes ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles (généralistes, électrotechniciens, électromécaniciens, *informaticiens). Une autre condition : vous devez être libéré des O.M. Salaire de 135 000 à 160 000 francs.*

Adressez votre lettre de candidature accompagnée d'un CV, en rappelant la réf. NPC, à EDF-GDF Division Recrutement, 12 Place des Etats-Unis 75783 PARIS Cédex 16.

DESSEIN

LES MOYENS DE RESTER LE PREMIER

Sur le Marché MONDIAL, **STEIN HEURTEY** conçoit, étudie, réalise et met en service des équipements thermiques industriels. **Pour rester le premier** nous augmentons nos équipes et recherchons :

Ingénieur
"automatisation par calculateur"

Vous développerez des logiciels d'automatisation au sein d'une très jeune équipe de 25 personnes. Vous participerez à la définition du projet technique, élaborerez les programmes correspondants et en assurerez la mise en service.

Cette mission nécessite des déplacements à l'étranger et implique la maîtrise de l'anglais. La connaissance d'une autre langue étrangère est un plus (allemand, espagnol, russe, chinois).

Vous êtes ingénieur diplômé Grande Ecole, débutant, ou mieux, avec une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine.

Les perspectives d'évolution au sein de notre Société sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

STEIN HEURTEY Merci d'adresser votre dossier de candidature à Martin DUVERNE
STEIN HEURTEY - BP 69 - 91002 EVRY CEDEX

Deb's

Nous recherchons pour participer à l'expansion de
notre DIRECTION COMMERCIALE
DEPARTEMENT INTERNATIONAL TELECOMMUNICATIONS D'ENTREPRISES

Ingénieurs produits

Nous leur confierons la responsabilité de la définition et du suivi des produits dans le domaine de la Transmission de données et des réseaux d'entreprise à commutation de paquets.

Ces postes impliquent de bonnes connaissances en Télécommunications et marketing ainsi que la pratique de l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel
5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

TRT *L'une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle réalisant à l'exportation plus du tiers de son C.A.*

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 35 14 91 66 CODE : CONTESS

RESPONSABLE SYSTEME INFORMATIQUE
Applications - Exploitation

IBM 36 **Banlieue Est**

Une société de transport international (250 personnes), filiale d'un important groupe multinational, recherche un jeune responsable informatique.

Il aura pour mission l'organisation des traitements, l'utilisation et la vérification des systèmes de *sécurité*. Il analysera les besoins des utilisateurs, optimisera les programmmes existants et développera de nouveaux programmes (RPG II et III). Il assurera également la formation et le soutien technique des utilisateurs.

A 27 ans environ, vous êtes diplômé d'études supérieures (DUT d'Informatique) et vous avez une expérience de 3 à 4 ans de l'IBM 36, une bonne connaissance du langage machine et du RPG II et III.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence *M 54405 NM* à **TEG,** *113 rue de l'Université* 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

CHEF DE FABRICATION — LYON

SI VOUS ETES CONVAINCU QU'IL N' Y A DE REUSSITES QUE PAR LES HOMMES...

Alors nous pouvons nous comprendre.

Bien qu'appartenant à l'un des premiers groupes industriels français, n° 1 des biens d'équipements électromécaniques (1 500 personnes et 800 MF de CA) bien qu'investissant beaucoup ... nous n'oublions jamais que c'est aux hommes que nous devons ces succès.

Votre secteur compte environ 500 personnes. Pour réaliser vos objectifs (qualité, respect des délais et gestion de la fabrication, mise en place de nouvelles méthodes d'organisation type Kanban, ...) et tout cela dans un contexte de robotisation en cours, il vous faudra compter avec vos équipes. Avec les agents de maîtrise, surtout, plaque tournante des ateliers, véritable *« charpente » de toute entreprise industrielle. Si vous savez faire équipe avec eux, les motiver tout en les dirigeant,* vous gagnerez.

Jeune ingénieur AM, ECAM, ICAM ... doté de 3/4 ans d'expérience Fabrication ou Méthodes dans une industrie grande série, vous avez l'autorité de l'expert et l'esprit d'atelier. 28/30 ans : *nous vous proposons 200 - 220 000 F pour démarrer.*

Mais vous évoluerez : c'est bien dans notre philosophie, non ?

Adressez votre dossier de candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous réf. 967 M à Pascale GEHIN, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE DE L'IDÉE À L'ACTION

DESSEIN

VOCATION ACTUALITE

Ingénieur

Vous allez encadrer la division informatique industrielle. Votre formation d'ingénieur acquise en école ou sur le terrain s'est épanouie en entreprise depuis quelques années. Vous vous êtes frotté à l'informatique industrielle : télétransmission, contrôle de process, automates programmables, sont pour vous les réalités.

Vous animez une dizaine de collaborateurs sur le site mais aussi en mission conseil en France ou hors frontières (so please, you read and talk good english) ; pour peu que vos demandes soient fondées, nous ne rechignerons jamais sur les moyens. Ref 191

Faire partie d'un groupe pilote. En région parisienne ouest nous développons notre département **Informatique Industrielle - Automatismes.** Ceux qui participeront à cette aventure travailleront pour un Groupe de premier plan mondial dans le domaine de la gestion de services publics (eau, assainissement, énergie...).

Mener les projets de A à Z. Si vous êtes d'esprit curieux, *disponible*, capable de prendre totalement en main, un projet au sein d'une équipe légère mais pointue et motivée, faites le voyage avec nous. Et pour en savoir plus, adressez votre dossier de candidature, en précisant la référence... Nous garantissons la plus stricte confidentialité - Vocation 3, rue de Liège 75009 Paris.

L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE SE JETTE A l'EAU

Informatique technique

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie Informatique. Notre Division INGÉNIERIE DE SYSTEMES TECHNIQUES s'est spécialisée en réalisations industrielles de pointe et projets de haute technologie :

- Automatisation
- Télésurveillance
- Réseaux, Réseaux locaux
- Simulateurs
- Systèmes Militaires
- Génie Logiciel...

Pour faire face à notre développement, nous recherchons, pour un projet temps réel d'envergure dans *le domaine militaire* :

Ingénieur confirmé

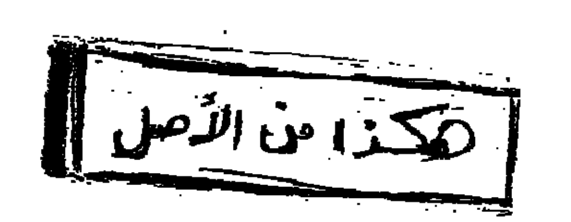
Son rôle sera d'encadrer et de coordonner les activités d'une équipe d'environ 5 personnes.

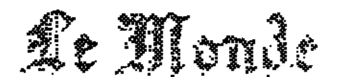
Ce poste offre des perspectives d'évolution importantes pour un Ingénieur ayant de 2 à 5 ans d'expérience dans des projets temps réel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 10711/M, à E. PICARD.

SM SEMA·METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

MEMBRE DE SYNTEC





SECTEURS DE POINTE

Le Monde



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTROLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger. Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité.

Son constant développement l'amène à étoffer ses équipes et à recruter

Ingénieurs « terrain »

Responsables opérationnels et techniques sur site nucléaire, vous encadrez une trentaine de techniciens chargés des contrôles par ultrasons des cuves de réacteurs. Vous assurez en outre toutes les liaisons avec le client.

Diplômé d'une école d'ingénieur ou titulaire d'un troisième cycle universitaire, vous êtes expérimentés en CND, notamment en ultrasons, vous appréciez la vie de chantier et parlez assez bien l'anglais.

Vous êtes basés à Rungis, mais devez prévoir 80% de votre temps en déplacement en France comme à l'étranger. Une formation à nos techniques de pointe est assurée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération actuelle sous réf. 3094/M à Claudine FERRY-CLEMENT - Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC

CURRICULUM

INGÉNIEUR PRODUCTIQUE — SUD DE PARIS

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion *internationale confirmée par le rachat des actifs de Mostek (USA) devront nous conduire à réaliser notre ambition* : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous recherchons, pour notre Département Circuits Hybrides (600 personnes – 260 MF de C.A.) basé dans la région de Fontainebleau, un Ingénieur d'Etudes Productique.

Intégré dans une jeune équipe chargée de faire évoluer en permanence le savoir-faire de l'entreprise au plan technologie, process et organisation, il interveindra plus particulièrement sur l'ensemble des problèmes liés à la productique.

Il définira notamment les évolutions de la formation industrielle et mettra en place les outils méthodologiques d'analyse et de simulation permettant de gagner en productivité et flexibilité.

Ce poste convient à un jeune ingénieur, éventuellement débutant, mais ayant de préférence acquis une première expérience en fabrication sur des produits à dominante électronique.

Le dynamisme de ce Département, son style de management très participatif, ainsi que le contexte porteur du Groupe, seront de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 90985/LM
THOMSON COMPOSANTS, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES –
101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT



RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

PREMIERE ENTREPRISE FRANÇAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE, SPÉCIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROÉLECTRONIQUE ET L'ANALYSE en très forte expansion sur le marché français et international (JAPON, U.S.A., U.R.S.S., EUROPE...), recherche

ingénieur gestion de la qualité

Rattaché au DIRECTEUR de la QUALITE, il devra, après une période initiale de prise de connaissance de l'Entreprise : – Définir le niveau de qualité acceptable – Évaluer les coûts de la non-qualité – Assister les départements dans leurs actions qualité : sensibilisation, formation, création et utilisation des procédures, collecte et exploitation des données statistiques – Promouvoir l'esprit qualité dans l'Entreprise et auprès des fournisseurs, animer les réunions et les cercles relatifs à la qualité – Participer au maintien et à la maîtrise du "savoir-faire" de l'Entreprise.

Ce poste, impliquant des qualités de communication et d'intégration à une équipe très motivée de scientifiques et de techniciens de haut niveau, conviendrait à un INGÉNIEUR âgé de 30 ans minimum, ayant quelques années d'expérience de la Fonction Qualité, acquise de préférence en fabrication de petite mécanique et/ou instrumentation.

Les dossiers de candidature – sous réf. 3201 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Imprimantes de haute technologie

IER

INGENIEUR QUALITE PAPIER

IER fabricant français d'imprimantes très spécialisées importe également des imprimantes de haut de gamme qu'il distribue sur l'ensemble du territoire.

Avec près de 200 millions de chiffre d'affaires pour 220 personnes, il poursuit son expansion et recherche un ingénieur qualité papier.

Interface efficace entre les clients et les services techniques concevant les *imprimantes, il aura pour mission aussi bien d'adapter les documents à imprimer* aux performances des machines que d'orienter les caractéristiques techniques de ces dernières en fonction des normes de papier actuelles ou futures.

Ce poste est basé à Courbevoie. Il s'adresse de préférence à un Ingénieur diplômé d'une école de papeterie, maîtrisant bien l'anglais. Il aura acquis une expérience technique (études, développement, qualité) chez un transformateur de papier ou dans l'industrie papetière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle sous référence M 32/1636 E à

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Groupe International de la CHIMIE
recherche pour promouvoir des PRODUITS SPECIALISES

Ingénieur chimiste
technico-commercial

VOS ATOUTS :
Agé d'environ 25-35 ans, vous avez une formation de CHIMISTE de type Ingénieur.
Vous êtes à la fois un TECHNICIEN intéressé par la résolution de problèmes liés à la production, et un HOMME DE CONTACT ET D'ACTION autonome et disponible.
Une expérience TERRAIN serait un atout, la maîtrise de l'ANGLAIS est nécessaire.

NOTRE PROPOSITION :
Nous lui confierons la RESPONSABILITE du suivi et du développement TECHNIQUE, mais aussi COMMERCIAL, d'une clientèle dans une INDUSTRIE en expansion : assistance, conseil, prospection, ... dans la région NORD.
Vous BENEFICIEREZ d'une FORMATION complète en France et à l'étranger, d'une AMBIANCE de travail dynamisante, d'une REMUNERATION motivante (fixe + primes) et d'une VOITURE de fonction, ainsi que de larges POSSIBILITES D'EVOLUTION.

INTERESSE ? Adressez vite CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, *14bis, rue Daru, 75008 PARIS, s/réf. 49 1250 LM* portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Compagnie Française de Produits Industriels
(Chiffre d'Affaires 730 MF - 800 personnes) recherche pour son
Centre de Recherche et Développement de Gennevilliers (92)

INGENIEUR CHIMISTE
spécialiste de la formulation des pesticides

A la tête d'une équipe de 5 personnes, il prendra en charge les problèmes techniques posés par le développement et la commercialisation de nos pesticides et régulateurs de croissance : formulation, fabrication, contrôle qualité, application.

Une expérience de 5 ans minimum dans le domaine des pesticides ou de la formulation d'agents tensio-actifs est impérative, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

CFPI

Merci d'adresser lettre de candidature avec c.v. détaillé sous référence 2493 à
CFPI - Direction des Relations Humaines,
28 bd Camélinat 92233 Gennevilliers.
Discrétion totale garantie.

AXIAL Publicité

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos *moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés* des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs dans le monde davantage de liberté pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.

JEUNES DIPLOMES FINANCE/AUDIT BULL ENGAGE DES BATTANTS SANS FRONTIERES

Que vous soyez déjà diplômé ou que vous sortiez prochainement d'une Grande Ecole de gestion ou d'ingénieurs + IAE, que vous ayez un DESS ou un doctorat d'université vous intéressez notre direction Finance Groupe.

Un choix entre 2 filières :

La finance qui vous permettra d'assurer rapidement de larges responsabilités dans des domaines aussi variés que la comptabilité, le contrôle de gestion, la trésorerie, la *finance internationale.*

L'audit interne qui vous permettra de marier audit opérationnel et stratégie d'entreprise.

Dans tous les cas vous serez formé à nos méthodes, *considérées à juste titre comme très en pointe, votre action* pourra s'exercer tant en France qu'à l'étranger avec l'esprit d'équipe qui nous anime.

Une priorité sera donnée aux plus créatifs, novateurs et ambitieux d'entre vous.

Ces *postes très autonomes vous permettront d'évoluer* rapidement vers une structure financière décentralisée (siège, usine, filiale étrangère) ou au sein de la direction de l'audit.

Motivés, alors adressez votre candidature en précisant votre choix :
Financier Réf. 414 M ou Audit Réf. 415 M à
Jeanne Dubus - BULL SA - PR 0G007C -
94 avenue Gambetta - 75990 PARIS CEDEX 20



SOURCES

Nous sommes une importante société française de conception et fabrication de **systèmes électroniques et informatiques** de haute technologie, destinés à de grands industriels ensembliers français et étrangers.

Nos produits sont commercialisés dans le cadre de contrats pluriannuels en France et à l'exportation. Ils nécessitent des négociations continues et un suivi de gestion très rigoureux.

Nous recherchons un

INGENIEUR D'AFFAIRES
(excellent négociateur et gestionnaire)

Il deviendra responsable d'un des secteurs de notre marché, et en assurera le développement en prenant en charge progressivement les programmes en cours et en négociant des nouveaux contrats de développement et de support de produits. Il aura la responsabilité d'un chiffre d'affaires important. Il animera une équipe de quelques spécialistes.

Vous avez environ 30-35 ans, une formation supérieure d'INGENIEUR (ou commerciale alliée à des responsabilités en industrie) et une expérience d'au *moins 4 années de négociation en tant qu'ingénieur d'affaires industrielles.* Vous avez démontré vos goûts et aptitudes pour ce métier qui nécessite persévérance, adaptabilité, force de conviction et rigueur.

Evidemment, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise, et vous avez *une réelle disponibilité (nombreux déplacements de courte durée en France* et à l'étranger).

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), sous référence 7200 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion absolue.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

SOURCE 12

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

INGENIEUR SUIVI DE FABRICATION
Contrôle non destructif

Concilier grande technicité et sens relationnel
Lyon

Ingénierie du secteur nucléaire, notre expérience se caractérise par les excellentes performances de nos produits en exploitation.
Au sein de notre service affaires, vous aurez la responsabilité des dossiers techniques et assurerez le suivi de fabrication en prenant en charge toutes les opérations de contrôle non destructif liées au combustible nucléaire.
Pour contribuer au bon déroulement des affaires qui vous seront confiées, vous coordonnerez les relations clients/fabricants et études techniques. Pour cela vous saurez faire appel à vos qualités de diplomatie et de persuasion.
Ingénieur ENSEM, ENSMA, ENSI, vous avez acquis 5 ans d'expérience en contrôle non destructif et en fabrication.

Pour faire acte de candidature, téléphonez au 05.22.22.22 ou écrivez, sous réf. 300, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

média-system

POUR INFORMATION IMMEDIATE : 05.22.22.22 appel gratuit

THOMSON-CSF
DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

Notre Département de VÉLIZY (1400 personnes) où nous étudions et fabriquons des produits de très haute technologie, recherche un

INGÉNIEUR ACHETEUR

– vous êtes ingénieur généraliste de 35-40 ans,
– vous pratiquez l'anglais couramment et vous avez le sens commercial.

Nous assurons votre formation au métier d'acheteur et votre intégration au sein de notre service Achats.

Merci d'adresser C.V. et photo au Service du personnel – THOMSON-CSF, 2, rue Latécoère, 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY. Réf. PB/LM.



HAVAS CONTACT

Nous recherchons pour l'activité TRAVAUX SPÉCIAUX de l'un des principaux groupes de BTP français un :

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

OUVRAGES MARITIMES ET FLUVIAUX – FONDATIONS SPÉCIALES.

Issu de l'une des grandes écoles d'Ingénieurs (PONTS – ARTS ET MÉTIERS – CENTRALE – E.T.P., ...) il a acquis une expérience de 5 à 10 ans en BET dans ces spécialités et il possède une solide pratique informatique.

Le Poste est à pourvoir à Paris-Sud.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence TS 186 par :

edc 8, rue de l'Hôtel-de-Ville
92522 NEUILLY CEDEX.

HAVAS CONTACT

S O C A P E X

Connecteurs pour équipements électroniques professionnels
recherche pour son département fibres optiques à Suresnes (92)

INGENIEURS H/F

Ils seront chargés de l'étude et du développement de nouveaux produits pour applications aux transmissions par fibres optiques.

RESPONSABLE TECHNIQUE DE PRODUIT
(Conception - Maquettes - Prototypes)
ayant 2 ou 3 années d'expérience formation mécanique, de préférence micro-mécanique AM. ENSI...

RESPONSABLE DE BUREAU DE DESSIN ET DE LA MISE EN PLACE DE LA CAO
ayant 2 à 4 années d'expérience en C.A.O. et dans le développement de composants de grande série - *Formation mécanique - AM - ENSI...*

INGENIEUR CHARGE DE L'ETUDE DE COMPOSANTS OPTO-MECANIQUES ET DE LA MISE EN PLACE DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS DE LABO
ayant acquis une expérience en mécanique, optique et automatismes - *Formation mécanique AM ENSI...*

Ces trois fonctions nécessitent une pratique courante de l'anglais. Des connaissances des systèmes de transmissions par fibres optiques seront appréciées.
Merci d'adresser CV, photo et prét. à SOCAPEX, Service du Personnel, 10bis, Quai Léon Blum - 92151 SURESNES.

COMTESSE

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE ET INGENIERIE

Société de distribution de biens d'équipement et de consommation industriels, située à 150 km au Sud de Paris, nous recherchons un nouveau collaborateur.
De formation Ingénieur mécanicien ou équivalent, le candidat retenu, âgé de 35 ans environ, aura une expérience de 5 ans environ dans un service méthodes et possèdera des connaissances dans les nouvelles techniques d'usinage (robotique, FAO, CN et autres moyens de production modernes).
Outre l'animation d'une équipe de 20 techniciens, il sera chargé de l'introduction de nouveaux produits sur le marché et du suivi de leur évolution (contacts commerciaux fréquents).
Anglais parlé et écrit.
Déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'Etranger
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 07903 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra - Confidentialité assurée

---

Nous sommes une importante Société industrielle (2000 personnes, 800 millions de C.A.) filiale d'un groupe international classé dans les 50 premiers mondiaux et spécialisée dans la **conception, le développement, la fabrication et la commercialisation d'équipements mécaniques, électromécaniques et électroniques de grande série.** Nos **usines** sont modernes, nos **clients** importants, nos **techniques de** pointe. Afin de faire face à notre croissance et renforcer notre structure, nous recherchons pour notre siège à PARIS (H/F)

RESPONSABLE D'UNE LIGNE DE PRODUITS

(Au sein du Bureau d'Etudes). Ingénieur généraliste (Centrale, AM...) ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la conception de produits électromécaniques de grande série Incorporant des éléments en plastique. **Interlocuteur des Services Techniques de notre client le plus important en France (30% de notre CA),** et assisté d'une équipe de Techniciens, il *coordonnera les différents projets conçus en collaboration avec* ce client. Réf. LP

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Débutants ou quelques années d'expérience). Rattachés au Service Développement Electronique, ils seront responsables de **projets de recherche et développement** depuis la définition du produit avec les Bureaux d'Études de nos clients **jusqu'à l'industrialisation et le démarrage de la fabrication.** Ces projets, liés aux systèmes de traitement et affichage de l'information utilisent **les techniques micro-électroniques les plus avancées** (couche épaisse, bonding, CMS) et **l'utilisation de l'ordinateur** comme aide à la conception (IAO, CAO). Réf. DE

INGENIEURS GENERALISTES DEBUTANTS

Différents **postes formateurs** sont à pourvoir dans les services de conception de nos produits (Etudes, *Labos, Gestion de projet, Analyse de la valeur, CAO...*). Réf. ID

La taille de notre Groupe, notre politique de gestion des carrières doit permettre à chacun une évolution en relation avec ses aspirations et ses compétences.

Nous vous remercions d'adresser votre CV en précisant la référence du poste choisi à PARFRANCE ANNONCES – 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS – qui transmettra

---

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs dans le monde davantage de liberté pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.

BULL ENGAGE DES INGENIEURS PASSIONNES PAR LES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Jeune diplômé, que vous sortiez de Grande Ecole ou que vous possédiez DEA/DESS avec **option informatique** indispensable, vous recherchez une carrière ouverte et évolutive.

Venez vous associer à la Direction des systèmes *d'information du Groupe BULL où vous participerez* au développement des applications en informatique de gestion, bureautique, réseaux et production informatique.

Pour débuter, vous recevrez une formation de 6 mois, centrée sur nos méthodes et très orientée sur le terrain.

Animé par l'esprit d'équipe, vous pouvez concilier votre bonne capacité d'adaptation aux changements technologiques à un goût pour un travail concret et méthodique.

En somme, nous proposons aux meilleurs d'entre vous un véritable parcours qui, selon vos compétences, vous permettra d'évoluer à terme vers des postes d'encadrement.

Ecrivez à Célia NANNI PR 5G090
sous référence 11 CN.

INGENIEURS EN MATERIEL ET LOGICIEL BULL ENGAGE LES CONCEPTEURS DES PRODUITS DE DEMAIN

A la direction scientifique Groupe, nous élaborons et développons des projets de recherche et d'études avancées qui deviendront les produits de demain : aujourd'hui plus particulièrement une **machine scientifique modulaire** à très hautes performances en calcul vectoriel destiné à traiter les problèmes rencontrées par les industries de pointe (aéronautique, nucléaire, météorologie, industrie pétrolière).

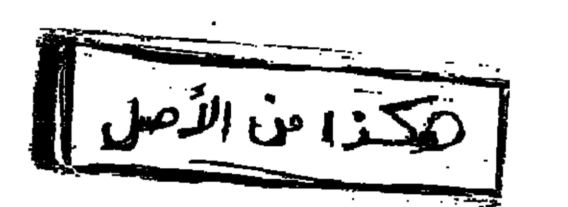
Si vous êtes ingénieur de formation Grande Ecole, que vous soyez débutant ou expérimenté dans l'un ou l'autre des domaines suivants : Operating system, Compilation (connaissance d'UNIX souhaitée), ou si vous êtes logicien-metteur au point, vous avez votre place dans ce programme ambitieux. Basé *dans l'Ouest parisien, avec l'esprit d'équipe qui nous* anime, vous concevrez et réaliserez avec nous le super-calculateur de l'avenir et acquerrez un savoir-faire d'avant garde.

Ecrivez à Annie BENYAYA - PR 0G007C
sous référence 416 M.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à BULL SA - 94 avenue Gambetta 75990 Paris Cedex 20.



SOURCES



Le Monde — L'UNIVERS DE LA GESTION — Le Monde

Concevoir et gérer nos systèmes d'information
un rôle stratégique

Société du secteur pharmaceutique, nous sommes filiale d'un important Groupe anglais. En France, nous réalisons un chiffre *d'affaires de 300 millions de F. et employons 320 personnes.*

Notre Directeur Administratif et Financier cherche aujourd'hui un collaborateur pour lui confier la responsabilité du contrôle interne et des systemes d'information.

En contact avec l'ensemble des services de la Société, votre mission sera de définir les procédures internes, concevoir nos systèmes d'information et de communication, et également d'assurer le contrôle interne, la mise en place et le suivi de ces systèmes et procédures.

A 28 ans au moins, après une formation superieure (ESC, DECS, Maîtrise de Gestion), vous avez acquis une expérience de 3 ou 4 ans *dans des fonctions comptables et financières vous ayant permis* d'utiliser l'informatique et vous parlez couramment l'anglais.

La fonction que nous vous proposons vous permettra de travailler avec *l'ensemble des équipes de la Direction Financière et d'exercer à la fois* un rôle de réflexion et de stratégie et un rôle opérationnel.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Georges KRASNOVSKY sous la référence 006/30 M en indiquant votre rémunération actuelle.



Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Defense

SOURCES

FORD FRANCE S.A.
RECHERCHE POUR L'ACTIVITE AUTOMOBILE DE SON UNITE DE CHARLEVILLE MEZIERES UN

ANALYSTE FINANCIER

Intégré au sein du Service Financier, vous participerez à la préparation et au contrôle des budgets, au suivi et au contrôle des projets d'investissement et à l'élaboration des prix inter-Divisions.

Vous devrez, à ce titre, faire preuve de dynamisme, de rigueur et de disponibilité.

Débutant ou avec quelques années d'expérience, vous êtes diplômé ESC ou équivalent.

L'anglais ainsi qu'une bonne pratique de la micro-informatique sont indispensables.

Adresser lettre man., CV, photo et prétentions en précisant la référence F 32 MO à la Sté FORD FRANCE S.A., Etablissement de Charleville, Mr S. Reymond, BP 228, 08102 Charleville Mézières Cx.



UNE VOLONTE DE PERFECTION

DESSEIN

Contrôle de gestion

Division d'un Groupe international de l'électronique (située au Nord de Paris) *nous avons décidé de renforcer notre contrôle de gestion et recherchons*

Cadre débutant, formation supérieure
Ecole de Gestion ou équivalent

Merci d'adresser C.V. sous réf.329 et photo à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS *qui transmettra.*

CURRICULUM

UN ATOUT POUR VOTRE CARRIERE

jeune contrôleur de gestion des filiales

Cette Société, Filiale d'un *important* groupe pétrolier a une vocation industrielle d'avenir. Premier producteur français dans son domaine, *elle* réalise un chiffre d'affaires *consolidé de plus* de 700 MF et emploie 1 100 personnes.

Au sein de la Direction Financière, vous serez responsable de l'assistance et de l'audit des filiales en France et à *l'étranger, ainsi que* de la consolidation.

Vous assurerez, *dans l'ensemble de la Société* des missions ponctuelles d'analyse financière ou d'organisation.

- Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP, ESSEC, HEC...) une première expérience d'environ 2 ans *en* Cabinet vous a permis de bien *maîtriser* les techniques d'audit, de contrôle budgétaire, de fiscalité.
- Votre diplomatie, votre sens du contact, vos capacités d'organisation et d'innovation *seront nécessaires au* bon accomplissement de votre mission.

Pratique de l'anglais nécessaire, déplacements à l'étranger.

Jouez *gagnant* avec un Groupe qui réussit, vous bénéficierez de son image de marque, de sa solidité financière et de larges *possibilités d'évolution.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. *et photo sous référence* **M 21E** *à notre Conseil* : **ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS**

ARCO

BMP

CETIAT à Orsay (91)

Transformer les essais en gestion comptable...

et vivre avec ce Centre Technique Industriel, au rythme de la Recherche et de l'Industrie, (40 personnes, 15 M de CA), voilà un fameux *challenge* !

Tous les jours, les Ingénieurs conduisent des essais, programment des recherches en laboratoire ou sur le site, participent au progrès des Entreprises aérauliques et thermiques. Il n'est donc pas étonnant, que le Directeur de cet établissement fasse appel à vos compétences pour animer et coordonner l'ensemble des domaines administratifs et budgétaires !

A chacun son métier ! le vôtre c'est de maîtriser la comptabilité générale en la rendant disponible rapidement souple, fiable et sincère. C'est également de participer à l'élaboration des budgets, des plans de trésorerie, c'est enfin de mettre en place une comptabilité analytique au service du laboratoire et des ateliers.

Ah ! ces ingénieurs ! incorrigibles ! ils vous demanderont encore de connaitre suffisamment les contours juridiques et sociaux de la fonction Personnel, pour traiter les problèmess quotidiens simples...

Il s'agit donc d'une candidature avec des connaissances solides en matière de comptabilité et de gestion et une expérience réelle de quelques années dans la pratique du métier.

Vous êtes la personne qui leur convient ? Alors écrivez vite aux consultants de SIRCA Rhônes-Alpes, Le Britannia C - 20 Boulevard Eugéne Deruelle 69432 Lyon cédex 03, sous référence 010912 M en envoyant votre CV et une photographie.

Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

SOURCES

Vous avez :
- ☐ une expérience technico-commerciale, filière entreprise, dans un établissement financier ou bancaire,
- ☐ une formation de base Sup de Co, ESSEC, IAE...
- ☐ la *gagne et très envie d'en tirer le meilleur* parti,
- ☐ le sens de l'animation d'une équipe,
- ☐ notre âge, 30/35 ans.

Etablissement Financier National

Nous avons :
- ☐ les équipes financières les plus pointues (clientèle entreprises, maîtres d'ouvrages, à tous les niveaux) et *les plus performantes,*
- ☐ les plus hauts niveaux de responsabilités par tête,
- ☐ un dynamisme et une capacité de croissance à toute épreuve, ...la gagne et très envie d'en tirer le meilleur parti.

Nous recherchons le

Patron de notre Direction Parisienne

Adressez CV, lettre manuscrite, photo, prétentions sous réf. 5009 à DESSEIN, 15 *rue du Louvre,* 75001 Paris. Tièdes et approximatifs s'abstenir.

DESSEIN

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN
recherche

UN SPECIALISTE
COMPTABILITE BANCAIRE

Le titulaire du poste, intégré au departement comptabilité-budget aura pour principale mission la mise en place d'un systeme informatise permettant l'élaboration de situations pèriodiques de forme bancaire concernant l'activité de dépôts et de credit de l'établissement.

Dans ce cadre, il devra :
- définir les criteres d'identification des opérations comptables necessaires a la production de ces documents ;
- les faire adopter par les différents services comptables décentralisés qui devront les intégrer à leurs propres systèmes de gestion ;
- etablir le cahier des charges et suivre la mise en place de ce système de centralisation des données permettant la production de ces états statistiques ;
- definir les relations de ce système avec les comptabilités divisionnaires et générales ;
- suivre et developper son fonctionnement.

Pour ce poste, nous souhaitons accueillir un diplômé d'une ecole de commerce, titulaire au moins du DECS et ayant une solide expérience de la comptabilite bancaire et de ses aspects *informatiques.*

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous ref. 7442 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
cherche

ANALYSTE FINANCIER
FORT POTENTIEL

Formation supérieure Grandes Ecoles scientifique de préférence.

Ecrire sous ref. 7456 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

CONTESSE

Crédit Mutuel
Champagne-Ardenne - recherche

INSPECTEUR H/F

Sous l'autorité du Responsable de l'Inspection, il aura à effectuer des missions de révision et de contrôle au sein des caisses de la région et adhérant à la Fédération.
Il s'assurera du respect de la règlementation applicable à la profession bancaire.
Formation D.E.C.S. ou équivalent.
Une précédente expérience dans le poste est souhaitée.
Déplacements en Marne et Ardennes (véhicule indispensable).
Le poste est basé à Reims.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions + photo d'identité) s/réf. 986.

Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
8 rue Camille-Lenoir BP 1035 - 51052 REIMS Cedex
132, rue du faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.

LEVY TOURNAY / ABBERSON

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 8me

Filiale d'un Groupe International souhaite renforcer sa

DIRECTION DES MARCHES

Elle recherche

CADRE DE HAUT NIVEAU
H/F

parfaitement bilingue (Français-Anglais) diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce qui sera chargé de prospecter et de conseiller une clientèle d'investisseurs français et étrangers dans le domaine des activités *financières.*

Outre une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions équivalentes *au sein d'une Banque* ou d'une charge d'Agents de change, le candidat devra faire preuve d'un réel *sens commercial.*

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 7461 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, q.tr.

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 38 14 01 66 CODE : CONTESS

GROUPE IMMOBILIER REGION PARISIENNE
(CA 400 MF), crée le poste de

RESPONSABLE DE SES SERVICES COMPTABLES

Dépendant directement du directeur administratif et financier, il assurera la responsabilité de l'ensemble des comptabilités des sociétés du *groupe.*

Il aura particulièrement en charge l'harmonisation et le renforcement des procédures comptables et *l'adaptation des services aux évolutions du* groupe.

Il participera activement à l'élaboration du nouveau *système informatique à mettre en place à* l'échéance de deux ans.

De niveau Ecole Supérieure de Commerce + DECS, *le candidat devra justifier d'une expérience* réussie à la tête d'un service comptable comme dans la maîtrise de l'outil informatique. La connaissance *du secteur immobilier sera un atout supplé*mentaire. Rémunération annuelle : 280 000 F +.

Adresser dossier de candidature (CV, lettre *manuscrite) à Hommes et Structures* C.M.P. - 21, rue Mademoiselle, 75015 Paris, sous réf. 6797.

CONTESSE

DUOLITE INTERNATIONAL S.A.

Nous sommes une filiale de ROHM AND HAAS Company
(2 milliards de dollars de C.A. 1985)
qui fabrique et commercialise des résines échangeuses d'ions utilisées dans le traitement de l'eau à usage industriel et dans différentes applications (agro-alimentaire, pharmacie ...).

Notre technologie et la qualité de nos produits nous placent en position de leader sur ce marché en expansion rapide.

Duolite International compte 310 personnes, et dispose d'une unité de production à CHAUNY (Aisne) de 240 personnes pour laquelle nous créons le poste de :

CONTROLEUR FINANCIER

Le candidat que nous aurons retenu se verra confier la responsabilité de l'ensemble des activités financières et comptables de l'usine.

En particulier, il concevra et mettra en place des systèmes de contrôle efficaces (comptabilité analytique, élaboration des standards de fabrication, inventaire de production) et participera à la préparation des budgets d'exploitation et d'investissements.

Il aura à sa disposition des moyens de traitement *informatiques flexibles* grâce à un réseau de communication intégré relié à l'ordinateur central du siège (IBM 38). De plus, il jouera un rôle important de conseil auprès des responsables de production.

Vous avez une formation *Ecole Supérieure de Commerce* ou équivalent et une expérience de quelques années dans des fonctions similaires. Bien sûr, vos connaissances comptables sont bonnes et vous êtes familier avec les *normes anglo-saxones et la micro-informatique.*

Vous *souhaitez concevoir* des systèmes, et les mettre en application. Vos qualités de communication vous aideront à réussir dans ce poste (anglais, leadership, esprit d'équipe).

Nous serons heureux de recevoir votre C.V. + photo et prétentions *qui sera à adresser au Directeur Adjoint du Personnel*

Société ROHM AND HAAS FRANCE
La Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75579 PARIS CEDEX 12

P.R.



adjoint au contrôleur de gestion H-F

Cette Société, en évolution rapide sur le marché alimentaire, recherche un collaborateur confirmé.

Il participera à l'ensemble de la mission de contrôle de gestion : contrôle des coûts, contrôle budgétaire, étude de rentabilité, participation à l'élaboration *des budgets et plans à 3 ans, analyses statistiques.*

Diplômé d'une Ecole de Gestion type ESC ou DECS, il possède une expérience de 3 ans minimum en entreprise.

Ses qualités d'objectivité, de synthèse ainsi que sa diplomatie et son goût des contacts seront des atouts importants pour sa réussite dans la Société.

Poste basé Banlieue Ouest.

Merci d'adresser C.V. + photo + lettre manuscrite sous référence M 24F à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

amp

CONTROLEUR DE GESTION PARIS

Notre Groupe (12.500 personnes) est leader dans sa branche. Notre croissance s'appuie sur une gestion rigoureuse et des produits de forte notoriété.

Nous souhaitons intégrer à notre équipe un contrôleur de gestion H.E.C. - ESSEC - IEP écofi...

3 à 5 ans d'expérience en audit ou contrôle de gestion ont développé sa rigueur dans l'analyse et lui ont appris la diplomatie nécessaire.

Il sera opérationnel sur une division de 1.000 personnes (5 centres de profit), contrôlera la fiabilité des données de gestion, tant dans les usines qu'au siège - conseillera les responsables des centres de profit - informera la Direction Générale - développera les procédures existantes à l'aide de la micro-informatique.

La maîtrise de l'anglais sera un atout complémentaire.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant la rémunération actuelle) sous réf. 2407-M, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

Le CENTRE de DEVELOPPEMENT DES MOYENS DE PAIEMENT d'un IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL

recherche

ANALYSTE de GESTION

pour participer :

à l'élaboration du budget et assurer le suivi des situations. Fonctionnement et Investissement.

à la définition des procédures et en assurer lancement et maintenance auprès des services utilisateurs.

Formation Maîtrise de gestion ou DECS complétée par une expérience nécessaire (3 à 5 ans) en contrôle de gestion et des connaissances informatiques.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. ALH 0425 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

LÉVI TOURNAY / ASSCOM

Jeune cadre administratif et financier

HEC - ESSEC - ESCP - INSEAD...

Assurer notre gestion administrative et financière ainsi que le suivi de nos principales filiales : c'est la mission que nous souhaitons vous confier.

Assistant étroitement la *direction* de notre **Société Holding** spécialisée en prise de participations minoritaires dans des affaires performantes, vous saurez mettre en valeur une première expérience réussie de l'audit et de l'administration d'une entreprise.

Bonne culture générale, connaissances juridiques et fiscales, sens aigu de l'organisation, parfaite maîtrise de l'expression écrite sont vos qualités.

C'est une fonction très formatrice, passionnante, dans un environnement en constante évolution que nous vous proposons.

Le poste offre de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prét.) sous réf. 7385 à CONTESSE *PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.*

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE (500 pers.)

RECHERCHE

ADJOINT AU RESPONSABLE SERVICE TITRES

En collaboration étroite avec le Responsable du service :
- *il optimise la gestion centralisée des opérations* titres pour toute la banque et, à cette fin, coordonne la mise en place d'un nouveau logiciel ;
- il assure la fonction conseil auprès de la clientèle par l'intermédiaire des agences ;
- il anime une équipe administrative composée de 7 personnes.

En cas de succès, il prendra rapidement la responsabilité d'une division autonome chargée de la totalité du fonctionnement et de la gestion de nombreux outils de placement.

Ce poste s'adresse à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (ESC, ITB ou équivalent) pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de 5 ans dans des fonctions similaires dans une banque ou chez un agent de change.

Si vous voulez valoriser vos compétences au sein d'une banque en plein essor, rejoignez-nous !

MEDIA PA. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4150/LM. à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.

La Sorefi Nord - Pas de Calais, organisme financier des Caisses d'Epargne et de Prévoyance dont la vocation est d'assurer la décentralisation et le développement du réseau Ecureuil régional, étoffe ses structures et cherche à intégrer au sein de la direction financière et de l'exploitation un :

Responsable département comptabilité

Sous l'autorité et en relation étroite avec le directeur financier et de l'exploitation, il sera chargé, avec l'aide d'une petite équipe de spécialistes, de veiller à la mise en œuvre de la centrale comptable régionale qui doit assurer l'enregistrement et le contrôle de l'ensemble des mouvements financiers par produits pour chacune des Caisses d'Epargne de la région, ainsi que de superviser et contrôler la comptabilité générale de la SOREFI. Ce poste, appelé à évoluer à moyen terme vers des fonctions d'audit et dans un environnement très informatisé, ne peut convenir qu'à un diplômé d'enseignement supérieur ou à un professionnel des techniques et procédures comptables d'excellent niveau, âgé d'au moins 32 ans, pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années au sein d'une direction comptable et familiarisé avec l'outil informatique. Réf. A/4801M.

Responsable produits d'épargne et de prévoyance

Il se verra confier la gestion d'exploitation et le suivi des produits d'épargne (bons d'épargne, bons de caisse, comptes à terme, assurances, etc...), ainsi que la comptabilité d'exploitation de cette activité . Ses responsabilités s'étendront à l'encadrement des équipes et à l'organisation. Il sera chargé de la mise en place des outils de contrôle d'exploitation et participera à l'application des projets d'automatisation relatifs aux produits d'épargne. Pour ce poste, nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, sciences économiques ou équivalent) pouvant justifier d'une expérience similaire de 2 à 3 ans dans le secteur banques ou assurances et ayant utilisé l'outil informatique. Réf. A/4798M.

Ces deux postes qui se situent au sein d'une structure en développement et sont basés en métropole Nord, offrent d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Généraliste de la fonction administration-organisation

GEO Ça prima Femme Actuelle Télé Loisirs

Paris — Vous connaissez la réussite des titres de PRISMA PRESSE, filiale d'un groupe de renom international qui est devenue, en sept ans, l'un des leaders de la presse magazine en France.

Nous vous proposons de venir renforcer notre structure en devenant le **bras droit** du Directeur Administratif et des Relations Humaines.

Dans ce poste en création, vous aurez à :
- consolider les **reporting** et **prévisions budgétaires** du Département.
- contrôler et mettre à jour les procédures, en conformité avec les normes du groupe.
- assister les opérationnels dans leurs études, simulations économiques et budgétaires.
- être le correspondant informatique du Département et assurer le suivi des contrats.

Age d'au moins 28 ans, de formation supérieure (ESC, Dauphine...), vous justifiez *d'une expérience d'environ 5 ans à un poste de généraliste.*

Bon organisateur, vous maîtrisez les problèmes de contrôle de gestion et d'audit opérationnel et vous parlez couramment l'anglais.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en précisant votre salaire actuel, sous la référence 8606, au 18 avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél.. (1) 47.23.78.20.

média-system

GR&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos *moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés* des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs dans le monde davantage de liberté *pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.*

INGENIEURS LOGICIELS, BULL ENGAGE DES ACTIFS

Au sein du Groupe, BULL Systèmes conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5000 personnes dont 1500 ingénieurs y participent.

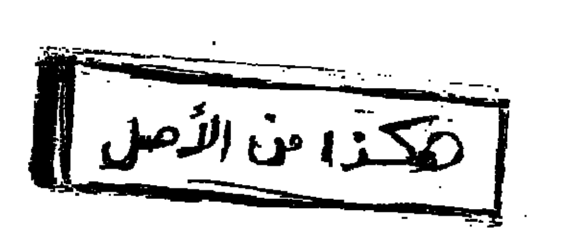
Diplômé de Grande Ecole ou universitaire avec option informatique, que vous soyez débutant ou que vous bénéficiez d'une première expérience en logiciel, vous désirez donner libre cours à votre dynamisme et à votre créativité dans un univers multi-système.

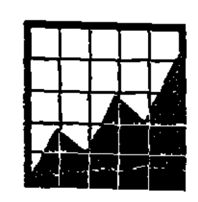
Venez assurer la qualification des systèmes et des réseaux de communication constituant les offres DPS6 ou DPS7 en environnement ISO-DSA. Intégré à l'équipe Qualité, vous participerez au développement et à l'exploitation des applications, à la gestion des systèmes d'exploitation et à la mise en œuvre des réseaux.

Si vous êtes un actif animé par l'esprit d'équipe, adressez *dès maintenant votre dossier de candidature* (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 31.481 à Marie-Hélène Lenoble - BULL Systèmes - PC 3C17
68 route de Versailles - 78430 Louveciennes

Bull

SOURCES





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCE

Association constituée par des organismes professionnels et des entreprises pratiquant les opérations d'assurances risques véhicules terrestres à moteur, recherche son

Directeur général

Sa mission :

- définir une politique précisant les orientations, les buts généraux de l'organisme en vue d'une limitation des coûts et éventuellement de l'importance des sinistres matériels,
- bâtir et appliquer une stratégie d'action avec la mise en place d'une direction participative par objectifs,
- animer une equipe dans un but de meilleure crédibilité et de plus grande productivité,
- assurer les contacts avec un réel sens de la communication (Ministère des transports, assureurs, constructeurs automobiles...).

Son profil :

Formation supérieure grande école indispensable, une ouverture sur les problèmes techniques et une solide expérience de gestion acquise dans le secteur de l'assurance et spécialement des sinistres.

Poste impliquant des qualités de rigueur, de rayonnement personnel et d'envergure, pour assumer des responsabilités de direction générale.

Lieu de travail : Levallois-Perret (92)

Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Ecrire sous réf. OW 500 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Exploitants de banque et hommes de développement

Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, se développe régulièrement et souhaite renforcer ses structures d'encadrement au niveau du réseau. Il recherche

Un directeur régional

Il aura la responsabilité complète des agences localisées dans sa région et il disposera des moyens (délégation et autonomie) nécessaires à la conduite de son action. En contrepartie il assumera la responsabilité des engagements, il sera un excellent animateur et utilisera la gamme très diversifiée des " produits " offerts par le groupe pour assurer un développement commercial conforme aux objectifs.

Ce poste s'adresse à un cadre bancaire de haut niveau, diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles de Commerce ou équivalent), âgé d'une quarantaine d'années. Ayant une très bonne expérience des opérations court terme acquise en " exploitation ", il a aussi pratiqué les opérations long terme. La réussite dans ce poste implique un tempérament d'entrepreneur et d'excellentes aptitudes de contact avec la clientèle industrielle, commerciale et associative ainsi qu'avec les instances représentatives régionales et les organismes professionnels. Mobilité géographique indispensable. Réf. C054/M

Responsables de clientèle, futurs directeurs d'agence

Ayant une double mission commerciale et technique, ils auront d'une part à développer une clientèle variée d'entreprises coopératives, d'associations et de mutuelles bien connue par le groupe en établissant avec eux une relation de partenariat, d'autre part à réaliser l'analyse financière et le montage de leurs dossiers. Notre taille humaine permettant une importante capacité d'adaptation, ils pourront intervenir dans tous les domaines et proposer des produits " sur mesure ".

De formation supérieure (grandes écoles de Commerce ou équivalent), âgés de 28 à 35 ans environ, les candidats souhaités ont une expérience d'exploitation bancaire de 3 à 5 ans, de très bonnes qualités de contact et un tempérament de pionnier. Ils pourront faire la preuve de leurs capacités, nous saurons les reconnaitre et leur proposer une évolution de carrière. Mobilité géographique indispensable. Réf. C055/M

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Christine Bernet.

SEMA•SELECTION Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

PARIS

GROUPE FINANCIER INTERNATIONAL

Directeur système général d'informations

Réf EDA 5

Votre mission :

Occupant une position stratégique et en étroite collaboration avec les départements technique et Applications, vous serez chargé

- de définir et de mettre en œuvre les évolutions de notre système général d'informations,
- de coordonner l'extension des fonctionnalités de notre réseau de terminaux (+ de 10.000 postes),
- d'animer et d'encadrer d'importantes équipes (120 personnes)

Votre profil :

- Formation supérieure (Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent).
- Expérience d'au moins 10 ans en informatique (double compétence technique et gestion).
- Homme de dialogue mais aussi de rigueur
- Concepteur de grands projets

Notre conseil en recrutement :



83-85 Bd Vincent Auriol 75013 Paris.

Envoyer votre CV + prétentions + photo à Any Boulade en précisant la référence.

Directeur Général

Industrie laitière en Lorraine

langue allemande

Une performante société du secteur laitier, affiliée à un groupe privé européen, recherche son **Directeur Général.** C'est un poste à haute responsabilité qui comprend l'ensemble des activités de la société : production, marketing/vente, administration générale. Il est rattaché au directoire du groupe en R.F.A.

Le candidat idéal : un manager d'envergure, habitué aux responsabilités de direction d'une entreprise à taille humaine, connaissant bien le secteur agro-alimentaire (laiterie, fromagerie, de préférence), rompu à la gestion industrielle et au marketing, homme de dialogue, sachant diriger et motiver avec calme et détermination.

Le siège de la société est en Lorraine. La langue allemande est nécessaire pour les relations avec la maison-mère.

Merci d'adresser C.V. – lettre manuscrite + photo, sous la référence 2614, à

Conseillers de Direction franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 45.63.49.24

interconseil

MEDIA PA

L'UNIVERS DE LA GESTION

LE CRÉDIT LYONNAIS

recherche

Juriste de haut niveau

SPÉCIALISTE EN DROIT DU TRAVAIL

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide formation juridique et disposant d'une bonne expérience professionnelle acquise dans une grande société, un syndicat professionnel, un cabinet spécialisé ou dans l'exercice de la profession d'avocat.

Adresser lettre manuscrite. CV et prétentions sous réf. R.D.T. 20.5 au

CREDIT LYONNAIS

Recrutement des Cadres - 25, rue du Quatre-Septembre - 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

JEUNE INSPECTEUR

BANQUE PARISIENNE recrute pour renforcer son inspection générale un **JEUNE INSPECTEUR CLASSE VII.**

De formation supérieure, Ecole de Commerce ou Université - le candidat devra en outre être titulaire d'un DECS et pratiquer la langue anglaise.

Il devra également justifier d'une expérience de 3 ans minimum au sein d'un **cabinet d'audit comptable.**

Basé à Paris, le poste proposé implique des déplacements en France et à l'étranger. Il offre pour un candidat de valeur d'intéressantes possibilités d'évolution.

Envoyer C.V., photo et prétentions à INFRAPLAN, 83, bd Raspail, 75006 Paris.

CONTESSE

Société industrielle 120 personnes en expansion régulière recherche son futur

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Ingénieur, il connaîtra le travail des métaux, aura eu des responsabilités de production et saura utiliser l'informatique.

Animateur, organisateur, gestionnaire; sens commercial, il fera équipe avec la direction financière et les actionnaires.
Expérience semblable dans PMI nécessaire.

400.000 F

+ intéressement à l'amélioration des résultats.

Poste en proche banlieue Ouest.
Discrétion garantie.

COGEC

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 6506
20, avenue de Messine
75008 PARIS

Etablissement Financier de dimension internationale, recherche pour son secteur Prévoyance, un

AUDITEUR-INSPECTEUR

ASSURANCE-VIE / BANQUES

qui aura pour mission de conseiller et contrôler dans le domaine de l'assurance le réseau national d'établissements bancaires. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (économie, finances, comptabilité, droit, assurance) ayant une **expérience de 2 à 5 ans** en gestion ou administration (actuariat, inspection) dans le secteur de l'assurance (de groupe) et connaissant aussi le milieu bancaire (audit bancaire, par exemple). Une première approche des problèmes posés par l'informatique et l'organisation est souhaitée.

Ce poste, basé à Paris, implique une grande mobilité sur toute la France et requiert de bonnes facultés de communication, d'analyse et synthèse. Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence BA 65, sur l'enveloppe, à :

CGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

GROUPE FRANCAIS

Spécialisé dans la prestation de services aux transports internationaux, nous proposons à un cadre d'environ 35 ans de rejoindre notre équipe pour assurer les fonctions de

CHEF COMPTABLE ITINERANT

pour nos filiales en **Afrique Occidentale**

Ce poste s'adresse à un candidat responsable, entreprenant, pouvant justifier d'une solide formation (DECS ou équivalent) consolidée par une expérience réussie d'au moins 10 ans si possible en Afrique.

La maîtrise de la langue anglaise est obligatoire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 7421 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

KAYPRO

L'une des plus grandes compagnies de micro-ordinateurs

souhaite engager un

DIRECTEUR DES VENTES RESPONSABLE DU MARCHÉ FRANÇAIS

Les candidats devront justifier d'une expérience appropriée et parler anglais.
Le salaire proposé sera en fonction de l'expérience.

Merci de contacter : **KAYPRO FRANCE**
15, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre Laboratoire pharmaceutique dont le taux de croissance est l'un des meilleurs de la profession à l'échelle mondiale, propose des postes de

Directeurs de filiales

dans plusieurs pays présentant d'importants développements.

L'essentiel est d'y assurer un haut niveau de compétitivité et de promotion de nos produits dans le respect de l'éthique médicale.



En parlant l'Anglais et le Français vous aurez ce qu'il vous faut pour vous faire comprendre.

Nous couvrons déjà plus de 100 pays, c'est vous dire si l'exportation n'est pas délaissée... et vous en conclurez que nous cherchons de vrais professionnels, Médecins ou Pharmaciens de formation.

Veuillez envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 419 M à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

C'est un collaborateur du Laboratoire qui vous recevra.

Notre client est une société américaine spécialisée dans la fabrication et la distribution de "disk drives" de haute technologie. Il recherche pour sa filiale française, en voie de création un

Directeur des Ventes

Rattaché au Directeur des Ventes Europe il devra développer en priorité le marché français puis celui des pays de l'Europe du Sud.

Le candidat recruté aura une formation supérieure en *électronique ou informatique, une expérience de 5 à 7* ans dans la vente de composants pour l'industrie informatique ou para-informatique et une bonne connaissance du marché des O.E.M. Il devra impérativement parler *anglais*.

A un salaire motivant s'ajoutera une prime d'intéressement.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone, sous réf. 651-M à
MARIE-JO MARTIAL
Tour Manhattan, 6, Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2

CAPITAINE DE CHOC
CAPITAINE DANS LE VENT
UNE MISSION POUR UN "PRO".

PME de 50 personnes, nous sommes une Société de Maintenance des systèmes 34 & 36 d'IBM. 4 ans de vie, professionnalisme solide, objectif ambitieux, nous nous développons en permanence sur ce marché que nous maîtrisons, et recrutons un

CADRE DE DIRECTION

pour rejoindre notre équipe de dirigeants. Avec eux vous gérerez l'avenir de FSMH.
Outre la gestion comptable, vous aurez une mission d'animation des équipes (6 Chefs d'Agences, 2 Responsables Commerciaux), et la responsabilité des actions commerciales auxquelles vous participerez pleinement : les visites-clients vous conduiront à des déplacements sur toute la France.
A 35/40 ans, votre expérience d'utilisateur ou de commercial *(en milieu informatique, bien sûr) vous permet* de maîtriser parfaitement cette technique, qualité indispensable de votre réussite. Votre jeunesse d'esprit, votre dynamisme et votre sens de l'entreprise nouvelle sont des atouts non négligeables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à France Système, 18, rue Jules Vanzuppe, 94200 IVRY-sur-SEINE

FRANCE SYSTEME

Deb's

Fonction Personnel

UN VRAI PROFESSIONNEL POUR UNE EQUIPE D'ENTREPRENEURS

N° 2 mondial de notre spécialité, nous réalisons plus de 2 milliards de F de chiffre d'affaires sur le plan international. Nos équipes sont unanimement reconnues pour leur performance et leur forte motivation. Nous recherchons un Professionnel de la fonction Personnel. En charge d'un Service d'une dizaine de personnes, vous serez non seulement le Chef du Personnel de la Société et du principal Etablissement (Siège) en assumant à ce titre ses missions d'administration, de gestion et d'animation - mais aussi **l'un des piliers de la D.R.H.** dans la mesure ou son Animateur dont vous dépendrez vous confiera une mission de développement des procédures, des outils de gestion du Personnel et de la fonction Personnel.

Vous êtes **DIRECTEUR** ou **CHEF DU PERSONNEL** et maîtrisez les techniques et disciplines de votre métier acquises tant en FRANCE qu'à l'International. Vous avez au minimum 10 ans de pratique de l'Entreprise dans la fonction Personnel, vous parlez Anglais et disposez d'une solide formation. Vous êtes lucide sur les Hommes mais votre préoccupation est véritable. Vous souhaitez enfin valoriser votre expérience et **exprimer votre personnalité** dans un contexte prenant, ouvert et très diversifié.

Si ce message vous a sensibilisé, merci d'adresser votre candidature sous réf. 40 à notre Conseil, Marc PELISSIER, Guillon Sélection, 93, rue Jouffroy, 75017 Paris
(réponse et discrétion assurées).

GUILLON SELECTION

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ
*Siège à **Paris 8e** – Usine dans la région parisienne.*
*Nous produisons et commercialisons des **ENGRAIS**.*

Âgé de 30 ans, vous animez une équipe avec des résultats commerciaux significatifs dans des activités au contact de l'agriculture (engrais, semences, céréales, phytosanitaires, etc.), devenez notre

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

*Relevant du Directeur Commercial – dans le cadre de son départ à la retraite – et en relation fonctionnelle avec le Directeur usine, vous bénéficierez d'une **large autonomie**, au sein de l'équipe commerciale de 13 personnes. Dans un premier temps, vous ferez vos preuves dans les activités suivantes :*

- ***OPTIMISER** la répartition des produits entre les Délégués régionaux de ventes et leur apporter toute l'asssistance nécessaire sur le terrain ;*
- ***DÉFINIR** la gamme des produits et en assurer la promotion et la publicité ;*
- ***NÉGOCIER** les contrats avec les fournisseurs nationaux et étrangers de produits non fabriqués par la Société ;*
- ***ÉTUDIER** la concurrence et **PARTICIPER** à la définition de la politique commerciale.*

Nous apprécierons de bonnes notions d'anglais.

Ecrivez sous réf. DC 97 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BÉNATOUIL
– GROUPE BBC – *1bis, place de Valois, 75001 Paris.*
Discrétion absolue et réponse rapide assurées. Vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre candidature.

HAVAS CONTACT

Important groupe services

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL FILIALE

C.A. 140 MF, ville universitaire de l'Ouest
nécessite
expérience réelle de direction effective
d'une unité opérationnelle du secteur privé concurrentiel.
Très large autonomie
400 000 F.

Ecrire sous nº 7 264 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CENTRE DE GESTION AGRÉÉ PAYS DE LOIRE
(800 agriculteurs adhérents)
recherche

DIRECTEUR (H./F.)

– Minimum : exp. en gestion et *fiscalité agricoles ou DECS.*
– Capacités de gestion d'entreprise et d'animation du personnel.

Env. c.v. et prétentions au :
MONDE PUBLICITÉ
sous le nº 7 278
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

COMITÉ D'EXPANSION ÉCONOMIQUE EN SEINE-MARITIME rech. son **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** compétent en gestion financière et développement économique désirant travailler avec les élus et les assemblées
Adr. C.V. manuscrit et prét.
LCBS, BP60, 76202 Dieppe Cedex.

URGENT
asso. sect. touris. socio. enf.
recherche
SON DIRECTEUR RESPONSABLE
chargé : gestion fin., personnel, projet pédago. Env. lettre + c.v. avant le 23-5 à YVEL, 15, rue de la République, 78190 TRAPPES.

Directeur de filiale

350.000 F +

Région parisienne - Un important groupe international spécialisé dans la fabrication et la diffusion de produits de quincaillerie et bricolage recherche le directeur de sa filiale française de distribution. Basé en région parisienne et rendant compte exclusivement au directeur général de la société-mère, il aura la responsabilité globale de la gestion et du développement de l'unité française : définition des objectifs, élaboration et conduite des politiques commerciale et du marketing, détermination des budgets, gestion administrative, financière et du personnel. Le poste conviendrait à un cadre commercial confirmé âgé de 30 ans minimum, et doté d'une solide formation de base. Il devra justifier d'une bonne maîtrise de l'ensemble des problèmes de distribution auprès des détaillants, grossistes, G.M.S., groupements d'achats... La connaissance de la vente dans les secteurs "quincaillerie" ou "bricolage" serait un atout apprécié. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle brute sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire en précisant la référence B/5876M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Rechercher, acheter, développer

Le Président d'une coopérative particulièrement bien implantée sur son marché recherche le

DIRECTEUR GENERAL de l'une de ses unités

Sur un marché porteur, sa mission consistera à négocier le rachat ou la mise en gérance de nouveaux magasins, puis d'en assurer l'animation et d'en suivre le développement.

Homme de terrain et gestionnaire rigoureux, vous avez l'expérience d'acquisition d'affaires et vous savez élaborer et conduire une politique *marketing* active et efficace.

Une personnalité forte, une bonne aptitude aux contacts humains, sont les qualités nécessaires pour réussir ce challenge.
Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la *référence* 604 188M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

---

secrétaires secrétaires secrétaires

SOCAPEX

Connecteurs pour équipements électroniques professionnels
recherche pour son établissement de SURESNES (92)

SECRETAIRE BILINGUE Français-Anglais

Titulaire d'un BTS et pratiquant l'anglais courant, elle assumera principalement le secrétariat du département fibres optiques.
13me mois - Cantine.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo à SOCAPEX Service du Personnel - 10bis, Quai Léon Blum, 92151 SURESNES.

Pour son département CONSEIL EN RECRUTEMENT, la CEGOS recherche une

Secrétaire

Elle devra être apte à prendre rapidement des initiatives dans un poste qui demande des capacités d'autonomie, d'organisation et qui implique de nombreux contacts avec les clients.

Cette fonction nécessite une formation BTS ou équivalent, une première expérience, une bonne pratique de la dactylo (Traitement de Texte apprécié) et de la sténo.

Bureaux agréables - Restaurant d'entreprise - Parking.

Adresser lettre manus., C.V. détaillé et photo, sous référence 71720/M à S. RAMON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

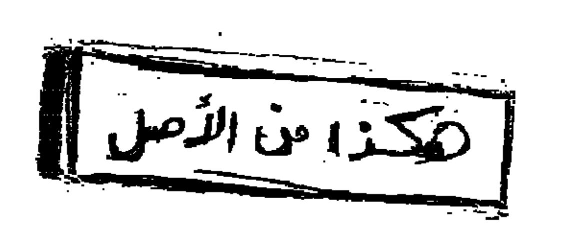
SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT

bil. anglais, sténo, excellente présentation et expérience.
Ecrire sous nº 7 284
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Organisme professionnel porte Dauphine, recherche

UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

niveau BTS.
Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo au nº M 8 065 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Futur chef de fabrication

Vallée du Rhône - Filiale de groupe français de tout premier plan, cette société (1500 personnes) est leader mondial dans sa spécialité, la production de combustible nucléaire. Pour faire face au développement de ses activités et s'adapter aux produits nouveaux, principalement à *l'export, elle recherche* l'adjoint du responsable de fabrications mécaniques (usinage, soudage et montage de composants en acier inoxydable). Au sein d'un atelier composé d'une centaine d'ouvriers professionnels et équipé de machines à commande numérique, il sera particulièrement chargé de la production: il apportera son expérience aux efforts, déjà engagés, d'automatisation des moyens de production et de l'introduction de la robotique; il participera aux réunions techniques avec les clients. Etroitement associé à la marche de cet atelier, il devra être capable d'en prendre l'entière responsabilité sous quelques années. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, *de formation AM ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans et pouvant* justifier d'une expérience significative en fabrication. Outre ses capacités au commandement, il a acquis de bonnes connaissances en équipements d'usinage, commande numérique, *micro-informatique* et robotique. La pratique de la langue anglaise constitue un atout supplémentaire. La rémunération et les possibilités d'évolution, tant au sein de la société que dans le groupe, sauront motiver des candidats de valeur. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3936M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de service
électricité-automatisme

Spie-Trindel

Cette filiale du groupe SPIE-BATIGNOLLES (30.000 personnes) recherche pour l'un de ses départements spécialisé dans les installations électriques, électromécaniques et développement d'automatismes industriels, un chef de service qui sera intégré au sein de l'agence de Poitiers. Dépendant du directeur de cette agence, il devra assurer le développement commercial de ses produits, notamment auprès d'une clientèle industrielle, pro*mouvoir les solutions* techniques dans le cadre de devis qu'il aura à finaliser et à gérer. Il animera une équipe d'une cinquantaine de techniciens dont 5 chargés d'affaires *travaillant* dans un *large* esprit de délégation. Ce poste s'adresse à un *professionnel* de l'installation électrique, âgé de 30 ans minimum et, si possible, de formation supérieure (ingénieur électricien de préférence). Son expérience de 5 ans au moins, acquise au sein de bureaux d'études d'une *entreprise* d'installation électrique ou dans la gestion de chantiers, lui permettra de s'imposer sur le plan technique et de promouvoir les solutions les mieux adaptées. *Au salaire annuel qui sera fonction de l'expérience acquise*, s'ajoutent un intéressement aux résultats et un véhicule de fonction. L'importance et la politique du groupe permettent d'envisager une carrière. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1401M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PTT TELECOMMUNICATIONS **cnet**

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications
recherche pour son centre opérationnel de LANNION

INGENIEUR SPECIALISTE PHYSIQUE DES SEMICONDUCTEURS

NIVEAU Grandes Ecoles ou Titulaire d'une thèse

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour études des composants optoélectroniques utilisés pour les transmissions par fibre *optique* • *analyse des technologies* des émetteurs et détecteurs • évaluation des performances et de la fiabilité • intégration dans les futurs systèmes de Telecommunications.

Adressez candidature man., C.V. détaillé et prét. à Jacques PEQUERIAU - Division AMG - CNET LANNION B B.P. 42 - 22301 LANNION

Organisation et Publicité

Société en pleine expansion dans les domaines électronique et informatique

recherche pour son service commercial

UN COLLABORATEUR

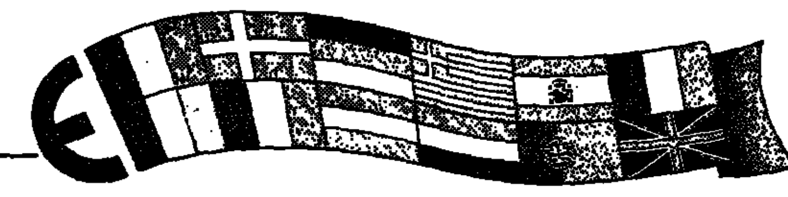
pour promouvoir et vendre les différents savoir-faire de l'entreprise, conception matériel et logiciel. Réalisation, maintenance.

Rémunération en rapport avec expérience et formation.

Envoyer c.v. et prétentions à SODATEC, GARAT, 16410 DIGANC.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza dois concursos gerais para a constituição de listas de reservas de

INTÉRPRETES (m/f*) e INTÉRPRETES ADJUNTOS (m/f*)

QUER SER INTÉRPRETE DE CONFERÊNCIA NA COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS EM BRUXELAS?

☐ Se tem nacionalidade portuguesa; ☐ se efectuou estudos universitários completos; ☐ se tem como língua principal o português e possui um conhe*cimento profundo de pelo menos duas das seguintes línguas*: alemão, dinamarquês, francês, grego, inglês, italiano e neerlandês.

Pode obter o aviso pormenorizado dos concursos publicados no Jornal Oficial das Comunidades n° C 109 de 7 de Maio de 1986, dirigindo-se a:

☐ Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, *Rue de la Loi* 200, B-1049 BRUXELLES. Tel.: 02 / 235.11.11.

☐ *Bureau de Presse et d'Information*, Rua do Sacramento à Lapa 35, P-1200 LISBOA. Tel. : 60.62.90.

Condições Particulares:

☐ INTÉRPRETES - COM / LA / 461 - LA 7 / 6
• possuir experiência profissional *pós-universitária de dois anos*, dos quais nove meses na qualidade de intérprete de conferência; • ter nascido depois de 7 de Maio de 1947.

☐ INTÉRPRETES ADJUNTOS - COM / LA / 462 - LA 8
• possuir formação de intérprete de *conferência ou experiência* comprovada nessa qualidade; • ter nascido depois de 7 de Maio de 1953.

DATA LIMITE PARA RECEPÇÃO DAS CANDIDATURAS: 20 DE JUNHO DE 1986.

* A Comissão desenvolve uma política que tem por objectivo assegurar a *igualdade de oportunidades entre homens e mulheres em todas as profissões.*

Ingénieur d'affaires export

Biens d'équipement

Cette société française (1000 personnes environ) a acquis une excellente **notoriété dans le secteur des biens d'équipements lourds** concernant les lignes et procédés de **soudage** élaborés destinés à la **carrosserie** (automobile, aéronautique...). *Elle a su s'imposer dans un marché fortement concurrentiel* et réalise actuellement **60% de son CA à l'export.**

Rattaché au directeur commercial, cet ingénieur aura en charge :

- **le suivi d'affaires complètes sur un secteur essentiel pour l'entreprise** comprenant la **RFA**, la **RDA**, la **Tchécoslovaquie** et la **Hongrie** : mise au point des *propositions et cahiers des charges, négociations,* suivi des études et des réalisations, essais.

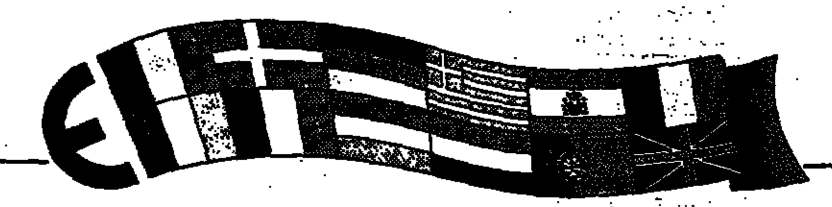
- **la liaison entre les clients, les responsables commerciaux de la filiale allemande,** ou les agents des pays concernés, **et les services de la société.**

Ce poste, basé dans la proche banlieue sud de Paris, convient à un candidat d'au moins 30 ans ayant acquis une **solide expérience** dans une *fonction* soit de **technico-commercial**, soit d'**ingénieur de production** (BE, méthodes, fabrication).

Le goût des relations avec les clients et une maîtrise courante de l'allemand sont indispensables. *Déplacements de courte durée.*

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant CV, références et prétentions sous n° 86055 M à

CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza dos concursos-oposición generales para la constitución de listas de reserva de:

INTERPRETES (m/f*) e INTERPRETES ADJUNTOS (m/f*)

¿ QUIERE USTED SER INTERPRETE DE CONFERENCIAS EN LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS EN BRUSELAS?

☐ *Si es Usted de nacionalidad española;* ☐ *si ha realizado Usted* estudios universitarios completos; ☐ si tiene como lengua activa principal el español y un conocimiento profundo de al menos dos de las lenguas siguientes: alemán, inglés, danés, francés, griego, italiano y neerlandés.

Pida el anuncio detallado de los concursos publicados en el Diario oficial de *las Comunidades n° C 109 de 7 de mayo de 1986 dirigiéndose a:*

☐ *Commission des Communautés Européennes, Division* Recrutement, Rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tel.: 02 / 235.11.11.

☐ Oficina de Prensa e Información, C / Serrano 41, 5° planta, E-28001 MADRID. Tel.: 275.04.80.

Condiciones particulares:

☐ INTERPRETES - COM / LA / 459 - LA 7 / 6
• poseer una experiencia profesional post-universitaria de dos años de los cuales 9 meses en calidad de intérprete de conferencias; • *haber* nacido después del 7 de mayo de 1947.

☐ INTERPRETES ADJUNTOS - COM / LA / 460 - LA 8.
• poseer una formación de intérprete de conferencias o una experiencia acreditada en calidad de tal; • haber *nacido después del 7 de mayo de 1953.*

FECHA LIMITE PARA LA RECEPCION DE LAS CANDIDATURAS: 20 de junio de 1986.

* La Comisión *desarrolla una política que tiene por objeto garantizar la igualdad de oportunidades entre mujeres y hombres en todas las profesiones.*

Administrateur des ventes export

Biens d'équipement



Rockwell International

ROCKWELL SYSTEMES GRAPHIQUES NANTES appartient à la division SYSTEMES GRAPHIQUES DE ROCKWELL INTERNATIONAL, groupe américain qui réalise un chiffre d'affaires de plusieurs *milliards* de dollars. Cette division est leader mondial dans la fourniture de rotatives offset pour la presse. L'expansion continue de la filiale française - qui exporte sa production à 90 % - crée la nécessité de *renforcer le potentiel du service administration des ventes par l'intégration* d'un nouveau cadre. Celui-ci interviendra dans les divers domaines de la fonction -devis, préparation des contrats, conditions commerciales, administration des commandes et tous appuis à la force de vente. Ces fonctions requièrent une formation supérieure et un premier parcours professionnel développé dans les biens industriels, tant sur le plan technique que commercial. *La pratique de la langue anglaise est impérative. La rémunération* de départ sera déterminée par l'expérience et le poste présente des perspectives d'évolution au sein de la société. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1394M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Profs d'angl. min. 26 a. pour encadrer séj. linguist. en G.-B. 48-60-02-39. 39-69-67-25.

Organisation internationale *siège à Londres recherche* **STENODACTYLO** bil. fr.-angl., langue maternelle fr., 22 a. min., salaire brut mensuel 757/865 livres net d'impôts, 6 semaines de congés. Ecrire à Western European Union 9 Grosvenor place Londres SW1 X 7 HL (Royaume-Uni).

En vue d'extension de notre bureau de planning recherchons

ARCHITECTES/INGÉNIEURS

en bâtiment

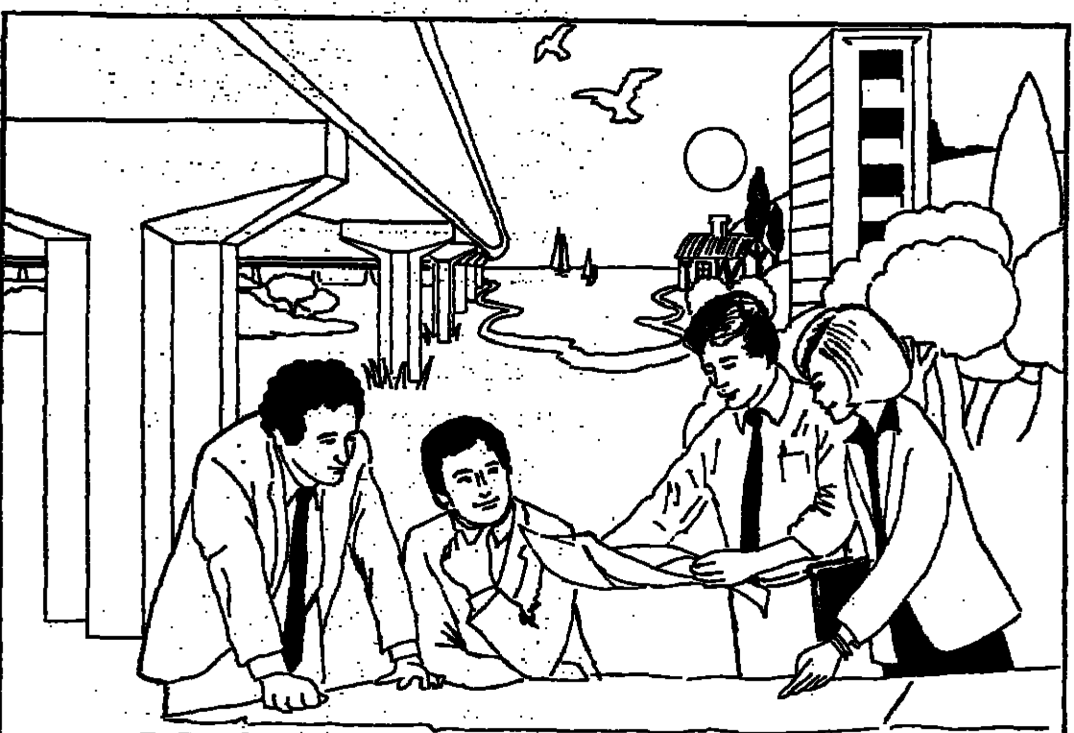
Nation. française, parfaite connaissance de l'allemand. Nous demandons : expérience dans l'ébauche et l'exécution du planning ainsi que dans la préparation des devis et le calcul des masses.

Siège de l'emploi : Haute-Bavière, de courts séjours en Afrique sont prévus. Adressez votre dossier complet de candidature (certificats, c.v., photo, prétentions) à :

GEBR. M AE R Z – KG
AM Salzstadel 2
D-8200 Rosenheim.
Tél. : 19-49 08031/12041.
Télex 525849.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LA CHANCE D'ENTREPRENDRE

Pas besoin d'aller bien loin pour cela. A Rouen, Le Havre, Cherbourg, Caen, Amiens ou Beauvais par exemple... Prendre rapidement des responsabilités, décider, mesurer ses résultats et cela dès le début de sa carrière : c'est le privilège du Génie Civil et du Bâtiment, où chaque chantier fonctionne comme une entreprise.

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

VOUS SOUHAITEZ VOUS REALISER DANS UN ENVIRONNEMENT STIMULANT.

Filiale d'un groupe leader, nous sommes en pleine santé. Notre volonté de diversification et d'expansion s'appuie sur un haut niveau de performance et d'innovation technique, ainsi que sur une informatisation maîtrisée.
Enfin notre taille humaine nous permet de privilégier l'intégration et la formation de nos collaborateurs. Nous vous proposons des postes en travaux, commercial et dans d'autres filières. Alors saisissez avec nous la chance d'entreprendre...
Et écrivez-nous : Direction des Ressources Humaines - QUILLE - Le Hastings - 2, mail Pélissier - B.P. 1048 76015 ROUEN

Organisation et Publicité



GROUPE BOUYGUES REUSSIR ENSEMBLE

Productique automatismes industriels

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. *Pour renforcer ses équipes, elle* recherche :

***2 ingénieurs conception cartes communication* - Rhône Alpes** - Rattachés directement au responsable du service télécommunication, ils prendront en charge la spécification, la conception et la mise au point de cartes à microprocesseurs permettant d'inter-connecter et de synchroniser des automates programmables. La conception de ces interfaces comprend une partie logicielle qui leur incombera directement. Ils exerceront toutefois une responsabilité de suivi global sur l'ensemble des études, tant matérielles que logicielles (planification et animation de tous les services concernés). Les candidats recherchés peuvent être débutants de formation ingénieur Sup. Télécom ou option télécommunication, mais une première expérience dans un domaine voisin serait un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7134M.

Ingénieur automaticien étude fonction de diagnostic - Rhône Alpes - Directement rattaché au chef de service, il est chargé de piloter la conception et la mise au point de cartes électroniques intégrées à des automates programmables en vue d'assurer, pendant le fonctionnement, la surveillance et le diagnostic des pannes ou des disfonctionnements du processus commandé. En tant que leader des projets, il est responsable de la conception matérielle (conformité) et logicielle. Ce poste s'adresse à un ingénieur électronique et/ou automaticien, ayant quelques années d'expérience de mise en œuvre d'automates industriels. *Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7135M.*

Ingénieur de conception d'interface analogique - Rhône Alpes - Il assure la conception *et la mise au point de cartes* d'interfaces analogiques à microprocesseurs destinées à connecter un automate aux parties analogiques d'un processus industriel (élaboration des schémas électriques, des logiciels associés à chacune des cartes et qualification de celles-ci vis à vis des normes ou standards d'homologation). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien débutant, généraliste ou spécialisé en électronique digitale et linéaire. La connaissance des microprocesseurs sera un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7136M.

2 ingénieurs-électroniciens - Midi Pyrénées - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude pour l'architecture de base d'automates programmables, ils seront chargés de concevoir des cartes à micro-processeurs depuis les schémas jusqu'au prototype et pré-séries. Ces postes conviennent à des ingénieurs type SUPELEC, ENSI, INSA motivés par une fonction à dominante matériel. Une orientation ou des compétences en télécommunication et/ou informatique et/ou analogique (alimentation), sera appréciée. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T 7113M.

Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

MEMBRE DE SYNTEC



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

A MARSEILLE et en ALGÉRIE

Groupe impt (60 filiales) cherche pour société négoce matériel travaux publics

INGÉNIEUR

Chef de ZONE
A. & M., Mines, T.P.
3 semaines/mois en Algérie pour action technico-ciale.
Pour un jeune ingénieur (débutant ou 1re expérience) ce sera une première étape.
Base Marseille.
Lettre, c.v., prétentions à AMS Sélection
5, avenue Foch,
13004 MARSEILLE.

MOËT & CHANDON

LEADER EN EXPANSION DE SA PROFESSION

recherche

juriste

La Direction Administration accueillera ce Juriste pour lui confier la responsabilité du service juridique du secteur Champagne du Groupe MOËT HENNESSY. Sa mission permanente sera le conseil des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise ainsi que la gestion de la Protection des Marques, des assurances, des baux, etc.

Ce poste conviendrait à un excellent juriste ayant une MAITRISE en DROIT PRIVÉ complétée par un DEA ou un DESS et possédant au minimum 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un Service Juridique d'une grande ENTREPRISE. La pratique de l'anglais est souhaitée. Lieu de travail : EPERNAY.

Les dossiers de candidatures (C.V. + photo + prétentions) – sous réf. 3204 M. à préciser sur l'enveloppe – seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

A LIMOGES
bureau d'études en urbanisme recherche

LE CHEF D'UN PROJET

de développement social du quartier

De niveau maîtrise, sociale ou culturelle, ou Sc. Po.

Il met en place l'action de D.S.Q. avec les acteurs locaux et assure sa mise en route pendant 12 mois.
Bon négociateur, animateur de réunions, il connaît le fonctionnement d'une commune. Il a *une expérience réussie de l'insertion des jeunes.* Travail au sein d'une équipe interrégionale où chacun est responsable de son budget d'étude.

130 000 F. Lieu : LIMOGES
C.V. + PHOTO + LETTRE A

ASSOCIATION CAMPANILE,
23, RUE RICHELIEU,
30000 NIMES.

Théâtre des Jeunes Années/Lyon
Centre dramatique national
recrute

UN(E) ADMINISTRATEUR(TRICE)

Adresser lettre + c.v. au : Théâtre des Jeunes Années, 23, rue de Bourgogne, Lyon-9e.

TURBOMECA

Aquitaine - Cette importante société du secteur aéronautique (4 300 personnes, 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), est à la pointe de la technologie des turbines de petite et moyenne puissance. Dans le cadre du développement de sa stratégie mondiale (70 % du chiffre d'affaires à l'exportation), elle crée au sein de sa direction commerciale, située à PAU, les postes de :

Ingénieur spécialiste étude de prix, devis, statistique

Il aura pour mission d'établir les bases de la politique des prix aussi bien dans le domaine des études et recherches que dans celui de la fabrication et des services. Travaillant en étroite collaboration avec les autres départements de la direction commerciale ainsi qu'avec les services comptables et techniques de la société, il devra proposer des méthodes d'élaboration de prix de vente. Ce poste s'adresse à un candidat de formation ingénieur type AM, ENSI, ESTACA,... ayant une expérience minimum de 4 à 5 ans en production et/ou recherche et développement, ayant permis une approche des problèmes d'évaluation des coûts. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger. Réf. A/T 7108M.

Ingénieur d'affaires chargé de la promotion des ventes

Il sera pleinement associé aux différentes missions incombant au chef de département auquel *il* sera directement attaché. Au-delà de la prospection des avionneurs, la préparation et la négociation des offres commerciales, il lui sera également confié des dossiers d'études de marché dans le cadre de lancement de produits nouveaux. Il participera à la conception de la documentation technico-commerciale. Le candidat que nous recherchons est un jeune *ingénieur généraliste et/ou de formation aéronautique/mécanique* pouvant *justifier d'une première expérience* réussie dans la préparation et la négociation de contrats industriels. La connaissance de l'anglais est indispensable et le poste requiert une grande disponibilité pour de fréquents déplacements de courte durée. Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution pour un candidat motivé. Réf. A/T 7133M.

Ecrire en précisant la référence choisie à *M. FABRE.*

MEMBRE DE SYNTEC

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Important laboratoire spécialisé en immunologie recherche

Immunologiste

Il conduit des projets de recherche portant sur de nouvelles formes galéniques appliquées aux vaccins.
Il définit de nouveaux systèmes, évalue leur efficacité *in vitro* et *in vivo* en les testant sur différentes espèces animales.

Pour ce poste, nous attendons un(e) candidat(e) de formation scientifique supérieure : universitaire, vétérinaire, médecin, pharmacien. Il justifiera de connaissances approfondies en immunologie, acquises au travers d'une formation complémentaire (Institut Pasteur, CES) et de 2 à 3 ans d'expérience en laboratoire de recherche, *qui lui auront* permis de maîtriser un bon nombre de techniques immunologiques et d'accéder à un bon niveau de réflexion dans ce domaine.
La pratique de l'anglais est nécessaire pour collaborer avec des partenaires étrangers.

Merci d'adresser une lettre de candidature motivée avec CV, photo *et* prétentions, à Joëlle Khuat Duy, sous réf. 869 M.

HAY RHONE-ALPES

HAY *Managers* Le Rhôdanien 5 place de la Gare, 69003 Lyon.

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

de pétrochimie société internationale

LEADER DANS SON DOMAINE D'ACTIVITÉ (USINES EN HAUTE-NORMANDIE).

Ce poste est à pourvoir au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Au départ, services production, mais ouverture possible.

Qualités principales : communication et sens du contact.

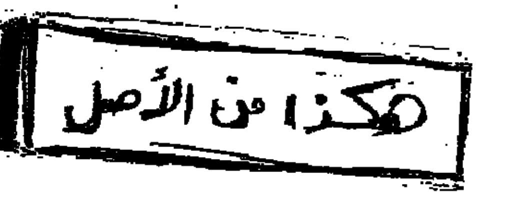
Adresser lettre, curriculum vitae, photo et prétentions sous le n° 7 274
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.



Jeunes ingénieurs construction. Troyes.

Le Groupe SOCOTEC (2400 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie.
Dans le cadre de notre activité en Champagne, nous recherchons deux jeunes ingénieurs construction pour participer au développement de notre agence de Troyes.
Vous avez un diplôme d'INGENIEUR GENIE CIVIL - STRUCTURES et éventuellement une formation complémentaire, type CHEBAP (le brevet de prévention ou l'agrément incendie 3ème catégorie serait apprécié pour l'un d'entre eux). Vous avez acquis une première expérience professionnelle de quelques années.
Après une période de formation à nos méthodes, vous prendrez en charge le suivi complet (technique et commercial) *des affaires qui vous seront confiées.*

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 86.14 à P. CANDES - SOCOTEC - Département du Personnel - 3, avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur logistique... en Vendée

30 *ans environ*, une formation **INGENIEUR** + spécialisation Transport ou un **DESS TRANSPORT** et **LOGISTIQUE**, *une première expérience réussie... voici pour l'essentiel de votre profil.* Et, pour ne pas énumérer toutes vos qualités, disons simplement que vous avez "l'état d'esprit" d'un excellent logisticien.

Si votre ambition est de devenir un véritable responsable *logistique, étudiez notre proposition* :

Dans notre stratégie de développement votre rôle en tant qu'opérationnel et fonctionnel sera essentiel. Cela tient à *l'activité et à la structure de notre entreprise :*
- activité : messagerie nationale et internationale,
- CA : 1,3 MF en 1967... *450 MF en 1986*,
- 1.200 personnes, 35 agences en France, 8.000 clients,
- une logistique totalement informatisée,
- une position réellement privilégiée sur son marché.

C'est dans cet environnement que vous aurez à OPTIMISER :
- les lignes de transports entre nos agences,
- les flux techniques et ceux des documents administratifs,
- les opérations de ramassage, distribution, stockage et manutention, etc.

Vous interviendrez aussi en tant que conseiller logistique auprès de nos clients. Poste basé à LA VERRIE.

Si notre proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature à J.M. BRETIN - TRANSPORTS GRAVELEAU - Direction des Ressources Humaines B.P. 5 - 85130 LA VERRIE - Tél. 51 91 54 10

TRANSPORTS GRAVELEAU

Organisation et Publicité

Ingénieur, devenez le patron de notre atelier émaillage. MACON

THOMSON-CUIVRE, filiale du Groupe THOMSON S.A., spécialisée dans le tréfilage et l'émaillage des fils de cuivre recherche un Ingénieur de fabrication.

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une grande école *d'ingénieur, vous avez réussi une première expérience* d'encadrement de production et souhaitez évoluer vers des responsabilités plus globales.
Nous vous proposons de prendre en charge l'atelier de fabrication (140 personnes) de notre unité de Mâcon. Vous rendrez compte au directeur de l'usine.
Dans un environnement technique stimulant vous assurerez la gestion de l'atelier aux plans humain, technique et résultats et participerez aux projets de développement : nouveaux produits, informatique de production...
Homme de réflexion et d'organisation votre sens du concret et des contacts humains seront des atouts importants pour réussir à ce poste. Nous comptons sur votre potentiel pour évoluer au sein de notre société ou du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Thomson-Cuivre, Direction du Personnel, B.P. 30, 02301 Chauny.



THOMSON-CUIVRE

ADMINISTRER ET GERER LE PERSONNEL...

Notre unité de production (900 personnes), située dans la région d'**Orléans**, appartient à un grand groupe industriel français.

La Direction du Personnel souhaite confier à un(e) spécialiste, l'Administration et la Gestion du Personnel. Il s'agit de créer la fonction : mettre en place de nouvelles procédures avec l'aide de l'informatique et prendre en charge la gestion des effectifs en "temps réel", la mission est vaste, motivante et évolutive.

C'est une opportunité à saisir si vous êtes prêt(e) à développer votre acquis technique (DUT - Maîtrise AES et *1ère expérience industrielle) ; en effet, la taille de notre Groupe et l'attention portée à sa dimension humaine* vous permettront de faire évoluer votre contribution vers les aspects "Communication" du management des ressources humaines.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 102/LM à
ALPHA CDI,
181 avenue avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI.

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEUR, DOCTEUR INGENIEUR *Pilotez nos projets en Rhône Alpes*

Au sein de l'une des filiales d'un puissant groupe industriel français (2,5 milliards de francs de C.A. mondial), notre Centre International de Recherches développe les fibres de renforcement et les procédés industriels de demain et recherche un jeune

INGENIEUR RECHERCHES PROCEDES HF

(X, ESE, ENSTA, ECP, MINES...)

Responsable d'un projet, vous développez et consolidez, avec votre équipe, nos acquis théoriques et, en liaison avec les autres sections, étudiez et préparez les futures applications industrielles. Ingénieur débutant ou semi-débutant, votre formation, axée sur la physique, et votre première expérience vous permettent de conduire études théoriques, recherches expérimentales (en vraie grandeur) dans les domaines de la thermique, de la mécanique des fluides, des mesures physiques, du calcul numérique.

Votre engagement personnel dans ce poste très opérationnel au cœur de notre savoir-faire, joint à votre potentiel et à votre sens du travail en équipe vous préparera à évoluer dans notre groupe où la gestion des ressources humaines se conjugue au plan mondial.

Envoyez lettre manuscrite et C.V. à notre Conseil Joël BERNARD, sous référence 410.78 M, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



EMPLOI centor – CENTOR RHONE ALPES 17, rue Louis Guérin 69100 VILLEURBANNE

Consultant en organisation informatique

Toulouse *300 KF*

Groupement des Caisses Régionales du Crédit Agricole Mutuel du Sud-Ouest

Nous sommes une société d'Ingénieurs Conseil au service des caisses régionales du groupement. Nous leur offrons des prestations d'études, d'assistance technique et de coordination de projets dans les domaines du management, du marketing, de la communication, des ressources humaines et de l'informatique.

Nous recherchons un ***Consultant de haut niveau.***

Votre fonction très étendue recouvrira 3 volets :
- vous concevrez de nouveaux produits en menant une réflexion prospective dans les domaines informatique et monétique. Vous sous-traiterez leur réalisation et assurerez leur diffusion.
- vous favoriserez l'optimisation des produits conçus par une caisse pour en assurer la portabilité aux autres sites.
- Conseiller technique des Directions, vous organiserez la concertation (groupes de réflexion) et la collaboration inter-caisses.

Agé d'environ 35 ans, *de formation supérieure,* vous possédez de solides compétences en *organisation informatique (méthodologie, audit,* schéma directeurs, cahier des charges) et justifiez d'une *expérience confirmée de consultant* au sein d'une société de conseil.

Merci d'écrire, en précisant la réf. DJ 50 M, à notre Conseil, 24 rue de Metz, 31000 Toulouse.

INFORAMA carrières – *la technologie par les hommes*

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE
recherche pour son Service ORGANISATION

2 JEUNES ORGANISATEURS H/F

Formation : Etudes supérieures scientifiques ou de gestion, connaissances des techniques *bancaires* et de l'outil informatique appréciées.

Fonctions : Analyse et adaptation des procédures et traitements propres aux agences. Assistance aux Services de la Caisse Régionale dans l'analyse de leurs besoins en matière d'organisation, méthodes ou moyens de traitement informatique. Participation avec les Responsables des services concernés à l'élaboration des dossiers *d'opportunité* et cahier des charges.

Profil : *Esprit d'analyse et de synthèse, aptitudes au travail* en équipe, sens du concret et de la qualité dans la relation avec la *clientèle.*

Adresser candidatures (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE
Service du Personnel
La Garde - Route de Paris
44076 NANTES Cedex

CRÉDIT AGRICOLE – Le bon sens près de chez vous





cnet

Centre National d'Études des Télécommunications

recherche pour le CCETT

Centre Commun d'Études de Télédiffusion et Télécommunications à **RENNES**

Ingénieurs grandes écoles ou titulaires d'un diplôme d'études supérieures (DEA 3e cycle)

débutants ou ayant quelques années d'expérience, pour mener des activités d'étude et de développement dans les domaines suivants :

Réf. 865 : Aspects ergonomiques de la conception des services et terminaux de vidéocommunications et des moyens de production de programmes audiovisuels.
Profil : Formation en psychologie cognitive et en ergonomie. Expérience minimum de 3 années dans la mise en œuvre de systèmes de communication pour usages professionnels ou grand public, ou dans une activité de conseil dans ce même domaine.

Réf. 866 : Serveurs multimédias pour les services audiovisuels interactifs.
Profil : Ingénieur système, possédant une expérience ou une spécialisation dans plusieurs des domaines suivants : informatique et téléinformatique, conception de réseaux de télécommunications, numérisation et traitement des images et des sons.

Réf. 867 : Réseaux de vidéocommunication.
Profil : Expérience ou formation spécialisée en **techniques de transmission des signaux analogiques (y compris vidéo) et numériques.**

Réf. 868 : Conception de terminaux et d'installations terminales d'usagers pour les services de communication audiovisuelle.
Profil : Expérience ou formation spécialisée en vidéo, techniques numériques et micro-informatique.

Adressez C.V. (en précisant la référence du poste) + photo et prétentions à l'attention de Monsieur P. LE GREL - CCETT - Rue du Clos Courtel *B.P. 59 - 35510 CESSON-SEVIGNE.*

Organisation et Publicité

PUBLICITÉ PRESSE EDITION – CENTRE-EST NORD-EST FRANCE

Vous pensez vente Nous pensons communication... Rejoignons nous !

Une première expérience de 3 ans dans la vente de services (immobilier, assurances, produits financiers, etc.), vous êtes à 26 ans, diplômé (BAC, +1, +2, BTS commercial ou équivalent).
Nous sommes un groupe industriel en communication (publicité, presse, édition, télématique, etc.) au premier rang national.
Nos capacités humaines, notre volonté de rester un modèle de référence ouvert aux techniques nouvelles de communication, notre originalité et un sens marketing concret et réaliste nous autorisent un développement constant et performant sur un marché largement ouvert aux innovations.
Nous voulons pour l'un de nos grands médias régionaux, renforcer sa force de vente sur plusieurs villes du Centre-Est et Nord-Est France, afin d'accroître son taux de pénétration sur le marché publicitaire et augmenter son image *de marque auprès d'une clientèle constituée d'entreprises* de distribution, commerces indépendants, sociétés industrielles et commerciales, etc.

ATTACHÉ COMMERCIAL, VENDEUR, *vous aurez à partir* d'une analyse fine et en profondeur des problèmes et des attentes de vos clients sur votre secteur, à promouvoir notre support médiatique comme faire-valoir et vecteur publi-promotionnel de leur image, de leurs produits sur le *marché local et régional.*
Responsable de votre CA, votre rémunération sera proportionnelle à vos efforts (fixe + variable), et votre évolution sera relative à votre implication personnelle au sein d'une entreprise très sensible aux performances de *l'homme.*

Merci d'adresser votre CV manuscrit, détaillé avec photo et salaire actuel à notre Conseil sous réf. : 7695 URM

17, rue Courmeaux, 51100 REIMS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



GROUPE BANCAIRE

recherche des

Chefs de guichet

pour ses agences

AVIGNON - GRENOBLE - LIMOGES
NANCY - ROUEN

De formation *B.P.* de Banque et bonne expérience administrative (3 à 5 ans) ainsi que le goût de l'exploitation pour gérer et développer un guichet de Banque.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions, en précisant la ville choisie à N. 5288 - **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.**

Importante Société d'Exportation et Négoce de Matières Premières Agricoles

recherche

Chargé d'Exécution export maritime

Il aura dans le cadre d'une équipe à s'occuper plus particulièrement des affrètements et de la gestion des transports maritimes de nos produits.

Une expérience dans ce domaine d'activité est nécessaire.

Écrire avec C.V. sous réf. 7879 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

Akzo Coatings France

recherche pour ses laboratoires de R. et D. situés au Nord de Paris un

PHYSICO-CHIMISTE

De formation supérieure ayant de préférence un doctorat ou une première expérience industrielle dans un des domaines suivants :

Analyse de surface, mécanique et rhéologie des polymères, analyses physico-chimiques.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions
à Mme LACOSTE - AKZO COATINGS
Tour AKZO - 164, rue Ambroise-Croizat
93204 SAINT-DENIS

bleu

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES

recherche

dans le cadre de son activité en Région Parisienne

JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOMÉ(E) E.T.P.-INSA...

ayant de préférence 2 ou 3 années d'expérience professionnelle, même éventuellement débutant(e), pour participer aux études et assurer la coordination pluridisciplinaire d'opérations de bâtiment et d'infrastructure.

Le poste à pourvoir nécessite le sens des contacts humains et l'esprit d'initiative.

Adresser curriculum vitae sous le nº 7277,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e, qui transmettra.

Chef de service comptabilité et gestion

PUISSANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE très solide financièrement et leader sur son marché, recherche pour l'une de ses directions régionales un Cadre Comptable.

Après une période de formation en collaboration avec le titulaire actuel du poste, il sera rattaché au Directeur de la région et assurera l'encadrement d'une quinzaine de personnes avec la responsabilité de l'ensemble des travaux du service :
- comptabilité générale et analytique,
- élaboration et suivi des budgets,
- prévision de trésorerie,
- reporting comptable et budgétaire.

Une formation supérieure (DUT, DECS...) ainsi qu'une **première expérience comptable** en cabinet ou en entreprise sont impératives.
Poste très intéressant de par sa polyvalence et son niveau de responsabilité pour un candidat de bon potentiel.

Poste : Nancy. **Rémunération en fonction de l'expérience.**

Ecrire sous réf. AK 502 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Emballage plastique alimentaire

Gérer et développer les ventes France et export

Un des grands de l'emballage plastique cherche, dans le cadre de son expansion, un Responsable Commercial de *valeur pour lui confier le développement d'une de ses grandes lignes de produit.*

Il aura comme clients d'importantes sociétés alimentaires, France et étranger (secteur produits laitiers, viande, surgelé...).
La réussite dans ce poste implique :
- une formation supérieure, école de commerce ou équivalent,
- une expérience commerciale d'environ huit ans (France + export),
- une parfaite connaissance de l'anglais + allemand + éventuellement l'espagnol),
- des qualités de dynamisme, de contact et d'excellent négociateur.

Poste basé : 60 km sud-ouest de Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. JR 495 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Chef de projet études générales
conception et réalisation
adjoint à chef de service

***SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE 1.200 personnes,** filiale d'un groupe* **leader de 12.000 personnes,** mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre un poste très formateur à un **jeune Ingénieur** ECP, Mines, AM, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle pour seconder le Chef de Service Etudes Générales.

Intégré à une équipe performante de bon niveau, elle-même rattachée au Directeur Général de la Société, il mènera des projets jusqu'à leur réalisation, touchant des domaines variés : introduction de nouvelles techniques, réalisation d'équipements, études économiques, informatique et méthodes.
La réussite dans ce poste implique : une grande curiosité intellectuelle, la capacité *à s'adapter rapidement à des activités diversifiées, de bonnes capacités de* contact et de pédagogie, un tempérament de réalisateur.
Réelles perspectives d'évolution ultérieure dans la société ou le Groupe à des postes fonctionnels ou opérationnels.
Poste à Lille.

Ecrire sous réf. *MU 498 CM*
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

ENSTA, ECP, ESE, doctorat

Recherche et développement
Côte d'Azur

Centre de recherche et de développement *de la Délégation Générale* de l'Armement, doté de puissants moyens et d'équipes performantes travaillant dans des secteurs de pointe (acoustique sous-marine) recherche un Ingénieur grande école ou docteur 3e cycle formé aux systèmes électroniques et à l'analyse de systèmes.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant possédant une première expérience, ayant de sérieuses connaissances en traitement du signal et signaux aléatoires, outils et méthodes de simulation et recherche opérationnelle.
Il sera chargé de modélisation, de simulation, de conception et d'évaluation de systèmes.
La réussite dans ce poste implique un haut niveau scientifique et un esprit d'équipe marqué.

Ecrire sous réf. BL 503 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL



emplois régionaux



Ingénieur qualité

Notre société, associée à d'autres entreprises françaises ou étrangères, se situe parmi les leaders sur le marché des terminaux téléphoniques et des matériels associés.
Pour faire face à notre développement, nous recherchons, pour notre département *QUALITE, un* ***INGENIEUR.***
Les responsabilités principales de ce cadre concerneront :
- la qualification des COMPOSANTS,
- les analyses techniques des défaillances en production,
- la normalisation interne.

Ce poste motivera particulièrement un ingénieur, ayant une première expérience en contrôle *QUALITE, intéressé par une entreprise* en expansion qui se dote de moyens techniques modernes et performants.
Lieu de travail : **Haute Savoie, entre Genève et Mont-Blanc.**

Ecrire à H.P.F. Direction du Personnel
Avenue de Savoie, 74130 Bonneville.

CONTESSE



AMI Société française (400 personnes, 160 MF de CA) fabrique et commercialise des produits en matières plastiques et résines destinés au grand public et à l'industrie. AMI occupe une place de premier plan dans la distribution de mobilier de jardin, de la décoration florale et du ménage et réalise 20% de son chiffre d'affaires à l'étranger au travers de filiales, d'agents ou de revendeurs. *Aujourd'hui nous proposons à un*

jeune chef de produit
HF

de nous apporter son sens créatif et commercial. *Vous êtes attentif aux* fluctuations de la mode et de l'esthétique. Vous savez utiliser ces atouts grâce à une maîtrise des éléments marketing. Votre objectif est de proposer et de réaliser le développement de la gamme mobilier extérieur en relation avec la recherche et le développement. Vous représentez un soutien constant pour la force de vente (études de marché, concurrence, publicité). Vous êtes soucieux de la rentabilité *des lignes de produits* et de leur évolution technologique. Cette description de poste vous est familière parce que vous êtes déjà un professionnel dans ce domaine et ceci depuis environ 3/4 ans. Vous avez eu l'occasion de travailler sur des produits relatifs à la décoration intérieure et au design par exemple. Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou vous avez suivi un cursus un peu différent mais qui vous a initié au marketing et à la gestion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1152-M
à REALISE, B.P. 2233, 69213 Lyon Cedex 02
qui nous assiste dans cette recherche confidentielle.

Le départ. de la Sarthe recrute par voie de détachement

UN CADRE A.

pour prendre la Direction des Finances *Départementales.*

Le titulaire du poste, sous l'autorité du Directeur Général des Serv. du Département, assurera la coordination et l'animation d'un service comprenant :
- Le Bureau du Budget ;
- Le Bureau des Recettes et des Marchés ;
- *Le Bureau de la Comptabilité.*

Une expérience dans ce domaine serait appréciée.
Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser candidature et c.v. à :
Monsieur le Président
du Conseil Général
Mission de l'Administration
Générale et du Contentieux
Hôtel du Département 21X
72040 LE MANS Cedex.

Ch. *ingénieur ESO, 3 ans* minimum d'exp. pour Sté d'optronique et d'optique Sud-Est. Ecr. Eurosud nº 3 670, pl. Docteur-Joubert, 04100 MANOSQUE.

SOCIÉTÉ DE RECRUTEMENT
en développement rapide
recrute pour LYON
PSYCHOLOGUE
DE RECRUTEMENT
- Première expér. *de* qques années en recrutement de cadres et ingénieurs.
- Esprit d'équipe allié à de *réelles capacités* d'autonomie.

Ecrire avec c.v. et photo, sous réf. MRH à AD'Com, 3, avenue des Ternes, 75017 PARIS.

Cherche opticien diplômé
pour direction centre optique
mutualiste Ardèche
Situation cadre. Avantages
sociaux, libre 1er juillet
ECR. SUD-EST MEDIA 7.621
B.P. 141, 26104 ROMANS
qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
160 km Nord de Paris
recherche pour
renforcer ses structures

FISCALISTE

avec expérience minimum
de 5 ans
Dans une clientèle composée de PME-PMI, d'importance moyenne, il devra, dans un cabinet de taille humaine assurer un rôle de conseil fiscal et juridique. Poste motivant mais demandant initiative et rigueur

Adresser votre C.V. manuscrit et *prétentions* ss nº 7.244 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Vendre à très haut niveau

MANAGEMENT CONSULTING

Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises.

Depuis 40 ans, plus de 10.000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions.

Implantée depuis 10 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses produits auprès de dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité (m/f), d'une formation supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, est âgé d'environ 40 ans. *La connaissance de l'italien et/ou de l'espagnol est un atout supplémentaire.*

Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles à haut niveau, en France ou à l'étranger.

Il a un excellent contact, le goût du challenge et apprécie les méthodes rigoureuses.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant *et de primes de performances*, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser c.v. avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 236 (à mentionner sur l'enveloppe) à Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Bruxelles, Belgique.



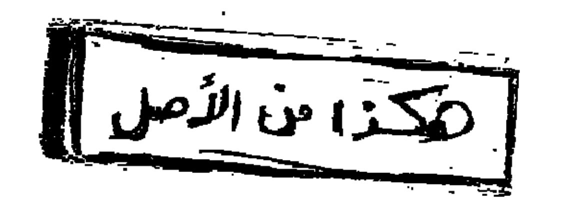
Chargé d'études statistiques *HF*

La Médiathèque de la Cité des Sciences et de l'Industrie propose, dans le cadre de son Département Développement, le poste de Chargé d'Etudes Statistiques. Il sera chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des outils de mesure permettant l'évaluation permanente des travaux et services de la Médiathèque. Il aura une large autonomie et sera aidé par une Assistante de formation bibliothécaire. Il aura de nombreux contacts avec les Responsables des différents services de la Médiathèque et des liaisons avec le Service Informatique. Ce poste convient à un diplômé d'études supérieures (par ex Maîtrise Sciences Economiques ou Ingénieur), ayant au moins 2 ans d'expérience en Statistiques ou suivi de projets comme par exemple dans l'ingénierie. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 11732/M à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de Syntec

sélé CEGOS

PUBLIVAL



Tout le monde en Michelin !

JEUNES INGÉNIEURS,

Michelin vous propose de participer à son développement dans les domaines suivants : Production, Etudes, Recherche, Informatique.

Par la diversité de ses activités et l'importance de ses moyens de formation, notre groupe offre à des hommes et des femmes de valeur la possibilité d'évoluer dans les fonctions les plus variées.

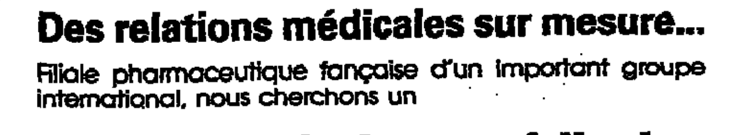


Ecrire en joignant C.V. a Michelin : Service du Personnel – Rél. 5263
Recrutement des Ingénieurs et Cadres – 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

13 86479 GF

Des relations médicales sur mesure...

Filiale pharmaceutique fançaise d'un important groupe international, nous cherchons un



Médecin relations médicales

pour notre direction médicale à Lyon.

Pour nous, les relations médicales consistent à promouvoir auprès des médecins leaders d'opinion, l'image médicale de notre laboratoire et de nos produits. Ce médecin prend en charge la promotion d'un antidépresseur à travers des actions variées qui vont de l'organisation de congrès à celles de rencontres et de débats sur des thèmes médicaux ou scientifiques.

Homme ou femme, 35 ans minimum, il a une bonne formation médicale et a acquis son expérience en milieu pharmaceutique, laboratoire ou agence. C'est un homme ou une femme de communication et d'organisation qui sait créer un climat de confiance.

Résidence à LYON.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 490/LM, à Annick LUCCHINI - Jacques TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEDIA BA

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise avec des contrats à signer, des règles à respecter, des procédures à suivre, des réformes à inventer. Voilà le Monde avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Le secrétariat général recherche un juriste pour

Gérer les affaires juridiques et conseiller la direction

200.000 +

Au rythme de la vie du quotidien, vous étudierez, proposerez et négocierez des contrats pour assurer les personnes et les biens, pour acheter, louer, céder des meubles et des immeubles, pour concrétiser des accords d'assistance technique ou de commercialisation... Au rythme des affaires, rompu aux procédures du droit des sociétés et à l'affût des nouvelles dispositions et de leurs incidences fiscales, vous saurez conseiller la Direction dans toutes les décisions importantes qui jalonnent la vie du journal : réformes statutaires, création de filiale, partenariat...

En fait un rôle de conseiller, auprès de la Direction mais aussi aux côtés de tous les services - rédaction, marketing/publicité, comptabilité, diversification...-. Un professionnel du droit - Droit des sociétés, Droit commercial propriété - avec une formation supérieure de type DESS, une expérience de 4 à 5 ans en entreprise dans un poste similaire, réussira s'il sait allier à la méthode et à la technicité du juriste le sens des contacts et le talent du négociateur habile.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence 3317 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Industrie de pointe

Futur directeur du personnel

Si le poste est classique dans son contenu technique (Emploi, Formation relations sociales, rémunération...) il l'est beaucoup moins du fait de l'environnement.
Directement rattaché à la Direction Générale vous assurez à terme, aux plans techniques et politiques toute la fonction dans une société en pleine mutation industrielle et donc humaine.
Prévoir, imaginer, adapter, préparer les hommes aux structures de demain tout en gérant le capital d'aujourd'hui, nécessite une forte personnalité, d'excellentes bases techniques et un bon sens politique.
Le niveau de dialogue et la complexité des structures requièrent une très grande mobilité personnelle.
C'est ce que vous propose cette importante société (1200 Pers. - 600 MF de CA).
A 35 ans environ, nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur (droit/gestion...) vous justifiez d'une dizaine d'années de fonction personnel opérationnelle.
Le milieu industriel ou ingénierie vous est familier et vous avez su mettre en oeuvre des outils, et en assurer le suivi de réalisation et le contrôle effectifs à tous niveaux. Vos résultats en sont le reflet.
Le poste est à pourvoir en banlieue parisienne.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 177 D, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

AFCOREM

OC conseil
Ressources humaines
PARIS LYON

BAYARD-PRESSE JEUNES
recherche RÉDACTEURS (H/F)

JE BOUQUINE

Nous venons de fêter notre deuxième anniversaire et notre équipe s'agrandit. Nous recherchons un rédacteur qui participera aux différentes rubriques de la revue (livres, cinéma, dossiers, jeux, etc.).
Si vous possédez une très bonne connaissance de notre public (adolescents 10-14 ans), de réelles capacités rédactionnelles et une expérience réussie dans le domaine de la communication (presse, édition, enseignement, T.V., pub ou autre), nous vous offrons l'opportunité de participer à la réalisation d'un produit pédagogique et distractif de qualité.

Réf. : MLA 436

PHOSPHORE

« Le magazine des années lycée »

Outre de réelles aptitudes rédactionnelles, vous avez acquis au travers d'une expérience pédagogique ou éducative de quelques années, une excellente connaissance de notre public (3e à terminale, enseignement général et/ou technique).
Nous vous proposons de venir rejoindre l'équipe de notre mensuel au sein de laquelle vous participerez à la réalisation de certaines rubriques, notamment éducation, vie ou lycée.

Réf. : MLA 437

Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
BAYARD-PRESSE, Direction des affaires sociales
3, rue Bayard, 75008 Paris

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Jeune Diplômé en Droit Social
(DEA - DESS)

Après une première expérience réussie, développez votre carrière :

Rejoignez notre Direction des Relations Sociales

- Vous assisterez et conseillerez les responsables et les chefs de personnel de nos différents établissements en matière de législation et application du droit du travail.
- Vous participerez à la rédaction du bilan social, des notes de service et à la synthèse du droit d'expression des salariés.
- Vous réaliserez des études juridiques liées à la gestion du personnel.

Le goût du travail en équipe, des qualités d'analyse et de synthèse seront nécessaires à votre réussite. Votre aptitude à la négociation et à la décision favorisera une évolution de fonction vers les relations avec les partenaires sociaux.

Pour en savoir plus, merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à :
Marc LE BEGUET UAP TOUR ASSUR,
Service de l'Emploi - 34 F Cédex 14, 92083
Paris-La Défense.

UAP

média-system

Marketing direct pour un junior entreprenant

Cardif spécialisée dans le domaine de l'épargne, des placements et de la retraite, est devenue l'une des toutes premières sociétés d'assurances-vie et de capitalisation du secteur privé.

Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez acquis de préférence une première expérience dans le secteur marketing direct.

Venez vous associer à notre développement en rejoignant notre équipe VPC.

Vous aurez à négocier et à monter avec nos partenaires (banques, fichiers...) des opérations de marketing direct : propositions et présentations de projets, contacts avec les agences, montage et suivi techniques, analyses qualitatives et quantitatives de résultats.

Vous avez le tempérament et la rigueur d'un entrepreneur, vous êtes pragmatique, créatif et autonome, venez rejoindre le service VPC de Cardif, où vous pourrez développer votre excellent sens du contact avec nos partenaires internes et externes.

Pour cela, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature sous réf. 343 à Béatrice Plantureux, Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement, 5 av. Kléber 75116 Paris.

CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

SOURCES

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
désirant renforcer son Service Assurance, cherche :

UN SPECIALISTE VIE

possédant une expérience confirmée de 8 à 10 ans de la technique et de la gestion des assurances collectives et une bonne connaissance des produits d'épargne et de retraite acquise en compagnie ou dans un cabinet de courtage.

Agé de 35 ans environ, le candidat devra faire preuve de goût du contact, de sens de l'organisation, d'esprit d'analyse et de synthèse.

Une formation juridique et la pratique courante de l'anglais seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 53744 (mentionnée sur l'enveloppe) à Deb's
140, rue de Courcelles - 75017 PARIS, qui transmettra.

MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCÈS

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU

(X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme. La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable *dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.*

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS
Direction des Ressources Humaines – 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Chef de projet messagerie

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT TELECOMMUNICATIONS A ST QUENTIN EN YVELINES UN CHEF DE PROJET MESSAGERIE

Il aura la responsabilité de mettre en place un grand système de messagerie ouvert à l'ensemble du Crédit Agricole, (Aspects technique et d'organisation), relations avec les fournisseurs et les utilisateurs, suivi technique et budgétaire, planification, recettes ...

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (grandes écoles, université) possédant une sérieuse expérience de la gestion de projet et des compétences dans les domaines des réseaux, de la *communication de messages*, des environnements sur mini.



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Pour venir en discuter, veuillez nous adresser lettre de *candidature*, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous référence SB/0423, à CNCA, Service Gestion des Personnes St-Quentin-en-Yvelines -78280 GUYANCOURT.

PUBLIVAL

FRAMENTEC RECHERCHE DES INGENIEURS QUALIFIES, MOTIVES PAR UNE ACTIVITE EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

Société leader en pleine expansion renforce sa direction technique.
Sont disponibles :

□ des opportunités en ingénierie de la Connaissance, demandant une grande faculté d'adaptation à des domaines variés, alliée à une bonne maîtrise des techniques de système experts.

□ plusieurs postes pour le développement d'outils informatiques d'I.A., demandant le goût et l'expérience de la programmation.

□ quelques postes en recherche et développement, pour lesquels une expérience significative – par exemple un doctorat – est exigée.

FRAMENTEC
Expert en intelligence artificielle.

Veuillez adresser lettre + CV à FRAMENTEC, attention de Madame Cherfi, RN 186, La Boursidière, 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Ogilvy & Mather

INGENIEUR COMMERCIAL
FRANCE et EXPORT

Jeune société de Services informatiques ayant réussi sa première étape : un des leaders en France sur la gestion des patrimoines des entreprises importantes, recherche pour son projet de développement France et Export, un ingénieur commercial (basé à Lyon ou Paris) capable à court terme de coordonner les réseaux et d'animer une équipe.

Contacter Gérard GUILLEMOT (GUILLEMOT S.A.) - 55, avenue de la Mavéria - 74000 ANNECY.
Dossier et références remis après entretien.

MEDIAPA

Filiale française d'un groupe international de consultants

recherche

CHEF COMPTABLE

- 4 à 5 années d'expérience, si possible dans un poste comparable.
- Anglais courant impératif.
- Rémunération 180.000 F/an.

Le poste implique la prise en charge complète de l'ensemble des aspects comptable juridique, social, financier ainsi que le reporting mensuel de cette société de consultants qui compte, pour l'instant, une trentaine de personnes.

Adresser C.V. *et prétentions* à
M. CH. PAOLASSO
G.D.V.
114, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 Neuilly-sur-Seine.

Se réaliser dans la fonction chef du personnel !

C'est l'opportunité qu'offre le groupe ***WAGONS LITS*** *à un jeune cadre, dans une unité d'exploitation ferroviaire de 600 personnes à PARIS. Sous l'autorité du Directeur de l'unité en liaison avec la Direction Française, vous assumerez l'ensemble des responsabilités liées à la fonction (gestion des ressources humaines, recrutement, formation, administration et relations sociales).*

De formation supérieure droit ou gestion du personnel, à 35 ans environ, vous possédez une expérience d'au moins 5 années dans la fonction. Homme de terrain et de contact, en intégrant notre groupe, vous aurez les moyens de réaliser vos ambitions.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétent. ***Compagnie Internationale des Wagons Lits et du Tourisme*** *Service Recrutement 10, rue Froment 75011 Paris.*

LELY · TOURNAY / ABSCOM

Futur directeur d'un organisme de formation

Un important syndicat patronal recherche le futur Directeur d'une ASFO, agissant pour la branche professionnelle de la chimie et dont les activités concernent : la formation initiale, la formation continue et la formation en alternance.

Le dirigeant que nous recherchons sera un gestionnaire et un animateur et son impulsion donnera un fort développement à cette ASFO. Il sera en particulier chargé :
- *de gérer la planification et la répartition* des fonds de formation,
- de créer de nouveaux programmes et de veiller à leur diffusion ainsi qu'à leur réalisation,
- d'assurer les relations avec les industriels, l'éducation nationale et l'ensemble *des organismes concernés.*

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur, ayant une formation supérieure, l'expérience de la gestion d'un service de formation et la connaissance de l'industrie chimique.
Il sera rigoureux, dynamique, créatif et il aura à cœur de jouer un rôle moteur dans la croissance et le rayonnement de cet organisme.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F. +

Ecrire sous réf. PX 501 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Une entreprise dynamique et performante, qui étudie et réalise des installations électriques pour l'industrie et le bâtiment, offre deux postes à des candidats de valeur.

• Chef du service travaux

Cadre confirmé, il aura une formation d'ingénieur ou un niveau équivalent et une solide expérience dans la conduite des travaux, dans les domaines : courants forts, courants faibles et, si possible, automates. Il assurera la responsabilité des travaux, sur le plan technique et économique et il dirigera une équipe de 30 monteurs.

référence BL 450 AM

• Jeune ingénieur d'affaires

Ingénieur électricien, il aura 2 à 3 ans d'expérience (la candidature d'un débutant, de très bon potentiel, ayant effectué des stages intéressants, peut être envisagée). Il assurera des responsabilités technico-commerciales : devis, négociation, suivi des études en liaison avec le B.E.

référence CM 451 AM

Ces deux postes impliquent dynamisme, bon contact, qualités techniques alliées à un sens de la gestion, volonté d'être des partenaires actifs dans le développement de la société.

Postes à Dijon.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue



Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Chef de service comptable

Une société commerciale de premier plan (vente de produits industriels, CA 1 milliard, 14 succursales), filiale d'un *grand groupe international, recherche son Chef de Service* Comptable.

Il sera chargé :
- *d'assurer la centralisation et la consolidation,*
- de jouer un rôle de contrôle, formation, assistance auprès des antennes comptables des succursales,
- de gérer la trésorerie au jour le jour,
- *d'assurer les liaisons avec l'informatique,*
- d'animer son service.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC et/ou DECS, ayant 8 à 10 ans d'expérience lui ayant donné de solides connaissances comptables (l'habitude de sociétés *à succursales multiples serait un atout) et témoignant de solides qualités de* rigueur et de dynamisme.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **250.000 F. +**

Ecrire sous réf. LT 497 AM
Discrétion absolue



PUBLIPANEL

BASE SPATIALE EN GUYANE

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche pour sa base de lancements en GUYANE

2 PLANIFICATEURS
BTS ou DUT

Il sera chargé, pour chaque campagne de lancement de la fusée Ariane, d'établir et d'actualiser un planning général comprenant des activités "lanceurs" - "charges utiles" - "base de lancements".

Une première expérience professionnelle en tant que planificateur est indispensable. Anglais souhaité.

Evolution de carrière assurée au CNES en métropole au terme du séjour en Guyane.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 5122 à : EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS, qui transmettra.

Emplois et Entreprises



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ACOME

900 personnes
C.A. 700 Millions de Francs
un des leaders de la fabrication des cables B.T.

recherche un

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Il viendra renforcer l'équipe chargée de prospecter et de suivre les grands installateurs électriques.

- Niveau ingénieur ou BTS.
- Expérience souhaitée.



Adresser lettre manuscrite, C.V., réf. et prétentions à :
ACOME
Service du Personnel
14, rue Marignan
75008 PARIS

bleu

Jeune responsable marketing

Développement additifs plastiques - Filiale du groupe Elf Aquitaine et spécialisée dans les additifs pour plastiques, cette société recherche pour sa direction marketing un responsable du développement. Basé à la Défense et placé sous l'autorité du directeur du marketing, il sera responsable du développement de nouvelles gammes d'additifs pour plastiques en relation avec le laboratoire d'applications, le responsable des additifs PVC et la force de vente. Il effectuera les études de marché nécessaires à l'introduction de ces produits et participera activement à leur promotion auprès de la clientèle en Europe. Ce poste s'adresse à un candidat de 27 ans minimum, de formation ingénieur chimiste ou école supérieure de commerce et ayant une première expérience dans l'industrie des matières plastiques, acquise de préférence dans la vente. La pratique de l'anglais et si possible de l'allemand est nécessaire. La rémunération annuelle de départ et les opportunités de carrière sont de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à D. MORETTE, en précisant la référence A/R 9152M.

M&T CHIMIE

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris -Strasbourg - Toulouse

Chef de produit

Alimentaire - produits frais - Rejoindre le numéro 2 du marché particulièrement dynamique et à forte activité publi-promotionnelle des produits laitiers frais est le challenge offert à un chef de produit. Sous l'autorité d'un chef de groupe, il participera activement à la définition globale du marketing-mix de gammes de produits très diversifiées. Il prendra en charge les études de marchés, le packaging, la communication et la promotion; il assurera la gestion de l'ensemble des références. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une première expérience d'environ 3 ans acquise sur des produits de grande consommation. Le poste est à pourvoir en proche banlieue parisienne. La rémunération annuelle sera fonction de la formation et de l'expérience. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2765M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE CONSEIL

(PARIS 17e)

RECHERCHE
pour des missions d'organisation :

1 CHEF DE PROJETS H. ou F.

De formation supérieure (Ecole de gestion, Ecole d'Ingénieur ou Université), complétée par DECS, 30 ans minimum, il (ou elle) aura une expérience de 7 à 10 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet d'organisation dans la mise en place de systèmes de gestion, comptabilités générale et analytique notamment.

Rompu(e) aux méthodes d'organisation et disposant de bonnes connaissances en informatique, il (ou elle) devra faire preuve d'initiatives dans la conduite des projets (propositions de solutions, décisions, encadrement...) et participer à la rédaction des analyses fonctionnelles.

Envoyer C.V. et prétentions au
MONDE PUBLICITÉ, sous no 7 276
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Nous sommes une PME mais nous savons rivaliser avec nos grands concurrents internationaux.
Nous sommes en effet leaders mondiaux sur certains de nos produits.

Nous recherchons

UN CHIMISTE ORGANICIEN

de haut niveau

Il lui sera confié l'animation du développement de nouveaux produits destinés à des industries de pointe dans le cadre de notre expansion.
Ingénieur diplômé d'une grande école, bilingue anglais-français, le candidat disposera de fortes capacités de créativité ainsi qu'une aisance relationnelle particulière au regard du niveau d'exigence de la clientèle.
Le poste implique d'intéressantes possibilités de promotion au sein de notre état-major.
Le siège social est aux Champs-Élysées et le lieu de travail situé en grande banlieue parisienne.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 205 M à :



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Responsable merchandising

Développement nouveau concept magasin - Une importante centrale d'achats faisant preuve de dynamisme et d'innovation en matière commerciale, groupant plus de 100 adhérents œuvrant dans la librairie, la micro-informatique et la papeterie et réalisant un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs, recherche le responsable du développement "magasins". Il sera chargé de promouvoir auprès des adhérents le nouveau concept magasin, en s'appuyant sur l'expérience des magasins pilotes créés récemment. De façon générale, il assistera les adhérents en matière d'implantation, mobilier, assortiments, PLV etc... Il assurera également les relations avec les concepteurs designers. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, d'un niveau de formation supérieure, possédant une très solide connaissance des points de vente du commerce de détail, de préférence non alimentaire. Le sens de la gestion et des contraintes budgétaires est indispensable. Le poste est situé à Paris et suppose d'assez nombreux déplacements, principalement en France. Ecrire en précisant la référence S/8082M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La Direction du Contrôle Interne d'une importante société du secteur des métaux non ferreux recherche un(e)

Auditeur Interne

rattaché au Contrôleur Général

- Il assure des missions d'audit comptable et opérationnel
- Il contrôle la bonne application des normes comptables au sein des différents établissements et filiales
- *Il étudie le bon fonctionnement* des systèmes comptables et de gestion et participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 28 ans, de formation Grande Ecole de gestion + DECS complet, il possède un bon potentiel et une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'audit.

Anglais nécessaire, allemand souhaité.

Le poste est basé à Paris, mais fréquents déplacements en France et en Belgique.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ss réf. 1020M à LTA — Antenne Saint Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris, *q. tr.*

LÉVY-TOURNAY / AGECOM

Ingénieur technico-commercial

200 000 Frs +

Notre société, filiale d'un important groupe français est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de systèmes de transmission opto-électronique et de connectique. *Notre courant d'affaires, avec le domaine* militaire se développe fortement. C'est la raison pour laquelle nous recherchons aujourd'hui un Ingénieur de formation, capable de prendre en main les relations avec les décisionnaires de ce marché c'est-à-dire, de la définition du cahier des charges aux propositions de solutions clés en main. Notre *structure commerciale et technique s'adapte* tout à fait à cette démarche.
Vous avez une formation d'Ingénieur type ENSI, ESME, EEMI, ESIEE ou équivalent et une expérience technico-commerciale dans l'industrie électronique ou connexe de 3 à 5 ans environ.
Bien sûr, vous êtes mobile et capable de vous adapter à une structure légère bénéficiant de l'appui d'un grand Groupe.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à *Média-System* (réf. 4617) 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, *qui* transmettra.

média system

3 Jeunes Ingénieurs Grande Ecole... à la campagne.

Notre usine (400 p.) appartient à un groupe industriel solide, leader dans son *domaine. Pour développer* et diversifier nos activités, nous renforçons nos services Etudes, Méthodes, Fabrication. Nous recherchons les trois adjoints des chefs de départements.
Jeunes ingénieurs Grande Ecole, votre *formation, complétée si possible* par une première expérience des bureaux d'études et/ou de fabrication (mécanique, électronique, petits moulages plastiques...), votre esprit d'équipe et votre sens des initiatives, sont des atouts indispensables pour participer à nos efforts et à la réussite de notre développement.
Nous serons heureux de vous accueillir dans le calme de notre usine-parc de 50 ha à 200 km au Sud-Est de Paris.
Merci d'adresser votre dossier (lettre précisant la rémunération souhaitée, C.V., *photo*) sous réf. 5127/LM à *notre* Conseil *ou transmettez-le à* **CV PLUS** en composant sur votre Minitel le (1) 43.59.40.25.

AFCOREM R & D

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS



La Direction du Personnel
d'une importante société de services recherche un

COLLABORATEUR HF

(NIVEAU BTS ou DUT)

pour renforcer l'équipe déjà en place chargée d'assurer l'administration et la paye du personnel.
Une première expérience dans un poste équivalent serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : quartier St-Lazare.

Merci d'adresser lettre manuscrite, *C.V.*, photo et *prétentions* *s/réf.* 767 M à **VALENS CONSEIL** - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

RESPONSABLE

SCE PRETS ET ENGAGEMENTS

Banque américaine à Paris, filiale d'un groupe financier international de premier rang recherche son Responsable Service Prêts et Engagements.

Parfaitement bilingue anglais, vous avez 5 à 7 *ans d'expérience* dans une fonction similaire. En outre, vous êtes rompu aux techniques de crédit acheteur (francs et devises, gestion de garanties) et avez une bonne connaissance des *encaissements* et escomptes.

Vous avez des qualités de rigueur, de méthode ainsi que des capacités d'animation.

Statut cadre. Salaire motivant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions,* sous la référence 4145/LM, à

MÉDIA PA
9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Concepteur rédacteur (H/F)

Pour faire face au succès de notre société, le service de la communication d'un des leaders de l'épargne recherche un *concepteur rédacteur capable d'allier* créativité et efficacité.

Chargé de mettre en forme et de rédiger les documents commerciaux, plaquettes et articles relatifs aux produits financiers du groupe, vous travaillerez au sein d'une petite équipe où règne une ambiance cordiale.

Diplômé Bac + 4, vous possédez une expérience similaire de 2 ans en entreprise *ou en agence.*

Investissez-vous dans une entreprise qui vous fera progresser en adressant dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2120 à

SOURCES
144 rue de Rivoli - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Banque parisienne de financement et de services aux entreprises recherche des



C L I E N T E L E HF

Statut Cadre A.F.B.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience confirmée des opérations de change, des financements en devises et une bonne connaissance des instruments qui leurs sont associés (options, taux et intérêt à terme...).

Assisté dans votre action par une organisation dotée de moyens efficaces, vous serez chargé :
- d'assurer l'interface entre les cambistes de marché et les trésoriers d'entreprises ;
- de développer une relation active avec un portefeuille de grandes entreprises déjà présentes sur ces marchés.

Pour mener à bien cette mission, vous maîtrisez bien l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre *manuscrite, C.V., photo* et prétentions, sous la réf. 4147/LM, à

MEDIA PA 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE
PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS
recherche H/F

DIPLOME DUT ou BTS INFORMATIQUE

avec connaissance de la fonction approvisionnement - 3 à 4 ans d'expérience.

Pour analyse du besoin utilisateur, cahier des charges utilisateur, simulation, rédaction du manuel utilisateur, formation.

Envoyer lettre, CV, prétentions sous Nº 9568 à

PARFRANCE ANNONCES
4 rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

Nous sommes une unité de fabrication et d'assemblage de petites pièces mécaniques en très grande série.

Notre usine, 200 personnes, située en proche banlieue parisienne, des plus performantes sur son secteur dépend d'un groupe en expansion.

Nous créons un poste d'

Ingénieur qualité

Ce poste est d'importance : au carrefour de la production, des clients et des fournisseurs et conçu avec un double souci de satisfaction du marché et d'amélioration de la rentabilité.

Vous mettrez en place une *méthodologie et un contrôle mais surtout vous* ferez passer le message « qualité ».

Ingénieur mécanicien ayant une première expérience de la fonction, vous donnerez à ce poste sa véritable dimension : à la fois homme de terrain et de communication vous animerez une équipe de 20 personnes et convaincrez l'ensemble de l'usine de « PENSER QUALITE ».

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil, sous la référence 5126/LM, ou transmettez-le à CV Plus en composant sur votre minitel le (1) 43.58.40.25.

AFCOREM





Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM GROUPE ABN BANK

recherche pour ses Agences Parisiennes

DEUX ATTACHES DE CLIENTELE PRIVEE (H/F)

Ils auront pour mission à la fois de gérer un portefeuille existant mais aussi de le développer par prospection.
- le premier poste est spécialisé dans une clientèle d'entreprises PME.
- le deuxième poste est spécialisé dans une clientèle de particuliers haut de gamme.

Sont indispensables :
- l'expérience du poste
- une solide formation, universitaire et/ou I.T.B.
- une excellente présentation
- une grande aisance dans les contacts alliée à de réelles aptitudes commerciales.

Possibilité d'évolution vers un poste d'encadrement au sein de l'agence.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à Banque N.S.M. Section Recrutement - B.P. 466.08 - 75366 Paris Cedex 08.

CONTESSE TELEMATIQUE (1) 35 14 91 65 CODE CONTESS

Société leader dans les produits de luxe recherche un

Chef de Produits HF Arts de la Table

Dans un cadre international il aura la charge de lancer et développer une nouvelle gamme de ces produits...
- *Il a une formation supérieure et une spécialisation en marketing.*
- *Il a 3 à 4 années d'expérience professionnelle, impérativement dans le domaine des arts de la table.*
- *Il connaît parfaitement le marché américain, possède un anglais courant, allemand apprécié.*
- *Il a l'habitude des relations et négociations avec les fabricants et les distributeurs.*
- *Basé à Paris il est disponible pour de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.*

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de candidature, prétentions C.V., photo sous référence 7901 M à BLEU Publicité, 17, rue du Docteur Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

---

Etablissement Financier de dimension internationale, situé à Paris, recherche pour son secteur Prévoyance, un

Chargé d'Etudes Comptables

qui sera responsable, dans le cadre du développement d'un important système comptable, d'établir au sein de la comptabilité centrale de l'établissement les bilans et les tableaux de bords mensuels et annuels, ainsi que la consolidation des comptes.
Il conduira aussi la refonte du système comptable pour les fonctions, traitements mensuels et annuels.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation DECS, avec une expérience pratique en comptabilité d'entreprise, si possible en assurances (3 ans d'expérience mini).
Ce poste requiert de bonnes facultés de communication, de négociation et une aptitude à décider.
Très intéressantes opportunités d'évolution par la suite au sein du Groupe.
Adresser C.V. détaillé en précisant votre rémunération actuelle, et rappelant la référence MA 65, à :

EGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

TRÈS URGENT pour Constructeur International

2 INGÉNIEURS

LOGICIEL expérimentés. Traitement de textes ou Télécom. Libres de suite. Tél. pour R.-VS 47-84-74-52.

La C.O.B. recrute

UN CHARGÉ DE MISSION

au service de l'Information.

Le poste conviendrait à un jeune cadre ayant une formation supérieure et quelques années d'expérience des *opérations financières dans une banque* ou la direction financière d'une grande société. Lettre de candidature manuscrite + c.v. + photo et souhaits de rémunération adressés à : La Commission des opérations de Bourse, service du personnel, 39-43, quai André-Citroën, 75739 Paris Cedex 15.

MAISON D'ÉDITION

PARIS-VIe (théâtre, musique, cinéma) recherche

SECRÉTAIRE

(homme ou femme)

motivé ou imaginatif, avec sens financier et organisateur. *Allemand lu et parlé indispensable*, anglais souhaité.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. et photo sous nº 7 280 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

COPCI SA/PARIS

spécialisée distribution produits chimiques cherche pour vente sur marché français

UN COMMERCIAL

matières premières chimiques.

Tél. : 45-63-11-22.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de Foyers d'Hébergement pour Travailleurs Immigrés, recherche pour ses Foyers

2 CHEFS DE CENTRE ADJOINTS ET 4 CHEFS DE CENTRE

ayant le sens du contact. *Gestion informatisée.*

Logement de fonction sur foyer de un appartement confortable. Envoyer c.v. détaillé, lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions, à ADEF, 16, r. du Plâtre, 75004 PARIS.

IFOSUPD PARIS

Ecole Technique privée *recherche pour* sa direction d'Etablissement.

UN ENSEIGNANT TITULAIRE

ayant au *minimum* une licence maths ou sciences ou epx. chef d'Etablissement, âgé 35 ans minimum. Situation d'avenir si compétent et dynamique.

Merci d'adresser dossier candidature (c.v. et photo) à : IFOSUPD PARIS 7, passage Delessert, 75010 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute

JOURNALISTE

confirmé ou débutant, connaissant et intéressé par les problèmes de Communication, presse écrite, audiovisuel, techniques nouvelles de com*munication, pour s'occuper plus* particulièrement des secteurs de l'audiovisuel et nouvelles techniques de communication.

Adresser candidature sous nº 7 283 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Paris-17e entreprise de réassurance *recherche* pour son service financier

UN GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES-TITRES

Exp. de la gestion de portefeuille exigée

Ecrire avec références et prétentions ss nº 7.282 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Internat privé mixte Sud Paris recherche

CADRE ÉDUCATEUR-ENSEIGNANT

pour responsabilités éducatives à partir de septembre 1986. Studio de fonction.

Envoyer c.v., photo et référ. à INSTITUTION DE GRIGNON B.P. 17, 94320 THIAIS.



PAYMATEC, Leader mondial de la carte à mémoire et de ses applications (terminaux de paiement électronique, publiphones...)
recherche dans le cadre de son expansion

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Disposant d'une large autonomie, vous avez la responsabilité du secteur bancaire.

Votre mission : Vous définissez et mettez en œuvre une stratégie de vente. Vous avez la responsabilité des prévisions et des réalisations de vos objectifs. Vous orientez et conseillez le service marketing.

Ingénieur d'une trentaine d'années, homme d'expérience et de terrain, vous êtes dynamique, rigoureux et rompu aux contacts humains.
Tenu avec succès, ce poste ouvrira de larges perspectives d'avenir au sein du Groupe Schlumberger.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 225 au Chef du Personnel PAYMATEC, 420, rue d'Estienne d'Orves - 92704 COLOMBES Cedex.

PLURIAL

PAYMATEC
Schlumberger



INVESTRONICA S.A., société affiliée du plus grand confectionneur Espagnol Induyco et un des producteurs de premier rang d'automatisation dans le monde de la confection.

recherche pour le marché français

UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

pour nos systèmes CAO, FAO, CFAO et le système transport révolutionnaire INVESMOVE.

LA FONCTION :
- cette fonction, très exigeante, couvre la totalité de la France ;
- vous serez responsable de la commercialisation de notre gamme de produits : informations et négociations de vente auprès de confectionneurs ;
- vous référez directement au responsable du marketing.

NOUS DEMANDONS :
- très bonne formation générale ;
- une personne disposée à travailler de manière très autonome et très dynamique ;
- bilingue français - anglais ;
- *apte à négocier au plus haut niveau ;*
- quelques années d'expérience dans la vente de produits techniques pour la confection ;
- une expérience dans la production d'un atelier de confection serait un atout supplémentaire ;
- âge minimum 25 ans.

NOUS OFFRONS :
- une entreprise de dimension internationale, très réputée et travaillant de manière professionnelle ;
- une stratégie de marché clairement définie, des moyens importants pour appuyer la vente ;
- de réelles possibilités d'une carrière exceptionnelle dans un climat de travail dynamique et agréable ;
- un excellent salaire et des avantages.

Si vous êtes intéressé par cette fonction offrant de réelles possibilités d'avenir, veuillez adresser votre candidature avec C.V. complet à l'attention de
Monsieur Th. Rombouts
INVESTRONICA Benelux - France
Lindenlei 141 - 2120 Schoten - BELGIQUE
Téléphone : (32) 3-658-28-57.

Vous êtes INGENIEUR GRANDE ECOLE.
Vous avez 5 à 7 ans d'expérience d'INFORMATIQUE d'USINE et de GESTION de PRODUCTION (GPAO) en environnement IBM de préférence.
Vous avez de réelles capacités de direction et d'animation.
Vous recherchez une fonction de

Responsable des études informatiques de production

Nous sommes la plus importante FILIALE d'un PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL fabricant et commercialisant des produits de grande consommation.
Nous saurons vous proposer une EVOLUTION de CARRIERE à la mesure de votre FORT POTENTIEL et de votre AMBITION
Si cette opportunité, basée à Paris-La Défense, correspond à vos attentes, nous vous remercions d'adresser votre dossier personnel que nous examinerons avec toute la rigueur et la discrétion requise, sous réf. 9680, à Média-System, 2 rue de la *Tour-des-Dames, 75009 Paris.*

PROVENCE CÔTE-D'AZUR

L'ensemble de la fonction... pour un Chef de Personnel d'envergure

Entreprise industrielle appartenant à la convention collective des industries de la Chimie, en forte croissance (500 personnes, + de 50 % du C.A. à l'exportation), nous recherchons notre Chef de Personnel.

Au sein de la Direction Générale, vous animerez en toute autonomie, l'intégralité de la fonction : les relations paritaires, les relations internes, le suivi et l'application de la législation sociale et, bien sûr, la gestion d'un personnel très diversifié.

Homme de terrain, vous avez au moins 35 ans, une expérience confirmée de la fonction personnel en milieu industriel et des compétences reconnues en droit du travail. Ferme et diplomate, votre sens des relations humaines vous permettra de participer activement au maintien des bonnes relations sociales dans notre Société.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/PER/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit une discrétion absolue.

MEDIA PA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Importante Société d'Exportation et Négoce de Matières Premières Agricoles

recherche

Chargé d'Exécution Export

Il aura à s'occuper de la gestion des contrats commerciaux et de leur réalisation.

Ce poste conviendrait à un candidat actif, *aimant travailler en équipe et titulaire d'un* baccalauréat ou d'une formation similaire ou expérience equivalente

Ecrire avec C.V. sous réf. 7880 M a :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

GRAND GROUPE FRANÇAIS

recherche pour négoce de matières premières agricoles

CANDIDAT DÉBUTANT

ou ayant déjà une expérience professionnelle
de quelques années
dans le négoce de matières premières ou de produits agricoles.

Formation souhaitée :
École d'Agriculture, de Commerce ou équivalente
Anglais ou Allemand indispensable.
Deuxième langue souhaitée.

L'activité demande un esprit d'équipe et le goût des contacts commerciaux.

Lieu de travail : PARIS OU GRANDE VILLE DE PROVINCE

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf 7855 M à
BLEU Publicité - 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Etablissement Financier de dimension internationale recherche pour PARIS et ARCUEIL

Chef de Projet Organisation

chargés de la conduite d'études d'organisation dans le domaine de l'Assurance-Vie.

Interlocuteurs permanents des utilisateurs et des informaticiens, ils assureront des fonctions d'animation, de coordination et d'assistance dans le *cadre d'importants projets en veillant* à la *cohérence et à l'intégrité* des systèmes d'information de l'entreprise.

Ces postes s'adressent à des organisateurs expérimentés du secteur *tertiaire* (Assurances, Caisses de Retraite, Banques) ou à des consultants en organisation ayant acquis une expérience dans ce secteur.

De bonnes capacités de synthèse, le goût du travail en équipe et des qualités de contact sont impératifs ainsi qu'une formation supérieure de gestion.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant *la référence JO 65 sur l'enveloppe, à :*

EGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

PRESSE GRAND PUBLIC

CHEF DE PRODUIT

Notre Département fait partie d'un des tout premiers groupes de presse (850 millions de chiffre d'affaires), et notre développement nous conduit à créer un poste de chef de produit, rattaché au directeur marketing de *ce Département.*

Il aura en charge un mensuel leader sur son marché (1 million d'exemplaires, 150 millions de chiffre d'affaires) et en progression très rapide (+ 15 % par an).

Outre la définition du budget et des objectifs de diffusion, il devra suivre le plan de commercialisation de ces produits et coordonner les actions de publicité et de promoition en relation avec nos partenaires extérieurs et les services communs du groupe.

Ce poste conviendrait à un candidat qui, après une formation type école supérieure de commerce, aura acquis un à deux ans d'expérience réussie dans des fonctions similaires et si possible sur des produits de *communication.*

Merci d'adresser votre lettre de candidature ainsi que votre curriculum vitae sous réf. **MLA 435 à :**

***Tropiques*, 4, bd de Strasbourg, 75010 Paris**
qui transmettra

Société bureautique dynamique

Responsable support technique

Prendre en charge le suivi et l'organisation du support technique auprès de la clientèle.

Analyser les performances des produits et proposer des solutions adaptées à chaque problème technique se posant à nos succursales et Concessionnaires.

Assurer la centralisation et la coordination de la documentation technique.

Vous êtes de formation Ingénieur en électrotechnique ou électronique et possédez une expérience réelle acquise en temps que responsable d'un Service Après-Vente.

Le poste est basé à NANTERRE mais nécessite une bonne mobilité.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 6109 B. à Christian Hollevoet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.



PARIS LYON

AFCOREM

Notre société, filiale d'un grand groupe financier spécialisé dans l'épargne recherche un :

Chargé d'études communication

Au sein d'une petite équipe, spécialisée dans les problèmes de communication, vous participerez à la réflexion stratégique, à la conception et la réalisation d'actions de notoriété. En liaison avec les agences de publicité du groupe, vous veillerez à la cohérence de notre image et au respect des budgets d'investissements.

Pour ce poste très vivant, nous souhaitons rencontrer **un bon professionnel de la communication**, de formation supérieure (Bac + 4) complétée d'une expérience de deux ans minimum chez un annonceur commercialisant des produits financiers (banques, assurances) ou en agence.

Chaleureux et organisé, vous avez l'esprit d'équipe et un bon sens relationnel. De plus, vous avez acquis des competences techniques indispensables à l'utilisation des différents médias (presse, catalogue, PLV, salons, etc...).

Affirmez votre savoir-faire dans une entreprise qui saura vous faire rapidement évoluer. En adressant votre dossier de candidature sous référence 2121 à

SOURCES
144 rue de Rivoli - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

GROUPE SYSECA

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M205 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, *partenaire d'un groupe* industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

Conseiller en Recrutement

Le Service Recrutement de la Société Générale, en raison d'une promotion interne, recherche un nouvel "équipier".

Diplômé universitaire, Sciences Po, Ecoles de Commerce, nous désirons celui qui a obligatoirement 2 à 3 ans d'expérience en Entreprise ou en Conseil *dans le recrutement.*

Vous aurez, à l'intérieur du service, vos clients attitrés et une autonomie d'action, tout en restant en liaison avec votre supérieur hiérarchique.

Pour vous, c'est une manière intéressante de nous connaître, d'être connu, *et ainsi, dans 4 à 5 ans,* évoluer vers d'autres fonctions.

Merci, si de telles perspectives vous intéressent, d'envoyer votre candidature, sous réf. 60511 M, à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

AFCOREM

Fédération unie des auberges de jeunesse + de 200 établissements

recherche TRÈS RAPIDEMENT

UN RESPONSABLE GESTION-FINANCES

minimum 30 ans :

- Formation DECS, connaissance micro et mini-informatique ;
- 8 à 10 ans expérience ;
- Connaissance du tourisme social et du milieu associatif.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il assurera l'ensemble des tâches comptables, financières et budgétaires de la fédération avec l'aide d'un service de 7 personnes. Il sera le conseil en gestion/finances du réseau d'auberges de jeunesse.

Env. c.v. + prétentions + photo à : F.U.A.J. CHRISTIAN DIAMANTE 6, rue Mesnil, 75116 PARIS.

Le départ. du Val-de-Marne recrute

3 ÉDUCATEURS CHEFS

pour les Etablissements d'Aide Sociale à l'Enfance :

Foyers départementaux :
« A.-Chérioux »
4, route de Fontainebleau.
Tél. : 46-87-32-62.
Internat scolaire
« Le Relais »
46-48, rue Jules-Lagaisse,
94400 Vitry, 46-86-93-32.
Agence en province :
Agence de Cosne
82, rue Jean-Jaurès,
58200 Cosne-sur-Loire.

Les Educateurs-Chefs sont recrutés parmi les Educateurs Spécialisés ayant atteint le 3e échelon de leur grade et inscrits sur une liste d'aptitude à la suite d'un examen prof. organisé par la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales. Peuvent également faire acte de candidature, les agents inscrits à l'examen prof. d'Educateur-Chef organisé par la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales d'Ile-de-France, sous réserve de justifier à la date du concours qui se déroulera dans la deuxième quinzaine de juin, de leur réussite aux épreuves.

Transmettre les candidatures accompagnées d'un c.v. détaillé, de la photocopie du dernier arrêté de nomination dans le grade d'Educateur Spécialisé, de deux enveloppes timbrées et d'une photographie d'identité, avant le 6 juin 1986 à : l'Hôtel du Département du Val-de-Marne Direction du Personnel Départemental bureau du recrutement (pièce 404) avenue du Général-de-Gaulle 94000 Créteil. Tél. : 48-98-94-00, poste 24-04.

COMPAGNIE NOUVELLE DE CONTENEURS FILIALE DE LA SNCF

recherche

1 FUTUR CHEF DE PROJET

Niveau :
Miage, INSA 2 à 3 a. expér.
- Vous évoluerez rapidement vers la fonction de CHEF DE PROJET sur des applications gérées en temps réel sous base de données.

1 PUPITREUR CONFIRMÉ

- Une expérience sur SPERRY 1100 serait un atout supplémentaire.

NOTRE MATÉRIEL :
- DE SPERRY 1100 dont un biprocesseur : ordinateurs interconnectés, réseau de 200 terminaux utilisant TRANSPAC, permettant des applications temps réel.

LIEU DE TRAVAIL :
PARIS (proche gare de Lyon)

Envoyer c.v. manuscrit et prétentions à : CNC, Monsieur le Chef du personnel, 20, rue Hector-Malot, B.P. 55, 75560 PARIS CEDEX 12.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE recherche

ÉLECTRO-INFORMATICIEN

BTS, UNIX, MSDOS : Adr. c.v. La Fourmi informatique, 8, rue de l'Espérance, 75013 Paris.

La mairie de Louveciennes recrute pour la Maison des enfants BIBLIOTHÉCAIRE CAFB option jeunesse. expérience enfants exigée. Env. c.v. Maison des Enfants, 6, r. de la Gare, 78430 Louveciennes, ou Tél. 39-69-78-18.

AFCOREM

ORGANISME PROFESSIONNEL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS recrute par examen, pour le Comité Régional de PARIS

CADRE TECHNIQUE

Niveau Ingénieur diplômé ou assimilé, cadre techn. ou techn. confirmé.

Expérience minimum 5 ans dans les chantiers ou ateliers du bâtiment et des travaux publics.

Adresser c.v. avec justificatifs exigés de durée, diplôme, d'emploi et prétentions pour le 20-6-1986 au plus tard à : OPP BTP COMITÉ RÉGIONAL, 221, boulevard Davout, 75020 PARIS.

INFORMATIS

PARIS-PROVINCE
recherche pour faire face à d'importants projets de : RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS de traitement d'IMAGES de Stratégies Militaires, d'Intelligences Artificielles, de CAO.

15 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

2 à 5 ans de Processus Industriel en Temps Réel.
Pratique des Matériels :
SEL 32, MITRA, MINI 6, VAX, MOTOROLA 68000...,
ASSEMBL., PASCAL, LANGAGE C
SYSTÈME UNIX APPRÉCIÉ

8 ING. RÉSEAUX.

SUP. TÉLÉCOM. ou équivalent, 3 ans expérience de Logiciels, Réseaux et MONIT. TPS RÉEL. Pratique de TRANSPAC, X25... POSTES A RESPONSABILITÉS
HERVÉ MEIMOUN,
28, r. Daubenton, 5e 43-37-99-22.

Importante société de services filiale d'un groupe international recherche

INGÉNIEUR

spécialiste en compilateurs ADA. Merci d'adr. let. man., c.v., photo et prét. s/réf. nº 6 292 à *Publicités Réunies*, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

GRANDE MARQUE DE LINGERIE

PARIS

recherche pour son service :

GESTION ADMINISTRATION COMMERCIALE

JEUNE FEMME libre de suite.

PROFIL 25/35 ans, très bonne présentation, école de commerce ou équival. *ou expérience en entreprise,* gde hab. contacts humains.

Envoyer c.v. manuscrit avec photo *récente* à LEVI TOURNAY ASSCOM nº 2 312, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS (qui transmettra).

Important établissement enseignement supérieur commercial privé reconnu par l'Etat PARIS cherche à pourvoir

1º) Postes de

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DIRECTEUR DES ÉTUDES

Emplois à plein temps Nécessite exp. enseignement et/ou formation, autorité gde disponibilité, sens de l'organisation et de la coordination activités pédagogiques et administratives et encadrement nombreuses activités associatives

2º) ASSISTANT

Département informatique
Niveau maîtrise informatique de gestion
Poste à temps complet

Adr. C.V., photo, lettre manuscr., prétentions ss nº 7,825 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

DEMANDES D'EMPLOIS

Mon passé de PDG d'une PME doit vous intéresser...

20 ans à la tête d'une PME de 300 personnes dans le secteur des industries de transformation, j'ai fait passé celle-ci du 6ème au 2ème rang national. Président également de sa filiale, produits grands publics, et de la fédération professionnelle de son secteur, je viens de céder ma participation au capital de ces 2 sociétés et je souhaite aujourd'hui mettre mon expérience et ma personnalité au service d'une PME, d'un centre de profit, d'un groupe, d'un cabinet de consultant ou d'un syndicat professionnel.

Merci de m'adresser vos propositions sous réf. 018 à

SOURCES 2
144 rue de Rivoli - 75001 Paris
qui trans. en toute confidentialité

H. 33 ans, doctorats de psychopatologie, d'anthropologie et des sciences politiques (relations intern.) arabe, allemand courants. *Plusieurs livres parus.* Exp. : marketing, journaliste. *Etudierait toutes propositions.* Ecrire sous le nº 6 895 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

F., 3 ans exp., respons. de fab. édition, T.B. connaissance maquette, rech. poste équivel. Libre immédiat. 43-74-77-68.

HEC, SC.éco, DECS, angl., esp., 38 ans dont 14 d'audit conseil dir. fin. et opérationnel. Recherche direction dépl. acceptés. Tél. 42-66-17-24 mat.

J.H. 25 ans, dynamique, cadre export, diplômé ESCE + MBA, trilingue, cherche poste à respon. analys. market, assist. chef produit ou marché France ou étranger. Tél. : 30-56-49-46.

Vous êtes dirigeant d'une PME, PMI et souhaitez déléguer une partie de vos responsabilités à un véritable collaborateur, soucieux comme vous de l'essor de votre entreprise. Depuis près de 15 ans, j'ai assisté des chefs d'entreprise dans divers secteurs d'activité, *les faisant profiter de mon expérience basée sur une formation comptable et juridique.* Dynamisme, sens du contact et *de la négociation, imagination et capacité d'adaptation sont mes principaux atouts. Si vous avez un poste de direction à pourvoir, je suis peut-être l'homme de confiance que vous cherchez.* Ecrire sous référence BT Mme CRAVERO. 25, rue de la Libération, 92500 Rueil-Malmaison.

Présentateur radio cherche job été : attaché presse, assistant réalisateur, collaborateur personnalité. Tél. : 31-44-51-13.

INTERNATIONAL/EXPORT H. 35 ans, DES droit, IAE, Ecole nationale d'exportation, bil. angl., 6 a. exp. coopér. techn. franç. Afrique noire (commerce extérieur). Etud. ttes propos. motivantes, y compris expatr. Ecrire sous nº 7 291 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 39 ans formation artistique et littéraire secrétaire, dactylo, ... aide comptable, rédaction documentation, Bonnes connaissances d'anglais, notions de sténo et d'all. Et. ttes prop. 42-08-81-30.

EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

4 ans expér. prof. ch. Cabinet Commissariat aux comptes Libre décembre. 46-42-26-86.

---

formation professionnelle

UN DIPLOME - UN EMPLOI

L'I.P.A.G. de Paris (Institution de Préparation à l'Administration Générale de Paris II) assure les enseignements du Diplôme National de la Licence d'Administration Publique et la préparation aux Concours de catégorie A de la Fonction Publique (à l'exclusion de l'E.N.A.) INSCRIPTION 4, rue Danton 75006 Paris, du 29 mai au 6 juin 1986, de 10 h à 15 h.

---

représentation offres

Vous avez une voiture et un téléphone ? Voulez-vous être notre V.R.P. exclusif ou agent commercial sur la région parisienne. Nous vous proposons un travail valorisant sur rendez-vous avec des responsables d'entreprises. Nous offrons une rémunération motivante (fixe + %) et une formation complète à un candidat jeune, ambitieux et organisé. Nous nous sommes implantés sur 30 départements en 3 ans sans jamais connaître d'échec. Rejoignez une équipe qui gagne. Téléph. ce jour au 16-93-49-99-98, STÉ GUÉPAR.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée *MIGRATIONS (LM)* B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

Une unité de secrétariat autonome allant à des compétences de gestion celles d'une rédactrice et d'une maquettiste Y. RIGAL 45-39-32-48.

Spécialiste rewriting exécute *sur machine électronique* IBM 6750 tous travaux dactylographiés, manuscrits thèses, courriers. Téléphone : 48-40-42-41.

cours et leçons

ESPAGNOL. Professeur Univers. *Buenos-Aires.* Cours personnalisés. Traduc. 45-20-84-32.

villégiature

Littoral belge, loc. semaine AGM RUE D'OULTREMONT 28 - 1040 BRUXELLES Tél. : 19-32-2-733-08-29.

LITTORAL BELGE - LOC. SEMAINE. AGM. Tél. 19-32-2-733-08-29.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

BEAUBOURG, CARACTÈRE dble liv., charme, 40 m² à rnf calme. 530.000 F. 42-96-00-45.

6e arrdt

PROXIMITÉ OBSERVATOIRE 47-03-32-44
VUE LUXEMBOURG
130 m². ÉT. ÉLEVÉ. ASC. SOLEIL.

N-D-DES-CHAMPS-Montparn. *Imm. 1880, pierre de taille,* 5e, asc. dble liv., bur., 2 chbres, lumineux, *charme, Prof. libér.* 2.100.000 F. 45-44-27-78.

8e arrdt

PARC MONCEAU
235 m², réception, sur parc 3 chbres, chambre de service GARBI 45-67-22-68.

12e arrdt

MICHEL-BIZOT, studio, entrée, cuis., s. d'eau, 28 m². Imm. 1960. 240.000 F. 43-27-52-44.

13e arrdt

R. JEANNE-D'ARC, 2e étage, 40 m², imm. ravalé. Porte à code. 346.000 F. 45-89-49-34.

JEANNE-D'ARC-DOMREMY Séj. + chbre, cuis., bns, 45 m² bel imm., asc. 45-67-22-68.

16e arrdt

RAFFET MONTMORENCY
Prêt à habiter, 50 m² 830.000 F - 47-34-36-17.

PL. D'AUTEUIL, PRÈS classique 5 P., bon plan, *standing, serv., parking.* 2.600.000 F. 47-04-44-55.

94 Val-de-Marne

VINCENNES, Refait neuf, 38 m² 2 P., entrée, cuis., s. d'eau cave. 295.000 F. 43-27-55-04.

appartements achats

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère, appts et hôtels part. dans quartiers résid., paiement compt. chez notaire Téléphone : 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS *préfère* RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Province

CHANTILLY
dans belle résid. moderne avec verdure, entre gare et centre ville

LOYERS SELON SURFACES STUDIO, 2.100 F + charges 3 Pièces, 4.200 F + charges 4 Pièces, 5.760 F, 6.000 F, 6.200 F et 6.800 F + charges, avec cave et parking

Téléphone : matin. SEGECO 45-22-69-92 *ou sur place* 21 bis, avenue AUMONT, voir gardien.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Cadres et Employés mutés IMPORTANTE BANQUE rech. STUDIOS 2, 3, 4 ET 5 PIÈCES tous quartiers Paris ou banlieue - Villes 45-04-48-21, à partir de 9 h 30.

Région parisienne

Etude cherche pour cadres villas ttes banl. Loyer garanti (1) 48-89-89-88 - 42-83-57-02.

immeubles

J.-M. CLEMENT ach. cpt tous IMM. dans Paris, 111, av. V.-Hugo (75116), 45-53-60-36.

locations meublées offres

Paris

JOURNÉE - SEMAINE - MOIS Studio *standing.* Tél. T.V. Linge, résidence Courcelles. 47-37-98-31.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à *l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE,* corps dipl. et cadres de stés multinationales.
Tél. : 45-62-78-99

MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour Ambassades et Sociétés *S'adr. : SERVICE ACCUEIL* Téléphone : 42-56-28-16.

OFFICE INTERNATIONAL *rech. pour sa direction beaux* appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 46-28-18-95.

viagers

ÉTUDE LODEL
Viagers. 35, bd Voltaire 75011 PARIS. 43-55-61-58.

Arcadie St-Maurice, beau 3 P. + *box,* valeur 900.000, vendu occupé, 84 ans. 185.000 + 7.500 F. 45-54-29-66.

LIBRE, studio près Châtelet 183.000 + 3.850 F par mois 4e ét., sans asc., belle cage escalier - Cruz 42-66-19-00.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château propriété, terrain, commerce sur toute la France INDICATEUR LAGRANGE *Fondé en 1876* 5, rue Greffulhe, 75008 Paris APPEL *GRATUIT* : 05-07-09-11.

bureaux

Locations

DOMICILIATION DEPUIS 90 F/MS St-Honoré. Tél. 42-86-84-91. Paris-12e. Tél. 43-40-68-50. Constitution SARL 2000 HT.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT-TÉLEX
TÉL. (1) 47-27-15-59.

SIÈGE SOCIAL PARIS-8e TÉLEX/SECRÉTARIAT
AGECO 42-94-95-28
(Stationnement aisé).

17e PLACE WAGRAM
(prox.) BUREAUX ÉQUIPÉS
OUVERTS 24 H SUR 24
avec tous services : tél., télex, télécopie, secrétariat, salles de réunions, restaurant, etc.
ACTE 43-80-90-10.

économie

REPÈRES

Dollar : soutenu à 7,05 F

Le dollar restait ferme, mardi 20 mai, à plus de 2,21 DM, à 7,05 F environ et 166,50 yens, au voisinage des cours pratiqués à la veille du week-end. Lundi 19 mai, à New-York, il avait même valu 2,23 DM, 7,08 F et 168,50 yens. Cette fermeté est due à la légère remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, *mais elle pourrait ne* pas résister à la publication de la croissance de l'économie américaine (PNB) pour le premier trimestre 1985. Si ce taux est plus faible *que prévu, la* baisse des taux d'intérêt pourrait reprendre à l'initiative de la Réserve fédérale, ce qui déprimerait le dollar, comme le prévoit la banque britannique Midland, avant un net redressement vers la fin de l'année.

Budget : déficit de 56 milliards de francs en Egypte

Le gouvernement égyptien a présenté un projet de budget pour 1986-1987 *prévoyant un alourdissement du déficit de 4,9 à* 5,5 milliards de livres égyptiennes (la livre vaut 10,20 F au cours officiel et 5,28 F sur le marché libre). Les recettes – *14,45 milliards de LE* – devraient, en effet, diminuer globalement d'environ 4 %, du fait de la forte chute des revenus pétroliers, qui n'atteindraient que 759 millions de livres, contre 1,342 milliard l'année précédente (– 43 %), et de la baisse des revenus du canal de Suez (– 6 %). Les dépenses, globalement, resteront inchangées à 20 milliards de livres. Les subventions aux produits de première nécessité devraient diminuer de 12,5 %, et les salaires de la fonction publique seront quasiment gelés. Le service de la dette absorbera 13,5 % des dépenses, à 2,7 milliards de LE. Ce budget d'austérité devrait se traduire par une sensible augmentation du niveau des prix et par une baisse du pouvoir d'achat des *fonctionnaires. Le déficit budgétaire* sera couvert par des emprunts aux institutions financières et des émissions de bons du Trésor.

Production industrielle : hausse de 6,3 % en URSS

Les dernières statistiques soviétiques, si elles ne peuvent tenir encore compte des retombées de la catastrophe de Tchernobyl, sont encourageantes. Durant les quatre premiers mois de l'année, la production *industrielle a progressé de 6,3 % et la productivité de* 5,9 % sur la période correspondante de 1985. Cette hausse, particulièrement marquée dans les secteurs charbonnier et gazier, est supérieure de 2 % aux prévisions du Plan. L'augmentation de la production atteint 7 % pour le gaz, avec 228 milliards de mètres cubes produits, et 5 % pour le charbon, à 258 millions de tonnes, 8 millions de plus que prévu par les planificateurs.

TRANSPORTS

L'ancien ministre socialiste critique son successeur

M. Jean Auroux, ancien ministre socialiste chargé des transports, *avait été un membre relativement* discret du gouvernement.

Au cours d'une réunion de presse, M. Auroux s'en est pris à son successeur. Il s'est d'abord réjoui, le 20 mai, que M. Jacques Douffiagues ait reconnu les progrès accomplis dans l'organisation des transports français, *« ne remettant pas en cause la loi d'orientation des transports intérieurs »* ni les contrats de plan, pas plus que la démarche progressive adoptée dans l'élaboration d'une politique européenne.

Malheureusement, selon M. Jean Auroux, M. Douffiagues *« fait et s'engage à faire des faux pas »*. Et d'abord il se contredirait : *« M. Douffiaques a dit qu'il ne voulait pas intervenir au jour le jour dans la vie des entreprises, mais il a imposé à la RATP une hausse des tarifs qui va lui faire perdre de l'argent. Il est aussi bizarre qu'un libéral comme lui nous reproche d'avoir débudgétisé le financement de la construction aéronautique, et d'avoir intéressé les banques à ce secteur industriel important. »*

En matière de voyageurs, poursuit M. Auroux, *« le ministre ne sert ni le public ni la profession. Je suis inquiet des contractions accélérées des effectifs et des investissements à la SNCF comme à la RATP. Le blocage du versement transport ajouté à la liberté des tarifs risque de porter un coup au renouveau des transports urbains et de déclencher le retour en force de la voiture individuelle »*.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	7,0590	7,0620	– 10	+ 10	– 20	+ 10	– 130	– 30
$ can.	5,1312	5,1353	– 78	– 52	– 145	– 112	– 526	– 433
Yen (100)	4,2156	4,2199	+ 75	+ 97	+ 140	+ 168	+ 387	+ 461
DM	3,1833	3,1861	+ 60	+ 77	+ 113	+ 134	+ 321	+ 382
Florin	2,8259	2,8282	+ 11	+ 21	+ 34	+ 49	+ 126	+ 176
F.B. (100)	15,6449	15,6585	– 178	– 82	– 321	– 169	– 806	– 413
F.S.	3,8146	3,8194	+ 65	+ 86	+ 130	+ 157	+ 420	+ 496
L (1 000)	4,6410	4,6461	– 249	– 206	– 451	– 387	– 1193	– 1072
£	10,7885	10,7921	– 340	– 281	– 616	– 550	– 1685	– 1486

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	6 7/8	7 1/8	7	7 1/8	7	7 1/8	7 1/16	7 3/16
DM	4 1/48	4 1/2	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16
Florin	6 1/2	7	6 1/4	6 3/8	6 1/16	6 3/16	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	7 1/2	8 1/2	7 7/8	8 3/8	7 7/8	8 1/4	7 5/8	7
F.S.	2	2 1/2	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	4 1/2	4 5/8
L (1 000)	11	13	12 1/4	13 1/4	12 1/4	13	11 5/8	12 1/8
£	10 1/2	10 3/4	10 1/16	10 9/16	10 3/8	10 1/2	9 15/16	10 1/16
F. franç.	7	7 1/2	7	7 1/4	6 7/8	7 1/8	6 13/16	7 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS FÉVRIER

Le prix du pétrole dépasse 17 dollars à New-York

Les prix du pétrole brut remontent, de plus en plus rapidement, sur les marchés libres. Lundi 19 mai, le brut américain de référence a dépassé 17 dollars par baril sur le marché à terme de New-York, retrouvant ainsi son niveau du début de février, après être tombé à près *de 10 dollars à la fin mars.* En Europe, la reprise est un peu moins marquée mais le pétrole britannique a dépassé de nouveau 15 dollars par baril sur le marché au jour le jour. On est certes encore très loin des prix de l'an dernier (28 à 30 dollars), mais la remontée des cours surprend la plupart des observateurs (*le Monde* du 8 mai).

Unanime à prévoir la chute des prix il y a trois mois, le monde pétrolier est divisé sur les raisons et la permanence de cette reprise. Pour certains, notamment ceux qui achètent et vendent directement sur le marché, ce mouvement de hausse sera de courte durée. *« Il n'y a aucune raison de fond pour que les prix se stabilisent durablement à un niveau plus élevé. Il y a probablement un point moyen, encore indéterminé, autour duquel s'effectueront dans les mois à venir des oscillations plus ou moins prononcées »*, estime le responsable des achats d'une compagnie européenne. Tant que l'OPEP n'aura pas conclu un accord permettant d'adapter sa production à la *demande, aucun* mécanisme stabilisateur n'existe, explique un autre négociant.

Or, pour l'heure, l'Organisation des pays producteurs de pétrole paraît encore loin d'un accord. Le plafond de production – 16,7 millions de barils/jour pour l'année et *16,3* millions pour le troisième trimestre, – approuvé en avril par une majorité des pays membres de l'Organisation, ne s'appliquera qu'en juillet prochain. D'ici là, l'Organisation veut obtenir une entente des producteurs extérieurs pour s'assurer qu'ils participeront concrètement à l'effort de stabilisation. Des progrès ont été certes accomplis en ce sens puisque, mis à part la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, tous les principaux concurrents de l'OPEP ont manifesté leur désir de coopération. Mais aucun n'a toutefois pris des engagements précis. Entre-temps, les producteurs tentent tous de conquérir un *marché* le plus large possible. La production de l'OPEP atteindrait ainsi actuellement environ 18 millions de barils/jour.

Pour ceux qui jugent éphémère la *reprise des cours, la fermeté du marché* s'expliquerait par des facteurs essentiellement conjoncturels : arrêt momentané, le mois dernier, de la production norvégienne ; difficultés de commercialisation de l'Egypte et du Mexique ; inquiétudes sur l'issue de la guerre du Golfe et sur la situation politique en Arabie saoudite ; effets de la catastrophe de Tchernobyl sur les exportations du brut soviétique, etc.

A l'opposé, un certain nombre d'analystes spécialisés estiment que le pire est passé, et que les prix devraient progressivement se redresser d'ici à l'automne, jusqu'à un niveau d'environ 18 dollars par baril, considéré comme un prix d'équilibre. Ils soulignent la reprise soutenue de la consommation d'essence, particulièrement vive aux Etats-Unis, où elle dégonfle les stocks et pousse les cours des bruts de meilleure qualité vers le haut.

te reprise de la demande, jointe à la *fermeture des puits les moins* rentables, en mer du Nord et en Amérique du Nord notamment, devraient permettre à l'OPEP de retrouver la *« juste part du marché »* qu'elle réclame depuis l'an passé, facilitant *ainsi la conclusion,* le 25 juin prochain dans l'île yougoslave de Brioni, d'un accord de plafonnement de la production.

Le marché est dans une phase de correction, estiment les tenants de cette thèse, jugeant que l'effondrement des prix à 10 dollars était exagéré. *« Même sans un accord ferme de l'OPEP cet été, les forces du marché devraient raffermir les prix, d'ici à l'automne, époque de consommation soutenue, à condition que l'OPEP n'augmente pas sa production de façon significative »*, écrit par exemple M. William Randol, de la société d'analyses First Boston dans son dernier bulletin mensuel. Cette conviction a d'ailleurs en elle-même un impact sur le marché : contrairement à l'habitude en cette saison, les compagnies qui croient que les prix vont continuer à se redresser ont tendance à stocker tout de suite, accentuant ainsi la reprise de la demande.

V. M.

ÉTRANGER

Au Canada

Le Québec s'apprête à privatiser treize sociétés d'Etat

De notre correspondant

Montréal. – *« La privatisation n'est pas un slogan idéologique. Elle répond tout simplement au souci d'efficacité économique. »* C'est le point de vue que M. Pierre Fortier, ministre délégué à la privatisation dans le gouvernement québécois, défendra cette semaine à Paris au cours de rencontres avec les milieux d'affaires et son collègue français, M. Camille Cabana.

« Notre approche n'est ni idéologique ni doctrinaire », nous a déclaré M. Fortier avant son départ pour Paris. *« La meilleure preuve en est que c'est la même formation politique* [le Parti libéral] *qui privatise aujourd'hui les sociétés qu'elle avait nationalisées dans les années 60. »* A l'époque, les libéraux s'étaient servis de l'Etat pour *« permettre à la société québécoise de contrôler, planifier et orienter son développement économique »*.

Les francophones, qui avaient jusqu'alors laissé à la minorité anglophone le soin de développer l'économie de la province, avaient besoin d'un coup de pouce de l'Etat *pour rattraper le retard. « Le désir d'être maîtres chez nous, pour reprendre le célèbre slogan des années 60, a été déterminant dans la création de la plupart des sociétés d'Etat »*, rappelle M. Fortier.

Aujourd'hui, le Parti libéral, qui est revenu au pouvoir en décembre, après neuf ans dans l'opposition, estime que l'Etat s'est bien acquitté de sa mission. *« Les francophones,* affirme le ministre, *se sont imposés dans le monde des affaires et dans tous les secteurs de l'économie. Le Québec actuel reflète le rattrapage considérable qui s'est fait en vingt ans, depuis le début de la révolution tranquille. »*

S'adapter aux réalités

Le gouvernement québécois, dirigé par M. Robert Bourassa, estime que l'Etat est désormais un obstacle sur la route du développement économique. Pour le premier ministre, le gouvernement doit abandonner sa fonction d'entrepreneur pour devenir un *« catalyseur »*. Le ministre délégué à la privatisation parle d' *« adaptation »* aux réalités économiques contemporaines.

Le secteur nationalisé au Québec est beaucoup *moins* important qu'en France, bien que la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut soit plus élevée au Québec (53,7 % contre 50,7 % en France). Le gouvernement souhaite remettre au secteur privé treize sociétés *« à caractère commercial et industriel »* (sur un total de soixante sociétés et organismes contrôlés par l'Etat) qui emploient environ 45 000 personnes et dont les actifs atteignent 3 milliards de dollars canadiens (*environ 15 milliards de* francs). Le fleuron des sociétés nationales, Hydro-Québec (l'équivalent d'EDF), qui emploie à elle seule 18 000 personnes, ne sera pas vendu. La Société des alcools du Québec, qui détient le monopole de l'importation des vins, et Loto Québec (la loterie nationale) resteront aussi entre les mains de l'Etat.

L'exploitation des entreprises mises en vente est déficitaire pour 1985 à cause des pertes accumulées par la Société nationale de l'amiante et par le secteur sidérurgique contrôlé par SIDBEC. La société Québecair et quatre autres entreprises *sont également déficitaires.* Huit sociétés, en revanche, ont enregistré des bénéfices. C'est le cas *notamment de SOQUIP* (recherche pétrolière), SOQUEM (mines) et SOQUA (agro-alimentaire). Les deux dernières sont en cours de privatisation, et le gouvernement s'apprête à vendre sur le marché international les actions de la Société aurifère Cambior, filiale à 100 % de SOQUEM.

« Nous allons procéder au cas par cas, nous a déclaré M. Fortier. *Pour chaque entreprise, nous allons examiner différentes options : privatisation partielle ou totale, réorganisation suivie d'une privatisation, réorientation de certaines activités, de concert avec le secteur privé. »* Dans certains cas, le gouvernement pourra décider de réserver à des intérêts québécois la possibilité d'acheter une société nationale. Pour la première année, le ministre délégué à la privatisation espère que la *première vague de dénationalisations* rapportera 175 millions de dollars (environ 875 millions de francs) à l'Etat québécois, ce qui est bien peu par rapport à un déficit budgétaire annuel de près de 3 milliards de dollars.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Les économistes américains révisent en hausse leurs prévisions pour 1986

L'hypothèse d'une croissance américaine ferme sur fond de faible inflation se renforce nettement. Cette conclusion de la dernière étude de l'Association des économistes d'entreprise américains, publiée le 19 mai, viendra mettre un peu de baume à l'âme de l'administration américaine. Certes, nul ne semble plus croire outre-Atlantique à l'expansion de 4 % du produit national brut annoncée pour l'ensemble de 1986 par l'équipe du président Ronald Reagan. Mais les prévisions des économistes d'entreprise, commentées par la présidente de l'association, *Mme Kathleen* Cooper, sont, avec une croissance de 3,2 % cette année, sensiblement supérieures aux 2,7 % annoncés il y a quelques jours par le Business Council, qui regroupe quelque deux cents dirigeants de grandes entreprises. Au moment où les analystes s'interrogent sur le dynamisme réel d'une économie qui, depuis le début de l'année, tourne au ralenti, cette possibilité d'un rebond durant le second semestre pourrait donner de nouveaux arguments au gouvernement fédéral, condamné à reprendre son offensive contre les législations protectionnistes du Congrès, mais aussi au président du Fed, M. Paul Volcker, qui semble vouloir continuer à résister à la tentation d'une baisse rapide des taux d'intérêt.

Les indicateurs économiques des dernières semaines avaient de quoi semer une certaine inquiétude dans les esprits. L'industrie a repris un peu de vigueur avec une modeste hausse de 0,2 % de la production en avril. Mais après deux mois de baisse marquée (0,8 % en février et 0,7 % en mars), nul n'a osé annoncer le retour d'un renouveau de l'activité *économique. La baisse des* ventes en mars (1,6 %), pour le troisième mois consécutif, la stagnation des capacités de production à 79,3 % en avril, recouvrant une chute de 1,5 % depuis le début de l'année en raison du ralentissement des activités pétrolières et gazières, la baisse du chiffre d'affaires des entreprises et la légère remontée du chômage à 7,1 % le mois dernier : autant d'indices d'une croissance qualifiée de *« molle »* pour le moment.

Deux *facteurs positifs, bien que* d'importance différente pour l'économie, sont venus éclairer ce panorama morose : la nette reprise de l'immobilier, dopé par une baisse des taux d'intérêt, inférieurs pour la première fois depuis le début des années 1980 à 10 % ; la poursuite du ralentissement de l'inflation et illustré, par la quatrième diminution mensuelle des prix de gros, dont la baisse a atteint 0,6 % en avril. Après avoir surestimé les capacités de réaction des Etats-Unis à la baisse du dollar comme à la désinflation favorisée par la chute des cours du pétrole et la désescalade du loyer de l'argent, les analystes semblent aujourd'hui revenus à une vision plus équilibrée mais non pessimiste de l'évolution à court terme de la conjoncture. La croissance de 3,4 % en rythme annuel désormais prévue *par l'Association des économistes* d'entreprise pour le second semestre, accompagnée d'une inflation *limitée à 2,6 % – du jamais vu aux* Etats-Unis depuis plus de vingt ans, – devrait alimenter de nouveaux et *prudents espoirs.*

Aiguillonner une conjoncture somnolente

Le président du Fed devrait en tirer argument lors du comité directeur de la Réserve fédérale, ce 20 mai, afin d'opter pour le *statu quo en matière de politique de crédit.* Face à ceux qui estiment qu'une nouvelle baisse du taux d'escompte, fixé à 6,5 % le 18 avril dernier, viendrait aiguillonner une conjoncture somnolente, M. Volcker, apparemment soutenu désormais par le secrétaire au Trésor, M. James Baker, répugne à prendre une décision qui pourrait provoquer une nouvelle baisse du dollar. Membre du comité directeur du Fed, M. Gerald Corrigan a mis l'accent, le 18 mai, sur les *« conséquences très négatives »* d'un tel recul, qui viendrait en outre contrarier les efforts du Japon ou de la RFA visant à stabiliser leur monnaie à l'égard du billet vert. Les membres du comité directeur ne sont pas tous aussi prudents. Le dernier *nommé par le président Ronald* Reagan, M. Robert Heller, estime ainsi que le Fed *« ne doit pas trop s'inquiéter de l'inflation »*. Un jugement que ne partage apparemment pas le président du Fed, rendu soucieux par les dérapages de la masse monétaire depuis deux mois.

Quelle *que soit la décision finale* du comité directeur, la Maison Blanche, pour sa part, a tout intérêt à voir la conjoncture donner rapidement des signes d'éveil. La Chambre des représentants devait se pencher, ce mardi 20 mai, sur un projet de loi prévoyant une réduction bilatérale obligatoire sur trois ans du déficit commercial des Etats-Unis, notamment avec le Japon, la RFA et Taïwan, qui a *« consterné »* le président Reagan. De telles dispositions, selon M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, aboutiraient à une réduction de 40 milliards de dollars du commerce mondial sur la même période et contraindraient Washington à violer les règles du GATT (1). Le président a d'ores et déjà annoncé qu'il mettrait son veto à une telle législation si elle était adoptée. *Mais cette nouvelle confrontation en* dit long sur l'état de tension des parlementaires à quelques mois des *élections* partielles du Congrès.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

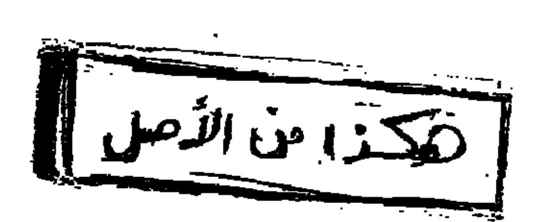
● **Fin de la grève des fonctionnaires finlandais.** – Les fonctionnaires finlandais ont commencé à *reprendre le travail le 18 mai* après un accord intervenu la veille sur un compromis proposé par le médiateur et permettant aux salaires dans la fonction publique de progresser de 20 % en deux ans. Les leaders syndicaux estiment que la reprise du travail sera complète au milieu de la semaine, la compagnie aérienne Finnair annonçant pour sa part le rétablissement de tous ses vols dans les quarante-huit heures.

● **Accélération à 3,2 % de la croissance suisse en 1986.** – Grâce à la chute du prix du pétrole, la Suisse devrait connaître cette année une croissance de 3,2 % et non de 2,2 % comme les économistes le pensaient il y a six mois, selon l'institut de recherche économique Basler Arbeitsgruppe für Konjunkturforschung (BAK). *Alors que l'inflation* devrait se limiter à 1,4 % au lieu des 2,2 % envisagés,

Social

● **Un miroir socio-économique de la France.** – Liaisons Sociales *publie ce mois-ci un numéro spécial, Statistiques et tableaux sociaux de la France*, rassemblant plus de onze ans de données socio-économiques. Population, emploi, chômage, conditions de travail ainsi que coût de la *vie, prix, salaires, pouvoir d'achat* et coûts salariaux sont analysés et commentés dans ce pratique outil de tra*vail, qui fait suite à une* publication antérieure, *Satistiques sociales 1963-1974*, parue en 1975.

★ *Statistiques et tableaux sociaux de la France*, mai 1986, 124 p., 120 F (franco, ttc). Liaisons sociales, 5, avenue de la République, 75541 Paris cedex-11. Tél. : 48-05-91-05.



AFFAIRES

La Commission des opérations de bourse veut assurer la « transparence » du marché financier

Dans son dix-huitième rapport publié le mardi 20 mai, la Commission des opérations de bourse (COB) a mis l'accent sur l'amélioration de l'information économique et financière relative à la situation et aux résultats des sociétés. Cette information, qui a toujours constitué pour la Commission un objectif primordial, est encore plus indispensable à la protection de l'épargnant au moment où le marché financier explose et où il faut lui assurer la « *transparence* » la plus totale. C'est avec cette préoccupation que la COB a dressé le palmarès des « *bons* » et des « *mauvais élèves* » de la classe 1985, distribuant blâmes et félicitations.

En tête des blâmes, figure la société Moulinex, qui, après avoir fait état en mai, puis à l'assemblée ordinaire du 25 juin, de perspectives favorables à l'occasion d'une augmentation de capital, n'annonça qu'au début d'octobre une très forte dégradation de ses résultats du premier semestre, avec, pour conséquence logique, une baisse brutale du cours des actions en Bourse.

Il apparaît, d'après les renseignements recueillis par la COB que, dès fin mai, les dirigeants de Moulinex pouvaient douter de leur capacité à atteindre les objectifs annoncés mais que, du fait de retards liés à un changement d'ordinateur, la perte à fin mai n'aurait été connue que le 17 juillet, et celle à fin juin, le 2 août. Il aurait tout de même été possible et souhaitable d'avertir les actionnaires beaucoup plus tôt.

Le même blâme est adressé à la société Majorette. Le 2 mai, ses dirigeants faisaient part, après une hausse des bénéfices en 1984, d'une sensible diminution de son chiffre d'affaires au premier trimestre et du recours à des mesures de chômage partiel, alors que, le 17 février, à l'occasion d'une réunion avec les analystes financiers, le président, M. Véron, n'avait pu laisser entrevoir un tel retournement. Entre-temps, un article de presse du 1er avril avait signalé ce retournement, tandis que le cours du titre chutait de 40 % en Bourse. Réponse du président aux questions de la COB : le 13 février, il croyait « *passagère* » la baisse du chiffre d'affaires, et le 28 mars, il en a informé son banquier et un journaliste. Mauvaise et tardive diffusion de l'information, conclut la COB.

Dans des circonstances plus heureuses, le conseil d'administration de la Soudure Autogène a annoncé avec un retard de huit jours la reprise probable du dividende, ce qui a laissé à l'action le temps de monter sensiblement. De même, des hausses de cours sensibles ont été enregistrées sur les cours des titres des compagnies d'assurances nationalisées GAN et AGF, après l'annonce, le 9 mai, d'une forte augmentation du dividende de l'UAP.

Information tardive

Les opérateurs en Bourse, le projet de loi de finances à l'appui, en avaient déduit qu'une mesure identique serait prise pour les deux autres compagnies nationalisées, ce qui fut confirmé par leurs conseils d'administration les 17 et 24 mai. Là encore, l'information était tardive, a estimé la COB, les sociétés ne devant pas, pour se justifier, s'abriter derrière le fait que les conseils d'administration ne s'étaient pas réunis.

Des félicitations, en revanche, ont été décernées pour les initiatives prises par certaines sociétés lorsque le marché anticipe des informations non encore publiées et dont il est nécessaire d'accélérer la diffusion, ou lorsque les mouvements leur paraissent anormaux, ou même, que des informations erronées circulent. Ce fut le cas de la SCAC, du groupe Suez, qui, devant une forte remontée des cours de son titre, au début de 1985, fit connaître que les premières estimations pour l'exercice 1984 révélaient un important déficit, et que l'exercice 1985 supporterait le poids des mesures de redressement. De même, la société d'assurances La Concorde a immédiatement réagi à la publication, dans la presse, des extraits d'une étude d'agent de change jugeant la valeur de l'actif net quatre fois supérieure au cours de Bourse, en portant à la connaissance du public sa propre estimation, sensiblement inférieure. La société Sodexho est également félicitée pour avoir apporté « *un soin particulier à diffuser l'information adéquate au moment opportun* ». Lançant, le 28 mai, une augmentation de capital, elle a publié le même jour des résultats consolidés au 28 février et une estimation annuelle conduisant à une révision en baisse des bénéfices prévisionnels, les frais d'acquisition d'une société aux États-Unis s'étant avérés plus élevés que prévu.

Sommer-Allibert, enfin, a veillé à faire état, peu avant une réunion d'analystes, des difficultés rencontrées par sa filiale allemande et de la dégradation de ses résultats correspondants, cela pour éviter des mouvements en Bourse, alors que le public n'était pas encore pleinement informé. La COB rappelle, par ailleurs, que, lorsqu'une pratique contraire aux dispositions législatives ou réglementaires est de nature à porter atteinte aux intérêts des épargnants, elle peut saisir le président du tribunal de grande instance de Paris, qui statue en référé et rend une décision exécutoire par provision. Cette mesure vise les appels à l'épargne irréguliers ou aventureux lancés par certains promoteurs (conteneurs, diamants, forêts, etc.).

FRANÇOIS RENARD.

CHASSÉ-CROISÉ ENTRE SCETA AVIS, BUDGET ET MILLEVILLE

La SNCF redistribue les cartes dans le secteur de la location de voitures

La SNCF n'était pas satisfaite de son service « train + auto ». Par le canal de sa filiale SCETA, elle était associée avec la société Budget, qui lui coûtait fort cher. En effet, il lui fallait payer 4 % de son chiffre d'affaires pour pouvoir accrocher le panneau « Budget » dans les gares où elle exploitait elle-même ses bureaux de location. La SCETA a donc décidé de rompre avec cette société et, au terme d'un appel d'offres, de traiter avec l'américain AVIS.

La SCETA a renversé sa position. Elle était franchisée de Budget ; elle devient franchiseur d'AVIS, qui lui versera une redevance pour la marque « train + auto » ainsi qu'un pourcentage gardé secret sur le chiffre d'affaires. « *De contribuables, nous devenons percepteurs et même partenaires* », a estimé M. Alain Breau, directeur général de la SCETA, en présentant à la presse cette « *bonne affaire pour les deux parties* ».

A partir du 1er juin, AVIS obtient la concession du service « train + auto » dans soixante gares du réseau SNCF. Pour le numéro un de la location en France (20 000 véhicules, 304 points de vente et 1 055 millions de francs de chiffre d'affaires), l'accord permet de se développer sur le marché du déplacement ferroviaire (40 % de son activité) en accédant aux TGV. Aux Etats-Unis, elle traite surtout la clientèle aérienne. En Europe, il lui faut mélanger tous les modes de transport.

La SNCF ne voit pas seulement dans cet accord une occasion de changer des pertes en bénéfices. Pour M. Bruno Baufine Ducrocq, chef du département ventes à la direction commerciale voyageurs, il s'agit de sortir le monde ferroviaire d'un certain ghetto : « *Aux cinq cent mille personnes qui, chaque année, bénéficient du service « train + auto » en descendant du train, nous offrirons désormais, grâce à AVIS un service complet ailleurs que dans les gares. Nous en attirerons d'autres, qui viendront louer un véhicule dans les gares et qui découvriront qui nous sommes.* »

La tournure des événements ne faisait pas l'affaire de Budget, qui se retrouvait sans correspondant en France, et perdait, de ce fait, l'usage de quatre mille véhicules et un chiffre d'affaires d'une centaine de millions de francs. Elle aussi a lancé un appel d'offres. Elle a retenu la société Tourangelle Milleville (4 000 véhicules, 145 points de vente et 129 millions de francs de chiffre d'affaires). A partir du 17 juin, Milleville, qui appartient à 85 % à la famille Fontaine et à 15 % au groupe Gallienne, recevra le renfort de deux cent cinquante points de vente Budget et de quatre mille véhicules. La nouvelle dénomination sera Budget-Milleville. En échange d'une commission évoluant de 2 % à 4 % sur le chiffre d'affaires versée à Budget Milleville espère des retombées bénéfiques importantes. Son PDG, M. Gilbert Fontaine, les énumère : « *Nous doublerons notre chiffre d'affaires, et, même, nous le quadruplerons dans les aéroports*, dit-il. *Nous restons, bien sûr, libre de notre réseau et de nos tarifs. Les quarante mille clients porteurs de cartes accréditives « Budget » nous permettront de disposer d'une clientèle potentielle, que nous sensibiliserons au développement de notre réseau.* » M. Fontaine ne cache pas son désir de dépasser un jour le numéro 3 de la location de voiture en France, Europcar, et de rejoindre le tandem de tête, Avis et Hertz.

ALAIN FAUJAS.

Contentieux américano-brésilien dans l'informatique

Parti en guerre depuis septembre 1985 contre le protectionnisme brésilien en matière d'informatique, les Etats-Unis ont fixé septembre 1986 comme date limite à l'assouplissement demandé à Brasilia. Si les négociations se poursuivent, le conseil de politique économique de la Maison Blanche a d'ores et déjà demandé aux services du représentant spécial du président pour le commerce, M. Clayton Yeutter, de préparer un train de mesures de rétorsion avant le 25 juin prochain, selon un haut responsable du gouvernement Reagan, cité le 15 mai par le *Washington Post*. Ces mesures, précise le quotidien américain, viseraient probablement à limiter les importations d'acier, de chaussures, de matériels aéronautiques et de produits agricoles brésiliens aux Etats-Unis.

Washington se plaint de ce que les restrictions brésiliennes aux importations de matériel informatique auraient entraîné, de 1980 à 1984, une perte de 1,5 milliard de dollars de ventes pour les industries américaines. Mais, pour le gouvernement de Brasilia, de telles mesures sont indispensables au développement d'une industrie nationale. Il s'appuie, notamment, sur les articles du GATT (Accord international, dont le but est de favoriser le libre-échange) qui autorisent l'adoption de mesures protectionnistes pour des industries naissantes. Le développement d'une industrie informatique nationale remonte à 1976, mais a connu un fort développement à partir de 1984, date du vote de la loi qui institutionnalise une politique nationale (*le Monde* du 18 octobre 1985).

L'enjeu dépasse cependant la seule politique informatique. Le président brésilien, M. Jose Sarney, a en effet réaffirmé à plusieurs reprises que la loi était souveraine et ne pouvait être changée par des pressions politiques extérieures. Il convient de rappeler qu'il a récemment approuvé un plan de développement industriel dont le succès repose en grande partie sur la protection douanière.

SOCIAL

SELON L'INSEE

L'activité des femmes résiste à la crise

La crise n'a pas empêché le taux d'activité des femmes de continuer à augmenter : c'est une des « *tendances lourdes* » que met en évidence le dernier bulletin *Ecoflash* de l'INSEE. De 1975 à 1982, ce taux a progressé davantage qu'au cours des vingt années précédentes et atteint aujourd'hui 66,5 %.

Dû, selon l'INSEE, surtout à l'élévation du niveau de formation, le mouvement a surtout touché les mères de famille de vingt-cinq à quarante-cinq ans avec ou ou deux enfants : les interruptions d'activité sont moins nombreuses et plus brèves. Ce phénomène va aller de pair avec le développement du travail à temps partiel, qui touche aujourd'hui 22,5 % des femmes contre 15 % en 1975, et a doublé dans le secteur public ; il a été facilité par la montée des activités tertiaires (en particulier les professions sociales, comme l'enseignement et la santé) : trois femmes sur quatre y travaillent aujourd'hui.

Globalement, la croissance de la population active continue, quoique ralentie depuis 1982, et va continuer jusqu'à 2003 sous l'effet de la démographie : l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses, alors que partent à la retraite des « classes creuses » de l'entre-deux guerres. Toutefois, on entre plus tard dans la vie active (rarement avant vingt ans) et on en sort plus tôt, parfois dès la cinquantaine. Les migrations se sont taries depuis 1974 : seuls entrent sur le marché du travail les étrangers nés en France ou, plus rarement, y ayant rejoint leur famille.

Par catégories socio-professionnelles, le nombre des non-salariés a recommencé à augmenter depuis 1975, notamment dans l'artisanat et les services : « *médecins, dentistes, juristes s'installent davantage que par le passé en cabinet libéral* » ; l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise semble aussi avoir contribué au mouvement. Seul le nombre d'agriculteurs diminue rapidement depuis 1982 du fait de l'âge des exploitants, après déjà une baisse très forte (– 4,4 % par an) dans les années 1962-1975.

En revanche, le salariat plafonne à 84 % de la population active depuis 1984 : dans certains secteurs industriels – travail mécanique du bois, ameublement, imprimerie, édition – et dans le bâtiment, le pourcentage de salariés diminue. De façon générale, le nombre d'ouvriers a diminué depuis 1977 et est aujourd'hui inférieur à celui de 1962 : ils ne représentent plus que 31 % de la population active, contre 39,1 %. En revanche, la part des employés est passée de 18,4 % à 27,1 %, même si la progression se ralentit (0,9 % par an depuis 1982).

Ce sont les cadres et les « *professions intellectuelles supérieures* » dont la croissance (3,6 % l'an depuis 1982) reste la plus rapide, en particulier les professeurs et professions scientifiques, les ingénieurs et les cadres techniques. Augmentent moins vite les professions dites « intermédiaires » (17 % de la population active contre 11 % en 1962), dont le niveau de formation s'est élevé et où les professions paramédicales et sociales ont pris le relais des instituteurs et des contremaîtres.

ENTREPRISES

Bolloré prend le contrôle de la SCAC

Bolloré-Technologies (papiers spéciaux, films ultra-minces pour l'électronique) va prendre le contrôle de la SCAC (transports et négoce international), en rachetant leurs participations à Suez International, filiale à 100 % de la Compagnie financière de Suez, et à la Société alsacienne de participations industrielles (ALSPI), chacune actionnaire à 26 % de la SCAC. Cette opération devrait coûter près de 250 millions de francs à Bolloré.

La SCAC (9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985, douze mille personnes), après 121 millions de francs de pertes en 1984, est sortie du rouge en 1985. Mais ses dirigeants ne s'estiment pas les mieux placés pour poursuivre le redressement de la société, qui devrait entamer au sein du groupe Bolloré « *une nouvelle étape de son développement* ». Bolloré marque ainsi sa volonté de diversification à dominante internationale, le groupe réalisant déjà 90 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Avec la SCAC, Bolloré devrait atteindre un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, dont 2 milliards dans l'industrie et 8 milliards dans les services.

Fuji et Isuzu ensemble à l'assaut du marché américain

Fuji Heavy Industries et Isuzu Motors, deux constructeurs d'automobiles japonais, négocient un projet de 80 milliards de yens (environ 2,6 milliards de francs) pour l'implantation d'une unité de production commune aux Etats-Unis. L'annonce de ce projet – qui prévoit la fabrication de cent vingt mille voitures et camions par an dès 1989 – a étonné les milieux d'affaires japonais : c'est la première fois que deux entreprises nippones sans liens financiers ou commerciaux et dont une partie des actions est détenue par d'autres constructeurs (Nissan Motor détient 6 % des parts de Fuji et General Motors possède 38,6 % d'Isuzu) s'associent dans une *joint venture*. L'initiative, due à la hausse du yen vis-à-vis du dollar – 40 % en un an, – qui gêne les exportateurs japonais, est intervenue après l'échec des négociations avec Volkswagen, Nissan et American Motors (contrôlée par Renault).

CdF-Chimie sort du sac poubelle

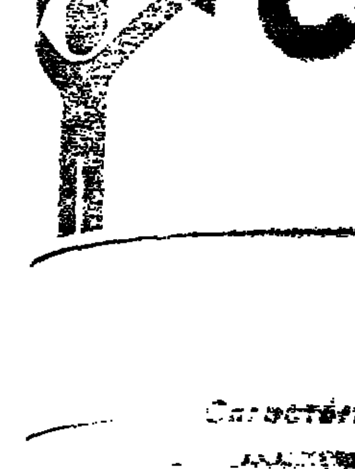
Jet'Sac, premier producteur européen de sacs poubelles (160 millions de francs de chiffre d'affaires, 400 millions de sacs en polyéthylène basse densité produit dans l'usine d'Auchel-Pas-de-Calais) sort de l'orbite de CdF-Chimie. Le groupe chimique d'Etat vient en effet de revendre à la société Wavin, filiale néerlandaise de la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell le contrôle de l'affaire pour n'en conserver que 35 %. Le prix de la transaction n'a pas été communiqué. Wavin est de très loin le premier transformateur européen de matières plastiques. En s'adossant à ce nouveau partenaire, Jet'Sac, rentré dans l'ère des bénéfices en 1985, disposera de moyens supplémentaires pour assurer sa croissance.

Parfums Christian Dior : l'argent du « Poison »

Filiale du groupe Moët-Hennessy, la société Parfums Christian Dior a réussi en 1985 à dégager un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs, en croissance de 10 % en volume. La rentabilité s'est très sensiblement améliorée, avec un bénéfice brut mondial de 262 millions de francs (+ 14 %). Ces bons résultats sont, selon M. Maurice Roger, président de la firme, largement imputables à l'énorme succès rencontré par le nouveau parfum Poison lancé au début de l'été 1985 et dont les ventes ont dépassé de deux fois et demi les prévisions.

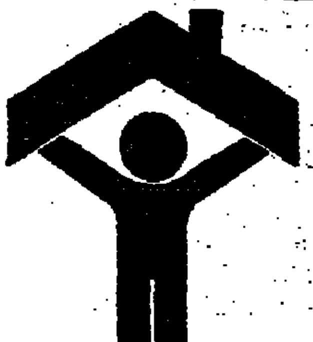
Air France augmente son capital

La compagnie Air France augmente son capital de 554 millions de francs en deux fois, le 23 mai et le 26 juin. La première augmentation portera celui-ci de 1,97 à 2,29 milliards de francs par émission au pair de 13 millions d'actions nouvelles dans lesquelles seront intégrées les avances versées par l'État. La seconde portera le capital de 2,29 à 2,52 milliards de francs par prélèvement d'une somme de 229,9 millions de francs figurant au compte de report à nouveau. Cette opération permet de consolider le capital de la compagnie nationale et de préparer le renouvellement de la flotte à partir de 1988. Le bénéfice net arrêté pour l'exercice 1985 facilité cette augmentation : 728,9 millions de francs, soit 36,7 % de mieux qu'en 1985, où il s'élevait à 533,3 millions.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOTE D'INFORMATION



crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 1 167 912 000 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1er - R.C.S. PARIS B 542 029 848

EMPRUNT MAI 1986

Emission d'un emprunt de 5 milliards de francs
assorti de bons de souscription d'obligations

Caractéristiques de l'émission

A. – CARACTÉRISTIQUES DE LA PREMIÈRE TRANCHE

MONTANT : *5 milliards représentés par 1 000 000 d'obligations foncières de 5 000 F nominal*, et 1 000 000 de bons permettant de souscrire à la deuxième tranche d'un montant maximal de 2,5 milliards.

PRIX D'ÉMISSION : 98 %, soit 4 900 F par titre.

RÈGLEMENT :

Ce prix sera réglé en deux versements :
- 2 450 F lors de la souscription (date de règlement 3 juin 1986) ;
- et le solde, soit 2 450 F le 3 décembre 1986 (au plus tard).

PRODUIT NET DE L'ÉMISSION : estimé à 4 820 millions, après déduction de 80 millions environ provenant, pour l'essentiel, de la rémunération des intermédiaires.

VERSEMENT DE LIBÉRATION DES OBLIGATIONS PARTIELLEMENT LIBÉRÉES :

Les propriétaires des obligations de 5 000 F nominal libérées de 2 500 F nominal auront à effectuer le deuxième versement au plus tard le 3 décembre 1986. Les instructions de libération seront reçues à partir du 19 novembre 1986 aux guichets des établissements chargés du placement et auprès des autres intermédiaires financiers comptables des obligations déposées en SICOVAM.

Toute obligation sur laquelle le versement final du prix d'émission ne serait pas intervenu le 3 décembre 1986 sera vendue en Bourse par les soins de l'émetteur, au nom et pour le compte de l'obligataire défaillant, sous la forme d'obligation entièrement libérée, sans que l'émetteur ait à procéder préalablement à une mise en demeure de payer.

Sur le produit de la vente, il sera prélevé au profit de l'émetteur la somme correspondant au versement final, soit 2 450 F ainsi que les intérêts bruts courus sur cette somme à compter du 3 décembre 1986 jusqu'à la date moyenne du paiement effectif à l'émetteur ; de plus, une somme forfaitaire de 300 F sera retenue pour les divers frais afférents à la défaillance. Le solde éventuel sera laissé à la disposition de l'obligataire défaillant, sur la base du prix de vente moyen des obligations ainsi vendues, chez l'intermédiaire financier comptable de l'obligation déposée en SICOVAM. *L'ensemble des obligations sur lesquelles le versement final ne serait pas intervenu devra être vendu dans un délai maximum de vingt jours de Bourse à partir du 4 décembre 1986.*

AVIS : Un avis rappelant la date et les modalités de libération sera publié au plus tard le 3 novembre 1986 dans la *Cote Desfossés*.

COTATION : Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris), dès la clôture de l'émission.

Il sera demandé qu'elles soient cotées du 5 juin 1986 jusqu'au 18 novembre 1986 inclus sous forme d'obligations de 5 000 F nominal libérées de 2 500 F nominal, et à partir du 19 novembre 1986 sous forme d'obligations entièrement libérées.

L'obligataire qui voudrait vendre en Bourse ses obligations entièrement libérées entre le 19 novembre 1986 et le 2 décembre 1986 inclus pourra le faire à condition d'avoir effectué au préalable le versement final.

L'achat d'une obligation libérée de 2 500 F nominal entraînera de la part de l'acheteur l'engagement d'effectuer le versement final de 2 450 F au plus tard le 3 décembre 1986.

Les obligations seront inscrites en compte dans un délai de deux mois à compter du 3 juin 1986.

DURÉE TOTALE : quinze ans.

DURÉE DE VIE MOYENNE : Douze ans trois quarts pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur amortissement normal.

INTÉRÊT ANNUEL : 7,50 %, soit 375 F par titre payable le 3 juin de chaque année. *Par exception*, le premier coupon d'intérêt mis en paiement le 3 juin 1987, calculé forfaitairement, sera de 175 F.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL : 7,50 %, au 3 juin 1986 (sur la base du règlement du solde le 3 décembre 1986).

B. – CARACTÉRISTIQUES DE LA DEUXIÈME TRANCHE

MONTANT MAXIMUM : 2,5 milliards représentés par 500 000 obligations foncières de 5 000 F nominal.

PRIX D'ÉMISSION : 98 %, soit 4 900 F par titre.

DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 3 décembre 1986.

DURÉE TOTALE : Quatorze ans et demi.

DURÉE DE VIE MOYENNE : Douze ans et demi pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur amortissement normal.

INTÉRÊT ANNUEL : 7,50 %, soit 375 F par titre payable le 3 juin de chaque année. Par exception, le premier coupon d'intérêt mis en paiement le 3 juin 1987, *calculé forfaitairement*, sera de 80 F.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL : 7,50 % au 3 décembre 1986.

COTATION : *Les obligations seront négociables à compter du 3 décembre 1986* et inscrites en compte, courant janvier 1987. *Elles seront*, dès le 3 juin 1987, assimilées à celles de la première tranche.

C. – DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX TRANCHES

AMORTISSEMENT NORMAL : En cinq tranches égales les 3 juin 1997, 1998, 1999, 2000 et 2001, soit par remboursement au pair (pour au moins la moitié des titres à amortir), soit par rachats en Bourse.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit foncier de France se réserve le droit de rembourser par anticipation la totalité des obligations *restant en circulation respectivement les 3 juin des années 1994, 1996, 1998 aux conditions suivantes :*
- Le remboursement se fera au pair, soit 5 000 F par obligation ;
- Le coupon d'intérêt venant à échéance à la date du remboursement anticipé sera porté de 375 F à :
- *535 F pour les obligations remboursées le 3 juin 1994 (taux de rendement actuariel brut porté à 7,82 % pour la première tranche* et 7,83 % pour la seconde tranche) ;
- 477 F pour les obligations remboursées le 3 juin 1996 (taux de rendement actuariel brut porté à 7,65 % pour les deux tranches) ;
- 428 F pour les obligations remboursées le 3 juin 1998 (taux de rendement actuariel brut porté à 7,55 % pour les deux tranches).

Le remboursement *anticipé* devra être *précédé* de la publicité d'un avis au *Journal officiel* de la République française quarante-cinq jours au moins avant la date choisie pour le remboursement.

Par ailleurs, la société se réserve le droit d'amortir les obligations en procédant à toute époque à des rachats en Bourse.

FORME DES TITRES : Les obligations seront nominatives ou au porteur au choix des obligataires.

Ces obligations seront admises aux opérations de la SICOVAM.

Les droits des titulaires seront *représentés* par une inscription en compte à leur nom :
- Chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres aux porteurs ;
- Chez l'émetteur ou l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

GARANTIE : Les obligations émises sont garanties *par* un privilège sur les créances provenant des prêts correspondants.

RÉGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs. Le Crédit Foncier de France prendra à sa charge la retenue à la source applicable aux primes de remboursement (différence entre le nominal et le prix d'émission).

EN L'ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION :

Les personnes physiques domiciliées en France ont le choix entre les modalités suivantes :
- Retenue à la source égale à 10 % des intérêts et ouvrant droit à un crédit d'impôt d'égal montant ;
- Prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu dû à raison de ces intérêts.

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F ; l'abattement indiqué ici se réfère aux textes en vigueur au 13 mai 1986. *Dans le cadre de la loi de finances rectificative déposée auprès du Parlement, il est prévu que cet* abattement soit porté à 10 000 francs pour les couples mariés et 5 000 francs pour les autres contribuables, sans limitation de revenus. *Le* revenu des obligations et celui des actions pourront bénéficier dudit abattement par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe. Placés ou non sous le régime du prélèvement forfaitaire, ils sont par ailleurs soumis à une contribution complémentaire *au taux de 1 %*.

D. – CARACTÉRISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION

A chaque obligation de la première tranche est associé un bon de souscription, détaché de l'obligation dès sa cotation.

EXERCICE DES BONS : Les porteurs de bons et eux seuls pourront souscrire aux obligations de la seconde tranche dans la proportion d'une obligation pour deux bons de souscription.

Les souscripteurs devront présenter leurs demandes entre le 3 septembre et le 2 décembre 1986 inclus auprès des établissements chargés du placement de la deuxième tranche. A compter du 3 décembre 1986, les bons de souscription qui n'auraient pas été exercés auront perdu toute valeur.

FORME : Les bons de souscription seront *délivrés* uniquement sous la forme au porteur.

COTATION : Les bons feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris). Ils seront détachés des obligations de la première tranche et seront cotés séparément à partir du 5 juin 1986.

RACHAT DES BONS : L'emprunteur se réserve la possibilité, pendant la période de cotation, de racheter les bons de souscription qui seront annulés.

RÉGIME FISCAL : Les cessions de bons de souscription sont soumises au régime fiscal des cessions de valeurs mobilières.

SOUSCRIPTION : Ouverture à partir du 20 mai 1986, au siège, dans les directions et agences du Crédit foncier auprès des banques, des agents de change, du Crédit agricole, *des comptables du Trésor, des PTT et des Caisses d'épargne.*

Perspectives d'avenir et but de l'émission

La loi de finances pour 1986 prévoit le financement de 110 000 PAP dont plus de 85 % sous la responsabilité du Crédit foncier de France.

Il s'agit d'un montant équivalent à la distribution réalisée en 1985 et qui, sans atteindre les niveaux exceptionnels des années *précédentes, implique une activité soutenue.*

Dans le secteur concurrentiel – où intervient désormais l'ACFF, filiale nouvellement créée, – on assiste depuis le deuxième semestre 1985, sous l'effet de la baisse des taux, à une vive reprise qui s'est amplifiée durant les quatre premiers mois de 1986.

Tous ces facteurs concourent à laisser prévoir, en 1986, un volume important de besoins de financement dont la couverture doit provenir pour une *large part du marché obligataire.*

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats ou la situation financière de la société.

Personnes qui assurent la responsabilité de la note d'information

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Gouverneur, G. BONIN

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux comptes, J.-C. CAILLIAU, M. ANGELI

La notice légale a été *publiée* au BALO du 19 mai 1986.

Visa de la Commission des opérations de Bourse

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a apposé, sur la présente note, le visa n° 86-143 en date du 13 mai 1986.

Le rapport annuel de l'exercice 1984 – et, à partir du 11 juin, celui de l'exercice 1985 – sera fourni sur demande aux souscripteurs, adressée au siège de la Société, 19, rue des Capucines, 75001 Paris.

Renseignements généraux sur le Crédit foncier de France

Le Crédit foncier de France est une société anonyme française autorisée par décret du 28 mars 1852, dotée d'un statut légal spécial.

Son capital, passé de 973 260 000 F à 1 167 912 000 F à la suite d'une émission d'actions en numéraire achevée le 24 février 1986, est réparti entre plus de 60 000 actionnaires parmi lesquels détiennent une participation supérieure à 5 % : la CDC et les entités qui lui sont affiliées (7,1 %), les groupes AGF (6,1 %) et UAP (5,2 %).

Il a pour objet principal :

– de consentir :

● des prêts fonciers, soit avec une garantie hypothécaire de premier rang, soit avec une garantie totale de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une chambre de commerce et d'industrie,

● des prêts aux collectivités publiques,

● des prêts à la navigation ;

– et d'émettre en représentation de ces prêts, des obligations foncières, communales ou pour prêts à la navigation et de contracter tous autres emprunts spécialement affectés à leur objet.

Le Crédit foncier de France intervient également comme auxiliaire des pouvoirs publics, notamment pour la distribution de primes et le contrôle du respect de la réglementation des prêts conventionnés et du marché hypothécaire.

Depuis 1950, son activité a surtout été orientée vers la distribution des prêts à la construction aidés par l'Etat, principalement en faveur de l'accession à la *propriété – actuellement les PAP.*

Eléments significatifs d'activité depuis trois ans

(en millions de francs)

Autorisations de prêts	1983	1984	1985
– Fonciers	39 494	43 847	35 020
(dont prêts aidés à la construction)	(37 380)	(42 020)	(32 700)
– Aux collectivités publiques	85	223	25
– A la navigation	217	124	–
Total	39 796	44 194	35 045

Emissions	1983	1984	1985
Emissions obligataires en France	9 500	13 000	11 500
Emprunts directs à long terme	*25 430*	*25 980*	*11 674*
Bons à moyen terme	3 020	2 842	2 596
Emprunts extérieurs	10 330	6 980	5 683
Total	48 280	48 802	31 453

Ces capitaux ont servi à hauteur de plus de 90 % à financer les réalisations et les consolidations de prêts aidés par l'Etat.

Principales données financières

(en millions de francs)

	1983	1984	1985 (1)
Situation en fin d'année			
– Total du bilan	195 714	243 956	261 426
– Fonds propres hors provisions et résultat de l'exercice	1 587	1 646	1 675
– *Encours total des prêts*	*162 938*	*208 072*	*232 476*
– Encours des emprunts obligataires	69 708	84 578	94 872
– Encours de l'ensemble des emprunts, bons et avances	158 223	202 682	222 580
Résultats annuels			
– Produit brut	2 084	2 502	2 824
– Bénéfice avant impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	857	1 179	1 311
– Résultat net	148 (2)	174	197
– Résultat net par action (en francs)	30,4 (2)	35,8	40,5
– Dividende par action (en francs) distribué au titre de l'exercice	27,5	28,75	32

(1) Chiffres non encore approuvés.
(2) Non compris 50,5 millions de plus-values à long terme.

Echéancier de la dette à long et moyen terme au 31 décembre 1985

(en millions de francs)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991 et suivantes	ensemble
● Emprunts obligataires en France	3 141	3 362	5 437	4 195	4 270	51 378	71 829
● *Autres emprunts domestiques*							
– Long terme	1 841	2 209	2 176	3 073	3 304	75 661	88 264
– Moyen terme	3 691	3 684	4 372	5 169	2 564	4 926	24 407
● Emprunts extérieurs (1)	578	828	2 990	2 396	3 503	26 014	36 309
Total	9 251	10 083	15 025	14 833	13 641	157 977	220 810

(1) Convertis sur la base des parités au 31 décembre 1985. Principale devise d'endettement à cette date : dollar des EUA (37 % du total).

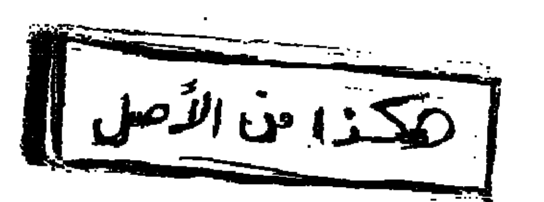
Bilans résumés au 31 décembre

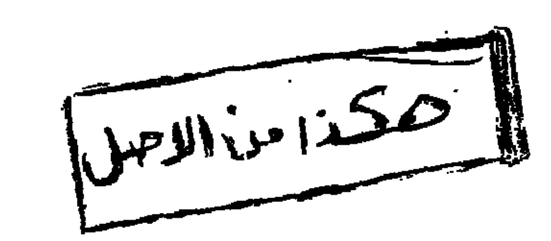
(en millions de francs)
(comptes 1985 non encore approuvés)

ACTIF	1984	1985	PASSIF	1984	1985
– Immobilisations non financières	678	740	– Capitaux propres	2 281	2 388
– Prêts	208 072	232 475	– Provisions pour risques et charges	3 022	3 473
– Effets non mobilisables, titres de participation et autres valeurs immobilisées	7 378	7 899	– Dettes financières et dettes assimilées	221 215	241 061
– Actif circulant et primes de remboursement	27 828	20 312	– Dettes d'exploitation et divers	17 438	14 504
Total	243 956	261 426	Total	243 956	261 426

HORS BILAN

	1984	1985
– Engagement de prêts	36 576	38 421
– Engagements de crédits bancaires et d'avances sur titres	183	302
– Engagements de mobilisation de crédits à court et moyen terme	7 091	5 804
– Cautions accordées	303	1 581
– Effets endossés ou remis en pension	31	38
– Engagements divers	–	270
Total des engagements donnés	44 183	46 216





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE SA

Report au 5 juin de la date de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour le mercredi 21 mai 1986 ne pourra valablement délibérer à cette date, faute de quorum.

Elle sera convoquée à nouveau pour le jeudi 5 juin 1986 – avec le même ordre du jour – au *Palais des Congrès, 2, place de la Porte-Maillot,* 75017 Paris, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour cette même date à 15 heures.

Sécuricic

La Sicav de réméres

Le Conseil d'Administration de Sécuricic, réuni le *mardi 6 mai 1986, sous la présidence de M. Michel Tassart,* a approuvé les comptes de son premier exercice, d'une durée exceptionnelle de dix mois, clos le 27 mars 1986.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de F 341,21.

Au 27 mars 1986, avec un nombre de 150.916 actions en *circulation, le montant de l'actif net s'établissait* à F 1.621.199.014,87 et la valeur liquidative par action ressortait à F 10.742,39 traduisant une hausse de 7,42 % par rapport à la date d'ouverture au public, soit une performance annualisée de 9,20 %.

Sécuricic investie exclusivement en réméres figure parmi les Sicav les plus régulières de la place.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration *a décidé d'exonérer de droits* d'entrée toutes les souscriptions supérieures à 1 million de francs *(au lieu de 5 millions précédemment)* pour faciliter les investissements des PME.



GROUPE DARTY



Le conseil d'administration des établissements Darty et Fils SA, réuni sous la présidence de M. Bernard Darty, a arrêté les comptes de l'exercice 1985-1986, clos le 28 février 1986.

Les principaux chiffres consolidés caractérisant l'exercice figurent dans le tableau ci-dessous, exprimés en millions de francs :

	1985/1986	1984/1985	Evolution
Chiffre d'affaires (hors TVA)	5 063,1	4 306,3	+ 17,6 %
Résultat d'exploitation	245,9	149,1	+ 64,9 %
Résultat courant	405,0	280,2	+ 44,6 %
Marge brute d'autofinancement	248,9	213,7	+ 16,4 %
Bénéfice net avant participation des salariés	202,4	147,2	+ 37,4 %
Bénéfice net après déduction de la participation des salariés	177,5	131,4	+ 35,1 %
Bénéfice net consolidé par action (en francs)	103,7	76,7	+ 35,1 %

Bénéfice consolidé

Le bénéfice net consolidé passe de 131,4 millions de francs à 177,5 millions de francs (+ 35,1 %).

Les résultats d'exploitation et courant progressent plus rapidement que le chiffre d'affaires, traduisant l'effet positif des actions entreprises pendant les derniers exercices et marquant ainsi une amélioration de la capacité bénéficiaire du groupe en 1985.

Dividendes

Le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 1er juillet 1986, la distribution d'un dividende total de 78 172 104 francs, contre 60 198 224,50 francs au titre du précédent exercice (+ 29,9 %).

Le dividende se répartirait de la manière suivante entre les deux catégories d'actions composant le capital social :

- le dividende par action ordinaire passerait de *34,50 francs à 45 francs* (+ 30,4 %), auquel s'ajouterait l'impôt déjà payé au Trésor de 22,50 francs, formant un revenu global de 67,50 francs ;
- le dividende par action à dividende prioritaire serait supérieur de 6 francs à celui versé aux actions ordinaires. Son montant serait de 51 francs, auquel s'ajouterait l'impôt déjà payé au Trésor de 25,50 francs, forment un revenu global de 76,50 francs.

Assemblée générale

Le conseil d'administration proposera la réunion d'une assemblée générale mixte le 1er juillet 1986 ; à la suite de l'assemblée générale ordinaire, afin de délibérer sur la modification des statuts visant à doter la société d'un conseil de surveillance et d'un directoire et sur la nomination des membres du futur conseil de surveillance.

Simco

UNION POUR L'HABITATION

L'assemblée générale ordinaire, réunie *le 14 mai 1986 sous la présidence de* M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. Ces comptes se sont soldés par un bénéfice de 185 566 746 francs, dont 4 488 125 francs de plus-values nettes de cessions.

L'assemblée a décidé de distribuer *une somme* de 179 706 544. Après affectation de 4 488 125 francs aux réserves, le report à nouveau s'établit à 26 779 633 francs. Le dividende fixé à 23 francs sera mis en paiement le 30 mai 1986 contre 22 francs au titre de l'exercice précédent.

∴

L'assemblée générale extraordinaire, *réunie à l'issue de l'assemblée générale* ordinaire, a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois jusqu'à un milliard de francs.

Le conseil d'administration, usant partiellement de l'autorisation qui lui a été donnée, a décidé de procéder à *l'augmentation du capital* de 97 666 600 francs pour le porter de 781 332 800 francs à 878 999 400 francs par l'émission de 976 666 actions, soit une action nouvelle de *100* francs nominal à souscrire au prix de 450 francs pour huit actions anciennes. La période de souscription *s'étendra du 26 mai au 18 juin 1986.*

Le produit de l'émission, soit 439 499 700 francs, sera consacré à des *investissements en* habitation, bureaux et locaux commerciaux à Paris et en région parisienne.

Dumez



Les travaux *exécutés par le groupe* au titre de son activité BTP, au cours du *premier trimestre 1986, s'élèvent* à 1 800 millions de francs hors taxes. Le volume des travaux restant à exécuter *au 31 mars 1986 ressortait à 9 milliards* de francs environ, ce montant ne comprenant par la part du groupe dans le tunnel sous la Manche.

Le conseil de surveillance, dans sa séance du 12 mai, a pris connaissance des résultats consolidés de l'exercice 1985 ; le bénéfice net consolidé ressort à 405 millions de francs (la correction pour intérêts minoritaires étant négligeable); la marge brute d'autofinancement s'élève à 905 millions de francs, soit 10,4 % du chiffre d'affaires H.T.

Il est rappelé qu'il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du *27* juin prochain le maintien d'un dividende de 24,50 F (soit 36,75 F, avoir fiscal compris) à *attribuer* aux *3 000 000* d'actions formant désormais le capital, après attribution gratuite d'une action nouvelle *pour sept anciennes.*

Une assemblée générale extraordinaire sera invitée à autoriser le directoire *à porter, dans les cinq ans, le* capital par incorporation de *réserves* jusqu'à un maximum de 500 millions de francs en une ou plusieurs *fois.*

NORD-SUD DEVELOPPEMENT



Société d'investissement à capital variable

Au cours de l'assemblée générale ordinaire du 11 avril 1986, M. René *Lenoir, président du conseil d'administration, a notamment déclaré :*

Comme vous le savez, notre SICAV n'est ouverte au public que depuis le 15 avril 1985 et c'est donc la première fois que nous avons le plaisir de vous réunir en assemblée *générale*. Une occasion *privilégiée s'offre ainsi à nous pour examiner* les premiers résultats obtenus et pour nous interroger sur leur adéquation *à l'objectif fixé lors de la création* de NORD-SUD DÉVELOPPEMENT.

Cet objectif est de permettre à nos actionnaires de participer financièrement au développement économique du tiers-monde tout en bénéficiant d'un rendement satisfaisant, c'est-à-dire à un taux proche de celui du marché des capitaux.

Cet objectif ambitieux qui fait de NORD-SUD DÉVELOPPEMENT la première SICAV de destination était suffisamment novateur pour que, avant *d'entreprendre un effort de commercialisation auprès du grand public*, nous testions la faisabilité de notre projet en le présentant à des professionnels, tant de la finance que du développement. Dès l'ouverture de notre SICAV nous avons recueilli les souscriptions des principales banques françaises, de nombreux investisseurs institutionnels ainsi que de quelques entreprises particulièrement concernées par le devenir du tiers-monde. Je crois pouvoir dire que la liste des premiers actionnaires de NORD-SUD DÉVELOPPEMENT est la plus prestigieuse qui ait jamais constitué un OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières).

Depuis l'ouverture de notre SICAV au public, le nombre d'actions en circulation a doublé, passant de 200 000 à 400 000. L'importance de ce mouvement de souscription s'explique par notre effort de présentation et d'information mais aussi par la définition et la mise en œuvre d'une politique d'investissement correspondant aussi étroitement que possible à *l'objectif de notre SICAV* : jusqu'à présent, cette politique a consisté en la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières choisies en fonction d'une part du critère de destination – il s'agit donc d'obligations émises par les *principales institutions finançant le développement* – et d'autre part de considérations financières – devises et taux d'intérêt pour l'essentiel. *Cette politique a permis de répondre à l'objectif de rendement* de notre SICAV, puisque du 15 avril 1985 au 10 avril 1986 – soit environ en un an – la progression de la valeur liquidative a été de 21,6 %. Cette performance place NORD-SUD DÉVELOPPEMENT *dans le peloton de tête* des SICAV obligataires à vocation internationale.

Il est clair que la politique d'investissement de NORD-SUD DÉVELOPPEMENT ne peut se limiter à la gestion d'un portefeuille d'obligations. *La spécificité* de NORD-SUD DÉVELOPPEMENT implique qu'une part de notre actif puisse être investie de façon plus directe et plus volontariste. Une première opération répondant à cette logique vient d'être autorisée par votre conseil d'administration : votre SICAV va entrer au capital d'un fonds d'investissement créé par la *société financière internationale* qui fait partie du *groupe de la Banque mondiale*. Le fonds, dont le capital de départ est fixé à 50 millions de dollars, a pour vocation de réaliser des investissements directs sur les Bourses des pays en voie de développement.

Cette diversification de notre politique d'investissement devra cependant *obéir à deux types de préoccupations :*

– La performance de NORD-SUD DÉVELOPPEMENT doit représenter une rémunération satisfaisante pour ses actionnaires. De ce fait cette diversification des investissements ne peut, *globalement, être opérée que* sur une part de son actif, part déterminée sous la responsabilité du conseil d'administration.

– Chaque investissement réalisé dans ce cadre doit l'être après une étude approfondie de façon à s'assurer de son intérêt réel pour le développement. La SICAV, pour étudier les projets qui lui sont soumis, s'appuie notamment sur la compétence des *spécialistes des techniques financières* et du développement réunis au sein de l'association ÉPARGNE SANS FRONTIÈRE, association dont l'objet est précisément d'étudier les mécanismes d'investissement financier les plus adaptés aux besoins des pays du tiers-monde.

Monécic

La Sicav court terme

Le Conseil d'Administration de Monécic, réuni le *lundi 5 mai 1986, sous la présidence de M. Renaud Segalen,* a approuvé les comptes de son quatrième exercice, clos le 27 mars 1986.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des *Actionnaires la mise* en distribution d'un dividende net de F 360,23 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 25,81, soit un dividende global de F 386,04.

Au 27 mars 1986, avec un nombre *de 632.884* actions en circulation, le montant de l'actif net s'établissait à F 3.660,94 millions et la valeur liquidative par action *ressortait à F 5.784,54.*



MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	9 mai	16 mai
Valeurs franç. à revenu variable	152,2	152,6
Valeurs industrielles	148,7	147,4
Valeurs étrangères	108,1	105,6
Pétroles-Energie	147,8	148,2
Chimie	140,4	138,5
Métallurgie, mécanique	165	159,7
Electricité, électronique	147,4	146,1
Bâtiment et matériaux	168,5	168,6
Ind. de consommation non alimentaire	148,8	143
Agro-alimentaire	143,4	137,7
Distribution	135,6	140,7
Transports, loisirs, services	162,6	158,3
Assurances	178,9	189,7
Crédit banque	190,9	189,3
Sicomi	128,4	133,6
Immobilier et foncier	142,5	144,9
Investissement et portefeuille	165	167,8
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	101,3	111,5
Emprunts d'Etat	109	108,6
Emprunts garantis et assimilés	112,7	113,4
Sociétés	109,3	109,9
Base 100 en 1949		
Valeurs françaises à revenu variable	3 281,93	458,39
Valeurs étrangères	3 493,63	383,95
Base 100 en 1972		
Valeurs françaises à revenu variable	478,5	488,6
Valeurs étrangères	472,6	466,14
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	127,1	128,67
Emprunt d'Etat	123,2	134,12
Emprunts garantis et assimilés	128,7	130,52
Sociétés	126,3	148,39

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	407,5	408,6
Produits de base	250,8	246,7
Construction	365,2	371,1
Biens d'équipement	394,5	395,4
Biens de consom. durables	487,6	481,2
Biens de consom. non durables	460,6	454,2
Biens de consom. alimentaires	398,5	383,3
Services	355,6	357,1
Sociétés financières	684	687,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	352,3	350,1
Valeurs industrielles	369,7	365,3

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	306,2	306,5

NEW-YORK

Calme et irrégulier

Les jours de fête ont un effet inhibiteur sur l'activité des places financières rebelles au chômage. Wall Street n'a pas échappé, lundi, au phénomène. Les transactions y ont été réduites à leur plus simple expression, avec 85,84 millions de titres échangés (plus bas niveau depuis quatre mois) contre 113,5 millions vendredi. Conséquence : l'évolution des cours n'a guère revêtu de signification. La tendance à l'irrégularité a dominé dans presque tous les secteurs, sans toutefois que les écarts en hausse ou en baisse prennent beaucoup d'ampleur. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 758,18 (– 1,62 point). Le bilan de la journée a été voisin de l'équilibre. Sur 1 971 valeurs traitées, 783 ont fléchi, 695 ont monté et 493 n'ont pas varié.

De nombreux opérateurs avaient déserté les lieux. D'après les spécialistes restés fidèles au poste, l'atmosphère de vacances n'explique pas tout. Le plafonnement des taux d'intérêt à un niveau relativement élevé et la remontée des prix du pétrole ont contribué à entretenir un climat d'incertitude peu propice aux initiatives. La commission de l'Open Market, organe de la Réserve fédérale, devait se réunir ce mardi pour décider de la politique monétaire à suivre. Mais, avec la faiblesse persistante du dollar, personne ne croyait à la possibilité d'une baisse prochaine du taux de l'escompte. Ajoutons que le marché continue de digérer les excès commis ces dernières semaines, en partie corrigés déjà, mais dont les séquelles se font encore sentir.

VALEURS	Cours du 16 mai	Cours du 19 mai
Alcoa	38 1/8	38 3/8
A.T.T.	23 3/4	23 7/8
Boeing	54 3/4	54 1/4
Chase Manhattan Bank	40	39 7/8
Du Pont de Nemours	78 3/4	78 1/4
Eastman Kodak	57	56 3/8
Exxon	57 3/8	58
Ford	75 7/8	76
General Electric	75 1/2	76 1/2
General Motors	75 1/8	75 5/8
Goodyear	29 1/2	30
I.B.M.	144 7/8	144 1/8
I.T.T.	44 7/8	44 7/8
Mobil Oil	30	30 1/4
Pfizer	57 3/4	58 1/4
Schlumberger	30	30 1/4
Texaco	32 1/8	32 3/4
U.A.L. Inc.	57 7/8	58 1/8
Union Carbide	22 3/4	23
U.S. Steel	20 1/8	20 1/2
Westinghouse	51	50 1/2
Xerox Corp.	57 1/8	57 1/4

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA REDOUTE : RÉSULTATS EN BAISSE CONFIRMÉS. – Le groupe confirme la baisse de ses résultats pour l'exercice écoulé. Le bénéfice courant consolidé avant impôt chute de 22,7 %, pour revenir au voisinage de 200 millions de francs, ce malgré un chiffre d'affaires *accru de 15 % à 11,04 milliards de francs.*

La Redoute a été contrainte de constituer d'importantes provisions pour faire face aux décisions de restructuration ou de désengagement prises à l'égard des sociétés Dans un jardin et de CFED (courtage Rombaldi). Mais la cause de la détérioration des résultats provient surtout du dépôt de bilan tardif de Confort familial avec laquelle Editions Rombaldi avaient contracté une association en participation. Le lourd préjudice subi a été provisionné pour 81 millions de francs. Le bénéfice net étant lié à ces éléments exceptionnels, le dividende net est maintenu à *44 F. L'exercice 1986-1987* a bien commencé et la direction estime devoir retrouver, durant celui-ci, son profil de *rentabilité et de profits des années précédentes.*

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	34 40	1 874
5 %	65 30	1 438
3 % amort. 45-54	76	2 375
Emp. 7 % 1973	7640	..
Emp. 8,80 % 77	121 60	8 655
9,80 % 78/93	106 30	8 296
8,80 % 78/86	101 02	3 761
10,80 % 79/94	109 65	7 545
13,25 % 80/90	112 35	12 633
13,80 % 80/87	108 55	8 053
13,80 % 81/89	116 15	4 613
16,75 % 81/87	111 50	11 427
16,20 % 82/90	126 80	5 504
16 % juin 82	128 25	14 992
E.D.F. 7,8 % 61	154 75	4 756
E.D.F. 14,5 % 80-92	117	12 621
Ch. France 3 %	164 90	..
CNB Bques janv. 82	104	4 018
CNB Paribas	106 05	4 018
CNB Suez	107 65	4 018
CNI janv. 82	103 40	4 018
CRH 10,90% déc.85	....	3 706

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	14 mai	16 mai
Valeurs françaises	154,5	154,6
Valeurs étrangères	109,4	105,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	15 mai	16 mai
Indice général	411,3	408,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 20 mai .... 7 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	19 mai	20 mai
1 dollar (en yens)	168,1	167,3

BOURSE DE PARIS Comptant 16 MAI

Cours relevés à 17 h 31

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	496 60	499 50
A.G.F. (St Cent.)	9990	10000
André Roudière	281	280
Applic. Hydraul.	810	820
Arbel	140	140
Astorg	285	285
Avenir Publicité	1770	1800
Bain C. Monaco	675	....
Banque Hypoth. Eur.	505	509
B.G.I.	444 40	462 20
Bleury-Ouest	515	522
B.N.P. Intercontin.	550	550
Bénédictine	4600	4600
Bon-Marché	475	475
Call	1276	1300
Cambodge	355	....
C.A.M.E.	242	240
Campenon Bern.	307	358
Carbone-Lorraine	783	782
C.E.G.Frig.	660	....
Centen. Blanzy	2300	2285
Centrest (Ny)	288	302 d
Cerabati	100	100
Chambourcy (M.)	1070	1059
Champex (Ny)	179 90	187 d
C.I.C. (Financ. du)	315	310
C.I. Maritime	475	470
Citram (B)	255	....
Clause	1086	1043
Cofradel (Ly)	884	919 d
Cogifi	551	550
Comiphos	478	480
Cie Industrielle	4160	4030
Comp. Lyon-Alem.	370	375
Concorde (La)	1649	1600
C.M.P.	34 70	....
Crédit (C.F.B.)	592	596
Créd. Gén. Ind.	1500	1500
Cr. Universel (Cie)	1001	....
Cridiel	230	239 20
Dabley S.A.	475	472
Darty Act. d. p.	2381	....
De Dietrich	1360	1460
Delalande S.A.	1294	1295
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1250	1270
Didot-Bottin	650	669
Drag. Trav. Pub.	58 60	54 30 o
Eaux Bass. Vichy	1531	1590
Eaux Vittel	1230	1280
Economats Centre	633	558
Electro-Banque	540	540
Electro-Financ.	1315	1280
Elf-Antargaz	394	410
E.L.M. Leblanc	681	681
Enafi-Bretagne	316	311
Entrepôts Paris	800	843 d
Epargne (B)	2399	2330
Europ. Accumul.	129 50	124
Eternit	2760	2870
Exor	3800	....
Finalens	282	282
FIPP	148 80	143 30
Fnac	825	842
Foncière (Cie)	585	585
Fonc. Agache-W.	798	798
Fonc. Lyonnaise	4005	4290 d
Foncina	515	515
Forinter	1150	1150
Fougerolle	146 30	152 20
France I.A.R.D.	510	525
France (La)	8260	8590 d
From. Paul Renard	600	576 o
GAN	17200	17600
Gaumont	585	585
Gaz et Eaux	2755	2700
Gévelot	389	389
Gr. Fin. Constr.	620	615
Gds Moul. Paris	375	402
Groupe Victoire	4400	4400
G. Transp. Ind.	440	458
Immindo S.A.	505	500
Immoinvest	368 10	368
Immobail	602	602
Immobanque	889	890
Immob. Marseille	9200	9350
Immofice	685	690
Invest. (Sté Cent.)	3458	3317
Jaeger	316	329 d
Lafitte-Bail	754	....
Lambert Frères	131 60	130
Lille-Bonnières	930	1047
Locabail Immob	875	880
Loca-Expansion	410 50	411
Locafinancière	570	580
Locatel	368	372 d
Machines Bull	76	73 90
Magasins Uniprix	240	230 o
Magnant S.A.	179 50	185
Maritimes Part.	348	370

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
M. H.	115 80	111
Métal Déployé	470	460
Mors	210	210 50
Naval Worms	161 30	154 80
Navig. (Nat. de)	146	145
OPB Paribas	488	500
Optorg	201	200
Origny-Desvroise	285	288
Palais Nouveauté	924	1040
Paribas-CIP	1070	1080
Paris France	316	325
Paris-Orléans	395	394
Part. Fin. Gest. Im.	1995	1980
Pathé-Cinéma	286	297 50
Pechiney (cert. inv.)	257	258
Piles Wonder	1170	1218
Piper-Heidsieck	776	766
P.L.M.	181	190 d
Porcher	340	331
Providence S.A.	1731	1801
Publicis	1740	1740
Raff. Souf. R.	244 80	255
Rhône-Poul. (c. inv.)	480	470
Ricqlès-Zan	152	....
Rochefortaise S.A.	186 10	....
Rochette-Cenpa	100	98 50
Rosario (Fin.)	210	218
Rougier et Fils	75 20	76 80
Sacer	187 20	212 70 d
Saciler	22 50	23 50
SAFAA	394	425 d
Safic-Alcan	646	648
SAFT	1750	1740
Saga	340	340
Salins du Midi	540	540
Santa-Fé	190	190
Satam	153	....
Saulnes	84 90	82
Saunier-Duval	45 30	47 10
Savoisienne (M)	154	158
SCAC	364	....
Sennelle Maubeuge	520	520
S.E.P. (M)	280	280
Serv. Equip. Véh.	90	89
Sicli	90	92 90
Sicotel	470	470
Sinaé-Alcatel	930	....
Sinvim	409	....
Siph (Plant. Hévéas)	371 80	....
SMAC Acieroid	64	65
Sté Générale-CIP	1428	1486
Sofal financière	2600	2600
Sofio	345	349
Soficomi	894	896
S.O.F.I.P. (M)	170	152 10
Sofragi	1090	1097
Soudure Autog.	546	583
Soveba	798	....
Speichim	140	140
S.P.I.	710	710
Spie Batignolles	710	701
Suez (Fin. dél-CIP)	1421	1410
Stemi	672	685 d
Taittinger	2110	2030
Testut-Aquitaine	531	530
Tour Eiffel	588	588
Ufiner S.M.D.	575	581
Unibail	910	910
U.A.P.	3790	3996
Un. Imm. France	615	628
Un. Ind. Crédit	1616	1616
Usinor	7 50	7 65
U.T.A.	2164	2164
Vicat	610	654
Virax	202	209 90
Waterman S.A.	570	570
Brass. du Maroc	129	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1035	....
Akzo	449	....
Alcan Alum	240	216 o
Algemeine Bank	1545	1520
American Brands	639	575
Am. Petrofina	336	....
Arbed	500	....
Asturienne Mines	145	....
Bco Pop Espanol	295	288
Banque Morgan	599	595
Banque Ottomane	1100	....
B. Régl. Internat.	31500	32000
Br. Lambert	579	582
Canadian-Pacific	90	88 20
Commerzbank	1200	....
Dart. and Kraft	398	390
De Beers (port.)	45 30	52 d
Dow Chemical	390	385
Dresdner Bank	1420	1419
Gén. Belgique	488	509
Gevaert	961	....
Glaxo	114 90	....
Goodyear	225	220
Grace and Co	3920	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Gulf Oil Canada	79 10	....
Honeywell Inc.	560	560
Hoogovens	250	....
I.C. Industries	307	299
Int. Min. Chem	235	235
Johannesburg	685	....
Kubota	12 90	13 50
Latonia	284	284
Mannesmann	800	....
Midland Bank Plc	61	60
Mineral-Ressourc.	62	61
Noranda	95 60	93 30
Olivetti	50	49
Pakhoed Holding	170	155 c
Pfizer Inc.	425	429
Procter Gamble	545	540
Ricoh Cy Ltd	37	....
Rolinco	231 80	231 50
Robeco	251 20	251 20
Rodamco	393	392 10
Saipem	27 20	27
Shell fr. (port.)	84 50	....
S.K.F. Aktiebolag	301	....
Sperry Rand	486	484
Steel Cy of Can.	136	....
Stilfontein	45	45
Swedish Match	354	....
Tenneco	289	....
Thorn EMI	49	....
Thyssen c. 1 000	543	538
Toray indust. inc	22 60	22 50
Vieille Montagne	865	865
Wagons-Lits	935	934
West Rand	19 95	19 95

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Pasentalle-R.D.	4350	4220
A.G.P. S.A.	1651	1658
Alain Manoukian	800	656 d
Asystel	361	355
BAFP	804	807
B.I.P.	1225	1312 d
Bolloré Technologies	782	814
Calberson	899	895
Cardif	2140	2200
Cap Gemini Sogeti	1940	2005
C.D.M.E.	935	950
C. Equip. Elect.	282	270 70 o
C.G.I. Informatique	580	537 o
C. Occid. Forestière	158	155
Dafsa	237	240
Dauphin O.T.A.	1880	1880
Devanlay	1590	1580
Deville	1059	1048
Drouot-Assurances	570	575
Editions Belfond	294	288 60
Elect. S. Dassault	1008	1033
Expand	483	475
Filipacchi	980	....
Guy Degrenne	1000	1051 d
I.C.C.	315	328
IN Informatique	583	580
Loca-Investissement	476	480
Manitou	609	633
Merlin Immobilier	598	580
Métallurg. Minière	185	180 10
M.M.B.	770	770
Navale-Delmas	810	778
Occ. Gest. Fin.	394 50	390
Petit Bateau	285	275 60
Petroligaz	942	941
Razel	980	980
St-Gobain Emballage	1404	1415
S.C.G.P.M.	229	230
Sema-Metra	930	936
S.E.P.	1600	1684
S.E.P.R.	1551	1570
Softae	278	280 10 d
Supra	930	920
Valeurs de France	381	384
Molex	330	325

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Anvep	25	....
C.E.M.	....	....
Cochery	81	....
Coparex	470	470
Dubois Inv. (Certo.)	675	675
Hydro-Energie	278	295 d
Micolas	665	....
Révillon	379	....
Rorento N.V.	140 80	141
S.M.T. Goupil	450	460
Sopalux	212	....
S.P.R.	241	242
Ulinex	350	335 o
Union Brasseries	140 50	....

SICAV 16/5

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A. A. A.	721 91	704 30
Actions France	482 13	460 27
Actions sélectives	613 57	585 75
Aedificandi	695 57	664 03
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1188 63	1159 64
A.G.F. 5000	559 01	546 38
A.G.F. ECU	1178 74	1167 07
A.G.F. Interfonds	461 87	450 60
A.G.F. OBLIG.	1196 96	1191
Agfimo	695 29	678 33
Altefi	226 08	215 83
A.L.T.O.	203 48	194 25
America-Valor	763 86	729 22
Amérique Gestion	426 34	407 01
Argonautes	414 99	396 17 ◆
Associc	1230 56	1230 56
Autocic	1183 25	1148 79
Bourse-Investiss.	478 95	457 23
Brad Associations	2858 66	2850 71
Capital Plus	1630 04	1630 04
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbia (ex W.I.)	872 30	832 74
Convertimmo	411 10	395 29
Cortal court terme	11722 29	11722 29
Cortexa	988 63	943 80
Credinter	443 02	430 12
Croiss. Finance	280 61	268 53
Croiss. Mercure	2713 64	2634 60
Croiss. Immobil.	682 41	632 37
Croiss. Prestige	360 19	343 86
Démeter	12617	12617 ◆
Drouot-France	673 96	643 40
Drouot-Investiss.	1148 15	1096 09
Drouot-Sécurité	248 17	236 92
Drouot-Sélection	156 78	149 65
Ecocic	1162 80	1146 62
Elicoop Sicav	10791 83	10754 74
Energie	260 56	248 74 ◆
Epacic	2818 75	2813 12
Eparcourt Sicav	7894 33	7874 64
Epargne Associations	24873 04	24836 09
Epargne-Capital	7965 29	7886 43
Epargne-Croiss.	1564 50	1493 56
Epargne-Industr.	785 60	749 98
Epargne-Inter	647 33	617 93
Epargne-Long-Terme	1766 78	1719 47 ◆
Epargne-Oblig.	202 55	197 13
Epargne-Unie	1226 12	1170 52
Epargne-Valeur	421 20	402 10
Eparoblig	1308 55	1305 94
Eurocic	9940 54	9793 64
Euro-Croissance	545 07	520 35
Financière Plus	26778 94	26511 82
Ficord Placement	62323 12	62013 05
Ficord Trimestriel	1189 85	1152 56
Ficord Valorisation	13318 37	13057 23
Foncier Investiss.	1158 58	1106 02
Foncival	296 89	283 43
France-Garantie	309 31	308 69
France-Investiss.	575 41	549 32
France-Net	124 57	123 34

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
France-Obligations	460 84	458 28
Francic	419 39	407 17
Fructi-Associations	1251 90	1251 90
Fructicapi	308 14	303 59
Fructidor	266 54	261 62
Fructifrance	806 08	769 42
Fructivar	78582 09	78386 12
Fructi ECU	578 99	570 43
Fructi-Première	13320 26	13123 40
Futuroblig	1108 26	1107 15
Gestilion	64465 57	64304 81
Gestion Associations	152 15	148 80
Gestion Mobilière	708 10	675 98
Gest. Rendement	498 97	465 80
Gest. Sél. France	804 40	767 92
Haussmann Associat.	1266 20	1266 20
Haussmann court terme	1101 28	1101 28
Haussmann Epargne	1378 34	1378 34
Haussmann Europe	1962 37	1873 38
Haussmann Oblicroiss.	1282 47	1282 47
Haussmann Obligations	1663 29	1587 87 c
Horizon	1269 15	1232 18
I.M.S.I.	632 17	603 50
Indo-Suez Valeurs	789 57	754 16
Ind. française	14158 31	13880 70 ◆
Interoblig.	12233 21	11782 70
Intersélect France	479 68	467 93
Intervaleurs Indust.	715 92	683 48
Invest. net	14687 82	14658 60
Invest. Obligataire	17579 45	17544 36
Japacic	156 93	149 81
Jeunesépargne	221 08	217 79
Laffitte-crt-terme	131648 49	131648 49 c
Laffitte-Expansion	854 87	815 91 c
Laffitte-France	357 43	341 22 c
Laffitte-Japon	331 57	316 53 c
Laffitte-Oblig.	156 08	149 05 c
Laffitte-Rend.	210 74	201 18 c
Laffitte-Tokyo	1137 27	1085 70 c
Lion-Associations	11762 70	11762 70
Lion-Institutionnels	25382 74	25289 49
Lionplus	73652 45	72823 22
Livret portefeuille	599 82	582 35
Méditerranée	173 38	165 52
Mondiale Investissem.	479 93	458 17
Monacic	5931 80	5931 80
Mutri-Obligations	460 39	439 51
Mutuelle Unie Sél.	164 75	157 28
Natio.-Assoc.	8783 86	8770 32
Natio.-Epargne	13594 48	13459 88
Natio.-Inter.	1087 66	1058 55
Natio.-Obligations	549 58	534 88
Natio.-Patrimoine	1430 54	1392 25
Natio.-Placements	63766 79	63766 79
Natio.-Revenu	1146 87	1135 51
Natio.-Sécurité	51816 45	51816 45
Natio.-Valeurs	776 26	741 08
Nord-Sud Développ.	1197 76	1195 36
Oblicoop Sicav	1464 92	1436 20

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Oblifion	1136 49	1108 07
Optimavalor	641 58	612 47
Orient-Gestion	156 05	148 97
Paramérique	526 68	502 80
Parsunope	867 73	828 38
Paribas Epargne	15126 44	15096 25
Paribas Gestion	637 81	608 89
Parnasse-Valor	1085 35	1084 27
Patrimoine-Retraite	1848 53	1816 21
Phenix Placements	272 61	271 25
Pierre Investiss.	816 40	779 38
Placement crt-terme	69823 94	69823 94
Placement J	52159 12	52159 12
Pro Association	22200 97	22200 97
Province Investiss.	524 57	500 78
Rentacic	174 08	171 51
Revenus Trimestriels	6120 30	6059 70
Revenu Vert	1228	1226 77
St-Honoré Assoc.	13898 13	13926 50
St-Honoré Bio-aliment.	702 08	670 24
St-Honoré Pacifique	513 81	490 51
St-Honoré P.M.E.	429 72	410 23
St-Honoré Réel	11113 23	11068 95
St-Honoré Rendement	13223 98	13158 19
St-Honoré Technol.	770 75	735 80
St-Honoré Valor	12491 04	12391 90
Sécuricic	10861 58	10850 73
Sécur. Mobilière	438 46	418 58
Sél. court terme	11878 25	11789 87
Sicaden (Candem BP)	799 33	787 52
Sicav-Associations	1314 58	1311 96
S.F.I. fr. et étr.	575 35	558 59
Sicavimmo	828 67	791 09
Sicav 5000	352 98	343 51
Sinafrance	550 99	538 24
Sivam	403 38	392 56
Sivarente	239 44	233 03
Sivinter	391 47	380 99
S.I.–Est	1343 21	1282 30
S.I.G.	929 94	887 36
S.N.I.	1190 25	1155 58
Solidarité	555 18	530
Sogepargne	413 07	398 14
Sogevar	1064 78	1008 95
Soginter	1256 26	1199 29
Soleil Investiss.	536 17	511 86 ◆
Technocic	1268 64	1231 69
U.A.P. Investiss.	404 50	386 16
Uni-Associations	109 50	109 50
Unifrance	468 88	447 60
Unifoncier	1340 58	1279 72
Uni-Garantie	1448 94	1420 50
Unigestion	908 69	867 68
Uni-Japon	1371 29	1309 11
Uni-Régions	2619 33	2500 55
Unirente	2292 58	2217 18
Univer	165 42	165 42
Univers-Obligations	1552 24	1601 20
Valorem	501 23	489
Valoblig	60946 78	60343 35
Valorg	1409 88	1408 47
Valrel	74632 80	74558 04

Règlement mensuel

Cours relevés à 17 h 31

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1492	4,5 % 1973	1499	1485	1482	– 1 13
....	C.N.E. 3 %	....	....	....	....
1146	B.N.P.	1150	1145	1149	– 0 08
1370	C.C.F.	1350	1345	1345	– 0 37
2840	Electricité T.P.	2923	2900	2910	– 0 44
1640	Renault T.P.	1690	1700	1701	+ 0 65
2418	Rhône-Poul. T.P.	2301	2300	2300	– 0 04
1445	St-Gobain T.P.	1415	1390	1399	– 1 13
1339	Thomson T.P.	1360	1351	1355	– 0 36
448	Accor	485 10	485	485	– 0 02
1680	Agence Havas	1845	1820	1820	– 1 35
800	Air Liquide	828	835	839	+ 0 84
1350	Als. Superm.	1580	1620	1620	+ 2 53
385	A.L.S.P.I.	488	490	490	+ 0 40
485	Alsthom	594	585	586	– 1 34
1750	Arjom. Prioux	2065	2150	2140	+ 3 63
167	Ausedat-Rey	240	237	238	– 0 83
1280	Aux. Entrepr.	1488	1488	1464	– 1 61
1600	Av. Dass.-Br.	1780	1710	1700	– 4 49
800	Bail-Equipem.	753	785	785	+ 4 24
1140	Bail-Investiss.	1230	1235	1235	+ 0 40
1200	Cie Bancaire	1388	1340	1330	– 4 04
580	Bazar H.-V.	800	800	805	+ 0 62
470	Béghin-Say	515	523	525	+ 1 94
340	Berger	368	364	364	– 1 08
650	Bic	672	676	671	– 0 14
1400	B.I.S.	1558	1572	1572	+ 0 89
2450	Biscuit (Géné.)	2150	2200	2200	+ 2 32
2060	Bongrain S.A.	2020	1970	1970	– 2 47
1200	Bouygues	1245	1250	1265	+ 1 60
3930	B.S.N.	3815	3870	3880	– 0 63
1220	Carnaud	1292	1300	1299	+ 0 54
3420	Carrefour	3850	3831	3838	– 0 31
1670	Casino	1770	1836	1835	+ 3 67
1400	Casino A.D.P.	1440	1475	1475	+ 2 43
1080	Cedis	1235	1240	1240	+ 0 40
1710	Cetelem	1795	1820	1820	+ 1 39
1880	C.F.A.O.	1850	1815	1815	– 1 89
415	C.F.D.E.	675	678	678	+ 0 44
1280	C.G.I.P.	1310	1310	1301	– 0 68
1270	Chargeurs S.A.	1340	1284	1285	– 4 10
88	Chiers-Châtil.	69	70	70	+ 1 44
760	Ciments franç.	855	853	855	....
2380	C.I.T. Alcatel	2330	2300	2300	– 1 28
560	Club Méditerr.	559	550	546	– 2 32
250	Codetel	266	271	272	+ 2 25
425	Cofimeg	466	470	466	....
745	Colas	952	943	953	+ 0 10
260	Compt. Entrepr.	292	287 90	290 50	– 0 51
510	Compt. Mod.	600	630	650	+ 8 33
1810	Créd. Foncier	1900	1890	1890	– 0 52
590	Crédit F. Imm.	623	605	615	– 1 28
1760	Crédit Nat.	2470	2500	2540	+ 2 83
310	Crouzet	405	429	442	+ 9 13
2160	Damart S.A.	2140	2005	2005	– 6 30
3060	Darty	3220	3400	3410	+ 5 90
310	Dév. Rég. P.d.C	309	308 50	308 50	– 0 16
510	D.M.C.	514	520	527	+ 2 52
2030	Docks France	2450	2499	2497	+ 1 91
1410	Dumez	1471	1455	1460	– 0 74
1400	Eaux (Gén.)	1609	1595	1595	– 0 80
3000	Ecco	3331	3250	3250	– 2 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
350	Elf-Aquitaine	346	338	338	– 2 31
320	– (certific.)	320	313 90	317	– 0 93
2090	Epeda-B-Faure	2090	2065	2065	– 1 19
2850	Essilor	2905	2830	2830	– 2 58
435	Esso S.A.F.	547	545	545	– 0 36
3200	Eurafrance	3410	3375	3375	– 1 02
1400	Eurocom	1788	1715	1745	– 2 40
2150	Euromarché	2580	2530	2530	– 1 93
1260	Europe n° 1	1606	1500	1510	– 6 08
1730	Facom	1901	1900	1898	– 0 15
760	Fichet-Bauche	800	810	810	+ 1 25
300	Finextel	340	380 80	380 80	+ 12
575	Fives-Lille	605	608	609	+ 0 66
142	Fonderie (Gén.)	59 95	60 05	60 05	+ 0 18
137	Fraissinet	217 20	220	220	+ 1 28
295	Francarep	352	335	340	– 3 40
1220	Fromageries Bel	1347	1365	1365	+ 1 33
1330	Gal. Lafayette	1545	1550	1550	+ 0 32
420	Gén. Géophys.	351	361	370	+ 5 41
880	Gerland	1150	1101	1105	– 3 91
330	GTM-Entrepose	359 50	359	359	– 0 13
705	Guyenne-Gasc.	751	719	719	– 4 28
2890	Hachette	3300	3250	3245	– 1 66
720	Hénin (La)	776	772	762	– 1 80
95	Imétal	90 20	89 90	90	– 0 22
880	Imm. Plaine-M.	825	825	824	– 0 12
4290	Inst. Mérieux	4350	4299	4300	– 1 14
730	Interbail	770	779	779	+ 1 16
2090	Intertechnique	2180	2189	2188	+ 0 36
850	J. Lefebvre	813	838	839	+ 3 18
1370	Lab. Bellon	1590	1571	1590	....
1510	Lafarge-Coppée	1585	1575	1585	– 1 26
1490	Lebon	1540	1550	1550	+ 0 64
4060	Legrand	3960	4000	3990	+ 0 76
1180	Lesieur	1299	1299	1299	....
700	Locafrance	780	780	777	– 0 38
1140	Locindus	1199	1220	1215	+ 1 41
1230	L. Vuitton S.A.	1263	1250	1250	– 1 02
836	Luchaire	800	805	805	+ 0 62
1310	Lyonn. Eaux	1555	1600	1577	+ 1 41
270	Mais. Phénix	283	290	290	+ 2 47
675	Majorette (Ly)	760	730	731	– 3 33
116	Manurhin	125 50	130	131	+ 4 38
445	Mar. Wendel	490	490	489 90	– 0 02
1810	Martell	1908	1850	1845	– 3 30
2330	Matra	2639	2598	2598	– 1 55
2390	Merlin-Gerin	3450	3445	3443	– 0 20
3350	Michelin	3100	3010	3035	– 2 09
6330	Midi (Cie)	6580	6500	6500	– 1 21
460	Midland Bk S.A.	496	515	513	+ 3 42
490	M.P.C. Salaigne	600	590	590	– 1 66
71	M.M. Penarroya	71	67	68	– 4 22
2400	Moët-Hennessy	2605	2430	2470	– 5 18
865	Mot. Leroy-S.	1060	1030	1030	– 2 83
98	Moulinex	95	91 10	92 80	– 2 31
1040	Navig. Mixtes	1295	1240	1245	– 3 86
210	Nord-Est	230	225 10	225	– 2 17
545	Nordon (Ny)	640	620	620	– 3 12
620	Nouvelles Gal.	593	593	594	+ 0 15
880	Occident. (Gén.)	1020	1010	1010	– 0 98
1580	Omn.F.Paris	1630	1630	1630	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
270	Olida-Caby	278	276	278 50	– 0 53
630	Opfi-Paribas	590	580	580	– 1 69
3700	Oréal (L')	3570	3570	3560	– 0 56
485	Papet. Gascogne	548	548	548	....
2040	Paris-Réescompt.	1900	2055	2055	+ 8 15
1590	Pechelbronn	1340	1318	1318	– 1 64
1380	Penhoet	1680	1680	1681	+ 0 05
1140	Pernod-Ricard	1251	1195	1200	– 4 07
113	Pétroles B.P.	178	172	172	– 3 37
1090	Peugeot S.A.	1127	1099	1090	– 3 28
100	Poclain	89 30	90	90	+ 0 78
1600	Poliet	1525	1545	1545	+ 1 31
815	P.M. Labinal	788	770	771	– 2 15
2450	Presses Cité	2300	2250	2250	– 2 17
1700	Prétabail Sic.	1690	1700	1710	+ 1 18
490	Primagaz	544	560	559	+ 2 75
600	Printemps	715	701	700	– 2 09
1450	Promodès	1590	1590	1590	....
290	Prouvost S.A.	310	315	315 50	+ 1 77
860	Radiotechn.	972	980	995	+ 2 36
1940	Redoute (La)	1740	1790	1785	+ 2 58
1650	Roussel-Uclaf	1789	1800	1798	+ 0 56
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
4300	Rue Impériale	5100	5060	5060	– 0 78
250	Sade	277	301	301	+ 8 66
2670	Sagem	3105	3110	3110	+ 0 16
730	St-Louis B.	714	715	710	– 0 56
2320	Salomon	2270	2250	2250	– 0 88
1250	Salvepar	1400	1410	1410	+ 0 71
730	Sanofi	832	815	828	– 0 48
510	S.A.T.	465	478	489	+ 5 16
585	Saupiquet Cie	840	840	840	....
585	Schneider	747	738	756	+ 1 20
121	S.C.O.A.	127 80	125	125	– 2 19
101	S.C.R.E.G.	88	88	88	....
660	Seb	667	640	647	– 2 99
585	Sefimeg	570	565	565	– 0 87
1870	S.F.I.M.	2100	2080	2080	– 0 95
66	S.G.E.-S.B.	88 80	93 60	99 90	+ 12 50
560	Sign. Ent. El.	599	575	575	– 4
950	Silic	1057	1268	1268	+ 19 96
650	Simco-U.P.H.	718	711	710	– 1 11
345	Simnor	370	376	376	+ 1 62
1280	Skis Rossignol	1425	1425	1425	....
1010	Sliminco	1023	1012	1012	– 1 07
230	Sodero	309	330	330	+ 6 79
2440	Sodexho	2380	2350	2350	– 1 26
490	Sogerap	542	540	540	– 0 36
1320	Sommer-Allib.	1330	1378	1378	+ 3 60
720	Source Perrier	729	729	725	– 0 54
1570	Sovac	1669	1651	1650	– 1 13
560	Strafor	605	618	620	+ 2 47
305	Synthelabo	410	421	421	+ 2 68
675	Talcs Luzenac	626	635	635	+ 1 43
3520	Tél. Elect.	3850	3740	3760	– 2 33
1280	Thomson-C.S.F.	1435	1390	1385	– 3 48
385	Total (CFP)	384	400	409 50	+ 6 64
92	– (certific.)	92 90	98	98 90	+ 6 45
125	Total France	170 50	169 30	168	– 1 46
2580	T.R.T.	3080	3100	3160	+ 2 59
1020	U.F.B.	1137	1150	1150	+ 1 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1070	U.I.S.	1110	1110	1109	– 0 09
725	U.C.B.	800	756	760	– 5
560	Valéo	589	586	587	– 0 33
183	Vallourec	161	162	163	+ 1 24
4100	V. Clicquot-P.	4100	4250	4250	+ 3 65
805	Via Banque	1010	997	997	– 1 28
785	Elf-Gabon	906	865	870	– 3 97
101	Amax Inc.	101 10	102 90	103	+ 1 87
485	Amer. Express	424 80	416	416	– 2 02
180	Amer. Teleph.	177	172 40	172 40	– 2 59
99	Anglo Amer. C.	87 50	88 30	88 30	+ 0 91
535	Amgold	481	480	488	+ 1 45
1080	BASF (Akt)	885	873	875	– 1 12
1090	Bayer	940	932	930	– 1 06
152	Buffelsfont.	148 80	149	149 50	+ 0 47
26	Charter	25 35	25	25 05	– 1 18
340	Chase Manh.	297 50	290	290	– 2 52
220	Cie Pétr. Imp.	223 50	225 20	225 20	+ 0 76
54	De Beers	50 40	50 65	50 65	+ 0 49
2830	Deutsche Bank	2585	2550	2550	– 1 35
48	Dome Mines	48	47 25	47	– 2 08
118	Driefontein Cld	108 10	107	107	– 1 01
555	Du Pont-Nem.	574	560	560	– 2 43
415	Eastman Kodak	413	402	402	– 2 66
35	East Rand	33 60	33 20	33 40	– 0 29
295	Electrolux	306 80	305	305	– 0 58
290	Ericsson	286	276	278	– 2 79
405	Exxon Corp.	425	422 80	423	– 0 47
695	Ford Motors	561	551	551	– 1 78
80	Freegold	75 10	75 35	75 35	+ 0 33
92	Gencor	89 80	92 60	92 60	+ 3 11
560	Gén. Electr.	545	543	543	– 0 36
510	Gén. Belgique	498	509	509	+ 2 20
575	Gen. Motors	550	546	546	– 0 72
50	Goldfields	50	50	49 90	– 0 20
44	GdMetropolitain	44 50	43	43	– 3 37
75	Harmony	67	66 60	67	....

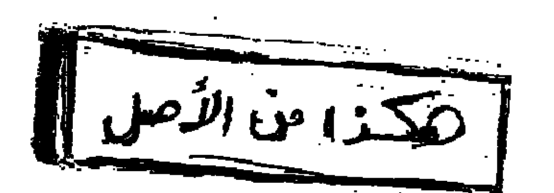
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
36	Hitachi	37 45	37 15	36 90	– 1 46
1010	Hoechst Akt.	882	870	885	– 0 78
101	Imp. Chemical	99 30	98 10	98 10	– 1 20
105	Inco. Limited	92 50	92 10	92 10	– 0 43
1090	IBM	1066	1045	1045	– 1 96
320	ITT	326	331	331	+ 1 53
185	Ito-Yokado	172 50	166 40	166 40	– 3 53
65	Matsushita	62 90	62 30	62 40	– 0 79
1270	Merck	1321	1308	1308	– 0 98
745	Minnesota M.	725	718	718	– 0 96
210	Mobil Corp.	219	219	218	– 0 45
33400	Nestlé	31900	31500	31500	– 1 25
144	Norsk Hydro	135	133	134	– 0 74
195	Offi	175 50	178	178	+ 1 42
1160	Petrofina	1220	1218	1220	....
955	Philip Morris	473	456	456	– 3 59
183	Philips	155 10	154 60	154	– 0 70
445	Quilmès	550	538	541	– 1 63
555	Randfontein	501	512	512	+ 2 19
545	Royal Dutch	542	520	519 c	– 0 56
74	Rio Tinto Zinc	71	70 60	70 90	– 0 14
82	St Helena Co	88	92	91	+ 3 40
216	Schlumberger	216	213	213	– 1 38
83	Shell transp.	84 60	85 40	85 40	+ 0 94
2240	Siemens A.G.	1955	1922	1922	– 1 58
149	Sony	151 50	151 70	151 50	....
169	T.D.K.	171 50	168 50	167	– 2 62
17 50	Toshiba Corp.	17 55	17 55	17 55	....
1230	Unilever	1239	1212	1210 c	– 0 34
370	Unit. Techn.	345	340	341	– 1 15
495	Vaal Reefs	460	453	454	– 1 30
390	Volvo	398 50	400	400	+ 0 37
245	West Deep	218	221	221	+ 1 37
425	Xerox Corp.	422	413 50	413 50	– 2 01
1 50	Zambia Corp.	1 37	1 37	1 37	....

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 986	7 054	6 750	7 350
ECU	6 855	6 865	....	....
Allemagne (100 DM)	318 920	318 870	308	327
Belgique (100 F)	15 617	15 624	15	15 850
Pays Bas (100 fl.)	282 990	282 980	274 500	291 500
Danemark (100 krd)	86 300	86 180	85	90
Norvège (100 k)	93 460	93 610	90	96
Grande-Bretagne (£ 1)	10 758	10 755	10 400	11 100
Grèce (100 drachmes)	5 082	5 088	5	5 800
Italie (1 000 lires)	4 648	4 649	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	383 550	382 870	371 500	391 500
Suède (100 krs)	98 970	99 100	96	102
Autriche (100 sch)	45 380	46 400	44 500	46 450
Espagne (100 pes.)	5 025	5 026	4 850	5 400
Portugal (100 esc.)	4 752	4 758	4 500	5 400
Canada ($ can 1)	5 080	5 131	4 900	5 280
Japon (100 yens)	4 277	4 268	4 100	4 280

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/5
Or fin (kilo en barre)	76950	77600
Or fin (en lingot)	77000	77250
Pièce française (20 fr)	530	530
Pièce française (10 fr)	460	.....
Pièce suisse (20 fr)	503	516
Pièce latine (20 fr)	491	480
Souverain	586	580
Pièce de 20 dollars	3005	3040
Pièce de 10 dollars	1605	1520
Pièce de 5 dollars	925	.....
Pièce de 50 pesos	2900	2900
Pièce de 10 florins	460	451
Or Londres	342 50	342 75
Or Zurich	341	342 50
Or Hongkong	342 30	342 20
Argent Londres	5 06	5 06



Le Monde

A Sri-Lanka

L'armée suspend « temporairement » son offensive contre les séparatistes tamouls de Jaffna

De notre envoyé spécial

Colombo. – L'objectif des opérations de l'armée sri-lankaise, qui était officiellement de *« dégager les voies d'accès »* entre les diverses bases militaires de la péninsule et la ville de Jaffna *« pour permettre la relève des troupes »*, est *« temporairement abandonné »*, a annoncé, ce mardi 20 mai, le haut commandement de Colombo. *« La plupart des soldats ont regagné leur base »*, a déclaré un porte-parole de l'armée, admettant que *« les attaques terroristes »* étaient à l'origine de ce repli tactique. *« Si nous poursuivions nos opérations,* a-t-il ajouté, *il y aurait beaucoup de victimes civiles, et nous ne le voulons pas. »* Selon lui, *« aucun dégât important visible »* n'a été occasionné à l'hôpital général de Jaffna par les bombardements. Estimant à *« trente ou quarante »* le nombre de camps occupés par la guérilla tamoule dans la péninsule, le porte-parole a indiqué que l'approvisionnement alimentaire de Jaffna *« se poursuit normalement par la mer »*.

Lundi après-midi, au troisième jour de l'offensive, l'armée de l'air sri-lankaise avait bombardé la ville, faisant au moins une douzaine de morts et cinquante blessés. Deux avions de fabrication italienne Marchetti, appuyés par des hélicoptères munis de mitrailleuses, avaient lâché huit projectiles de 20 kilos sur le centre-ville. Plusieurs magasins et des résidences privées avaient été détruits. L'hôpital central de Jaffna avait été légèrement touché.

A Colombo, le haut commandement avait reconnu avoir été contraint de procéder – pour la première fois depuis deux mois – à un bombardement limité des positions urbaines tenues par les séparatistes. *« Les populations civiles ont été prévenues »* du raid avant son déclenchement, a-t-il précisé. L'objectif était d'obliger les maquisards à relâcher leur pression sur un détachement de soldats qui attendaient une sortie du vieux fort hollandais de Jaffna pour aller prêter main-forte aux convois blindés qui font route vers le nord. Un soldat a été tué et au moins cinq autres blessés dans cette tentative avortée.

Au total, le bilan officiel de l'opération reste de *« vingt-cinq terroristes »* abattus et de vingt-six soldats tués. D'après l'armée, les Tigres libérateurs de l'EELAM tamoul (TLET), le mouvement de maquisards qui dirige virtuellement la résistance, feraient face depuis quelques jours à des *« démissions massives »*. Les TLET ont cependant nié cette information et annoncé que leurs pertes s'élevaient à huit hommes seulement, *« alors qu'au moins cinquante soldats »* avaient été tués dans les combats.

Une chose est sûre : l'avance des troupes vers la capitale tamoule s'était faite lentement et péniblement. Toutes les routes et les pistes y menant ont été minées, et des ponts ont été détruits à l'explosif par les séparatistes. Ces derniers, à l'affût dans des tranchées et des bunkers de fortune le long des pistes, ont tendu des embuscades et paraissent bien armés. A Jaffna même, les cent cinquante mille habitants se sont terrés chez eux pendant quatre jours. Seuls les militants, qui ont décrété le couvre-feu, assuraient la défense et un semblant d'ordre dans la ville.

« Mise en garde » de New-Delhi

Pour l'instant, New-Delhi, soumis aux pressions de ses 50 millions de Tamouls – les 2,8 millions de Tamouls sri-lankais sont originaires du Tamil-Nadu indien, – s'est contenté de *« fermement condamner »* les bombardements. Il n'y a, pour l'heure, aucune indication que M. Rajiv Gandhi souhaite aller plus loin. Accusé par le président Jayewardene de s'être *« montré sourd à ses appels »* – Colombo demande régulièrement l'éviction des séparatistes sri-lankais basés dans le Sud indien, – le premier ministre de New-Delhi a *« mis en garde »* le gouvernement sri-lankais *« contre la poursuite d'une solution militaire (...) et les bombardements d'objectifs civils »*, qui favorisent l'escalade et diminuent les chances d'un règlement négocié du conflit.

Colombo avait fait savoir qu'aucune clarification de ses dernières propositions ne serait plus adressée à New-Delhi *« tant que les Tamouls ne seront pas revenus »* à la table des négociations.

PATRICE CLAUDE.

Bourse de la matinée

CALME ET IRRÉGULARITÉ

Encore une fois, l'ordinateur de la Chambre syndicale a eu des faiblesses ce mardi matin. Aucun indicateur n'était disponible. D'une façon générale, l'activité a été calme, et la tendance était à l'irrégularité. Hausse de Midi (+ 3,1 %), de Perrier (+ 1,4 %) et de L'Oréal (+ 0,6 %). Repli de Peugeot (– 2,7 %), Alsthom (– 1,8 %), Michelin (– 0,7 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 20 MAI

Indicateur de séance (%) : – 0 07

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	485	485	485
Agence Havas	1820	1820	1825
Air Liquide (L')	833	840	840
Alsthom	585	575	574
Bancaire (Cie)	1330	1325	1330
Bongrain	1970	1980	1980
Bouygues	1265	1268	1255
B.S.N.	3890	3860	3840
Carrefour	3838	3838	3810
Chargeurs S.A.	1285	1285	1292
Club Méditerranée	546	543	543
Dumez	1460	1480	1485
ELF-Aquitaine	338	340	342
Essilor	2830	2800	2780
Lafarge-Coppée	1585	1585	1550
L. Vuitton S.A.	1250	1260	1260
Michelin	3035	3015	3010
Midi (Cie)	6500	6550	6550
Moët-Hennessy	2470	2470	2470
Navig. Mixtes	1245	1240	1235
Oréal (L')	3550	3570	3570
Pernod-Ricard	1200	1175	1175
Peugeot S.A.	1090	1060	1080
Sanofi	828	810	815
Source Perrier	725	735	738
Télémécanique	3760	3760	3760
Thomson-C.S.F.	1385	1390	1380
Total-C.F.P.	409 50	415	417
T.R.T.	3160	3160	3160
Valéo	587	587	587

VISITE DE M. MITTERRAND DANS LE RHONE

Au terme de son traditionnel week-end de Pentecôte en Saône-et-Loire, le président de la République a effectué, lundi soir 19 mai, une visite inattendue à Oullins, commune de la banlieue sud-ouest de Lyon. Il répondait ainsi à l'invitation formulée à plusieurs reprises par le maire de cette ville de près de trente mille habitants, M. Roland Bernard (PS), ancien député, conseiller régional et candidat aux élections sénatoriales prévues en septembre. Coup de pouce présidentiel à cette candidature, après l'annonce par le bureau national du PS d'un « parachutage » possible sur la liste rhodanienne ? Les observateurs en sont convaincus même si le but avoué de ce déplacement était culturel.

Arrivé un peu avant 20 h 30, le président a remonté à pied la grande rue d'Oullins, à la grande surprise des riverains, pour se rendre devant la fontaine monumentale – un pilier de 19 mètres de hauteur, entièrement revêtu de céramique blanche, sur lequel l'eau glisse en ondes successives – érigée par le plasticien Jean-Pierre Raynaud. Une manière aussi pour M. Mitterrand de donner un coup de chapeau à un *« vrai grand créateur contemporain »* dont l'un des projets – la transformation d'une tour du quartier des Minguettes à Vénissieux en « sculpture du siècle » – est au cœur d'une polémique.

La course aux télévisions privées

HAVAS CANDIDAT AVEC LA CLT

Dans un entretien accordé au magazine professionnel *Stratégies*, M. Pierre Dauzier, nouveau PDG d'Havas, confirme les ambitions du groupe sur le marché de l'audiovisuel : *« Nous voulons être partenaires dans une chaîne généraliste au travers et avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et dans le cadre de la future loi sur l'audiovisuel. »* On sait que la CLT, dont Havas est le principal actionnaire français, est candidate à la reprise de la « 5 », que la Commission nationale communications et libertés devrait mettre aux enchères.

M. Dauzier précise, d'autre part, que la privatisation d'Havas *« se fera en maintenant l'unité et la cohésion »* du groupe. Refusant toute cession même partielle des actifs d'Havas, M. Dauzier insiste sur la nécessaire unité entre les activités d'agence et de médias, en prenant exemple de la concentration des groupes américains et japonais.

Sur le vif

Cafteurs !

Ils n'ont pas de moralité, les flics. Moi, je suis scandalisée. C'est pas bien, ce qu'ils font : une prime à la délation, vous rendez compte ! Dans quel monde vit-on ? Récompenser les citoyens prêts à alerter la police pour déjouer une action terroriste, ça ressemble à quoi ? Ce matin, à la radio, j'entendais un défenseur des droits de l'homme. Il disait que c'était très mal de rapporter. M'sieur ! m'sieur ! je sais qui l'a posé, le pétard dans les toilettes ! Ça ne se fait pas, on apprend ça dès l'école.

Vous me direz : allons donc ! ça se fait couramment à l'étranger. Et même ici. Les fonds spéciaux, où vous croyez qu'ils vont ? A payer ce genre de renseignements. Ça se fait mais ça ne se dit pas. Et c'est bien mieux comme ça. Ça permet de donner des leçons de morale à ces salauds d'Amerloques et de Teutons qui encouragent les mouchards, les chasseurs de prime, à coups d'affiches « wanted », désignant à la vindicte publique les fauteurs de crime.

Grand banditisme ou terrorisme, ils ne font pas la différence. Entre nous, moi non plus. J'ai beau la chercher, je ne la vois pas. Mais ça, c'est mon côté facho, contaminée par l'idéologie sécuritaire depuis que j'ai failli sauter dans la galerie Point-Show. J'y suis passée, en sortant de la gym, un quart d'heure avant l'explosion.

Pour en revenir à nos moutons, c'est eux qui ne doivent pas être contents, les moutons, les indics et les balances. Ça va leur faire une sacrée concurrence. Remarquez, moi, à leur place, je m'inquiéterais pas trop. Faudrait qu'on me paye vraiment très cher pour que je prenne le risque de donner un tueur. Des fois qu'il aurait des copains... Vous savez combien il a offert, Reagan, à qui l'aiderait à retrouver les auteurs de je ne sais plus quel détournement d'avion ? 500.000 dollars. Alors, là, oui, ça vaut le coup. Surtout que, par précaution, on vous fait passer sur le billard et vous en ressortez avec une autre gueule. La mienne commence à être drôlement tapée. Ça me permettrait d'en changer à l'œil.

CLAUDE SARRAUTE.

Grogne au Parti communiste réunionnais

De notre correspondant

Saint-Denis. – Officiellement il n'existe pas de dissidence au sein du Parti communiste réunionnais. Tout au plus, son secrétaire général, M. Paul Vergès, évoque-t-il avec condescendance les « impatients » qui souhaiteraient que le parti adopte une ligne plus dure sur le problème du statut de l'île. Dans les coulisses, en revanche, la grogne gagne de l'ampleur et s'est accentuée au lendemain des élections législatives et régionales. Le PCR a tenu, dimanche 18 mai, un comité central que d'aucuns jugent « important » pour l'avenir du parti.

Le malaise ne date pas d'aujourd'hui. Lors de son dernier congrès, en 1980, le PCR avait orienté toute sa stratégie sur le mot d'ordre de l'*« autonomie démocratique et populaire »*. Une année plus tard, la victoire de la gauche et les engagements du président de la République concernant les DOM en matière de décentralisation donnaient un coup de frein au projet d'autonomie.

Depuis, sans que la base soit consultée, la ligne du PCR n'a cessé de fluctuer entre ses anciennes amours et une reconnaissance de fait de la départementalisation dont le quarantième anniversaire fut fêté le 19 mars dernier avec éclat par les municipalités communistes de l'île. Un revirement spectaculaire dont tous les états-majors politiques locaux ont pris acte, même si la droite réunionnaise continue de soupçonner M. Vergès de nourrir des arrière-pensées indépendantistes.

Désorientée par ce flou, la base l'est davantage encore par la tactique adoptée au lendemain des scrutins du 16 mars dernier. De nombreux militants, populaires dans leur localité et élus aux régionales ont dû démissionner, appliquant à la lettre la consigne du parti : *« Un homme, un mandat. »* Une cascade de départs qui a favorisé l'entrée à l'assemblée régionale du second fils du secrétaire général du PCR, M. Pierre Vergès, aux côtés de son père et de son frère, M. Laurent Vergès.

Pour certains responsables du PCR, *« trois Vergès à la région, c'est trop »*. D'autant plus que M. Paul Vergès cumule les fonctions de député européen, de député apparenté PCF à l'Assemblée nationale, et de maire du Port. Le mécontentement face à la « dynastie » s'est manifesté lors d'un comité central avant le 16 mars, où, pour la première fois, une forte minorité sur une trentaine de présents aurait voté contre la troisième place octroyée à M. Laurent Vergès sur la liste législative au détriment de M. Claude Hoarau, maire de Saint-Louis.

La fronde de M. Hoarau

Les soucis de M. Paul Vergès ne s'arrêtent pas là. Contesté sur sa gauche, il doit affronter la fronde d'un des plus anciens militants, M. Mario Hoarau qui s'affiche *« communiste départementaliste »*. Elu président du conseil régional en 1983, M. Mario Hoarau a repris en main la mairie de Saint-Leu (après avoir été remplacé à la présidence de la région par M. Pierre Lagourgue, ancien député UDF, divers droite) en évinçant de toute responsabilité son premier adjoint, M. Ary Yee Chong Tchi Kan, un proche de M. Vergès, ancien animateur du Front de la jeunesse autonomiste de la Réunion (FJAR, en sommeil depuis 1981), impopulaire dans la commune.

Le maire de Saint-Leu remet en cause, par ailleurs, l'adhésion de sa municipalité au syndicat intercommunal à vocation multiple de la Réunion (SIVOMAR), présidé par M. Paul Vergès et administré par son fils Pierre, qui regroupe essentiellement des mairies communistes.

C'est dans ce climat tendu que s'est tenue la réunion du comité central du PCR.

Figure charismatique du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès réussira-t-il à faire taire le mécontentement ? Une tâche difficile l'attend, même si la récente condamnation de plusieurs militants par le tribunal correctionnel a resserré quelque peu les liens à l'intérieur du parti, mais pas nécessairement autour de M. Vergès.

ALIX DIJOUX.

Sur CFM
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

MERCREDI 21 MAI
de 19 heures à 19 h 30
Allô « le Monde »
Télévisions à vendre
avec J.-F. LACAN
et YVES-MARIE LABÉ
Une émission présentée par FRANÇOIS KOCH

Le numéro du « Monde » daté 20 mai 1986 a été tiré à 391 915 exemplaires

A Beyrouth-Ouest

RAPT DES DEUX OCCUPANTS D'UNE VOITURE DIPLOMATIQUE SOVIÉTIQUE

Beyrouth *(Reuter)*. – Trois hommes armés ont enlevé, le mardi 20 mai, les deux occupants d'une voiture de l'ambassade soviétique, dans le quartier à majorité musulmane de Beyrouth-Ouest, apprend-on de source proche des services de sécurité.

On ignore encore si les deux passagers du véhicule sont ou non soviétiques. A l'ambassade d'URSS, on affirmait ne disposer d'aucune information sur l'incident.

NOUVELLES BRÈVES

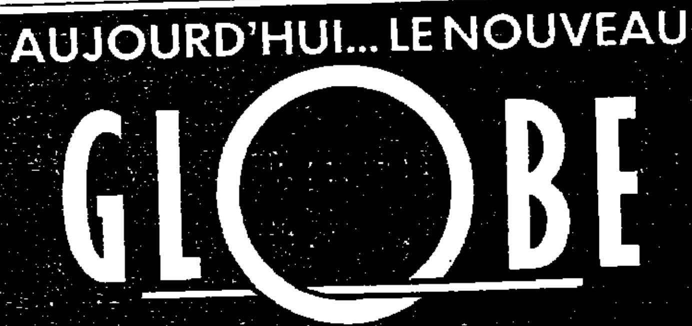
● *Aucun survivant dans l'accident du Breguet-Atlantic de Djibouti.* – Le ministère français de la défense a confirmé qu'il n'y avait aucun survivant parmi les dix-neuf occupants de l'avion Breguet-Atlantic de surveillance maritime qui s'est écrasé, dimanche 18 mai, non loin de Djibouti. Les sauveteurs ont finalement retrouvé les restes calcinés des trois occupants portés disparus (*le Monde* du 20 mai). L'accident a donc provoqué la mort de deux officiers de marine, de seize officiers-mariniers et d'un sous-officier de la légion étrangère – *(AFP.)*

● *Attentat manqué contre le président Alfonsin.* – La police argentine a désamorcé lundi 19 mai une bombe dans un club militaire à Cordoba (à 750 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), peu avant l'heure où le président Raul Alfonsin devait s'adresser à des officiers dans un bâtiment voisin. La bombe aurait été découverte à la suite d'un coup de téléphone anonyme. Vendredi dernier, des bombes avaient explosé dans six bureaux du Parti radical de M. Alfonsin, quelques heures avant l'annonce de la condamnation des membres de la junte qui avaient conduit l'Argentine à la défaite en 1982 face à la Grande-Bretagne dans les îles Malouines. – *(Reuter.)*

● *Fermeture des « marchés libres paysans » à Cuba.* – M. Fidel Castro a décidé la fermeture, à Cuba, à partir de cette semaine, des « marchés libres paysans », lieu de commercialisation sans contrôle des prix d'une partie de la production agricole privée.

Cette décision a été prise, lundi 19 mai, au terme d'une réunion de deux jours avec les responsables de petits exploitants agricoles et des coopératives de production soutenues par l'Etat. L'ouverture des « marchés libres paysans », date de 1980. Les prix pratiqués sur ces marchés, où étaient vendus divers biens de consommation, étaient uniquement tributaires de l'offre et de la demande. – *(AFP)*.

● TENNIS : *Navratilova battue à Berlin-Ouest.* – L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, qui aura seize ans au mois de juin prochain, a créé la surprise en battant l'Américaine Martina Navratilova, 6-2, 6-4, lundi 19 mai en finale du tournoi de Berlin-Ouest. Cette quatrième victoire consécutive dans un tournoi du circuit féminin fait de la jeune Allemande, qui a récemment battu l'Américaine Chris Evert-Lloyd, l'une des grandes favorites des Championnats internationaux de France.





A B C D F G H